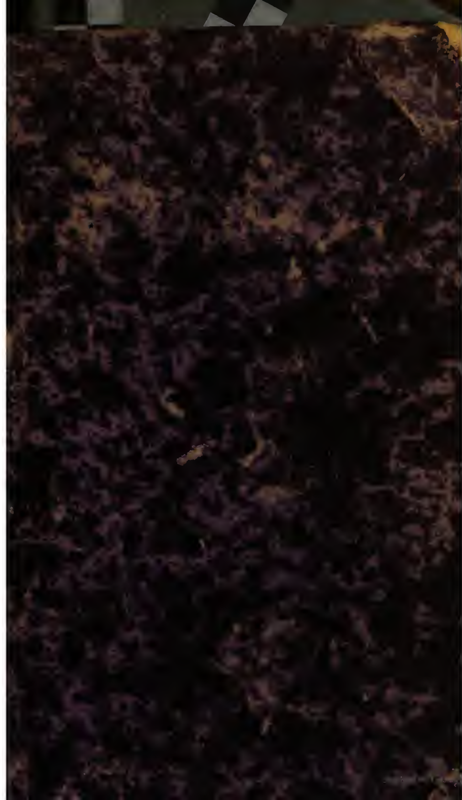



BIBLIOTECA NAZIONALE VITT. EMANUELE
201
2 I
32

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE



PARIS. — IMPRIMERIE DE J. BELIN-LEPRIEUR FILS, 11, RUE DE LA MONNAIE.

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION

FRANÇAISE

PAR M. CAPEFIGUE



TOME TROISIÈME





PARIS

BELIN-LEPRIEUR, ÉDITEUR

RUE PAVÉE SAINT-ANDRÉ, 5

1843

L'EUROPE

PENDANT

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

CHAPITRE Ier

ALLIANCE DES TROIS GRANDS CABINETS CONTRE LA RÉPUBLIQUE.

Effet produit en Europe par la paix de Bâle. — La Russie. — Catherine II. — Accomplissement de sa pensée sur la Pologne. — L'Angleterre. — Développement du caractère de M. Pitt. — La majorité. — Le parlement. — L'Autriche. — L'empereur François II. — Puissance du baron de Thugut; — du comte de Lerbach. — Proposition de rapprochement. — Lord Withworth et M. de Cobentzl à Saint-Pétersbourg. — Sir Morton Eden à Vienne. — Traité de subsides. — Signature de la triple alliance. — Lutte de l'influence prussienne et autrichienne sur le corps germanique.

Mars—Août 1795.

Rien n'excita une plus vive, une plus profonde sensation parmi les grandes cours de l'Europe, que le traité conclu à Bâle entre la Prusse et la puissante république. Depuis longtemps le cabinet de Berlin avait bien révélé son dessein secret d'une défection militaire, mais on ne croyait pas les événements assez avancés pour justifier une convention diploma-

tique, qui emportait avec elle-même la reconnaissance du nouveau gouvernement en France. Quel pas immense était donc fait dans l'esprit des révolutions! ce n'était plus seulement un cabinet de second ordre, comme le Danemarck ou la Suède, une couronne sans force ou sans éclat, comme celle d'Espagne sous le sceptre d'or d'un favori, ni ce pacifique grand-duc de Toscane, le protecteur des arts dans les nobles cités de Pise, de Sienne, de Florence, qui reconnaissait une république régicide; mais le premier, peut-être, des cabinets militaires, la monarchie de Frédéric, la puissance enfin qui naguère, à la tête de la coalition, avait franchi les frontières de France. Et ce traité si étrange était-il motivé par la perte de quelque grande bataille, par un de ces revers qui changent la fortune des états? Aucunement; c'était par une inexplicable lassitude et par les ressorts d'une politique secrète. On savait également que M. de Hardenberg travaillait sourdement à constituer l'influence haute et presque exclusive de la Prusse en Allemagne, à l'aide de la république française elle-même [1]. La proclamation de

1 Cette bonne intelligence des deux cours à la suite du traité de Bâle résultait d'une série de notes fort calmes entre la république française et la Prusse. *Note de M. de Hardenberg à l'ambassadeur français M. Barthélemy* (24 juillet 1795).

« Le soussigné, ministre plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, a l'honneur de prévenir M. Barthélemy, ambassadeur de la république française, de la résolution que l'empire germanique en corps vient de prendre par un *conclusum* en date du 3 de ce mois, de demander à l'empereur qu'en sa qualité de chef suprême il fasse les démarches nécessaires pour amener et accélérer la paix entre l'empire et la France. L'empire ayant en même temps réclamé l'intervention du roi de Prusse, Sa Majesté ne croit pas devoir tarder un instant de répondre à la confiance de ses co-états, en attendant que l'empereur prenne, de son côté,

la ligne de neutralité sur la rive droite du Rhin était un acte hostile pour anéantir la suprématie de l'Autriche sur le vieil empire de Charlemagne. Mais l'Europe souffrirait-elle ce changement?

A Pétersbourg, Catherine II voyait l'œuvre de sa pensée grandir et se développer dans les proportions de son vaste génie : la paix avec la Turquie était signée, et la Russie avait acquis de riches débouchés sur la mer Noire; le partage de la Pologne, récemment accompli, laissait à sa disposition une armée immense, et si le cabinet de Pétersbourg préparait une guerre contre la Perse, les troupes asiatiques efféminées, sous le ciel d'Ispahan, seraient facilement vaincues par ces terribles soldats qui avaient brisé les Osmanlis et les Polonais, sous le puissant Suwarow. Nulle femme n'avait conservé, dans un âge avancé déjà, une force d'esprit et de corps comparable à celle de Catherine II; elle régnait depuis trente-trois années avec la même fermeté et la même intelligence : la czarine avait soixante-six ans, et avait une corpulence robuste, le cou replet, la figure enluminée et grasse, les yeux brillants, ainsi qu'on voit

les mesures les plus promptes pour atteindre le but. Le roi se chargeant, avec nne vraie satisfaction, de tont ce qui peut hâter l'henreux retour de la paix, tant pour l'Allemagne qne pour la France, ne doute pas qne la république française, animée des mêmes sentiments, n'envisage ce grand objet sous nn point de vue conforme; il espère que cette puissance s'étant engagée, par l'article 7 du traité de Bâle, d'accueillir les bons offices de S. M. en faveur de ceux des états de l'empire germanique qui désireraient entrer directement en négociation avec elle; ayant consenti de plus à ne pas traiter comme ennemis, pendant l'espace de trois mois après la ratification du traité sus-mentionné, ceux des princes et états dudit empire qui sont situés snr la rive droite du Rhin, en faveur desquels S. M. s'intéressera; ayant enfin accordé la neutralité à la plus grande partie de l'Allemagne par la conven-

Catherine de Médicis en sa vieillesse; elle montait à cheval comme dans sa jeunesse, caracolant au milieu de ses chevaliers-gardes. Elle-même avait tracé de sa main le partage de la Pologne sur une belle carte de Delisle, et ce fut à Pétersbourg qu'elle accueillit ce malheureux Stanislas-Auguste, son noble amant, qu'elle avait créé roi de Pologne et qu'elle brisait avec la même indifférence. Tout occupée de la grandeur de la Russie et de sa magnifique renommée, Catherine songeait maintenant à jouer un nouveau et puissant rôle en Europe, car ses conquêtes matérielles étaient accomplies en Turquie et en Pologne. La Russie avait acquis une population nouvelle de plusieurs millions d'âmes; il lui fallait maintenant assurer son influence occidentale par une guerre ferme et décidée contre le principe révolutionnaire en France.

C'était une ancienne pensée de Catherine II: entraînée d'abord par cette exaltation chevaleresque, qui brillait de temps à autre comme un éclair sur son âme, Catherine ne s'était-elle pas fortement prononcée pour la

tion particulière du 17 mai, elle n'hésitera pas d'accepter l'intervention efficace du roi pour tout l'empire et de concourir aux arrangements militaires, d'autant plus que la France elle-même semble intéressée à voir le plus tôt possible la communication rétablie et le commerce reprendre un libre cours tout le long du Rhin, et faire cesser ou voir diminuer au moins les frais énormes que la continuation des hostilités doit lui causer. Le roi propose, sans entrer dans le fond de la négociation même :

« 1° Qu'en adoptant dès ce moment et pour la durée des négociations l'état de possession actuel, l'on convienne d'un armistice général entre la France et l'empire;

« 2° Que pendant cet armistice toute contribution, réquisition et mesure hostile cessent dans les pays ou places germaniques occupés par les troupes françaises;

« 3° Que la ville de Francfort-sur-le-Mein soit fixée d'après le vœu de l'empire pour être le siége des négociations; qu'elle soit confiée à la garde de

noblesse émigrée aux bords du Rhin? La czarine, qui avait à comprimer des nobles aussi, moins fidèles et moins soumis, avait tout naturellement tendu la main à ces gentilshommes qui abandonnaient tout, patrie, fortune, pour servir le vieux drapeau de leur souverain! fidélité qui lui plaisait à elle, si souvent obligée de punir les grands par des exils. Depuis longtemps, elle connaissait les bonnes familles de France; MM. de Langeron, de Richelieu, de Saint-Priest, servaient dans ses armées comme de fidèles et braves officiers; il n'était pas un nom de France dont elle ne connût le blason, la généalogie et les hauts faits.

Maintenant, la czarine désirait seconder une restauration de la famille de Louis XIV en France; elle devait jeter dans la balance militaire 200,000 hommes, et un général, fier et dur Moscovite, Suwarow, le vainqueur des Polonais au faubourg de Praga; mais cette vieillesse robuste pouvait être tout à coup atteinte par la mort impitoyable : l'apoplexie, si terrible, avait essayé sa foudre snr ce crâne vaste et fatigué. Catherine

de ses propres troupes et que toutes troupes étrangères, même celles du roi, en soient retirées;

« 4° Que la république française y envoie au plus tôt un plénipotentiaire pour traiter de la paix avec le commissaire impérial, et la députation qui va être nommée par l'empire pour cet effet;

« 5° Que les mesures nécessaires soient prises pour la sûreté entière des correspondances.

« Le soussigné invite M. l'ambassadeur à vouloir transmettre dans le plus court délai ces propositions préliminaires au gouvernement français, et à vouloir faire part au soussigné de la réponse qu'il recevra. »

Réponse de M. Barthélemy à la note de M. de Hardenbery.

« Je n'ai pas manqué de porter à la connaissance du comité de salut public de la convention nationale la note que S. E. M. le baron de Hardenberg, ministre d'état et plénipotentiaire de S. M. le roi de Prusse, a bien voulu m'adresser, en date du 24 juillet dernier. Le comité de salut public l'a prise

morte aurait pour successeur Paul Ier, âgé de quarante ans déjà, prince dont la jeunesse avait été fêtée par la noblesse de France un peu avant la révolution. Qui ne se rappelait, parmi les gentilshommes, le noble luxe de Versailles, quand la cour de Louis XVI salua le comte du Nord et sa jeune et brillante compagne? Combien Marie-Antoinette fut alors belle, gracieuse! et à Chantilly, que d'admirables fêtes les Condés n'avaient-ils pas données au comte du Nord? cette chasse aux flambeaux, au son de mille fanfares retentissantes; ces théâtres, ces palais de feu, ces bals ravissants au milieu des pelouses et des charmilles de Chantilly! Catherine, jalouse de son pouvoir et voulant le continuer jusqu'à la mort, reléguait le czarewicth dans son palais de Gatschina, où il s'absorbait dans des études mathématiques et militaires. Après le partage de la Pologne, le dessein de Catherine fut de prendre une part active, considérable, aux transactions de l'Europe

en considération particulière, et me charge de répondre à M. le baron de Hardenberg que, quoique son désir de concourir dans toutes les occasions au succès des vœux de S. M. P. soit bien sincère, puisqu'ils ne peuvent être fondés que sur les intérêts d'une utilité réciproque aux deux puissances, les principes qu'il a adoptés pour règle de sa conduite et qu'il a manifestés dans des négociations précédentes ne lui permettent pas, dans les circonstances actuelles, de consentir à un armistice entre la France et l'empire germanique; persuadé, comme il est, que l'armistice, loin de favoriser les progrès de la pacification, ne tendrait au contraire qu'à ralentir la marche de la négociation qui devrait la préparer.

« Le gouvernement français voit avec plaisir que l'empire germanique, fatigué d'une guerre dont la cause lui devient tous les jours plus étrangère, réclame l'intervention et la coopération de S. M. P. pour le rétablissement de la paix avec la république française; et c'est ici où il se plait à renouveler ses assurances de l'intérêt particulier avec lequel il sera toujours disposé à accueillir cette intervention, tant envers l'empire en général, qu'envers chacun des états qui le composent en particulier. J'éprouve donc une véritable satisfaction de pouvoir confirmer

occidentale, et c'est ce que l'Angleterre avait parfaitement deviné dans ses négociations.

François II, le jeune empereur d'Autriche, avait quitté la Belgique avant l'évacuation arrêtée par M. de Thugut. Avec cette admirable patience qui le distingue, le cabinet de Vienne avait cherché à grandir ses forces et à réparer ses pertes; le conseil aulique pouvait compter sur une armée plus forte peut-être que celle qu'il avait espérée sur le Rhin et que rendait disponible le partage et la pacification de la Pologne. Le baron de Thugut était le diplomate tout-puissant du cabinet de Vienne, le régulateur de son système de paix ou de guerre; seulement, la nécessité des affaires d'Allemagne lui donnait pour second et pour aide le comte de Lerbach, très au fait des transactions germaniques et de la partie occulte des négociations de Bâle. C'est le comte de Lerbach qui avait communiqué la première nouvelle des stipulations secrètes de la Prusse avec la ré-

à M. le baron de Hardenberg, conformément aux ordres que j'ai reçus, que les bons offices de S. M. P. auront auprès du gouvernement français toute l'efficacité qu'elle peut en attendre dans tout ce qui ne préjudiciera ni à l'intérêt, ni à la dignité de la république. Il ne dépend donc que de l'empire germanique de mettre à profit ces dispositions amicales envers la cour de Berlin, en entamant directement avec le gouvernement français une négociation pour laquelle l'intervention de S. M. P. pourra être utile aux états de l'empire. Comme il est exprimé dans les instructions que je viens de recevoir de Paris, que la mesure de l'armistice ne peut être adoptée, il n'échappera pas à M. de Hardenberg qu'il en est de même des quatre articles proposés dans sa note, puisqu'ils sont une conséquence naturelle du premier article.

« A Bâle, le 10 août 1795.

« *Signé :* BARTHÉLEMY. »

Déclaration confidentielle, remise par Rewbell à M. de Hardenberg, à Bâle, le 18 août 1795.

« La France ne rendra point à l'empire ses conquêtes entre la Meuse et le Rhin ; son gouvernement sent trop bien que par là elle n'aurait qu'une trêve au lieu de la paix ; et qu'il lui

publique française sur les destinées futures de la confédération germanique : le comte de Lerbach avait surtout été mêlé à la proposition d'échange des Pays-Bas contre la Bavière [1], essayée à Bâle comme un simple pourparler entre l'Autriche et M. Barthélemy. M. de Thugut et le comte de Lerbach, intelligences, au reste, sans préventions et sans préjugés, pouvaient transiger avec tous les événements sans s'arrêter à d'inflexibles principes. Le dessein de l'Autriche était de reprendre la guerre avec fermeté, d'abord pour la défense du Rhin, que la Prusse abandonnait par son système mitoyen et faible de neutralité germanique, ensuite de déployer ses forces dans l'Italie, pour y chercher de nouvelles compensations.

Cette double campagne sur deux points extrêmes aurait des résultats nécessaires : pour défendre le Rhin, l'Autriche avait un prétexte d'occuper la Bavière, et les positions du Danube et de l'Inn plus particulièrement; et en Italie, les compensations par Venise, l'Istrie et la Dalmatie, arriveraient par la force des

faut la barrière insurmontable du Rhin, barrière qui empêcha pendant six cents ans l'empire romain défaillant d'être englouti par les barbares, barrière enfin qui ne fut franchie que par les efforts réunis de l'Asie et de l'Europe. Le gouvernement français prévoit d'ailleurs que ce serait donner un établissement sur le seuil de notre porte aux émigrés, qui ne manqueraient pas de mettre le feu à notre maison s'ils en trouvaient le moment favorable. Il ne veut pas non plus permettre au roi de Prusse de s'établir dans la grande plaine entre la Meuse et le Rhin, dont la richesse lui donnerait toujours les moyens d'entretenir des forces considérables sur nos frontières, de fomenter des troubles et d'envahir la Hollande au moment où, comme en 1787, nous ne pourrions peut-être pas la recouvrer. Toutes ces raisons portent le gouvernement français à ne pas se départir du principe que la limite du Rhin est indispensablement nécessaire à la sûreté de la France. »

[1] L'électeur palatin, informé à la fois de Bâle, de Mannheim et de Vienne

choses; et même au besoin on pourrait rectifier la frontière du Piémont pour grandir la Lombardie. Trois remarquables capitaines devaient suivre et développer ce système de défense et d'invasion à la fois : le jeune et brillant archiduc Charles occuperait la ligne du Rhin, ayant à ses côtés l'intrépide Clairfayt, que sa capacité élevait au rang de feld-maréchal; et le vieux Wurmser devait protéger l'Italie. Jamais peut-être les levées n'avaient été plus puissantes et plus formidables dans la monarchie autrichienne. Le rôle qu'avait pris la Prusse blessait profondément les intérêts et l'amour-propre du cabinet de Vienne : il dut tout sacrifier pour le lui enlever. Le loyal François II aimait tendrement sa femme, jeune et ardente Napolitaine au cœur haut, aux passions colorées et chevaleresques, qui pleurait comme une enfant la mort de Marie-Antoinette, la noble reine. Après la paix de Bâle, le cabinet de Vienne était donc poussé à la guerre par des mobiles puissants.

L'Angleterre conservait des ressentiments non moins aigres contre la Prusse : quoi! c'était quelque temps après avoir signé un traité d'alliance et de subsides avec le cabinet anglais, après en avoir touché presque la moitié, que cette puissance concluait la paix de Bâle par une trahison indigne! Ce n'était pas seulement sous ce point de vue que cette transaction blessait profondé-

même (par M. de Lucchesini), du projet ébruité d'échanger les Pays-Bas contre la Bavière, avait eu à cet égard une explication avec le comte de Sielern, envoyé de l'empereur à Munich, lui marquant la surprise et l'indignation que lui avait fait éprouver un avis si inquiétant et si extraordinaire venu de

ment M. Pitt, mais encore parce qu'elle lui faisait une mauvaise position dans le parlement, car l'œuvre de la paix était donc indéfiniment retardé, et l'opposition de Fox, de Shéridan, d'Erskine, allait s'emparer de cette circonstance, pour demander à M. Pitt un compte sévère des subsides et des sacrifices imposés à l'Angleterre.

A ce moment, le roi Georges avait recouvré quelque peu la raison, et sa fermeté venait en aide au premier ministre. A la face du principe révolutionnaire, il s'était fait en Angleterre un pacte d'énergie et de salut national entre tous les conservateurs qui soutenaient M. Pitt. Ce n'est pas dans les temps ordinaires que l'homme d'état se montre grand, c'est lorsque la tempête gronde; et certes M. Pitt fut admirable dans cette crise de la patrie : accusé dans le parlement, flétri par la presse, menacé dans sa vie, il demeura immobile avec la conscience de sa position si haute; il accomplit le devoir immense de préserver son pays par le développement de toutes ses forces. Si le système de lord Grey et de M. Fox eût triomphé, que serait devenue l'Angleterre en lutte avec la révolution française? M. Pitt, soutenu de son fidèle ami Dundas, appuyé par le parti propriétaire et conservateur, se jeta plus énergiquement dans la guerre. Il y allait de son pays, de la glorieuse Angleterre, traquée par une

plusieurs côtés à la fois. Le ministre autrichien protesta de sa complète ignorance à ce sujet, réfutant la véracité de l'avis d'après les principes de l'improbabilité politique du fait en lui-même.

M. de Lucchesini, ambassadeur de Prusse à Vienne, déclara par ordre de

révolution maîtresse déjà de la Hollande au nord, de l'Espagne au midi : est-ce qu'une si grande étendue de côtes pouvait rester longtemps au pouvoir de la France ou sous son influence, sans compromettre la vie et l'indépendance de la nation anglaise? Aussi le parti de la guerre fut pris avec énergie par le roi et son cabinet : d'ailleurs, n'avait-on pas trouvé jusqu'ici des compensations? La Corse obéissait encore à la Grande-Bretagne; l'Inde avait cessé de voir le pavillon français sur ses riches côtes; la plupart des colonies étaient soumises; la France n'avait plus de marine; ces résultats grandissaient l'Angleterre. Tout n'était pas perdu sur le continent : si la Prusse se détachait de la coalition, on pourrait rattacher l'Autriche avec plus de sincérité et de dévouement; la Russie, après le partage de la Pologne, avait toutes ses armées disponibles, et celles-ci jetteraient un poids formidable dans la balance. Il fallait donc agir avec vigueur; les subsides trouvaient des compensations naturelles dans les traités de commerce; le développement industriel de l'Angleterre était sans limites, et depuis la guerre elle absorbait toute la consommation du continent. Avec cette prospérité inouïe et des mesures fermes, énergiques, contre les agitateurs, M. Pitt pourrait arriver à la réalisation de ses pensées de prépondérance continentale.

A cet effet, la diplomatie anglaise avait multiplié ses

sa cour au ministère de l'empereur ; « Qu'il avait été fort sensible au roi son maître d'apprendre qu'on attribuait à quelques-uns de ses ministres d'avoir répandu la nouvelle d'une négociation particulière, entamée par la cour impériale avec la France, et qui aurait principalement pour but l'échange de

démarches sur tous les points. Lord Withworth, envoyé extraordinaire à Pétersbourg, dut proposer à la czarine un traité d'alliance défensive et de protection réciproque entre l'Angleterre et la Russie, et un développement des conventions commerciales. Depuis longtemps il existait des rapports, devenus presque indispensables, entre les grands propriétaires russes et les marchands anglais; les manufactures de Liverpool. de Manchester, jetaient mille produits en Russie, qui donnait en échange ses bois de mâture, ses fers, ses cuivres. Le traité politique n'était que le développement des stipulations commerciales, avec cette addition surtout, que lord Withworth proposait de le rendre militaire, c'est-à-dire que la czarine fournirait un contingent de troupes fixé par un traité, en échange d'un subside stipulé sur les mêmes bases que la convention conclue avec la Prusse et si étrangement violée.

Le cabinet de Pétersbourg accueillit ces offres, en posant néanmoins cette question : comment agirait l'armée moscovite et dans quelle proportion fournirait-elle son contingent? Ce n'était pas chose nouvelle que la stipulation d'une force russe employée dans la coalition; cela s'était fait en 1794 déjà, par une clause restée sans exécution positive, car la difficulté était de trouver une issue à l'armée russe; la voie de la mer, la plus simple, était si dispendieuse! 30,000 hommes demandaient d'immenses transports; la voie de terre

la Bavière; qu'à la vérité cet avis était venu d'un représentant français; mais que S. M. n'ayant d'ailleurs aucune raison d'y ajouter foi, elle avait autorisé ses ministres dans l'empire à contredire celle imputation. »

trouverait deux obstacles, la Prusse et l'Autriche, et l'on pouvait même dire toute l'Allemagne. Nulle puissance germanique ne se souciait de voir 80 ou 100,000 hommes traverser le sol de la patrie allemande : quelque discipline qu'on imposât à ces soldats, leur marche serait lourde, ruineuse. En toute hypothèse, on appelait les Russes à prendre une part directe aux transactions de l'Europe occidentale; mais les cours de Vienne et de Berlin, qui portaient déjà sur leurs flancs ce colosse formidable, voudraient-elles lui ouvrir les portes de fer qui défendaient le Danube et le Rhin contre les Moscovites? Toutefois, la Prusse se trouvait depuis le traité de Bâle dans une position à part, car elle avait trahi la cause commune; et l'Autriche avait besoin de tous les auxiliaires dans le péril qui la menaçait; c'est d'après cette situation bien connue que M. Pitt rédigea ses instructions pour lord Withworth, afin de rapprocher les deux cabinets de Vienne et de Pétersbourg dans une négociation simultanée.

Le noble ambassadeur devait proposer à la Russie, par sa haute médiation, un traité de coalition avec l'Autriche, dans le but de réprimer le développement de la révolution française [1]. M. de Cobentzl, qui représentait l'Autriche à Pétersbourg, n'était pas opposé à cette idée qui répondait parfaitement à la situation spéciale

[1] La république avait déjà quelque notion du rapprochement de la Russie, de l'Autriche et de l'Angleterre.

Extrait d'un rapport de Cambacérès à la convention.

«...Il est des puissances dont l'orgueil préférerait s'ensevelir sous des ruines plutôt que de rendre hommage à l'égalité et à la liberté. L'Angleterre aspire à la possession de l'empire des mers : l'Autriche et la Russie veulent maîtriser le continent, et prétendent, au

et fort menacée de sa cour. Dans l'esprit des négociateurs, il ne s'agissait pas d'ouvrir l'Allemagne à la Russie, mais d'appeler un corps d'armée dont le contingent serait fixé; et puisque la Prusse trahissait la cause européenne, on donnerait à la Russie la place que le cabinet de Berlin avait délaissé; il fallait à tout prix sauver la patrie commune d'une invasion inévitable. A Vienne, d'ailleurs, on avait toujours une arrière-pensée : avec ce corps de Russes auxiliaires, qui n'était pas assez considérable pour effrayer, on pourrait grandir la puissance autrichienne en Italie, occuper la Bavière, et peut-être enfin attaquer la neutralité de la Prusse, véritable danger pour l'Allemagne. M. de Cobentzl entra donc volontiers en négociations avec lord Withworth et la czarine; le baron de Thugut lui avait envoyé les pouvoirs les plus étendus pour signer les bases de l'alliance. Le meilleur accord existait entre les deux cours; à Vienne même, et pour marquer la haute considération que la Russie inspirait, François II prit un prétexte pour honorer de sa présence une fête que le comte de Razumowsky, ambassadeur de Russie, donnait pour l'anniversaire de la naissance de sa souveraine. M. de Thugut n'ignorait pas les froideurs hautement manifestées par le cabinet de Pétersbourg envers la cour de Berlin, et

milieu d'un bouleversement général, établir leur domination. Autour de ces puissances sont groupés les autres états de l'Europe, enchaînés par des intérêts divers. Quelques-uns s'applaudissent d'une neutralité sage, mais insuffisante : au milieu d'eux s'élève le peuple français, centre de toutes les affections et de toutes les haines. Des négociations importantes sont entamées ou prêtes à l'être ; il est indispensable de faire des paix partielles pour arriver

l'Autriche voulait en profiter pour ressaisir son influence allemande.

Ce moment était habilement choisi par M. Pitt, afin de proposer au baron de Thugut son traité de subsides. L'ambassadeur extraordinaire, sir Morton Eden, développa le plan de sa cour pour un système de coalition. Le cabinet autrichien avait d'abord hésité; voulant se réserver la possibilité de négocier avec la république française, il avait suspendu les pourparlers de sir Morton Eden; mais la négociation de Bâle tout à fait rompue, la proposition anglaise reprit son cours, et l'Autriche accepta ses offres sur le même pied que les stipulations prussiennes, seulement sous une autre forme, car ce ne fut pas à titre de subsides que l'Angleterre fournit à l'Autriche les ressources dont elle manquait; M. Pitt lui proposa de réaliser un emprunt dont la Grande-Bretagne prendrait la garantie et le payement d'intérêts. La stipulation fixa le contingent à 150,000 hommes; l'Angleterre, rattachant à sa solde personnelle le corps du prince de Condé, se portait comme intermédiaire, afin d'accomplir une triple alliance de coalition contre la république française, et c'est pour mettre à exécution ce traité que lord Withworth et M. de Cobentzl négociaient à Saint-Pétersbourg.

Voici donc quelle était la situation réelle : la Pologne partagée, la Prusse se retirait de la cause commune

à une paix générale... La république triomphante, prête à voler à de nouveaux triomphes, veut la paix : elle la voudra universelle, telle qu'elle puisse assurer pour jamais le repos et le bonheur du monde. Mais si vous jetez un coup d'œil sur l'Europe, il vous apprendra que la tâche des défenseurs de la patrie n'est

pour proclamer sa neutralité; en même temps, la Russie, qui n'avait fait jusqu'ici que des déclarations de principes, en promettant ses forces à la coalition, signait avec l'Angleterre un traité d'alliance offensive et défensive; l'Autriche recevait comme subsides la garantie d'un emprunt, et se rapprochait de la Russie décidée pour la cause commune. Ainsi, le génie de M. Pitt réparait, par l'énergie d'une coalition nouvelle, un échec qui paraissait immense : menacé lui-même dans son pouvoir, il débordait sur l'Europe. L'homme d'état voulait briser cette formidable république qui posait fièrement ses limites au Rhin, en déclarant qu'elle ne traiterait jamais qu'à cette condition.

En présence de cette fermeté nouvelle des cabinets de Londres, de Vienne, de Saint-Pétersbourg, la Prusse devait se trouver dans une situation véritablement inquiète, embarrassée. C'était bien, sans doute, d'avoir traité avec la république française, et de terminer ainsi une guerre que la Prusse considérait comme inutile et coûteuse; mais cette nouvelle position plaçait le cabinet de Berlin dans de grands embarras vis-à-vis de ses anciens alliés. L'Europe allait désormais se diviser en deux camps : autour de la république française se grouperaient des alliances commandées par la victoire et la conquête, des neutralités incertaines et difficiles, et que souvent la peur dirigerait; autour de l'Angleterre,

pas finie. » Puis le rapporteur Cambacérès parla des conditions qui auraient pour base de tracer les limites naturelles de la république, « de façon, dit-il, à lui assurer les fleuves, qui, après en avoir arrosé quelques départements, vont prendre leur cours vers la mer, dans les pays soumis aujourd'hui à ses armes. »

d'autres alliances intimes étaient cimentées par les emprunts et les subsides ; il fallait donc embrasser l'un ou l'autre de ces partis, entre lesquels se divisaient le monde. Les choses en étaient à ce point d'irritation contre la Prusse à Vienne, à Londres, à Pétersbourg, que si la triple alliance arrivait à ses fins de répression contre la France, elle tournerait ensuite ses armes contre la Prusse, qui avait si indignement trahi la cause commune, et l'on verrait se renouveler cette guerre terrible qui avait tant menacé le grand Frédéric.

La situation particulière de la Prusse l'exposait aux coups immédiats des trois puissances. Au nord, l'extention extrême de ses frontières la plaçait sous l'invasion des Russes, l'enlaçant en tête et en flanc par Kœnigsberg et la Pologne ; si Catherine brisait avec Frédéric-Guillaume, 200,000 Russes pouvaient, sous l'épée puissante de Suwarow, accomplir une invasion que les antipathies des peuples serviraient bien. Le langage de M. d'Alopéus, ministre russe à Berlin, était loin de se montrer pacifique ; la czarine déjà blessée des prétentions de la Prusse dans le partage de la Pologne[1], ne se contint plus dans sa colère, après le traité de Bâle, considéré comme une indigne violation des engagements pris. La souveraine, qui avait si fortement réprimé les émeutes de la Pologne et commandé l'impitoyable exécution du faubourg de Praga, ne pouvait comprendre qu'on eût lâchement pactisé avec les révo-

[1] Dans la convention sur la Pologne entre les cours de Vienne, de Saint-Pétersbourg et de Berlin, conclue le 3 janvier 1795, le lot de chacune des trois puissances y fut ainsi déterminé : celui de la Russie se composait de deux

lutionnaires français; elle voulut même commander à M. d'Alopéus de prendre ses passeports.

L'Angleterre pouvait atteindre aussi facilement la Prusse par son commerce. Indigné d'une conduite si fausse, d'une violation si manifeste de la foi jurée, M. Pitt fut sur le point de lui déclarer la guerre, et il aurait été soutenu par l'opinion, car la Prusse, tout en faisant bon marché des traités, avait touché jusqu'à la moitié du subside stipulé par la Grande-Bretagne. A ce sujet, les notes devinrent vives, envenimées, ardentes: le cabinet de Berlin prétendait avoir rempli tous ses engagements envers l'Angleterre en portant son armée au nombre stipulé par la convention. « Si elle n'avait pas agi pour la défense de la Hollande, disait-elle, c'est que les Autrichiens eux-mêmes avaient abandonné la Belgique et repassé le Rhin; dès lors, il avait fallu songer à défendre l'Allemagne, la patrie commune: est-ce que l'armée anglo-hollandaise n'avait pas été obligée elle-même de céder devant les forces supérieures des Français, et surtout devant un mouvement d'opinion républicaine éclatant dans les Pays-Bas? »

A ces motifs de justification, l'Angleterre opposait des faits puissants, décisifs : « La stipulation des subsides avait placé l'armée prussienne sous la direction absolue des commissaires anglais pour un total de 62,000 hommes. Comment donc était-il arrivé que le maréchal de Moëllendorff eût refusé de marcher sur le théâtre même

mille trente milles carrés géographiques, avec un million cent soixante-seize mille cinq cent quatre-vingt-dix habitants; l'Autriche eut huit cent trente-quatre milles carrés géographiques, et un million trente-sept-

de la guerre pour se joindre aux Anglo-Hollandais du prince d'Orange? N'était-ce pas cet étrange refus qui avait compromis toute la campagne et découvert la Hollande par tous les côtés? » Ces griefs, aigrement exprimés, comme il arrive toujours après les irréparables échecs d'une cause, motivèrent le départ du ministre anglais résidant à Berlin. Ce n'était pas encore la guerre, mais une certaine menace de rupture. Les hommes d'état de la Grande-Bretagne ont cela de particulièrement supérieur qu'ils ne prennent une résolution que lorsqu'elle est utile; ils n'ont pas de colère publique, de passions personnelles, nuisibles au pays. Or, une guerre avec la Prusse n'avait rien de productif et d'immédiatement profitable; le commerce sous ce pavillon était si restreint, on peut même dire si pauvre : d'ailleurs, il n'y avait nulle colonie à conquérir, nulle prise pour les corsaires; à quoi bon dès lors les hostilités? Et puis on espérait retrouver en temps opportun cette alliance de la cour de Berlin, que M. Pitt avait d'abord tant souhaitée, pour consolider la prépondérance anglaise en Allemagne.

Mais entre l'Autriche et la Prusse les griefs éclataient dans leur énergie; ici, la rivalité, un moment étouffée par la volonté commune de réprimer la révolution française, revenait avec toute la puissance des vieilles haines, à la suite de la trahison prussienne. L'Autriche, fermement dessinée dans la guerre, voulait

mille sept cent quarante-deux habitants; la Prusse neuf cent quatre-vingt-dix-sept milles carrés géographiques, et neuf cent trente-neuf mille deux cent quatre-vingt-dix-sept habitants.

en faire résulter une large indemnité pour les sacrifices immenses qu'elle avait faits depuis trois ans; si elle avait ratifié par deux traités la cession de la Silésie après de malheureuses campagnes, il était dans l'esprit de la maison d'Autriche de ne jamais rien céder définitivement, car cette maison s'abaisse devant les circonstances impérieuses et se met le lendemain à la recherche de ce qu'elle a perdu. Si donc elle tendait la main à la Russie, c'est qu'elle comptait trouver dans ce puissant cabinet une auxiliaire pour reconquérir la Silésie sur la Prusse; peut-être déciderait-elle Pétersbourg à rompre avec Berlin, et alors viendrait à elle la domination absolue sur l'Allemagne, théâtre constant d'une lutte entre les deux maisons.

La conduite de la Prusse, depuis sa fatale guerre de 1792, ne semblait dominée que par une seule vue : la dissolution du corps germanique pour placer une certaine fraction de princes confédérés sous son influence, et à cet effet elle avait réfléchi son système de neutralité, dont le but était de détacher un à un les membres de la vieille diète; la sécularisation des électorats ecclésiastiques, complément de la réforme, formait la seconde partie de ce plan, qui devait trouver faveur dans la rapacité naturelle des seigneurs laïques, comme au temps des féodaux du Rhin sur les sept montagnes. On proposait aux vieux margraves, aux burgraves, de s'emparer des évêchés, des abbayes et des riches manses de l'Église : qui aurait refusé ces grands pillages déjà commencés par les idées de Luther? C'était donc par le sens égoïste et matériel que la Prusse cherchait à

conquérir une influence dominante en Allemagne, et c'est un peu le rôle que lui a créé Frédéric. Au contraire, quelle que fût la pensée définitive de l'Autriche, elle semblait alors entraînée par le sentiment moral de la nationalité germanique, profondément menacée par la république française, qui demandait dans son *ultimatum* la rive gauche du Rhin, avec Mayence pour point de défense ; admettre un tel principe, comme on l'avait fait au moins indirectement à Bâle, n'était-ce pas abandonner un huitième, en territoire et en population, de la vieille Germanie ? L'Autriche ne reconnaissait ni de fait, ni de droit, une telle cession territoriale, et cette bonne position qu'elle savait prendre, était si bien sentie, que M. de Hardenberg ne cessait de dire à la légation française : « C'est votre déclaration sur la rive gauche du Rhin qui rend la paix générale impossible[1]. » Cette ligne de démarcation bien établie entre la Prusse et l'Autriche, sur les intérêts allemands, se manifeste dans tous les actes : quand le cabinet de Berlin eut proclamé la neutralité de certains états, le prince de Hohenlohe, chef de l'armée impériale, posa cette question au général prussien : « Que ferez-vous au cas où l'armée de la France ou de l'empire voudrait franchir le territoire protégé par votre système de neutralité ? » Et la Prusse, fort embarrassée, ne répondit que d'une manière évasive, sans oser dire qu'elle repousserait les agresseurs par les armes.

1 Dans cette perplexité, le baron de Hardenberg disait à M. Barthélemy à Bâle : « Votre système de limites du Rhin sera cause que la guerre ne finira point encore cette année. » — « C'est un



C'était une grande force que la réunion, dans une cause commune, de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche, disposant chacune d'une masse de moyens si considérable. Sans contredit, la Grande-Bretagne était la première puissance maritime et coloniale ; tandis que la France assistait à la décadence de sa marine, l'Angleterre voyait croître démesurément la sienne, fixée, pour la campagne de 1795, à cent soixante-cinq vaisseaux de ligne et à 200,000 matelots. Il y a ceci de formidable dans les puissances maritimes, qu'avec leurs citadelles flottantes, elles se portent d'un point à un autre, sans s'inquiéter de ces difficultés qui entraînent une guerre territoriale; aujourd'hui trente vaisseaux anglais paraissaient devant Anvers, Amsterdam ; demain ils se montraient devant Toulon, Marseille, Cadix ou l'île de France. Comme toutes les expéditions étaient secrètes, sous des ordres cachetés, ces points attaqués et surpris, n'avaient pas le temps de se défendre; la république française était comme le lion désespéré quand l'aigle de l'Atlas, au vol audacieux, le harcelant à droite, à gauche, le déchire de ses serres et de son bec aigu.

Loin de nuire précisément au développement des forces de la Grande-Bretagne, l'adhésion que la Hollande et l'Espagne venaient de donner au système français, augmentait les masses de ses conquêtes et les captures de ses corsaires ; car ces deux peuples possédaient les

malheur, répondit M. Barthélemy ; mais enfin, puisque vous autres Prussiens prévoyez vous-mêmes la prolongation de la guerre, comment ne sentez-vous pas que c'est une raison de plus pour vous serrer davantage sur nous.

plus riches, les plus puissantes colonies, soutenues du plus vaste commerce. Par le fait de son traité d'alliance avec la république française, la Hollande devenait l'ennemie de la Grande-Bretagne; et quelle magnifique prise pour le commerce britannique, que Ceylan, le cap de Bonne-Espérance, et les merveilleux comptoirs de la Chine, presque exclusivement occupés jusqu'alors par les Hollandais et les Portugais! Quant à l'Espagne, si on ne pouvait encore l'attaquer directement dans la position de paix et de neutralité qu'elle avait adoptée par le traité de Bâle, on la forcerait bien tôt ou tard à se placer dans une nuance moins équivoque; et dans ce cas, si elle suivait le développement de son alliance avec la France, alors on briserait ses escadres, sa marine, son commerce, on soulèverait ses colonies en conquérant de nouvelles stations. Afin d'arriver à ce but, la Grande-Bretagne fortifia ses liens avec la maison de Bragance; ses escadres déployèrent le pavillon anglais dans le Tage, et sa légation à Lisbonne communiqua au régent de Portugal, depuis Jean VI, les stipulations secrètes et éventuelles de la France avec Charles IV, qui promettaient la réunion de tout ou d'une partie des Algarves au royaume d'Espagne. Par une tendance curieuse, à mesure que la guerre maritime prenait une plus large extension, les avantages de la Grande-Bretagne grandissaient aussi dans cette lutte vigoureuse.

La Russie, comme puissance militaire, était au pre-

Une *alliance* entre les deux nations ne serait-elle pas le moyen le plus prompt et le plus décisif pour la Prusse de terminer la guerre d'Allemagne, et de s'attribuer dans l'empire une influence immense? » L'ouverture était délicate.

mier rang. A la fin de ses guerres contre la Turquie et la Pologne, elle avait besoin d'occuper son armée, et un mouvement au midi devait trouver appui dans le conseil de Catherine II. L'Allemagne, pendant la guerre de sept ans, avait vu les têtes des colonnes des armées moscovites apparaître formidables contre Frédéric; elle se rappelait avec une sorte d'effroi ces cosaques dispersés par milliers dans ses campagnes; la renommée de Suwarow et l'illustration fatale qu'avait jetée sur son front le saccagement de Praga, n'étaient pas de nature à rassurer les Allemands.

Les nouveaux éléments près d'agir dans une campagne par le concours des Russes étaient puissants et décisifs. L'infanterie moscovite, immobile sous le feu, tombait sans perdre son rang; on se souvenait du jugement porté par le grand Frédéric sur cette impassibilité des bataillons russes, murailles d'airain, d'où partait un feu régulier, mécanique, un roulement de mousqueterie retentissant; l'apparition de cette infanterie dans les batailles allait donc appeler un développement immense d'artillerie, car le canon seul pourrait ébranler ces masses. Indépendamment de sa prépondérance militaire, la Russie devait agir sur le système européen en vertu d'autres mobiles : par la force de sa seule intervention, elle maintenait la Porte-Ottomane dans un état de sujétion et de paix, que les intrigues de la

Le premier pas que venait de faire le cabinet de Berlin avait frappé trop vivement l'Europe pour qu'il se laissât engager si brusquement une seconde fois, d'une manière plus décisive. M. Hardenberg déclina donc l'alliance. « Nous ferons tous les arrangements que vous voudrez dans l'intérêt de la

république française ne pourraient briser; au nord, elle surveillerait la Suède, si disposée, par la tendance d'esprit du duc de Sudermanie et les actives manœuvres de M. de Staël, à un rapprochement plus intime avec la république française. Enfin, tant que la Russie serait aussi fortement dessinée contre la révolution, il était impossible que la Prusse se jetât corps et âme dans le principe français.

L'Autriche était déjà justement appréciée comme puissance militaire : nul cabinet n'avait montré jusqu'ici plus de confiance et de fermeté dans le développement de ses campagnes. La cour de Vienne ne renonçant à rien dans la fortune diverse des combats, avait certainement une des plus belles armées du monde, avec tous les moyens d'en lever de nouvelles dans les états héréditaires, en Hongrie, en Bohême, dans le Tyrol. Cette attitude vigoureuse ne formait pas le seul caractère de supériorité de la cour de Vienne; elle avait surtout une diplomatic habile, savante, discrète; tout en conservant ce calme extérieur de l'esprit, partout elle étendait son réseau. Comme la Russie, elle maintenait la Porte par son internonce à Constantinople; en Allemagne, on avait vu ses efforts pour lutter contre les intrigues de la Prusse et les habiles manœuvres du baron de Hardenberg. Désormais son attention active, surveillante, se portait spéciale-

paix générale, dit-il au plénipotentiaire français; mais la Prusse, je vous le demande, pourrait-elle décemment entrer dans des stipulations contre des puissances avec lesquelles, malheureusement, elle faisait cause commune tout à l'heure. »

ment sur l'Italie : là, ne devait-elle pas trouver des compensations aux sacrifices douloureux qu'elle serait forcée d'accomplir sur le Rhin.

Au midi de l'Italie, l'Autriche avait placé une de ses filles, née du sang de Marie-Thérèse, digne sœur de Marie-Antoinette ; je veux parler de cette noble et fière Caroline de Naples[1], l'amie de lady Hamilton[2] (la poétique femme qui sut conquérir tant de cœurs, l'amante du héros britannique, de ce Nelson d'Aboukir et de Trafalgar !) Dès que l'Autriche avait vu la maison de Bourbon recueillir les débris de l'empire de Charles-Quint pour en former les éléments du pacte de famille, elle avait résolu de conquérir, par l'influence de ses nobles filles, la domination qu'elle perdait par la diplomatie et les batailles ; ainsi à la France elle avait donné Marie-Antoinette en même temps qu'elle plaçait Caroline sur le trône de Naples. Bientôt encore, pour resserrer ces liens, l'archiduc François (depuis l'empereur) avait épousé une princesse napolitaine[3], et par cette double union, l'Autriche exerçait à Naples une grande puissance ; elle pourrait donc, de concert avec l'Angleterre, entraîner cette cour dans une guerre de coalition.

A Rome, l'Autriche avait repris tout son ascendant sur

[1] Caroline-Marie, née le 13 août 1752, épousa, le 12 mai 1768, Ferdinand IV, roi de Naples, alors âgé de 17 ans, frère du roi d'Espagne, Charles IV.

[2] La première époque de la vie de miss Barte (lady Hamilton) fut très agitée, et, en 1791, elle épousa sir W. Hamilton, d'un âge déjà avancé, alors ambassadeur d'Angleterre à la cour de Naples.

[3] Maria-Thérèse-Caroline, née le 6 juin 1772, fille de Ferdinand IV, roi de Naples, et de Marie-Caroline, épousa François II le 19 septembre 1790.

le saint conclave. A l'époque des rapports réguliers et des relations véritablement diplomatiques, la France était toute-puissante à Rome : ce n'était pas en vain que ses rois portaient le nom de très chrétien; dans les vieux rapports de la France, la religion était encore une arme puissante et politique pour créer l'ascendant de la patrie. Depuis la constitution civile du clergé, ces débats jansénistes et puérils nous avaient aliéné Rome; et comme la papauté devait chercher un appui, elle se jeta dans les bras de l'Autriche; on vit dès lors le pontife et l'empereur se presser les mains, et la rivalité du moyen âge disparut en face des craintes qu'inspirait la France.

Cette influence de l'Autriche s'étendait encore à bien d'autres souverainetés en Italie : Venise, par exemple, l'antique alliée de la France, toujours si profondément hostile à l'Allemagne, dans quelle position allait-elle se trouver? La cour de Vienne la surveillait avec cette sollicitude qui laissait pénétrer l'espérance d'une prochaine réunion aux états héréditaires; ses agents parcouraient la terre ferme et la cité, fille des eaux, pour y créer un parti autrichien; toute cette république était bien morte, et le lion de la piazzetta et de la basilique de Saint-Marc restait témoin muet d'une grande et triste décadence. En Toscane régnait un archiduc qui, le premier, avait signé la paix avec la république, par faiblesse d'abord, puis par une vue politique de neutralité. Enfin venaient la Lombardie et le royaume de Piémont que l'Autriche devait envisager sous le double point de vue de l'alliance ou de la conquête. Rien n'était

ignoré, à Vienne, sur les importantes négociations continuées entre les cours de Paris et de Turin depuis un demi-siècle; il était constant pour les hommes d'état de l'Autriche que le Piémont désirait s'agrandir par la Lombardie, comme la république française par Nice et la Savoie; et ce n'était pas sans but que la France s'était toujours si intimement rapprochée de ce gouvernement, ferme gardien des Alpes. De là résultait, pour l'Autriche, une double politique : acquérir une partie du Piémont, ce qui serait le complément de son système italique, ou se rattacher cette maison par des liens de famille et de politique, que rien ne pourrait briser. Jusqu'ici la maison de Savoie, restée fidèle à la coalition, devait être soutenue dans le but d'une guerre générale.

Il m'a paru très important de détailler les forces que l'Angleterre, la Russie et l'Autriche pouvaient mettre en action dans une nouvelle campagne contre la république. Il faut dire aussi que la coalition s'attachait à mieux étudier la France, ses ressources et son régime intérieur : on inondait l'Europe de statistiques sur les opinions et les partis qui divisaient la république; qu'étaient devenus les Vendéens? quels nouveaux hommes d'énergie s'étaient élevés sous le nom de chouans? y avait-il un parti royaliste à l'intérieur capable d'oser un renversement? dans quelle position se trouvaient les jacobins, les clubs, les autorités, la puissante convention? que pourrait-on croire? que devait-on oser?

Toutes ces questions devaient être sérieusement examinées.

CHAPITRE II

RÉACTION ET ANARCHIE DANS LE GOUVERNEMENT.

Surprise, étonnement du parti jacobin. — Réveil de sa puissante organisation. — Appel au peuple. — Journée du 1er prairial. — Triomphe de la bourgeoisie. — Tendance royaliste. — Fausse situation des conventionnels. — Marche vers la réaction. — Les Vendéens. — Les chouans. — Les campagnes du Midi. — Aspect des villes. — Esprit royaliste. — Idée de l'Europe sur la situation de la France. — Secours porté à la contre-révolution. — Les corps de Condé. — Préparatifs de l'expédition de Quiberon. — Son but. — Réaction du parti conventionnel. — Appel aux forces révolutionnaires. — Efforts des royalistes — Journée du 14 vendémiaire. — Fin de la convention nationale.

Mai—Octobre 1795.

Rien ne put égaler la surprise du parti jacobin après le 9 thermidor ; ce n'était que par ses divisions et ses jalousies que la Montagne s'était écroulée avec un terrible fracas, et n'est-ce pas toujours par la division que les causes périssent? Quand les massacreurs du 2 septembre, les proconsuls couverts de sang, s'étaient levés contre Robespierre, le dictateur qui essayait sa puissance par le tribunal révolutionnaire et l'échafaud, ils n'avaient voulu qu'une lutte dans le sein de la convention ; en dehors de toute réaction, les thermidoriens

victorieux n'étaient qu'une fraction du parti jacobin, la plus implacable peut-être; leur appartenait-il bien à eux de proclamer l'humanité et la clémence? Les jacobins ne reconnaissaient-ils pas leurs frères et amis dans ce nouveau comité de salut public? Quoi! Tallien, Legendre, Fréron, Barras, faisaient les réactionnaires contre la terreur? Cela dépassait les idées des meneurs énergiques du parti jacobin, et ceux-ci déjà préparaient une de ces ardentes luttes qui signalent le réveil d'un parti

Aucune association un peu forte, un peu haute, ne se laisse arracher le pouvoir sans s'efforcer de le ressaisir; on ne tombe jamais du faîte de l'autorité sans tenter un retour de fortune. Quand on a le sentiment de sa force, est-ce qu'on ne cherche pas encore à l'essayer? Ainsi était le parti jacobin: il avait des amis partout, dans la convention, parmi les clubs; il pouvait agir par deux grands bras, les faubourgs et l'armée véritablement jacobine; ses moyens militaires étaient les piques du peuple ou l'épée des officiers réformés; son cri de ralliement, le pain et la constitution de 1793. Il se trouvait qu'après cette grande énergie des esprits qu'avait imprimé le comité de salut public, il s'était fait un relâchement dans tous les ressorts du gouvernement. Le crédit des assignats, maintenu par la terreur, éprouvait une décadence rapide, profonde; les subsistances que la loi du maximum et des peines implacables fixaient à des prix modérés, s'étaient tout à coup élevées; la multitude pouvait donc bien crier ***du pain,*** et comme la constitution de 1793 réalisait son

bien-être et sa souveraineté, elle devait la prendre pour drapeau.

Quand cette formidable journée de prairial éclate comme le tonnerre, quand le peuple inonde les Tuileries avec des cris féroces, est-ce à lui qu'il faut s'en prendre de ce désordre? Où sont les coupables qui ont caressé sa souveraineté? La fermeté de M. Boissy d'Anglas [1] à la face de la tête sanglante du malheureux Féraud [2] est un noble trait; mais les centres, dont M. d'Anglas était l'expression, n'avaient-ils pas partagé les principes et les entraînements de la démocratie? Qui avait soulevé la passion du peuple et semé les principes désorganisateurs? Il y a je ne sais quoi de sincère, d'énergique, dans les rugissements de ce peuple jacobin, au milieu de ces physionomies sombres, si magnifiques d'horreur : ici, le front large et haut d'une fière républicaine aux traits antiques comme sur les bas-reliefs de Rome; là, ces terribles figures de la démocratie agitée, ces hommes de peine, au front basané, qui fraternisent avec la partie énergique de la convention, désormais signalée sous le titre de la queue de Robespierre! La journée de prairial fut le triomphe des centres et de la bourgeoisie; les centres, trop longtemps complices du mouvement dictatorial du comité de salut public, voulaient avoir aussi leur journée; la

1 Le comte de Boissy d'Anglas, d'une famille protestante, né le 8 décembre 1756, était avocal au parlement de Paris, lorsqu'il acheta une charge de maître-d'hôtel du comte de Provence. Depuis 1789, il fut membre de l'assemblée nationale, procureur syndic du département de l'Ardèche, puis député la convention.

Féraud, député de Hautes-Pyré-

bourgeoisie, violemment comprimée par la terreur, avait baissé la tête que maintenant elle portait fière. Dans les temps agités, il y a des réactions, jamais de transactions; on passe d'un coup d'état à un autre. Le mouvement de prairial détermina des mesures implacables contre le parti jacobin et ses chefs, car toute tentative échouée entraîne la ruine d'un parti; on lui fit payer cher son audace; les clubs furent fermés au milieu d'énergiques protestations; on désarma les faubourgs, le canon retentit. La bourgeoisie victorieuse est ainsi faite, que si elle avait pu rétablir la Bastille, elle l'eût essayé, tant elle craignait les coups de l'anarchie!

Dans cette marche vers un esprit qui n'était pas le sien, la convention se suicidait : en frappant les jacobins, elle se donnait la mort comme à plaisir, car cette assemblée n'avait pas été créée pour mettre des obstacles à la révolution, mais pour la faire marcher. La convention modérée était un non sens; aussi la journée de prairial ne se fit pas à son profit, mais à celui du parti royaliste. Pour la première fois on parla haut d'une restauration. Quand il n'y a plus de violence, les esprits mous reviennent au pouvoir calme et tempéré d'une monarchie héréditaire, et les esprits mous sont la majorité. Paris, naguère si agité par les idées de

nées à la convention, vota la mort de Louis XVI, el fut envoyé en mission à l'armée des Pyrénées-Orientales, où il reçut plusieurs blessures, puis à celle du Nord. Le 20 mai 1795 (1er prairial), voulant s'opposer aux efforts de la populace qui brisait les portes de la convention, il reçut la mort d'un coup de pistolet, et sa tête séparée de son corps fut mise au bout d'une pique.

1789, aurait désiré un arrangement qui lui assurât un gouvernement ferme et la paix générale. Sous le prétexte de proscrire les terroristes, de marquer au front les jacobins, on organisa des compagnies de jeunes hommes élégants qui essayaient le royalisme à coups de bâtons noueux [1].

Les mœurs, la littérature même, prirent une teinte de restauration pour la vieille monarchie; il n'y eut plus de popularité que pour *Irma* ou les *Malheurs d'une jeune Orpheline*, histoire symbolique d'une royale catastrophe, ou bien pour *le Cimetière de la Madeleine*, sorte d'élégie en prose sur la fatale exécution de Louis XVI. Il fut de bon ton de se poser en victime; on dansa sur l'air de ce *Réveil du Peuple* qui appelait la vengeance, comme au temps de Henri III; on ornait les mascarades avec des têtes de mort. Cet esprit de royalisme pouvait-il convenir à la convention, qui n'avait vu dans le 9 thermidor qu'un acte de liberté contre le comité de salut public? La réaction faisait marcher les régicides vers le retour d'un roi; jusqu'à un certain point, ils se fussent accommodés d'un protectorat du duc d'Yorck ou du duc de Brunswick; mais le retour des Bourbons était pour eux une condamnation inflexible. D'ailleurs, des intérêts nouveaux commençaient à se développer:

[1] On se vouait à la vengeance sous mille dénominations. Il est curieux de voir combien il y eut de ces noms de parti pendant la révolution française.

1789-1791.

Les Aristocrates, les Enragés, les Impartiaux, les Noirs, les Hommes du 14 juillet, les Membres du côté gauche, les Membres du côté droit, les Orléanistes, les Jacobins, les Cordeliers, les Feuillants, les Fayettistes, les Monarchiens, les Clubistes de 1789.

1792-1793.

Les Ministériels, les Amis de la liste civile, les Chevaliers du poignard, les Girondins, les Hommes du 10 août,

la propriété n'était plus aux mêmes mains, et les masses s'étaient accoutumées à d'autres émotions.

La constitution du parti royaliste en France lui créait des forces de nature diverse. La bourgeoisie lui appartenait, si ce n'est d'affection au moins d'intérêt; comme elle est inhérente à tout système d'ordre, et la monarchie lui offrant une grande sécurité, elle y allait droit. Si le mouvement de 1789 avait été déterminé par l'amour-propre froissé et l'orgueil, elle avait payé cher sa petite satisfaction d'égalité avec la noblesse; maintenant l'expérience douloureuse la reportait à la monarchie : elle la désirait en harmonie avec les concessions du siècle, c'est-à-dire avec un système d'assemblée et de tribune. Cette opinion dominait essentiellement les sections de Paris, dirigées par MM. de Vaublanc, Lacretelle, Quatremère de Quincy, représentants de la bourgeoisie honnête, éclairée. Ces sections se liaient à la force armée, à la garde nationale, un peu affranchie du système des piques et de la domination des faubourgs. On serait revenu volontiers à la constitution de 1791, comme si cette constitution n'était pas, au contraire, la cause première du désordre; on voulait faire de la légalité, mais ce qu'il faut aux époques agitées, c'est la force et la victoire.

Cette bourgeoisie avait contre elle tout le parti jaco-

les Septembriseurs, les Modérés, les Hommes d'état, les Brissotins, les Hommes du 31 mai, les Fédéralistes, les Montagnards, les Membres de la plaine, le Ventre, les Crapauds du marais.

1794-1795.

Les Artilleurs, les Endormeurs, les Apitoyeurs, les Alarmistes, les Amis de Pitt et Cobourg, les Muscadins, les Agents de l'étranger, les Hébertistes, les Sans-Culottes, les Contre-Révolu-

bin, dispersé comme pouvoir, mais redoutable encore par son énergie. Ce parti comptait des hommes dévoués et audacieux, et s'appuyait sur le peuple; puis, à la tête de ce peuple, se trouvait une multitude d'officiers réformés, destitués pour jacobinisme, sans pain, sans solde, logés, comme Bonaparte, au cinquième étage, vaguant dans les rues de Paris, et tous prêts à un coup de main, si le signal était donné. Les royalistes constitutionnels ne tenaient pas assez compte de cette troupe de jacobins déterminés, qui, pendant deux ans, avaient fait à leurs convictions rpéublicaines le sacrifice de leur vie. Le jour que la convention ferait appel à leurs bras, on les retrouverait hardis, forcenés, implacables, ainsi qu'à Lyon, à Toulon, à Nantes. Ce parti était si mal connu que dans les bulletins de Paris, envoyés par les agents royalistes[1] à Louis XVIII, il n'en était pas dit un seul mot; on n'y parlait que du mouvement irrésistible de la bourgeoisie vers la royauté.

En temps de révolution, le parti le plus fort n'est pas celui qui a le calme, la raison, mais le parti qui a les meilleures armes, et là était toute l'importance des Vendéens. Leur insurrection, un moment suspendue par la malheureuse expédition de Nantes, avait repris toutes ses forces sous le commandement de Charette[2],

tionnaires, les Thermidoriens, les Habitués de la crête, les Terroristes, les Maratistes, les Égorgeurs, les Vendémiairistes, les Patriotes de 1789, les Compagnons de Jésus, les Chouans, les Royalistes, les Honnêtes gens, etc., etc.

[1] Le comité royaliste se composait alors de l'abbé Brotier, La Villeheurnoy et Duverne de Presle. Voyez ce que j'ai dit dans l'*Histoire de la Restauration*.

[2] *Lettre de* MONSIEUR (Louis XVIII) à *Charette* (Vérone, 1er février 1795).

« Enfin, j'ai trouvé le moyen que je désirais tant ; je puis communiquer

haute intelligence militaire. Parmi tous les chefs vendéens, il n'est que deux hommes véritablement supérieurs : Cathelineau et Charette; Cathelineau, parce qu'il propage, organise l'insurrection; Charette, parce qu'il élève ce mouvement vendéen à la hauteur d'une véritable guerre, et qu'il force la république à traiter d'égal à égal avec lui. Les autres chefs sont de braves officiers, comme il s'en trouve tant dans les guerres civiles, mais rien au-delà.

Charette venait de remporter de beaux succès sur les camps républicains qui entouraient la Vendée; son nom avait grandi à ce point que, dans l'époque de mollesse qui suivit la chute de l'énergique comité, on ne répugna plus de traiter avec lui de puissance à puissance[1]. C'était le pas le plus avancé que la révolution eût fait vers les royalistes: traiter avec un parti, c'est le placer au niveau du pouvoir, et quand un gouvernement en est là, c'est qu'il est bien faible, bien menacé. N'était-ce pas l'expédient de Catherine de Médicis avec les Huguenots, avant le triomphe complet de Henri IV et les coups implacables de la hache terrible de Richelieu? Charette, homme de discipline, se sentait la mission de mener

avec vous, je puis vous parler de mon admiration, de ma reconnaissance, du désir ardent que j'ai de vous joindre, de partager vos périls et votre gloire; je le remplirai, dût-il m'en coûter tout mon sang. Vous penserez sans doute qu'il est bon que ma voix se fasse entendre partout où l'on est armé pour *Dieu et le Roi*, c'est à vous de m'éclairer sur les moyens d'y arriver.

Si cette lettre est assez heureuse pour vous parvenir à la veille d'une affaire, donnez pour mot d'ordre : *saint Louis*, pour ralliement : *le roi et le régent*. Je commencerai à être parmi vous le jour où mon nom sera associé à un de vos triomphes.

« LOUIS-STANISLAS-XAVIER. »

[1] Ce traité de pacification de la Vendée est du 15 janvier 1795. Il portait que les Vendéens auraient le libre exercice de la religion; qu'ils reste-

tout derrière lui, et l'exécution de M. de Marigny [1] constate ce besoin de commandement et de hiérarchie qui veut tout soumettre à la dictature d'une seule épée. Les fanatiques d'une mission ou d'une cause n'ont jamais été arrêtés par une goutte de sang. Ensuite, il s'était passé d'étranges choses dans cette guerre de la Vendée; les prétentions les plus singulières, les plus hautement féodales, s'étaient élevées : Charette ne demandait rien moins que d'être créé comte de Nantes, parce qu'il se disait issu de la plus illustre race du pays; la noblesse du Poitou, de l'Anjou, du Maine, voulait bien la restauration royaliste, mais avec un retour vers la féodalité, telle qu'elle existait avant le cardinal de Richelieu.

Par le traité signé avec les commissaires de la convention, la Vendée devint une espèce de royaume au milieu de la république, comme au temps des places de sûreté données aux huguenots; on lui conserve sa religion, ses coutumes, ses lois, avec ses armées, son organisation militaire, ses camps de manœuvres, et on lui fait entendre qu'on lui rendra son roi et ses priviléges. A Nantes, Charette paraît revêtu de son uniforme royaliste, le front ombragé d'un panache blanc, à côté de M. de Canclaux, gentilhomme comme lui [2], couvert de l'habit républicain et portant la co-

raient armés sous le commandement de leurs chefs, comme gardes territoriaux, et qu'on leur payerait des indemnités pour les ravages de la guerre.

[1] Gaspard de Bernard de Marigny, né à Luçon en 1754, servait dans la marine et commandait le parc d'artillerie de Rochefort, lorsque la révolution éclata. En 1793, il reçut le commandement de l'artillerie des Vendéens, et par suite de mésintelligences avec Charette et Stofflet sur les opérations militaires, il fut condamné à mort par un conseil de guerre, et exécuté en juillet 1794.

[2] Jean-Baptiste Camille, comte de Canclaux, né à Paris le 2 août 1740,

carde tricolore. Sur un terrain si glissant, si dangereux, la pacification n'était qu'une suspension d'armes : elle ne pouvait être sincère de part ni d'autre. La république payait des indemnités aux Vendéens et leur laissait même leurs fusils anglais.

Les chouans n'avaient pas déposé les armes dans le Maine et la basse Normandie [1]. Cette singulière organisation était plus redoutable encore que celle de la Vendée, parce que, le plus souvent, ces troupes insaisissables disparaissaient comme la nuée qui se dissipe par le tonnerre. Les Vendéens étaient des paysans soulevés; s'ils se battaient bien pour la religion et le roi, ils n'avaient pas cette énergie des chouans, contrebandiers, gardes-chasse, qui deviendront poétiques héros des *chansons de gestes*, lorsque les siècles auront passé sur nos passions et nos préjugés de partis. Quand les bleus, les républicains s'avançaient, si les chouans étaient en force, ils attaquaient intrépidement; s'ils ne l'étaient pas, alors on ne trouvait plus que des paysans dispersés dans les montagnes et livrés aux travaux de la culture, semblables ainsi aux guérillas d'Espagne, dans

partit, à 16 ans, volontaire dans un corps de cavalerie, et fit les campagnes de la guerre du Hanovre. En 1774, il était déjà chevalier de Saint-Louis et major de Conti-dragons, avec rang de colonel.

[1] Aussi les véritables jacobins n'avaient-ils aucune confiance dans ce traité signé avec les chefs vendéens.

Lettre écrite par six membres du comité de salut public au représentant du peuple Guezno.

« Il est impossible, cher collègue, que la république puisse se maintenir si la Vendée n'est pas entièrement réduite sous le joug. Nous ne pouvons nous-mêmes croire à notre sûreté, que lorsque les brigands qui infestent l'Ouest depuis deux années auront été mis dans l'impuissance de nous nuire et de contrarier nos projets, c'est-à-dire lorsqu'ils auront été exterminés. C'est déjà un sacrifice trop odieux d'avoir été réduits à traiter de la paix avec des rebelles, ou plutôt avec des scélérats dont la très grande majorité a mérité l'échafaud. Sois convaincu qu'ils

les sierras d'Aragon et de Castille. Si l'on pouvait pacifier la Vendée, parce qu'il y avait là des corps d'armée réguliers, il n'en était pas ainsi de la chouannerie, ne se groupant par masses que par accident, sous des chefs, hommes de sang-froid, de finesse normande et bretonne. Et puis, les chouans faisaient une guerre tout à fait en rapport avec leurs habitudes journalières : le contrebandier des dunes de l'Océan, qui se joue des flots dans la tempête, manque-t-il jamais d'audace? le garde-chasse des forêts bretonnes craint-il les excursions périlleuses?

Au midi de la république, il s'était également organisé des compagnies armées, sous les noms de Jésus et du Soleil, audacieuses comme les Brabançois au moyen âge; le nom du Sauveur était là mêlé en témoignage de la foi de ces contrées brûlantes où tout se groupait par confrérie de pénitents. Le Soleil était le symbole de ce feu de réaction qui brûlait toutes les têtes; un pays violent n'attend pas des résolutions calmes et des changements réfléchis. Quand le 9 thermidor avait fait entendre ses cris de délivrance, on

nous détruiraient si nous ne les détruisons pas. Ils n'ont pas mis plus de bonne foi que nous dans le traité signé, et il ne doit leur inspirer aucune confiance dans les promesses du gouvernement; les deux partis ont transigé, sachant bien qu'ils se trompaient. C'est d'après l'impossibilité où nous sommes d'espérer que nous ne pourrons abuser plus longtemps les Vendéens, impossibilité également démontrée à tous les membres des trois comités, qu'il faut chercher les moyens de prévenir des hommes qui ont autant d'audace et d'activité que nous. Il ne faut pas s'endormir, parce que le vent n'agite pas encore les grosses branches, car il est bien près de souffler avec violence. Le moment approche où, d'après l'article 2 du traité secret, il faut leur présenter une espèce de monarchie, et leur montrer ce *bambin* pour lequel ils se battent. Il serait trop dangereux de faire un tel pas, il nous perdrait sans retour. Les comités n'ont trouvé qu'un moyen d'éviter cette difficulté vraiment ex-

s'était jeté sur les oppresseurs de la veille; un milieu, quand les têtes bouillonnent, est impossible, car le milieu du volcan, c'est le cratère, « et les ossements des victimes avaient été déterrés pour frapper les bourreaux, » selon l'expression d'Isnard. Ces images, qui restaient chez les peuples du nord à l'état de poésies et de pensées, recevaient dans le midi leur application sanglante. Ce n'était pas le royalisme qui éclatait, mais purement la réaction; quand on frappait les jacobins au fort Saint-Jean, à Marseille, ce n'était pas au nom du roi, sous l'ombre du drapeau blanc, mais au nom de la convention nationale. Les royalistes devaient plus tard s'emparer de toutes ces forces, parce qu'il est dans la nature d'un grand parti d'absorber tout ce qui peut l'appuyer : Vendéens, Chouans, compagnies franches du Midi, devinrent les auxiliaires d'une restauration.

En examinant la société dans ses pouvoirs comme dans ses opinions, on pouvait dire que le 9 thermidor avait frappé au cœur la révolution progressive, la convention, ses forces, ses clubs, l'esprit d'énergie et de terreur. On était entraîné comme malgré soi dans une

trême; le voici : la principale force des brigands est dans le fanatisme que leurs chefs leur inspirent; il faut les arrêter, et dissondre ainsi d'un seul coup cette association monarchique qui nous perdra, si nous ne nous hâtons pas de la prévenir. Mais il ne faut pas perdre de vue, cher collègue, que l'opinion nous devient chaque jour plus nécessaire que la force : il faut tout sacrifier pour mettre l'opinion de notre côté. Il faut supposer que les chefs insurgés ont voulu rompre le traité, se créer princes des départements qu'ils occupent; que les chefs ont des intelligences avec les Anglais, qu'ils veulent leur ouvrir la côte, piller la ville de Nantes et s'embarquer avec le fruit de leurs rapines. Fais intercepter des courriers porteurs de semblables lettres, crie à la perfidie, et mets surtout dans ce premier moment une grande apparence de modération, afin que le peuple voie clairement que la bonne foi et la justice sont de notre côté! Nous te le répétons, cher collègue, la Vendée

série d'autres idées : la constitution de 1793 n'existait plus; le gouvernement énergique et révolutionnaire une fois détruit, ce qu'on appelait de l'indulgence était tout simplement l'impuissance de rester dans les conditions violentes où la société s'était placée depuis quatre années; le parti montagnard, divisé, proscrivait ses membres les plus hardis; la république retombait encore sous cette direction molle, anarchique, des patriotes de la Gironde, qui n'avaient jamais su ce qu'ils voulaient, ni où ils allaient.

Dès lors, on dut prévoir qu'on marchait vers un autre ordre de choses; mais lequel? on l'ignorait. Il y avait des partisans d'une révolution de 1688, cachés encore, parce que les partis de transaction se montrent rarement aux époques de crise. La bourgeoisie voulait la constitution de 1791 et le rappel de la dynastie de Louis XVI, pensée qu'elle envisageait de face sans s'émouvoir. La fraction avancée des royalistes appelait le retour du vieux régime, et c'est pourquoi elle s'armait avec les gentilshommes sous M. le prince de Condé. Jamais il n'y eut d'éléments plus actifs, plus remuants pour un coup de main royaliste; il ne s'agissait que de les grouper,

détruira la convention, si la convention ne détruit pas la Vendée. Si tu peux avoir les onze chefs, le troupeau se dispersera. Concerte-toi sur-le-champ avec les administrateurs d'Ille-et-Vilaine, communique la présente, lors de sa réception, aux quatre représentants de l'arrondissement. Il faudra profiter de l'étonnement et du découragement que doit produire l'absence des chefs pour opérer le désarmement. Soumission au régime général de la république, ou qu'ils périssent; point de milieu, point de demi-mesures, elles gâtent tout en révolution. Il faut, s'il est nécessaire, employer le fer et le feu; mais en rendant les Vendéens coupables aux yeux de la nation du mal que nous leur ferons. Saisis, nous te le répétons, cher collègue, les premières apparences qui se présenteront, pour frapper le grand coup, car les événe-

de les réunir, de les faire s'entendre et se confondre. Comme toute insurrection qui part de la province pour se porter sur la capitale, ce mouvement était sans unité, sans cohésion; des extrémités au centre, que de forces éparpillées s'évaporent avant d'arriver au but! le centre, au contraire, est un foyer de chaleur qui se répand partout, et c'est ce qu'explique la mort de tout mouvement provincial et la puissance de Paris. Les royalistes avaient une agence générale, des commissaires réunis en groupe; mais y avait-il parmi ces hommes assez de capacité et d'unité pour conduire tant d'intérêts hostiles vers un but commun de politique et d'administration?

Cependant, cet état nouveau de la révolution française, cette transformation de son gouvernement et de ses doctrines ne laissaient pas de préoccuper l'Europe. Tant qu'il y avait eu des forces immenses autour du territoire et qu'on pouvait espérer quelque conquête sur la France, les cabinets ne s'étaient que faiblement inquiétés de l'état des opinions intérieures et du mouvement des partis; ils allaient devant eux, prenant les villes, s'assurant des positions militaires pour consolider leurs avantages matériels. Les choses, depuis, avaient bien changé: cette république puissante avait secoué l'invasion; loin de voir ses frontières restreintes, elles débordaient sur le Rhin, depuis Amsterdam jusqu'à

ments pressent de toutes parts. Tu peux avoir pleine confiance en Guilbert: il est jeune, mais il est sensé; il nous est d'ailleurs entièrement dévoué. Nous avions pensé de te mander à Paris; mais nous avons ensuite jugé qu'il valait mieux, pour ménager les apparences, que tu ne te déplaçasses pas, etc.

« Salut et fraternité.

« *Signé:* TALLIEN, TREILHARD, SIEYÈS, DOULCET, RABAUT, CAMBACERÈS. »

Bâle, aux Alpes et aux Pyrénées; elle forçait ses ennemis à la paix, et leur imposait des conditions, à l'imitation de l'antique Rome. Dès lors, ces opinions en armes à l'intérieur qu'on avait négligées, il fallait les étudier et les voir de près, afin de s'en servir au besoin; M. Pitt, rentrant un peu dans les idées de Gustave III et de Catherine II, examina sérieusement la question de savoir quel parti on pourrait tirer des émigrés, des Vendéens, des chouans, des royalistes, contre la république si vivement attaquée par la réaction.

Cette question, longtemps abandonnée, devint donc la préoccupation des cabinets. L'armée de Condé, hélas! avait été bien négligée[1] depuis son émigration au Rhin; les dignes gentilshommes s'étaient bien battus, glorieusement conduits, et en échange on leur donnait la faible solde de troupes de ligne; traités avec froideur, la poitrine de ces nobles hommes bouillonnait d'orgueil en pensant au triste accueil que leur faisaient des frères de blason. Leur sort changea bientôt, dès que l'Angleterre les prit à sa solde. M. Wickam, plein d'attention et de convenance, se rendit auprès du prince de Condé et entra en pourparlers avec lui : l'Angleterre, toujours généreuse envers ses armées, porta la solde des officiers nobles à 100 liv. sterl.; le cadet eut 50 liv., et le soldat roturier 1 schelling par jour, ce qui était la haute solde des troupes britanniques. Indépendamment de ces corps

[1] *Lettre du prince de Condé.*

25 février.

« Je vous remercie, Monsieur, de vos soins obligeants, et vous prie de me les continuer. Vous ne sauriez croire l'extrême besoin d'argent où je me trouve. Je suis dans la nécessité de réformer une partie de mon artillerie,

de l'armée de Condé, l'Angleterre organisa dans ses ports maritimes, à Jersey et Guernesey, des légions d'émigrés, sous le drapeau blanc, composées d'un corps de gentilshommes, et d'un régiment de marine conduit par les officiers rouges, capitaines de vaisseaux, de frégates, que l'Angleterre destinait aux côtes d'Océan. Le projet de M. Pitt était de placer un prince de la maison de Bourbon à la tête de ces forces, qui prêteraient la main aux chouans de Bretagne, aux Vendéens de M. de Charette, et devaient seconder le mouvement royaliste à Paris et dans les autres provinces.

Il ne faut pas en politique qu'un dessein se montre très haut et d'une manière trop tranchée, s'il veut réussir. Tant que la réaction thermidorienne avait gardé une certaine couleur républicaine et conventionnelle, le parti Barras, vainqueur de la dictature de Robespierre, avait subi cette direction d'esprit public, d'ailleurs irrésistible; on attaquait les terroristes, et Fréron lui-même donnait le signal dans le chant du *Réveil du Peuple*. A mesure que la réaction marchait le front levé, cette empreinte primitive et gouvernementale s'effaçait par la marche naturelle des partis; de conventionnel, le mouvement devenu royaliste se prononçait contre la convention elle-même; dès lors, la situation changeait complétement de nature, et les hommes d'énergie, promoteurs du 9 thermidor, devaient veiller à leur salut. Tous régicides, pouvaient-ils favoriser une res-

qui, tant par le nombre des pièces que par la manière brillante dont elles étaient servies, était d'un grand effet.

Je ne reçois aucune nouvelle ni de Londres ni de Vienne depuis six semaines, et cette barbare politique des

tauration qui les aurait tolérés peut-être, ou amnistiés un moment, pour les proscrire ensuite? Des hommes de la trempe de Tallien, Legendre, Duquesnoy, Barras, et Fréron lui-même, ne pouvaient subir une telle destinée; mieux valait recourir de nouveau aux jacobins, et faire un appel à ce parti qui devait sauver une fois encore la république menacée; est-ce que Robespierre était sa dernière expression?

La convention avait à craindre deux dangers: l'un à l'intérieur par le mouvement des sections armées, l'autre par l'étranger, aidant l'insurrection vendéenne; car les républicains n'ignoraient pas le but de l'expédition qui se préparait en Angleterre pour les côtes de Normandie et de Bretagne. Si l'esprit de cette double tentative n'était pas le même, elles marchaient au même but, le renversement de la convention. Les sections, spécialement composées de bourgeoisie, appelaient, je l'ai dit, la constitution de 1791, c'est-à-dire la monarchie pondérée de M. de La Fayette, sous le drapeau tricolore, avec la nation, la loi, le roi, trinité fédérative qui flattait leur amour-propre d'égalité. Les royalistes émigrés marchaient plus franchement dans le dessein de restaurer la vieille monarchie avec le drapeau blanc; mais dans l'une ou l'autre de ces fractions de parti, c'était la même haine contre la convention, et celle-ci était encore trop forte, trop superbe, pour laisser briser le pouvoir dans ses mains sans le défendre. Ses forces, moins nombreuses

puissances me navre le cœur, à la vue de mes malheureux compagnons d'infortune. Nous périssons de misère, de besoin, et le poignard du licenciement serait moins douloureux à nos cœurs que celte consomption avec laquelle on

que celles des royalistes étaient plus compactes, plus énergiques, plus serrées. A Paris, une multitude de jacobins, de territoristes, s'étaient refoulés de la province en feu; on pouvait les armer pour une grande journée: ne reconnaîtraient-ils plus leurs vieux chefs des cordeliers ou de la société sainte des jacobins, les provoquant contre les royalistes, leurs ennemis implacables? N'avaient-ils pas à défendre leur sécurité, leur pouvoir et leur vie même contre une restauration? La convention, qui s'adressait à eux, n'était-elle pas cette souveraine adorée qu'ils saluaient naguère sous le symbole de la Montagne? S'il peut y avoir des nuances qui divisent momentanément un parti, il survit toujours des liens mystérieux et sympathiques qui vibrent dans la pensée, dans le cœur, au premier signal contre l'ennemi. Ces jacobins, chassés par les réactions provinciales, avaient leurs chefs tout trouvés, je le répète, parmi ces officiers destitués ou réformés comme terroristes, qui s'agitaient à Paris, tendant les mains de droite et de gauche, ainsi que Bonaparte, Rossignol ou Santerre.

Pendant que la portion énergique de la convention nationale se retrempait dans le vieux parti jacobin, les royalistes préparaient avec une publicité étrange et légère l'expédition qui devait accomplir leur triomphe. Il faut se rappeler que la situation des provinces de la Vendée, de la Bretagne et de la Normandie, n'avait point changé par la pacification [1]. Si Charette avait fièrement

cherche à nous faire périr. Notre courage y résistera, mais non pas nos forces. »

[1] Charette écrivait à MONSIEUR, après avoir signé la paix :

« Peut-être, Monseigneur, a-t-on es-

promis, à Nantes, de déposer son épée, tout en gardant sa cocarde blanche, rien ne s'était modifié dans l'organisation de ces provinces; au premier signal, les paysans reprendraient les armes; il suffirait d'un mot du chef catholique, pour que le soulèvement éclate comme une longue traînée de poudre; chaque Vendéen avait sa carabine, son fusil de fabrique anglaise, suspendu à sa huche de Poitou ou d'Anjou, à côté de la Vierge ou du saint patron, pour une insurrection nouvelle, un état de guerre prochain. Dans la Normandie et la Bretagne, la chouannerie refusait de traiter avec le général Hoche, que les chefs Cormartin et Decils avaient plus d'une fois raillé dans des parades républicaines.

Cette organisation mystérieuse, invisible, pouvait se réveiller à la première apparition des flottes d'outremer, et il ne lui manquait que l'union, l'intelligence : qui serait le chef capable de porter le panache blanc? serait-ce Puisaye, Charette ou Cormartin? Les républicains modérés profitaient de ces divisions pour préparer la décadence de la cause tout entière. M. de Canclaux, à Nantes, bon gentilhomme, avait serré la main à M. de Charette, gentilhomme aussi; et le général Aubert-Dubayet, officier déjà sous l'ancien régime, allait commander dans le Morbihan. Il ne s'agissait

sayé de dénaturer à vos yeux quelques-unes de mes démarches; peut-être ont-elles reçu une interprétation étrangère à leur vrai motif? Mais si je rentre en moi-même, je retrouve au fond de mon cœur cet honneur ineffaçable des vrais chevaliers français ; j'y retrouve ce caractère de feu, cet attachement inaltérable que j'ai voué à l'illustre sang des Bourbons. Fort de ma conscience, je dirai à mes censeurs : Politiques profonds, vous qui n'avez jamais connu les lois de la nécessité, et qui jugez sur les apparences, venez apprendre les

plus que d'attendre et de voir l'attitude que prendrait l'expédition anglo-royaliste, qu'un prince français devait conduire, comme Henri IV menait à Ivry ou à Arques les Anglais d'Élisabeth.

L'expédition devait se composer de trois corps distincts. Le premier, destiné à l'avant-garde, sous les ordres du comte d'Hervilly[1], était formé du régiment Hector-Marine, d'une troupe de prisonniers républicains et d'un bataillon d'émigrés sous le nom de Royal-Louis, tous braves officiers; mais le tort du comte d'Hervilly, ou, pour parler plus exactement, du gouvernement anglais, c'était d'avoir permis qu'un régiment de prisonniers servît sous le drapeau blanc; pour conquérir leur liberté, ceux-ci avaient tout promis, et de nobles cœurs les avaient crus, parce que chez les gentilshommes la parole était sacrée; mais dès lors il y eut dans les rangs des traîtres et des parjures. Le second corps, formé spécialement de chouans et de paysans bretons, devait marcher sous le marquis de Puisaye, tête politique et organisatrice. Enfin le jeune de Sombreuil devait mener le troisième corps, formé de sept bataillons hanovriens, allemands, recrutés en Ger-

circonstances impérieuses qui m'ont déterminé, ainsi que mes braves compagnons d'armes; venez peser l'avantage qui peut en résulter pour nos succès ultérieurs. »

[1] Louis-Charles comte d'Hervilly, né à Paris en 1755, servit d'abord dans le régiment du Roi-infanterie, passa en Amérique, en 1779, sous-lieutenant au régiment de la marine, et à son retour fut nommé colonel de Rohan-Soubise; choisi en 1791, à la formation de la garde constitutionnelle du roi, pour commander la cavalerie, il reçut le brevet de maréchal-de-camp. Ce ne fut qu'après la détention de Louis XVI au Temple qu'il passa en Angleterre. Il mourut à Londres, le 14 novembre 1795, par suite des blessures qu'il reçut dans la malheureuse expédition de Quiberon.

manie ; poétique et touchante existence que celle de Charles de Sombreuil[1] ! le fils de ce gouverneur des Invalides que le dévouement de sa fille sauva des massacres, au 2 septembre (un vieux soldat préservé des égorgeurs par une enfant) ! L'échafaud fut plus impitoyable : le vieillard y porta sa tête, et Charles de Sombreuil, son jeune fils, se jeta dans les hasards de la guerre. Il prit du service en Prusse, en Angleterre, comme MM. de Richelieu, de Langeron et de Damas en avaient accepté en Russie : était-il d'autre profession pour les gentilshommes ?

Ainsi, en Vendée, M. de Charette seul voulait être chef, et le méritait par son intelligence et ses services[2]; dans la chouannerie, c'était Cormartin, compagnon résolu, intrépide contrebandier, fin matois de Bretagne, aux cheveux longs, à la bouche béante, mais à l'œil pénétrant et fort éveillé, et avec lui le marquis de Puisaye, bon officier, parfaitement au fait des éléments de l'insurrection bretonne et normande. Le comte d'Hervilly, tacticien d'école, étranger surtout à cette guerre d'avant-poste, de surprise et de chouannerie, n'avait aucune foi dans ce qui n'était pas troupes régulières; et quant à Charles de Sombreuil, le plus noble et le plus beau de tous, il croyait aller à Quiberon pour favoriser

[1] Charles Verot de Sombreuil émigra en 1792, et servit à l'armée du roi de Prusse, où une action d'éclat lui valut l'ordre du mérite militaire; puis en 1793-1794, il combattit sur le Rhin et en Hollande au service de l'Angleterre.

[2] Charette avait reçu du roi Louis XVIII une lettre qui pouvait faire excuser ses prétentions (Vérone, 8 juillet 1795).

« La Providence m'a placé sur le trône; le premier et le plus digne usage que je puisse faire de mon autorité, est de confier un titre légal au commandement que vous ne devez jusqu'à présent qu'à votre courage et à

une grande insurrection s'étendant aux soldats, aux officiers, aux généraux républicains. Tous manquaient d'une intelligence réelle de la situation. Mais, encore une fois, qui serait leur chef? pourquoi un prince français n'était-il pas là, comme Henri IV, pour dire : c'est moi!

La convention, terriblement émue à l'aspect de cette expédition qui pouvait rallier les insurrections de la Bretagne, de l'Anjou, du Poitou, de la Vendée, de la Normandie, reprit un peu de sa vieille énergie. La révolution était menacée par le plus grand danger, plus grand que l'invasion de l'étranger, car il s'agissait de la contre-révolution pleine et entière, sous les fils et les frères de ceux qu'elle avait envoyés à l'échafaud, gentilshommes, dont elle avait pillé les domaines, et qu'elle avait flétris. Dans ces circonstances, le même esprit de conservation qui lui avait fait organiser les bataillons de sans-culottes à Paris, sous un général jacobin réformé par la réaction (le petit Corse au teint bruni, comme l'appelait Barras), ce même esprit porta également la convention à confier la défense du Morbihan à Tallien, terrible proconsul; on lui adjoignit le représentant Blad, l'ami de Barrère; et ces deux organes du comité de salut public choi-

vos exploits, et à la confiance de mes braves et fidèles sujets. Je vous nomme général de mon armée catholique et royale; en vous obéissant, c'est à moi qu'elle obéira. Mais ce n'est pas seulement les armes à la main que vous pouvez me servir; un de mes premiers devoirs est de parler à mes sujets, d'encourager les bons, de rassurer les timides; tel est l'objet de la déclaration que je vous envoie, et que je vous charge de publier. Je ne pouvais la confier à personne qui pût y donner plus de poids que vous. Il est cependant possible que votre trêve avec les rebelles subsiste encore, lorsque cette décla-

sirent pour chef militaire le jeune général Hoche, plus modéré, moins terroriste que Bonaparte, actif, habile, très fin, beau causeur de belles phrases, comme un jeune et galant sergent des gardes françaises.

Immédiatement, Hoche se mit en campagne, recrutant par son activité et son éloquence le parti républicain des campagnes, les acquéreurs de biens nationaux déjà fort nombreux en Bretagne et en Normandie. Cette multitude, dirigée par quelques régiments de ligne, arriva près du Morbihan lorsqu'on signala la première expédition sous le drapeau anglais.

Sur les côtes sombres et orageuses de cette Bretagne, ombragée des vieilles forêts druidiques, l'Océan semble avoir vomi, au milieu de quelque ancien cataclysme, une pointe de sable qui s'étend à deux lieues dans la mer; cette aiguille, qui finit à la petite île de Conquet, n'a pas, dans sa plus grande largeur, une demi-lieue, de sorte qu'une escadre qui se placerait des deux côtés pourrait croiser ses feux; au centre, est le fort Penthièvre, souvenir du noble grand-amiral qui l'avait fait construire; un peu dans les terres s'élèvent Auray, Vannes; puis au loin s'étendent, à droite et à gauche, le Maine, la Normandie, la Vendée et l'Anjou. Aucun lieu ne pouvait donc être mieux choisi pour un

ration vous parviendra; alors il serait peut-être imprudent que vous la publiassiez vous-même; mais, dans ce cas même, je pense que vous êtes toujours plus à portée que tout autre de la faire circuler dans tout mon royaume. Si, au contraire, vous avez repris les armes, rien ne doit retarder une publication si essentielle. Je travaille de tout mon pouvoir à hâter le moment où, réuni avec vous, je pourrai vous montrer en moi un souverain qui fait sa gloire de sa reconnaissance envers vous, et à mes sujets, bien moins un roi qu'un père. « Louis. »

débarquement destiné à soutenir l'insurrection de ces provinces ardemment remuées.

A un signal donné, un premier convoi prit terre; la division d'Hervilly s'empara du fort de Penthièvre presque sans résistance, et 1,500 baïonnettes furent groupées dans la presqu'île. M. de Puisaye vint immédiatement les joindre, à la tête des chefs les plus hardis de la chouannerie; il proposait de marcher sur-le-champ avec hardiesse sur Auray et Grandchamp; là, viendraient se réunir les bandes des braves et dignes compagnons du Maine et de la Normandie, M. de Vauban[1] à leur tête. Ce projet audacieux avait des chances de succès; le général Hoche n'avait pas de forces suffisantes encore; l'insurrection pouvait éclater à chaque pas, et la Bretagne serait bientôt toute en armes. Mais le comte d'Hervilly, avec ce défaut commun à tous les officiers de troupes régulières, ne croyait pas au secours actif d'une insurrection; engagé à Londres par sa parole d'attendre la division de Charles de Sombreuil avant d'agir, il se contenta de se mettre à couvert dans le fort Penthièvre, sous le feu protecteur de la formidable artillerie des escadres anglaises.

Aussi intrépide et hasardeux, que le comte d'Hervilly était mou et incertain, le général Hoche marche

[1] Anne-Joseph Le Presire, comte de Vanban, arrière-petit-neveu du maréchal, et fils d'un lieutenant-général, gouverneur de Béthune et commandant des provinces de Flandre et d'Artois, était né à Dijon le 10 mars 1754; il entra, en 1770, sous-lieutenant dans les dragons de La Rochefoucauld, passa capitaine dans le régiment de Chartres, puis dans la gendarmerie de Lunéville. Aide-de-camp du comte de Rochambeau dans la guerre d'Amérique, il devint, en 1782, colonel en second du régiment d'Agénois, et le

sur la presqu'île; il sait qu'il n'a devant lui que 1,500 hommes, parmi lesquels plus de la moitié sont des prisonniers républicains, embarqués sous serment et dès le premier signal traîtres à la foi jurée. Des pourparlers mystérieux s'engagent au moyen de signaux télégraphiques. Tandis que le comte d'Hervilly surveille le camp, le général Hoche profite d'une nuit orageuse pour faire filer dans la presqu'île ses régiments les plus légers; il veut s'emparer du fort Penthièvre, et pour cela nul grand effort n'est nécessaire : les traîtres qui en gardent les portes saluent le drapeau tricolore par un parjure inouï, et les malheureux gentilshommes se trouvent ainsi exposés à tous les feux : pourquoi avaient-ils cru au vieil honneur français?

A ce moment, Charles de Sombreuil arrive; il pourrait se dispenser d'un débarquement, mais le devoir l'appelle à défendre ses frères trahis. Le voyez-vous? ce noble jeune homme, si brave qu'il inspirait l'admiration aux républicains même qui le fusillèrent! il avait quitté Londres au milieu des joies de ses fiançailles, et le premier baiser de ses noces, il le donnait à la mort. A Quiberon, le carnage fut horrible; les guerres civiles voient seules ces égorgements de sang-froid, ce trépas jeté et reçu avec indifférence. Mais qui a concédé à un rhéteur sanguinaire, du nom de Tallien,

duc d'Orléans, dont il était chambellan, le fit nommer colonel du régiment d'infanterie de son nom. A Coblentz, en 1791, où il avait émigré, le comte d'Artois le choisit pour son aide-de-camp, et il fit, en cette qualité, la campagne de 1792; puis, après avoir accompagné le prince en Russie, il le suivit en Angleterre, et reçut le commandement d'un corps de chouans destiné à l'expédition de Quiberon.

le droit de vie et de mort sur une si belle et si noble créature? c'est un obscur conventionnel qui ordonne la mort d'un Sombreuil! Où êtes-vous donc, jeune et vaillant soldat comme lui, Hoche, qui vous êtes engagé, par la capitulation, à le sauver? Vous avez pressé sa main, admiré son courage; vos grenadiers contemplaient ses nobles traits, et votre faiblesse le livre à ses bourreaux [1]! Oh! qu'il fut bien inspiré, Charles de Sombreuil, lorsque, après avoir écrit deux mots d'enthousiasme, d'amour et d'exaltation à sa fiancée, il jeta ces paroles de mépris à ses juges : « J'avais capitulé, vous agissez comme des barbares. » Sur le lieu du supplice, Charles de Sombreuil relevant les beaux cheveux qui couvraient son front : « Grenadiers, dit-il, j'en appelle à votre témoignage, n'est-ce pas que j'avais capitulé? » Et les grenadiers, sombres, pensifs, attendaient l'ordre. « Monsieur, mettez-vous à genoux, dit d'une voix dure le commandant. » — « Je ne fléchis le genou que devant Dieu, dont j'adore la justice; je me relève devant toi, misérable assassin! Grenadiers, feu! » Ce furent ses dernières paroles.

La réaction du 9 thermidor s'arrêtait ainsi dans sa marche; la convention venait de reprendre ses allures d'énergie sanglante; un corps politique, pas plus qu'un individu, ne perd ses instincts : créée pour la terreur,

1 Charles de Sombreuil écrit à l'amiral Warren : « L'abandon de mes compagnons eût été pire que le sort qui m'attend, je crois, demain matin; j'en mériterais un meilleur, vous en conviendrez avec tous ceux qui me connaissent... Beaucoup diront : Que pouvait-il faire? D'autres répondront : Il devait périr. Oui, sans doute, et je périrai aussi... Adieu, je vous le dis

la convention se tuait en se posant comme indulgente et faible; elle le comprit. Tallien, arrivé de Quiberon, se concerta dès lors avec Barras, Legendre et les thermidoriens, pour faire un appel au parti terroriste qu'on armait partout afin d'en finir avec les royalistes : 4,000 jacobins, groupés dans Paris, avaient reçu des fusils, des secours, des munitions de guerre, et attendaient le signal de leurs vieux chefs; quelques régiments de l'armée de l'intérieur, confiés à des officiers sans-culottes, sous le commandement de Bonaparte, s'étaient réunis autour de la convention menacée d'une nouvelle crise par l'insurrection de la bourgeoisie.

Deux partis, en effet, lui avaient voué une égale haine, quoiqu'ils ne fussent pas mus également par les mêmes principes : les royalistes purs, vaincus à Quiberon, désormais dispersés (et ceux-ci seraient-ils longtemps redoutables?), puis la classe moyenne qui voulait en finir avec la convention pour arriver à la monarchie de 1791, et celle-là était représentée par les sections de Paris. Comme toujours, cette bourgeoisie était parleuse de ses projets, et répandait ses indiscrétions par les mille organes de la presse. En effet, jamais la licence des journaux n'avait été plus loin : on disait ses desseins de renversement tout haut, et à grand renfort d'injures et de mépris. Le prétexte était une

avec le calme que donne seule la pureté de conscience. L'estime de tous les braves gens qui partagent aujourd'hui mon sort, et qui le préfèrent à la fuite des lâches, cette estime est pour moi l'immortalité. Je succombe à la force des armes qui me furent longtemps heureuses, et, dans ce dernier moment, je trouve encore une jouissance, s'il peut en exister dans ma po-

pensée légale, autour de laquelle on s'agitait : d'après la constitution, la souveraineté résidant au sein des assemblées primaires, celles-ci demandaient que la convention fût dissoute, et la convention devait abaisser ses faisceaux devant le vœu populaire. « Si longtemps orgueilleuse, courbez votre tête devant la multitude, votre souveraine, » disait l'abbé Delille; et ce thème était répété par les feuilles de MM. Lacretelle, Michaud, Richer-Serisy. Mais au lieu d'obéir, la convention venait de se perpétuer en quelque sorte, en se posant comme corps électoral pour les deux tiers de ses membres; coup d'état inouï dans les fastes de la souveraineté populaire! ainsi, la destinée de la convention était de vivre et de s'éteindre par la violence.

En révolution, s'agit-il jamais de l'ordre légal? On est fort ou faible, audacieux ou timide, voilà tout. Puissamment appuyée de sa propre milice (la garde nationale), la bourgeoisie voulut essayer de l'insurrection armée; elle se trouva face à face avec le plus audacieux des partis, les jacobins, conduits par ce petit Corse qui n'épargnait rien, parce qu'il était habitué aux idées de guerre et aux exécutions conventionnelles [1]. La mitraille laboura Paris; on vit la bourgeoisie hésitante et vaincue, et ses masses profondes furent dispersées par quelques bataillons. C'est qu'il

sition, dans l'estime de mes compagnons d'infortune, et dans celle de l'ennemi même qui nous a vaincus. Adieu, adieu à toute la France! »

[1] Barras vint à la tribune recommander Bonaparte : « J'appellerai, dit-il, l'attention de la convention sur le général Bonaparte. C'est à lui, c'est à ses dispositions savantes et promptes, qu'on doit la défense de cette enceinte,

n'est pas dans la nature des classes moyennes de se révolter contre le gouvernement; elles ont trop à perdre à cela, et voilà pourquoi elles sont timides. Quand la bourgeoisie veut s'insurger, elle a besoin du peuple; quand elle veut réprimer, elle a besoin du gouvernement, tant elle est impuissante par elle-même! Et ici, elle n'était ni dans l'une ni dans l'autre condition; elle fut donc vaincue. Voyez dans les gravures du temps les physionomies audacieuses de ces jacobins que conduit un général terroriste, Bonaparte, à l'œil sombre, au regard pénétrant, maladif; devant lui fuient des milliers de gardes nationaux élégants, efféminés, évitant la mitraille qui fait voler en éclats les colonnes de Saint-Roch, et couvre les marches du temple de cadavres et d'armes abandonnées.

Si ce triomphe des jacobins ne sauva pas la convention comme assemblée, il en maintint violemment l'esprit dans les nouveaux corps politiques. Aux fièvres brûlantes, il faut des remèdes énergiques, et le régime ordinaire ne convient pas. Certes, nulle assemblée ne conserve mieux son système, ses traditions, son origine que la convention : elle commence sous les auspices des massacres de septembre, se développe par le régicide et la terreur, et finit par la mitraille dans Paris. La convention ne pouvait pas faire autre chose, car elle portait

autour de laquelle il avait distribué des postes avec beaucoup d'habileté : je demande que la convention nationale confirme la nomination de Bonaparte à la place de général en second de l'armée de l'intérieur. » Quelques jours après (16 octobre), il reçut le commandement de Paris avec le grade de général de division ; puis fut nommé (29 octobre) général en chef de l'armée de l'intérieur.

avec elle-même sa destinée de jacobinisme ; ce fut la seule assemblée qui se fît pouvoir, parce que la tribune ne fut que l'auxiliaire d'une puissance qui se fit dictature ; la parole ne gouverna pas, elle servit à gouverner. Après les girondins, il y eut moins de déclamation que d'action. La constituante avait démoli l'administration, la législative, la royauté ; la convention essaye une société à sa guise, et un pouvoir, le plus fort de tous, après celui du pape au moyen âge : représentants du peuple et légats catholiques, je l'ai déjà dit, voilà quelles furent peut-être les plus grandes puissances du monde, parce que toutes deux venaient du peuple et des croyances ; l'une agissait par la crainte de l'enfer, l'autre par la terreur du supplice, et toutes deux furent également terribles. Il n'y avait pas loin de l'interdit jeté sur les cités éperdues, abaissées, à ce décret qui déclarait que Lyon, ayant fait la guerre à la république, ***n'existait plus !***

CHAPITRE III

SITUATION DES CAMPS; ESPRIT DES ARMÉES.

Effet du 9 thermidor sur l'esprit du soldat. — Mécontentement. — Abandon. — Désorganisation. — Généraux en chef. — Officiers. — Soldats. — Armées de Hollande; — de Sambre-et-Meuse; — de Rhin-et-Moselle. — Pichegru. — Jourdan. — Campagne outre-Rhin. — Siége de Mayence. — Retraite. — Négociations de Pichegru et du prince de Condé. — Armée des Pyrénées. — Froideur dans l'armée des Alpes. — Schérer. — Armée des côtes de l'Océan. — Les armées étrangères. — Les Russes en Pologne. — Neutralité de l'armée prussienne. — L'armée autrichienne. — Allemagne. — Clairfayt. — Le prince Charles. — Beaulieu. — Wurmser. — Origine des campagnes d'Italie. — Les Piémontais. — Bataille de Loano.

Août 1794—Décembre 1795.

Les armées victorieuses sous le drapeau tricolore étaient fortement républicaines; l'énergique mouvement, partout imprimé par le comité de salut public, avait retenti sous la tente en hymnes de gloire, et le vieux soldat s'était accoutumé à cette majesté des grandes actions. Lorsque le 9 thermidor vint changer l'esprit de la convention nationale, il se fit dans l'armée un mouvement d'hésitation et d'inquiétude; puis vinrent les traités de paix successifs avec la Prusse, la

Hollande, l'Espagne; l'esprit pacificateur semblait dominer la convention; de là, une sorte d'abandon des armées, un délaissement du soldat; on prenait peu soin de son bien-être, de sa paye, de ses vivres. Sous l'énergique système du comité, l'armée manquait aussi de pain, de souliers; mais au moins le représentant lui donnait la victoire, et on la laissait vivre en pays ennemi presque à son gré.

Que les choses étaient changées depuis la chute du comité démocratique! Le mouvement de la conquête n'imprimait plus son élan dans le cœur du soldat; des traités de paix annonçaient un nouvel esprit, une nouvelle direction dans l'armée. Qu'allait devenir cet avancement si rapide? y aurait-il désormais de ces fortunes merveilleuses qui élevaient tout à coup un simple sous-officier au commandement suprême d'une armée, comme Hoche, Pichegru et Jourdan? Loin de là : depuis cette journée de thermidor, il était venu d'autres représentants sous la tente, qui, sous prétexte de la purger de l'esprit de Robespierre, avaient destitué, frappé comme terroristes d'intrépides officiers [1]; plus de 3,000 étaient destitués, et il en était résulté naturellement une démoralisation complète et fatale aux armées. Les idées de Carnot n'étaient plus complétement suivies; depuis les généraux en chef jusqu'aux simples soldats, il y avait un fatal retentissement de cette désorganisation de l'esprit militaire.

[1] Ce fut Aubry, ancien capitaine du génie, membre du comité de salut public après le 9 thermidor, qui poursuivit le plus impitoyablement ces officiers terroristes. Bonaparte, Murat, Lannes furent destitués par ses ordres.

Par une conséquence du traité de Bâle, et de la pacification d'une partie du continent, la direction de la guerre avait complétement changé. Une des armées les plus audacieuses, les plus intrépides, tout récemment encore, avait été celle de la Hollande sous Pichegru; secondée par l'insurrection républicaine contre le stathouder, elle avait refoulé le duc d'Yorck, et conquis le plat pays au pas de course. La nouvelle situation de la république vis-à-vis de la Hollande, le traité de Bâle, rendaient tout à fait inutile cette belle armée; on n'avait plus rien à craindre au nord de la république : la Hollande était soumise, la Prusse se posait dans une situation de neutralité absolue; ainsi sur la Meuse, le Wahaal et le Bas-Rhin, on était parfaitement couvert. La république ne conservait plus en Hollande qu'une simple armée d'alliance et d'occupation, et Pichegru quittait un commandement trop au-dessous de son génie et de sa valeur militaire. La convention l'avait un moment appelé à Paris, pour lui confier ensuite la direction suprême de l'armée du Haut-Rhin, dont les opérations allaient devenir si importantes, car le théâtre de la guerre était changé.

Dans les dernières campagnes, les grands coups de bataille se portaient en Belgique, aux Pays-Bas, car il s'agissait de lutter contre la Prusse, la Hollande, les Anglais du duc d'Yorck. Aujourd'hui, il n'y avait plus qu'un seul ennemi en face, l'Autriche; et avec le système de neutralité allemande adopté par la Prusse, on était parfaitement rassuré pour le Nord. Le lieu de la guerre était désormais le moyen et le haut Rhin :

il s'agissait de porter des coups à l'Autriche par la Bavière et le Tyrol; Mayence et Manheim devenaient les points signalés aux opérations stratégiques, comme ces tours qui indiquaient aux légions romaines les voies suivies par les centurions et les tribuns.

Deux armées principales s'étaient donc organisées depuis la paix de Bâle. La première, qui avait gardé le nom de Sambre-et-Meuse, pirouettait par sa droite et avait pris Mayence pour centre d'opérations, en se jetant sur l'Allemagne par le moyen Rhin. Cette vieille armée de Sambre-et-Meuse conservait sa renommée sous Jourdan; mais délaissée, démoralisée depuis le 9 thermidor, réduite par les mesures et les désertions à moins de 60,000 hommes, elle venait heureusement d'être renforcée par plusieurs divisions de l'armée de Hollande; et on la destinait tout entière au siége de Mayence, pour garantir la possession de la rive gauche. La seconde armée, qui prenait le nom de Haut-Rhin, recevait pour général en chef Pichegru, qu'une auréole de gloire environnait si magnifiquement; les divisions de l'Alsace, de la Lorraine, venaient grossir les rangs des fils glorieux de la république, sous le plus habile de ses généraux. Une troisième armée, respectant la neutralité de la Suisse, faisait depuis trois ans dans les Alpes une guerre dont le succès était partagé; les forces se balançaient égales entre le Piémont et les soldats de la république, qui tenaient alors les Alpes maritimes, vers Gênes, sous les généraux (depuis si célèbres!) Cervoni, Augereau, Masséna. Lorsque la paix avec le cabinet de Madrid vint rassurer la fron-

tière des Pyrénées, les braves divisions de l'armée d'Espagne se joignirent à celle d'Italie sur les Alpes, et le général Schérer reçut le commandement supérieur de tous ces corps réunis. A ces forces, il fallait ajouter encore ce qu'on appelait l'armée de la Vendée et du Morbihan, destinée d'abord à protéger les côtes, puis à prendre l'initiative, s'il le fallait, contre la Grande-Bretagne; le général Hoche, depuis ses succès de Quiberon, était devenu l'espérance et l'orgueil de ces intrépides soldats. Cette armée se liait par sa destination à celle de l'intérieur, composée de sans-culottes audacieux, et que le général Bonaparte conduisait avec ce génie qui déjà venait de se manifester dans la journée du 13 vendémiaire.

Ainsi Jourdan, Pichegru, Schérer, Hoche, Bonaparte, tels étaient les généraux en chef de la république française : Jourdan, jacobin obstiné, esprit très limité au reste dans les opérations de la guerre; Pichegru, supérieur dans ses stratégies de conquête; Schérer, soldat allemand têtu, mais brave; Hoche, beau diseur de proclamations, avec des conceptions subites et des improvisations heureuses; Bonaparte, supérieur à tous. Autour de ces généraux d'un mérite remarquable, se groupaient des divisionnaires d'une capacité, d'une intelligence, d'une activité merveilleuses. Voici Moreau [1], prudent, habile tacticien; Le-

[1] Jean-Victor Moreau, né à Morlaix en 1763, fils d'un avocat, fut d'abord destiné à la même profession, puis s'engagea dans un régiment, qu'il quitta bientôt pour reprendre ses études. Prévôt de droit à Rennes, lorsqu'éclata la révolution, il forma une compagnie de canonniers dans la garde nationale

febvre, grenadier aux manières soldatesques; Gouvion-Saint-Cyr [1], souvenir vivant du vieux régime, fou de l'habit blanc et du tricorne; Souham, Moncey; Marceau, jeune et belle destinée; Joubert, Ney, Dessolle [2], esprit si grave; et au coin des Alpes, comme cachés dans les pics neigeux, Masséna [3], Victor [4], Cervoni [5], tous enfants de la fortune, nés au milieu des prodiges.

Dans cette effervescence de grandes choses que créa spontanément la révolution française, il se trouvait que cette armée de France avait éprouvé une véritable transformation; dans la course rapide et prodigieuse qu'elle avait accomplie depuis 1792, il y avait eu d'héroïques actions, des feux de gloire capables d'illuminer une époque; mais alors les armées étaient presque sans chefs supérieurs, sans discipline, sans intelligence de la stratégie régulière; on marchait au combat en chantant de patriotiques airs; on courait aux batteries sans ordre, sans autre combinaison que la gloire de mourir pour la patrie.

dont il fut le capitaine. En 1793, général de brigade, puis de division, il commandait l'aile droite de Pichegru en Hollande.

[1] Laurent Gouvion Saint-Cyr, né à Toul le 13 avril 1764, s'enrôla en 1792 dans le bataillon de chasseurs républicains partant pour l'armée de Custine, où il fut nommé capitaine. Appelé à l'état-major général, il fut fait général de brigade, puis de division en 1794.

[2] Joubert, Ney et Dessole n'étaient encore qu'adjudants-généraux.

[3] André Masséna, né à Nice le 8 mai 1758, s'engagea fort jeune dans un régiment piémontais, puis passa dans Royal-Italien, au service de France, où il devint sous-officier; il avait été chef du troisième bataillon des volontaires du Var.

[4] Claude-Victor Perrin, né dans les Vosges le 7 décembre 1764, entra à 17 ans dans Grenoble-Artillerie, où il était sous-officier à la révolution; il reçut à Toulon le grade de général de brigade.

[5] Cervoni, né à Soria, dans la

Depuis, cet élan si poétiquement beau s'était un peu calmé, et il était né une force plus redoutable peut-être. Cette armée avait enfanté des chefs expérimentés et des soldats d'une patience, d'une discipline et d'une intelligence sans égale. S'il y avait peu d'éducation militaire, on avait appris son métier sur le champ de bataille. On ne savait pas certaines règles fixes, déterminées par la théorie, mais on improvisait les plus magnifiques manœuvres, capables d'étonner les plus habiles tacticiens des armées ennemies.

Supposez, en effet, une vie tout entière consacrée à certains théorèmes de stratégie, conseillés par Frédéric, Montécucculli, le prince Eugène ou Malborough; tout à coup, il apparaît des hommes qui ne savent rien de tout cela; improvisateurs de théories nouvelles, ils se précipitent de droite et de gauche, aujourd'hui heureux, demain malheureux, toujours confiants, de manière que tôt ou tard le succès venait à ces généraux; ne respectant pas plus les règles de l'art de la guerre que les principes politiques en matière de gouvernement, ils confisquaient la victoire comme ils saisissaient les propriétés, violant les neutralités de territoire, comme l'asile des proscrits; ils pillaient les cités comme ils mettaient en réquisition les marchandises; ils battaient monnaie par la conquête comme ils le faisaient sur la place de la Révolution. Et maintenant on s'explique

Corse en 1768, alla en Sardaigne s'engager dans un régiment piémontais, et à la révolution française il était sous-lieutenant; en adoptant les principes avec ardeur, il favorisa l'invasion des Français, passa au service de la république comme général de brigade, et servit au siége de Toulon.

l'étonnement, l'effroi, je dirai presque la désorganisation des idées de tous les vieux stratégistes de l'Europe, dérangés dans leurs habitudes de commandement!

D'après les stipulations du traité de la triple alliance, la Russie, l'Angleterre, l'Autriche, devaient également mettre leurs forces en commun pour lutter puissamment contre la république française; c'était jusqu'ici ce qu'on appelle une simple convention sur le papier, c'est-à-dire qu'aucune des puissances, excepté l'Autriche, n'avait des armées actives en campagne sur le théâtre continental de la guerre.

Depuis que le duc d'Yorck avait évacué la Hollande, quel champ de bataille choisirait l'Angleterre? Elle avait essayé une descente par la chouannerie à Quiberon, et l'échec était complet[1]. Au midi, l'Espagne échappait à son influence, et ce n'était pas le moment d'y essayer un mouvement d'armée. La Russie, avec ses immenses forces, mais si éloignées du Rhin, n'avait que deux voies pour arriver au champ de guerre; la mer, par une expédition immense, coûteuse; la terre, à travers l'Allemagne, et il fallait deux mois de route pour porter les armées russes de la Vistule au Rhin. L'Autriche restait donc seule par le fait à lutter avec la république française; elle seule, par la trahison de la Prusse, était appelée à défendre le Rhin; et aux Alpes, elle n'avait pour auxiliaire que le Piémont, soutenant une lutte remarquable depuis trois ans. Au milieu des

[1] Louis XVIII, en apprenant le désastre de Quiberon, écrivit à M. de Charette :

« A Vérone, 3 septembre 1795.

« Vous jugez sans peine, monsieur, de la douleur avec laquelle j'ai appris

grands coups de stratégie qui se portaient aux Pays-Bas et sur le Rhin, on avait à peine remarqué l'héroïque résistance des Piémontais et de cette noble maison de Savoie, si glorieuse dans l'histoire, et fière de son blason des croisades si dignement soutenu par cette longue suite de héros, dont on voit encore les portraits dans le vieux château des montagnes, berceau de l'illustre branche des Carignans. La maison de Savoie n'avait pas faibli à sa destinée; mais si elle maintenait encore son alliance avec l'Autriche, après tant d'efforts violents, les intrigues commençaient à travailler sourdement le peuple savoyard : ce n'était pas en vain qu'une armée républicaine et quelques bataillons d'Allobroges, en tête, étaient à la crête de ces montagnes, où l'air de la liberté est si vif et si puissant.

L'Autriche seule allait ainsi disputer le champ de bataille à la république française et lui opposer armée pour armée : vis-à-vis Mayence était le corps du feld-maréchal Clairfayt, et récemment décoré du bel ordre de la Toison-d'Or ; au feld-maréchal on allait adjoindre l'archiduc Charles, si éminent par son génie; au centre, et comme barrière à l'armée républicaine du moyen et du haut Rhin, on maintenait le vieux comte de Wurmser, qui ne quittait pas plus l'Alsace qu'un burgrave les hauts rochers des sept montagnes, parce

la funeste affaire de Quiberon, et ses affreuses suites. Mon cœur est déchiré, mais mon courage n'est pas abattu : il résidait en vous avant cette cruelle journée; il y réside de même. Faire pleurer de braves et fidèles sujets ! mes parents, mes proches parents abandonner ma cause ! Charette et sa valeu-

que l'Alsace était son berceau; enfin, comme le théâtre de la guerre allait se porter incessamment en Italie, le conseil aulique confiait au général de Beaulieu l'armée qui, par le Tyrol, descendait jusque dans la Lombardie. L'action de ce conseil aulique, bonne sans doute, lorsqu'il s'agissait de réfléchir et de rédiger un plan de campagne (ce que faisait, d'ailleurs, avec tant de hardiesse et de supériorité le comité de salut public!), était essentiellement incapable de tout mouvement spontané, ardent, improvisé, par lequel souvent on obtient la victoire. Il y a toujours je ne sais quoi de pesant, de limité, dans les théories savantes de quelques officiers d'état-major, qui, réunis autour d'un tapis, dirigent les opérations lointaines d'un général en campagne. De plus, le conseil aulique, comme toutes les réunions d'officiers, avait des préjugés sur les hommes et les systèmes; il mettait partout des obstacles aux inspirations pratiques des généraux.

La campagne s'ouvrit par un mouvement du général Jourdan sur le Rhin; quand à Bâle, tous les moyens d'arrangement cessèrent avec l'Autriche, le comité de salut public ordonna une campagne germanique. Cet ordre avait deux objets : Mayence ne pourrait être complétement investie que par les deux rives du grand fleuve; on établirait donc des camps retranchés sur la rive droite, en la balayant de l'ennemi; ensuite, ce

reuse armée me restent. Les sentiments que je vous ai exprimés dans ma dernière lettre n'ont pris que plus d'activité, et les commissions que je vous ai données n'ont fait qu'acquérir plus d'importance. Je charge mon ami de vous écrire plus au long, comme je vous ai prévenu que j'en userais. Je

mouvement au delà du Rhin favoriserait l'émancipation des électeurs et une séparation absolue avec la maison d'Autriche. Jourdan exécuta les ordres du comité; tandis que quatre divisions de son armée demeuraient sur la rive gauche pour compléter l'investissement de Mayence, le reste des républicains traversait le Rhin, le 6 septembre, entre Dusseldorff et Duisbourg, par une nuit sombre, pendant que l'orage éclatait comme à Quiberon (on aurait dit que dans ce drame de la révolution française aucune émotion ne devait manquer). De petites nacelles, telles qu'on en voit encore sur le Danube, transportèrent 150 grenadiers, conduits par Lefèbvre, jusqu'à la rive droite; ils précédaient la division de l'Alsacien Kléber, à la haute stature.

Ici une question diplomatique grave, parce qu'elle allait dominer l'avenir, se présentait à l'armée républicaine : la Prusse, depuis la convention de Bâle, avait développé son système de neutralité germanique pour la partie nord de l'Allemagne; et le territoire où débarquaient les 150 grenadiers était compris dans la ligne de démarcation. En vain l'officier prussien veut protester devant les généraux Lefèbvre et Kléber : on n'en tient aucun compte; la division se déploie, et comme elle veut attaquer les Autrichiens à tout prix, elle les prend en flanc sur un point où ils se croyaient protégés

ne puis finir cette lettre sans vous parler, je ne dirai pas du désir, mais du besoin impérieux que j'ai tous les jours davantage d'être auprès de vous, et de vaincre ou de mourir à la tête de ma brave armée royale.

« *Signé* ; LOUIS. »

par la neutralité [1]; cette surprise précipite leur retraite. Le général Kléber, par les ordres de Jourdan, occupe la Meuse, et va se retrancher sur la rive droite, autour de Mayence. Cette violation de la neutralité avait procuré un succès à l'armée républicaine; mais quel pas n'avait-on pas fait pour autoriser la transgression des principes, faute qui plus tard retomberait sur notre tête? Ceux qui avaient méconnu la neutralité germanique en 1795, autorisaient l'Europe à méconnaître la neutralité de la Suisse, vingt ans plus tard; tant il est vrai que les principes sont quelque chose, et que la violence hautaine et victorieuse a tôt ou tard son châtiment!

Lorsque l'armée de Sambre-et-Meuse investissait Mayence en passant le Rhin, le général Pichegru exécutait la même manœuvre à Manheim, sans opposition aucune; on aurait dit que l'Autriche avait quelque intérêt à laisser les Français s'engager dans le centre de l'Allemagne, car les troupes impériales effectuaient leur retraite sans défendre même les meilleures positions. Le plan de campagne des républicains reposait sur les mêmes éléments que l'expédition simultanée de la Hollande et de la Meuse, en 1794; seulement, le point central des opérations était changé. Les armées de Hollande et de Sambre-et-Meuse se tenaient la main en Belgique pour opérer sur le bas Rhin; dans la campagne actuelle, les deux armées de Jourdan et de Pichegru agissaient, l'une sur le moyen, l'autre sur

[1] Le comte de Haugwitz fit demander des explications sur cette violation de la neutralité. Il fut répondu que c'était une erreur des généraux, qui avaient agi sans ordre; la Prusse s'en contenta.

le haut Rhin, de manière à se donner rendez-vous, au cas de succès, à Wurtzbourg, Ulm et Ratisbonne; par cet actif mouvement, jeté au cœur de l'Allemagne, on marcherait sur les états héréditaires de l'Autriche, ainsi que dans la guerre de sept ans. Le général Jourdan s'était déployé depuis Dusseldorff jusqu'à Francfort, en colonnes profondes, opérant déjà sur Wurtzbourg; Pichegru, maître de Manheim [1], marchait, par Oppenheim, sur Heidelberg, pour prêter sa gauche à la vieille armée de Sambre-et-Meuse : nulle part il n'y avait de résistance. On recommandait la plus grande discipline pour ne pas effrayer les populations. Si Mayence, au centre de la ligne, arborait le drapeau tricolore par une capitulation solennelle, les Français seraient maîtres du cours du Rhin, comme cela s'était vu plus d'une fois depuis Turenne. Ainsi l'on raisonnait, plein de sécurité, quand on apprit la nouvelle d'une marche en avant des Impériaux.

Lorsque le conseil aulique eut vu se déployer sur une ligne aussi étendue les deux grands bras de l'armée républicaine, il aperçut facilement le point faible de cette invasion, qui était le centre. Mayence, demeurant encore au pouvoir d'un corps de 12,000 Autrichiens, il était imprudent aux républicains de s'éparpiller sur une trop vaste ligne; passer le Rhin sans avoir Mayence, c'était de la témérité; et le conseil aulique ordonna au feld-maréchal Clairfayt de refouler jusqu'au fleuve les divisions de Sambre-et-Meuse, disséminées depuis Dus-

[1] Sur tout le littoral du Rhin, des souvenirs puissants restent encore de cette campagne des Français.

seldorff jusqu'à Wurtzbourg, et de jeter dans Mayence des forces supérieures. Le feld-maréchal, le plus intrépide des officiers autrichiens, exécuta l'ordre avec promptitude et énergie; appuyé d'un renfort de 15,000 grenadiers hongrois au noble costume national, silencieusement il donne l'ordre de marcher. Comme l'Autriche ne reconnaît pas la neutralité prussienne, et que les Français ont donné l'exemple d'une première violation, le feld-maréchal n'en tient pas compte à son tour : il dérobe deux marches à Jourdan, et déborde de six ou sept lieues la gauche de l'armée de Sambre-et-Meuse, désormais coupée de sa ligne du Rhin. La panique se met dans cette glorieuse armée de vétérans : on se croit trahis par la Prusse; on n'a pas de route pour retrouver la patrie; on est pris entre Mayence sur un point, et l'armée du feld-maréchal Clairfayt sur l'autre; le désordre est extrême.

De son côté, Wurmser opère un mouvement simultané : sur le Rhin apparaissent des chaloupes canonnières conduites par le capitaine anglais Williams; partout des colonnes autrichiennes marchent avec intrépidité, et attaquent toutes les lignes devant Mayence : on dirait que la rive droite du fleuve, toute allemande, est fatiguée de supporter les Français! Dans cette retraite, si confuse, si rapide, on vit des traces de cette désorganisation qu'avait déplorablement subie l'armée de Sambre-et-Meuse; elle ne se montra ni solide ni résignée dans ses revers : ce fut une panique qui ne cessa que sur la rive gauche du Rhin. L'armée républicaine, après le plus terrible bouleversement, respira

seulement en deçà du fleuve. Ce désastre arrêta le mouvement agressif de Pichegru, qui fit sa retraite avec plus d'ordre. Le but du feld-maréchal Clairfayt fut atteint : le camp retranché devant Mayence enlevé, deux divisions entraient dans la forte et grande cité qui commande le cours du Rhin. On vit alors spontanément une trêve s'établir sur toute la ligne, et il fut question une fois encore de la paix secrètement essayée à Bâle par MM. de Lerbach et Barthélemy.

Durant cette trêve se déployant presque sans cause sur toute la ligne du Rhin, une négociation secrète et d'une nature bien importante venait de s'engager en dehors des plans militaires de la campagne. Une pensée d'orgueil avait séduit, entraîné presque tous les généraux en chef de la république : c'est qu'ils pouvaient disposer à leur gré de leur armée, dominer ses principes, la pousser capricieusement à une idée ou à un drapeau; vaniteuse illusion que cela! Il y avait dans les armées de la république un esprit très marqué de démocratie et de patrie; l'erreur était de croire qu'on pouvait le changer ou le ployer. M. de La Fayette s'était laissé entraîner dans cette adoration de sa popularité militaire; après lui, le général Dumouriez, bien supérieur comme capacité politique, s'était complu dans la pensée qu'il pourrait faire un mouvement sur Paris, pour briser les jacobins et restaurer la monarchie constitutionnelle. Sur le Rhin, la même expérience était essayée par un autre général, tout fier de ses services éminents aux jours du terrible comité de salut public. Pichegru, considéré même comme tête de pensée et

de science, n'était pas un esprit vulgaire; tandis qu'il régnait une ignorance presque absolue dans ces camps, remarquables seulement dans les batailles, Pichegru, ancien répétiteur de Brienne, se dévouait aux plus hautes études; les intervalles de ses combats et de ses opérations actives, il les donnait à la lecture des anciens, à Tacite, à Salluste, aux Commentaires de César; il avait conservé ce goût pur de l'antiquité qui nous saisit dès l'enfance, et ne nous quitte plus qu'avec la vie; le répétiteur de Brienne se retrouvait incessamment. De ces études fortes, puissantes, il était résulté pour lui certaines convictions politiques, fortifiées encore par son dernier séjour à Paris : c'est qu'avec des âmes si relâchées, une civilisation si avancée, la république était une noble illusion de quelques esprits rêveurs. Pichegru avait vu de près la corruption abominable des hommes d'état d'alors; ce n'était pas par goût pour la monarchie qu'il la croyait nécessaire; c'était, au contraire, par une admiration trop vive pour la république des anciens, qu'il était arrivé à conclure son impossibilité absolue. Cette disposition de son esprit était partout connue, dans son propre camp comme dans l'armée ennemie et dans le corps des émigrés; on savait qu'il y avait chez Pichegru une âme modérée, intègre et forte, un esprit sérieux et fatigué qui voulait en finir avec l'anarchie [1].

Dans la portion ignorante et grossière de l'armée ré-

[1] Ai-je besoin de dire que le caractère grave, antique, désintéressé de Pichegru a été étrangement défiguré par les espions et les officiers de la police de Bonaparte, quand celui-ci voulut le perdre avec Moreau ?

publicaine, le nom de Condé n'inspirait aucun souvenir, ne parlait pas à l'imagination historique de ces hommes qui ne savaient du passé que la prise de la Bastille. Mais Pichegru appartenait à des idées plus hautes et plus éclairées : si quelques glorieux condottieri, quelques soudards de faubourgs, sergents aux gardes, tout à coup élevés aux grandeurs militaires, traitaient de brigands et de scélérats les nobles émigrés réunis sous le drapeau blanc, il n'en était pas ainsi de Pichegru; quelques-uns des gentilshommes qui servaient sous le petit-fils du vainqueur de Rocroy étaient ses élèves, lorsque, répétiteur, il enseignait les mathématiques à Bonaparte; et plus d'une fois le prince de Condé avait visité l'école de Brienne, car alors le prince était le protecteur naturel des études militaires : n'était-ce pas lui qui avait posé la couronne de vainqueur sur le front de Carnot pour l'éloge de Vauban? n'était-ce pas au prince de Condé que le même Carnot, officier du génie, devait son premier et si rapide avancement et la croix de Saint-Louis?

Tout s'oubliait alors; mais ce qui ne s'effaçait pas au cœur de Pichegru, c'était la conviction sérieuse, profonde, je dirai presque désolante, pour son âme républicaine, que la démocratie n'était pas possible dans ce pays léger, corrompu, où la guillotine et la mitraille atteignaient les partis les uns après les autres, et les jetaient tous dans une sanglante balance. Pichegru avait réprimé les faubourgs en prairial; quelque temps après, il avait appris le 13 vendémiaire au lugubre retentissement de l'artillerie. Dans cette disposition d'esprit,

un homme hardi, mystérieux, l'aborde et demande à lui dédier des manuscrits inédits de J.-J. Rousseau : c'était prendre le général Pichegru par son goût pour les études. Cet homme était un Suisse obscur de Neufchâtel, d'une stature élevée, à la face un peu montagnarde, mais vif, fin, subtil : il se nommait Fauche-Borel [1], et sa profession publique était celle d'imprimeur à Bâle. Surpris de cette offre si brusquement faite, et devinant peut-être qu'elle n'était qu'un prétexte, Pichegru répond qu'il ne partage pas tous les principes de Rousseau, et que, pour accepter une dédicace, il fallait connaître le manuscrit; puis fixant ses regards attentifs sur Fauche-Borel, il lui dit : « N'est-ce que cela que vous avez à me dire? — Général, répond Fauche-Borel, j'ai à vous entretenir de la part du prince de Condé. » A ce nom de Condé, le général Pichegru prête une vive attention : « Que me veut le prince? que puis-je faire pour S. A. R.? Avez-vous un écrit de lui? un pouvoir? »

C'est ainsi que s'engagea la plus importante négociation de cette guerre, entre un général profondément républicain, mais désenchanté de ses idées, comme un vieux Romain au temps de la décadence des mœurs, et le prince de Condé, le représentant des idées cheva-

[1] Louis Fauche-Borel, né le 12 avril 1762, d'une famille protestante, réfugiée en Suisse après la révocation de l'édit de Nantes, était imprimeur à Neufchâtel lorsque la révolution française éclata; et dès ce moment, il porta un vif intérêt à tous les émigrés. En 1793, il fut exilé pendant six mois pour avoir imprimé dans un almanach le testament de Louis XVI. Ce fut le 14 août 1795, qu'il se présenta au général Pichegru pour la première fois, à son quartier-général d'Altkirch.

leresques[1]. Le but de cette négociation était de faire prendre la cocarde blanche à l'armée républicaine, d'ouvrir ses rangs aux gentilshommes de Condé, et de marcher sur Paris. Il fallait que le dégoût eût profondément égaré l'âme forte de Pichegru, pour s'imaginer qu'un tel plan pût jamais réussir, car les haines qu'on avait semées contre les émigrés étaient trop vives pour qu'on pût les oublier à ce point. L'ignorante éducation de l'armée lui avait inspiré la haine du drapeau blanc, glorieux dans tant de batailles; la belle éducation des gentilshommes humiliait ces heureux plébéiens, ces rustres victorieux : quelle sympathie pouvait-il exister entre les deux partis, qui se tuaient depuis quatre ans avec une haine indicible? Le rôle de Monck n'était possible que dans un temps de lassitude et d'indifférence, après que vingt ans de dégoût, de désabusement, auraient usé les âmes.

Pichegru ne fut point séduit par les avantages du bâ-

[1] Il peut être curieux de faire connaître quelques pièces de cette négociation :

Propositions faites au général Pichegru au nom du prince de Condé.

« Le général a la parole d'honneur du prince qu'il recevra de la main du roi le bâton de maréchal de France, au moment même de l'arrivée de S. M. à l'armée. Le délai de cette grâce est un plaisir que le prince veut réserver à S. M. Il peut l'accorder, et il en donnera l'assurance.

« Le général sera fait sur-le-champ grand'croix de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis.

« Le général aura pendant sa vie le commandement en chef de la province d'Alsace. Nul ne défendrait mieux cette province que celui qui l'a arrachée aux ennemis.

« Le général jouira, pendant sa vie, de la maison royale et du parc de Chambord, ainsi que de huit pièces d'artillerie.

« Le général jouira de deux cent mille livres de pension annuelle : la moitié de cette somme sera réversible en pension à sa femme, le quart à ses enfants, à perpétuité, de mâle en mâle, et jusqu'à extinction de postérité.

« Il sera dressé une pyramide à l'en-

ton de maréchal, la terre de Chambord et quelques millions d'écus; lui qui avait passé à travers la Hollande, la riche, l'opulente terre, avec l'incorruptibilité des jours antiques, ne pouvait être déterminé par des récompenses : quelle fortune, d'ailleurs, plus éclatante que celle de général en chef de la république française! Ce qui poussa Pichegru vers cette tentative, ce fut la conviction malheureuse que tout était fini pour les grandes idées de l'antiquité, et que, pour la génération abâtardie, la monarchie était préférable.

Dans une telle négociation, il y avait essentiellement le côté français et le côté ennemi; les tentes des républicains et des émigrés restaient animées des mêmes sentiments nationaux; aucun des deux partis n'aurait voulu sacrifier un pouce du territoire : cette France, n'était-ce pas Louis XIV qui l'avait grandie à ces limites? Mais, à côté de ces nobles et patriotiques intentions, il y avait les vues ambitieuses de l'Autriche, et, en aucune hypothèse, il n'était possible de séparer les Impériaux d'une négociation aussi considérable. Le plan de Pichegru appelait nécessairement une marche en avant des Autri-

droit où l'armée du roi se joindra à l'armée du général. Au bas de cette pyramide, il sera gravé cette inscription : « Le..., jour du mois de..., de « l'année 1795, Pichegru sauva la mo- « narchie française, et donna la paix à « l'Europe. »

« La ville d'Arbois sera exempte de toutes impositions généralement quelconques pendant dix années. Elle prendra le nom du général, et sa statue y sera placée.

« Il sera frappé une médaille en l'honneur du général.

« Le général aura la sépulture dans la même église qui renfermera les restes des rois de France.

« Il sera donné au général un hôtel à Paris, convenable à son rang et à sa dignité. Il lui sera compté une somme d'un million en espèces, pour l'établissement de sa maison.

« Le général aura la liberté de récompenser les officiers-généraux, les

chiens dans l'Alsace, et, à ce moment, Strasbourg devait arborer le drapeau blanc. Telle n'était pas l'opinion du vieux feld-maréchal Wurmser : comme l'Autriche n'avait renoncé à aucune de ses vues sur l'Alsace, et que M. de Wurmser surtout tenait à reconquérir la possession de ses terres sous la protection impériale, il mettait pour condition essentielle à toute coopération, qu'au préalable Strasbourg serait livré à l'armée autrichienne; ce que le patriotisme de Pichegru, comme l'orgueil du prince de Condé, ne voulait pas concéder.

Les vues secrètes du cabinet de Vienne se manifestèrent une fois encore dans ce curieux épisode de la guerre. La restauration de la royale famille de France intéressait à peine le cabinet de Vienne; grandir le territoire allemand, chercher une compensation pour les Pays-Bas perdus, prendre les Vosges pour limites après avoir accaparé la Bavière : tel était le rêve de la maison d'Autriche. A cet effet, elle allait confier la direction de la guerre sur le Rhin à l'archiduc Charles, l'intelligence la plus avancée en stratégie, d'autant plus grande qu'elle était modeste, timide même. Le feld-maréchal

officiers de son état-major, et les personnes qui lui sont attachées. Les grades qu'il leur conférera seront reconnus et confirmés, etc., etc. »

Lettre de Pichegru au prince de Condé.

« Z (Pichegru) ne peut, sous aucun rapport, suivre le plan qui lui a été communiqué; mille raisons l'en empêchent, et l'on doit en sentir toute la force. Ce qu'il a proposé est la seule chose susceptible d'un prompt succès. Si X (le prince de Condé) ne peut y adhérer, Z verra, d'après les circonstances, ce qu'il pourra faire; mais le temps seul pourra lui fournir des moyens, et, dans ce cas, il ne peut fixer l'époque ni la manière. Z fera, dans tous les temps, tout ce qui dépendra de lui, et il renouvelle à X l'assurance de ses sentiments et de son zèle. »

Clairfayt était rappelé à Vienne; le conseil aulique adjoignait à l'archiduc le général de Bellegarde. La guerre sur le Rhin allait prendre un caractère offensif; les succès du maréchal Clairfayt avaient donné l'espérance d'une bonne campagne; et, avec sa patience ordinaire, l'Autriche ne renonçait à rien. L'archiduc Charles, d'ailleurs, serait plus à même de résoudre les difficultés que la négociation entamée avec Pichegru pouvait faire naître; et c'est pour cela qu'on hâtait une marche rapide sur le Rhin.

Cette opération avait également pour but de rattacher plus profondément l'alliance du Piémont et de la Sardaigne à l'Autriche; car on n'ignorait pas à Vienne que des efforts vigoureux allaient être tentés par les Français dans les Alpes. Il faut maintenant revenir sur cette armée d'Italie, qui, plus tard, va jouer un si grand rôle sous le général Bonaparte. Ceux qui ont tout sacrifié à la gloire d'un seul, et les nobles efforts de la république, et la renommée de ses plus braves généraux, se sont efforcés de peindre sous le plus triste aspect cette armée d'Italie, qui, depuis trois ans (et avant Robespierre), se conduisait bravement contre les Autrichiens et les Sardes. L'aspect de ces troupes était presque

Lettre du prince de Condé à Pichegru.

« Puisque M. Pichegru est aussi honnête que je l'avais toujours espéré, je désirerais bien qu'il m'envoyât une personne de confiance, à qui j'expliquerais les avantages de *tout genre* que j'assurerai à M. Pichegru et à tous ses amis, dans le cas où il ferait tout ce qui lui a été communiqué de ma part. Cette mesure me paraît absolument indispensable; car, sans cela, on peut multiplier les messages sans s'entendre, perdre un temps précieux, et compromettre cet important secret.

« *Signé :* Louis-Joseph BOURBON. »

sauvage; cette armée n'avait pas ce caractère grave et fier des soldats de Sambre-et-Meuse, ni la discipline sérieuse de l'armée du Rhin : c'était une réunion de régiments de toutes sortes, sous des chefs improvisés, pris parmi les nations diverses, sergents piémontais ou corses, comme Masséna et Cervoni, ou suisses comme La Harpe [1]; de courageux volontaires méridionaux, à l'accent gascon, tels que Murat [2], aubergiste de la Bastide, ou Lannes [3], pauvre teinturier de Lectoure et d'Auch, tous intrépides comme cette armée de Barbets, de Niçards, d'Allobroges et de Provençaux qui avaient souffert tant de fatigues depuis le siége de Toulon. Nul ne pouvait refuser à cette armée l'audace, la grandeur du courage, à elle qui sautait de pic en pic comme la chèvre des Alpes, pour débusquer les Piémontais? Il ne se fait, en général, de choses immenses que par les esprits aventureux, qui jouent leur destinée à chaque événement; et telle était un peu cette

[1] Amédée-Emmanuel La Harpe, né en Suisse, dans le pays de Vaud, en 1754, servit d'abord en Hollande dans un régiment helvétique, puis revint en Suisse, où, à la suite de quelques intrigues publiques, il fut déclaré coupable de haute trahison, condamné à mort avec confiscation de ses biens. Il se réfugia alors en France; en 1791, les volontaires du 4e bataillon de Seine-et-Oise la choisirent pour chef; nommé colonel du régiment ci-devant Auvergne, on l'envoya dans le Midi, où il prit part au siége de Toulon. Passé à l'armée des Alpes maritimes, il venait d'être nommé général de division.

[2] Joachim Murat, né à la Bastide, près de Cahors, le 25 mars 1771, s'enrôla dans les chasseurs des Ardennes, fut ensuite admis dans la garde constitutionnelle de Louis XVI, puis passa sous-lieutenant dans le 11e régiment de chasseurs à cheval; révolutionnaire exalté, il était lieutenant-colonel, lorsqu'il fut destitué comme terroriste, et réintégré au 13 vendémiaire.

[3] Jean Lannes, né à Lectoure le 11 avril 1769, quitta sa profession en 1792, pour s'enrôler dans un bataillon de volontaires; colonel en 1795, il fut destitué après le 9 thermidor, et le 13 vendémiaire vint lui rouvrir les rangs de l'armée comme à Murat.

armée d'Italie, divisée en trois corps principaux. L'un était sous les ordres de Kellermann, et se composait de régiments et de volontaires qui avaient fait le siége de Lyon sous la terreur. Le général Serrurier, d'excellente origine [1], commandait un corps d'observation à Grenoble. La seule, la véritable armée active, agissante, était celle des Alpes maritimes, dont j'ai déjà parlé, et qui venait de se recruter de plusieurs corps des Pyrénées sous Schérer; elle avait parmi ses lieutenants Augereau, enfant des faubourgs de Paris, né dans la petite échoppe d'une fruitière, carabinier au régiment de Poyanne, maître d'armes, sergent à Naples, ferraillant toujours, jusqu'à ce que le grand théâtre de la révolution s'ouvrît devant lui pour s'y jeter en brave et digne capitan, et ferrailler encore.

Cette armée des Alpes maritimes avait pris l'initiative contre le Piémont. Dans la langue niçarde, celle de son enfance, Masséna avait invité les Piémontais « à secouer le joug du perfide tyran, » tandis qu'il déployait ses colonnes à la face de l'armée austro-piémontaise, sous les ordres du baron de Vins (M. de Beaulieu n'avait pas pris encore la haute direction de la guerre d'Italie). Quand on a parcouru l'admirable littoral qui s'étend depuis Bocca del Varo, à dix minutes de Nice, jusqu'à Gênes, à travers ces villas d'orangers, jetées sur cette

[1] Janvier-Mathieu-Philibert Serrurier, né à Laon le 8 septembre 1742, entra au service en 1755, comme lieutenant de milice de cette ville, puis passa enseigne en 1759 dans le régiment de Beauce, avec lequel il fit les campagnes de Hanovre, de Portugal en 1762, de Corse en 1771, et devint successivement lieutenant, capitaine, major. Après la révolution, il fut nommé colonel, général de brigade, et en 1794 général de division.

belle corniche de marbre aux mille couleurs, et puis qu'on reprend les montagnes depuis Gênes jusqu'à Turin, par la Bocchetta, peuplée d'admirables palais, Alexandrie, la belle forteresse, Asti, au vin si doux, on peut se faire une juste idée du théâtre de la guerre d'Italie [1]. Les Autrichiens, réunis aux Piémontais, n'avaient pas de grandes forces; mais leurs positions étaient formidables; aujourd'hui encore, quand on voit ces routes coupées qui de Loano s'élèvent jusqu'aux Apennins, on conçoit à peine que ces positions redoutables puissent être forcées.

La ligne des Français était parallèle à celle des austro-sardes et à la distance de quelques lieues seulement; une marche rapide les avait rendus maîtres de Monaco, la ravissante principauté, de San-Remo, aux forêts d'oliviers si épaisses qu'on dirait les collines d'Athènes; d'Alassio, d'Albenga, le long du littoral, où les villes, les golfes, les jardins se succèdent sur la pointe d'un précipice et sur le sable luisant; où les mâts des barques se confondent avec les forêts de citronniers; où la vigne se marie aux peupliers comme dans la belle Toscane. Les deux armées ennemies n'étaient séparées que par une de ces vallées profondes qu'on trouve sur le versant des Alpes; les Austro-sardes couvraient à la fois le territoire de Gênes et le Piémont tout entier. Au milieu des pluies de novembre, Schérer, qui avait fait déjà si brillamment la guerre de montagnes

[1] J'ai suivi pas à pas depuis Antibes le golfe Juan jusqu'à Gènes et Turin, la première campagne d'Italie. C'est un curieux voyage à faire pour les sites et les souvenirs : il n'y a pas un seul rocher qui ne rappelle un glorieux fait d'armes.

aux Pyrénées, commanda l'attaque; ses espions l'avaient informé que, malade, exténué de fatigue, le général de Vins avait été forcé de céder le commandement à un chef sans capacité, du nom de Wallis; et dans l'hésitation et l'incertitude d'un premier jour de commandement, la victoire est plus facile. L'attaque fut ordonnée à travers le vallon, de rocher en rocher; elle dura six jours en combats irréguliers, de position en position[1]. Jamais plus d'intrépidité n'avait été de part et d'autre déployée; on voyait de longues lignes de tirailleurs s'abritant sous les oliviers sauvages, pour grimper sur les pics couronnés du thim odorant et du cactus à la feuille rouge et éclatante. Quand le centre eut été percé par Masséna, les Austro-sardes firent une retraite en ordre sur Coni, qui désormais appuyait la défense du Piémont.

Les glorieux compagnons de Schérer avaient dès lors devant eux deux routes ouvertes : ils pouvaient manœuvrer jusqu'à Gênes par Savone en s'appuyant sur la mer; mais dans quel but? la puissance de la république n'était pas dans sa marine; était-ce la peine de violer une neutralité reconnue par les traités sans utilité militaire? La seconde voie ouverte, c'était le Piémont : par la victoire de Loano, Turin se trouvait complétement à découvert; mais 40,000 hommes suffisaient-ils pour franchir ces montagnes, et aller au cœur d'une monarchie tout environnée de rochers et de forteresses formidables? L'histoire militaire du der-

[1] Ces combats eurent lieu du 21 au 27 novembre 1795.

nier siècle ne montrait-elle pas les malheurs qui pouvaient arriver à une armée campée sur la crête des Alpes? Ce n'était pas la première fois que les Français traversaient le Piémont; est-ce que les gentilshommes aux uniformes élégants de Normandie et de Bourgogne, avec les cadets de noble famille, n'avaient pas franchi ces montagnes? Les campagnes de Villars, du maréchal de Maillebois étaient citées comme des modèles[1]; le Milanais même, depuis François Ier, avait été traversé avec grandeur et courage. Au reste, il est utile de constater que la belle bataille de Loano avait ouvert les larges voies de la campagne d'Italie à Bonaparte; il ne trouva pas une armée démoralisée, abandonnée, comme on l'a écrit; mais de braves divisions sous d'intrépides lieutenants, Masséna, Augereau, Cervoni, La Harpe : nul historien ne doit sacrifier la gloire de la patrie au génie d'un seul homme.

De plus, il se mêlait désormais à la guerre une question hautement diplomatique. Toutes les fois que les armées françaises avaient voulu se porter en Italie, elles s'étaient préoccupées d'attirer vers elles l'alliance des ducs de Savoie, depuis rois de Sardaigne, gardiens des Alpes; il valait mieux avoir les clefs volontairement que de les arracher par une escalade de montagnes; et, à cet effet, la diplomatie de Louis XV avait cimenté par des alliances de famille ce rapprochement né d'une nécessité militaire. Depuis plus de trois ans, la maison de Savoie, en guerre avec la répu-

[1] Voyez mon *Louis XIV* et mon *Louis XV* pour ces guerres d'Italie.

blique, avait perdu des cités et des provinces en déployant une bravoure incontestée; on dut dès lors sérieusement examiner, à Turin, s'il ne valait pas mieux renouveler avec la république française victorieuse l'alliance qu'on avait contractée avec la monarchie? Tout le monde y trouvait son compte : le roi de Sardaigne mettant un terme à une guerre désastreuse, on reprenait la négociation au point où M. de Sémonville l'avait laissée en 1792, c'est-à-dire qu'on pourrait offrir à la maison royale, en échange de la Savoie et de Nice, une portion de la Lombardie. La France y rencontrait également son avantage, car les Autrichiens, une fois séparés des Piémontais, seraient bien plus facilement domptés aux plaines du Milanais. Le gouvernement de la république se donnait les Alpes et un libre passage à travers cette Italie si désirée par tous les conquérants. Telle était donc la situation de l'armée des Alpes maritimes avant que Bonaparte en prît le commandement: elle n'était ni démoralisée, ni vaincue. Après la victoire de Loano, elle menaçait Turin, et, comme éventualité diplomatique, elle pouvait détacher la Savoie de l'alliance autrichienne.

CHAPITRE IV

LA CONSTITUTION DE L'AN III. LA SOCIÉTÉ.

Manie de constitutions.— Chute de celles de 1791;— de 1793.— Changement dans les idées de pouvoir. — Nouvelle école. — L'abbé Sieyès. — L'oratorien M. Daunon. — Organisation des conseils. — Le Directoire. — Son esprit. — Division des attributions. — Barras. — Rewbell. — Carnot. — Laréveillère-Lépeaux. — Letourneur. — Le Luxembourg. — Les costumes de théâtre. — Les salons. — Nouvelle société. — Les nobles ruinés. — Exploitation de la partie honteuse des partis. — Le luxe. — Les classes. — Esprit général. — Les livres. — Les journaux. — Marche du gouvernement. — Diplomatie. — Armée. — Marine. — Finances. — Police. — Morale. — Religion. — Éducation publique. — Institut. — Opéra. — Théâtres. — Conservatoire.

Octobre 1795—Juillet 1796.

Deux constitutions étaient déjà tombées l'une après l'autre sans laisser trace : celle de 1791, résumé de quelques folles lectures et de la mauvaise éducation politique d'une société nourrie de la chimère des droits de l'homme, était refoulée dans le vieil arsenal, comme un meuble hors de service; puis, la constitution de 1793, qui jetait le peuple partout à ce point que la convention elle-même la suspendit pour ne jamais la mettre à exécution, tant elle était formidable! Cette puissante assemblée gouverna par la dictature du co-

mité de salut public. Maintenant parvenue à sa décadence, à sa fin, elle songeait de nouveau à une constitution; par une sorte de manie de l'époque, on remaniait chaque année le pouvoir, les institutions. Il y avait une sorte de rage constitutionnelle; le bonheur de régenter un peuple grandissait bien des petites tailles; on se drapait en philosophe, on imposait ses rêveries à cette pauvre nation qu'on avait dépouillée de ses mœurs, de ses habitudes réelles. Dieu garde un pays de ces constituants qui arrangent un peuple à leur guise, ridicules Solons qui formulent leurs petits préjugés en principes de gouvernement!

On était loin déjà des idées de la constituante sur l'unité et la souveraineté du peuple; cette assemblée avait posé le principe d'une assemblée unique, et l'école anglaise des deux chambres, proscrite dès l'origine, était regardée comme un attentat à la souveraineté des masses. Aujourd'hui, les choses changeaient absolument de tendance; ce qu'on avait proscrit en 1791 et en 1793, on le remettait en honneur d'une façon bizarre : la constitution de l'an III était une guerre à l'unité; et cela tenait à la disposition d'esprit de la convention fatiguée. Comme tous les pouvoirs à bout, l'action lui faisait peur; elle voulait par cette nouvelle création enlacer les forces les unes dans les autres, de manière à établir des contrôles mutuels, des surveillances, des responsabilités. La convention avait trop remué le peuple; l'œuvre qu'elle voulait créer en tombant, se résumait surtout dans cette pensée, que le meilleur système d'assemblées serait celui qui ferait agir les masses le moins possible.

Il est à remarquer que ce furent encore des membres de l'ancien clergé qui se donnèrent cette mission d'organisation politique. L'éducation première influe sur toute la vie; ce ne sont pas les folies d'une époque, les accidents d'une situation qui l'effacent; or, l'esprit de hiérarchie, d'obéissance, de gouvernement était dans l'Église. L'abbé Sieyès et l'oratorien Daunou [1] furent les deux auteurs de la constitution de l'an III. L'abbé Sieyès s'était grandi dans l'opinion révolutionnaire, par une impertinente brochure contre les classes supérieures, jusqu'à une espèce de popularité sous la constituante; flatteur du tiers-état, il lui avait dit qu'il était tout; et la bourgeoisie, orgueilleuse de sa couronne, proclama l'abbé Sieyès un penseur profond; les railleries de Mirabeau furent prises un moment pour un éloge, et l'abbé s'était mis à brocher des lois, des constitutions, des principes, jusqu'à ce que le régime terrible du comité de salut public eût substitué l'action au bavardage. Alors l'abbé Sieyès disparut tellement dans les centres, qu'on ne le vit plus que lors des votes de proscriptions que commandaient successivement les partis victorieux. Maintenant que le rôle des faiseurs de constitutions recommençait, l'abbé Sieyès reprenait de l'ascendant par son imperturbable obstination dans certaines idées. Il avait été considérablement aidé dans son œuvre par un ancien religieux, dom Daunou, père de l'Oratoire.

[1] Nous avons tous connu M. Daunou, vieillard sec, à préjugés, avec beaucoup d'érudition, bénédictin que les théories politiques avaient gâté.

Comme tous les membres de la doctrine chrétienne, ce dernier était un esprit fort érudit, travailleur austère et consciencieux, dominé par cette étroitesse de principes qui appartenait un peu à l'école janséniste. Avec l'abbé Sieyès et dom Daunou, un feudiste fort remarquable, maître Merlin de Douai[1], avait également travaillé à la constitution nouvelle. Nul n'avait porté à un plus haut degré la science de la procédure et du droit, dans les questions de propriété, pour la bouleverser; c'était un faiseur de chicane dans la convention : la loi des suspects avait montré qu'il n'oubliait aucun cas de vieille criminalité préventive. Chénier[2], le poëte, tristement accusé d'indifférence et de froideur d'âme pour une tête bien chère, était le coloriste de ce petit comité constitutionnel, qui enfin manifesta son œuvre, comme les tables de la loi de Moïse sur le mont Sinaï.

Après les formules sur la liberté, la propriété, l'égalité, si souvent proclamées depuis qu'elles étaient violées si fatalement, la nouvelle constitution revenait à la pensée de Mounier et de Lally-Tollendal sur le balancement des deux pouvoirs; mais la théorie des partisans de l'école anglaise sous la constituante reposait spécialement sur la possibilité de fonder une aristo-

[1] Antoine-Philippe Merlin, surnommé de Douai, né en 1751 au village d'Arleux, en Flandre, était fils d'un laboureur, qui le plaça enfant de chœur chez les religieux de l'abbaye d'Anchin, près de Douai. Ceux-ci l'envoyèrent au collége terminer ses études, et lui fournirent l'argent nécessaire pour suivre un cours de droit. Reçu avocat, ils chargèrent leur protégé de la direction de leur maison, et lui obtinrent aussi celle du chapitre de Cambrai. Bientôt il acheta une charge de secrétaire du roi. Partisan de la révolution, il fut membre de la législative, puis de la convention.

[2] Marie-Joseph de Chénier, né le 28 août 1764 à Constantinople, où son

cratie territoriale par une imitation de la chambre des lords : mais cette théorie pouvait-elle se reproduire au milieu de la décadence de toute supériorité sociale? On avait donc pris l'âge (règle inflexible) pour point déterminant; à trente ans on était *jeune*, à quarante *vieux;* les jeunes formaient le conseil des Cinq-Cents, les vieux, au nombre de deux cent cinquante, composaient le conseil des Anciens; les uns proposaient, les autres adoptaient. Il n'y avait pas assez d'une assemblée, il en fallait deux; et tout cela bavardait, délibérait, s'envoyait des messages à satiété. Au fond, la pensée était de neutraliser une assemblée par l'autre, et de produire le néant par la complication des rouages.

Au haut de l'échelle, on n'avait placé ni un roi, ni un président, mais un directoire : le mot était modeste; ce directoire était-il une réunion de ministres responsables devant les deux conseils? non, car il avait lui-même des ministres; était-ce une façon de comité de salut public? non, car son pouvoir était fort limité dans l'origine; le directoire évidemment gardait une place de dictateur ou de roi. Le décret qui maintenait d'abord les deux tiers de la convention dans les conseils, en ordonnait également le renouvellement partiel de deux années en deux années, et ce renouvellement se faisait par les assemblées électorales à double degré. Tout était prévu dans ce rouage constitutionnel avec une si grande mi-

père était consul général, fut amené fort jeune à Paris; ses études achevées, il entra dans la carrière militaire, en qualité d'officier dans un régiment de dragons, qu'il quitta quelques années après, pour se consacrer entièrement à

nutie, qu'on posait toutes les hypothèses : en cas de troubles, les conseils étaient transportés d'une ville dans une autre; les Anciens pouvaient casser les élections et les votes du conseil des Cinq-Cents; les lois n'étaient votées qu'après l'épreuve d'un long délai, à moins d'urgence. On voyait bien que les auteurs de la constitution étaient préoccupés de la rapide et terrible souveraineté de la convention nationale; ils en avaient peur.

La partie active, gouvernementale de cette constitution, c'était le directoire revêtu, pour ainsi dire, des attributions de la royauté de 1791; il était donc important que cette autorité suprême, qui avait son palais et sa garde, fût confié à des mains capables et fermes qui pussent ramener par leur énergie les principes mêmes du pouvoir. Par le double effet des deux journées du 9 thermidor et du 13 vendémiaire, si opposées dans leur esprit et leur tendance, l'influence était passée aux mains du parti, demi-terroriste et demi-modéré, des thermidoriens mêlés aux jacobins, représentés par Barras, Tallien, Merlin, Sieyès, Chénier, révolutionnaires au fond, mais bien aises enfin de se reposer dans l'exercice du pouvoir. Fatigués de l'action violente, ils voulaient s'endormir sous les faisceaux. Le choix du directoire se ressentit un peu de cette situation nouvelle des partis : on fit sortir de l'urne le nom de Barras d'abord, gentilhomme de bonne naissance,

la littérature. Ses tragédies de *Charles IX* (1789), d'*Henri VIII* (1791), et de *Caius Gracchus* (1792), lui ayant acquis une certaine popularité, il fut nommé membre de la convention.

esprit aventureux, homme de paresse, de sensualisme, de plaisir, à moins qu'il ne s'agît d'une affaire d'urgence et d'éclat qui en valût la peine, car alors il se réveillait avec cette énergie du 9 thermidor; en cela fort semblable à Charette le Vendéen, qui avait été l'ancien camarade du directeur sur l'escadre du bailli de Suffren dans l'Inde. Ces caractères de nonchalance pour les petites choses et d'énergie pour les grandes ne sont pas les moins élevés; cela tient un peu du Fiesque sous les palais de marbre à Gênes.

Le second nom qui sortit de l'urne fut celui de Rewbell, avocat alsacien, que la question des princes possessionnés avait jeté dans la diplomatie; il connaissait parfaitement les plus mauvaises affaires des petits électeurs d'Allemagne, par ses rapports avec les juifs d'Alsace; on le disait fort rapace, comme les procureurs appelés au gouvernement. Vinrent ensuite Letourneur de la Manche [1], officier de génie assez versé dans les questions relatives à la marine; puis Larévellière-Lépeaux [2], qui était un débris de cette école pastorale, si niaise, représentée par Bernardin de Saint-Pierre (car dans cette fatale révolution toute pensée avait sa doublure); ces sortes d'esprit gagnent dans les assemblées le titre de vertueux, d'hommes de simplicité; et pourtant, avec cette naïve et facile

[1] Charles-Louis Letourneur, né à Granville (Basse Normandie), en 1751, entra en 1768 dans le génie militaire, et lorsque la révolution éclata, il était employé à Cherbourg avec le grade de capitaine et la croix de Saint-Louis. Député à l'assemblée législative par le département de la Manche, il le fut également à la convention.

[2] Louis-Marie Larévellière-Lépeaux,

conscience, on vote, on multiplie la peine de mort; l'on fait fusiller les prêtres et les émigrés sans pitié, tandis que l'on pleure sur l'oiseau qui se meurt, ou sur la rose qui tombe et se flétrit. L'abbé Sieyès, nommé membre du directoire, refusa cette dignité; se réservait-il pour une position plus haute et non partagée, pour une dictature morale, une présidence qui devait couronner la constitution? ou bien était-ce par discrétion? Auteur secret de la constitution, devait-il, comme la nymphe Égérie, se retirer dans un sanctuaire impénétrable? Carnot, nommé à sa place, reprenait là son rôle militaire du comité de salut public. Barras, par la fermeté de son caractère, imprimait un plan, une direction plus hardie et plus grandiose à tout cet ensemble.

Le Luxembourg, palais bâti par Marie de Médicis, avait été donné à Monsieur, frère de Louis XVI, pour sa résidence; ce prince, fort galant, l'avait embelli depuis son mariage avec la princesse de Savoie, et l'art avait pénétré jusqu'à ses appartements les plus secrets. Au Luxembourg s'était accomplie la fuite du prince si heureusement préparée par l'amitié de d'Avaray. Quand les temps devinrent terribles, le Luxembourg fut transformé en une prison; sa cour si régulière, ses jardins clos de hauts murs, devinrent comme un terrain neutre, où les opinions tour à tour proscrites

né le 23 aoûl 1753 à Montaigu en Poilou, fit ses études chez les oraloriens d'Angers. Reçu licencié en droil, il vint à Paris, et enlra chez un procureur. Dégoûté de la carrière d'avocal, il revint dans son pays, s'y maria, el se livra tout entier aux arts, à la musique el surtout à la botanique. Partisan de la révolution, il ful nommé syndic de la commune, et membre de l'assemblée

se rencontraient sous les verroux; là Danton jouait aux quilles avec un Montmorency. On compta dans ce palais jusqu'à 1,700 prisonniers, détenus en vertu de la loi des suspects, œuvre de Merlin. Le 9 thermidor avait ouvert ces portes de fer, et le nouveau directoire s'installa au Luxembourg, avec ses gardes-du-corps, comme la convention aux Tuileries.

Ce palais, dépouillé d'abord, prit, d'après les instructions de Barras, un aspect de pompe et de luxe, jusqu'alors inconnu dans la république. A travers toutes les émotions de sa vie, le comte de Barras avait conservé tous les goûts d'un noble officier rouge : il aimait les femmes, le jeu, le faste, la dépense; il apporta sans déguisement toutes ses passions au Luxembourg. Tandis que ses collègues se renfermaient dans les vastes pièces du Musée ou dans les combles, Barras s'emparait des appartements de Monsieur et les faisait réparer. On vit alors suspendues aux larges croisées des tentures grecques et romaines, et dans les salons, des colonnes antiques, des statues d'Herculanum et de Pompéï, l'Amour au Papillon, l'Hercule Farnèse, le Dieu du Silence, etc.; et au milieu de ces richesses, des femmes voluptueusement parées qui se donnaient avec abandon comme des courtisanes. Soit frénésie de plaisir, soit intérêt, soit ambition des places, ces femmes, même les

d'Angers, puis député à la législative, membre de l'administration de Maine-et-Loire, juré près la haute cour d'Orléans, adjudant-général des gardes nationales de Vihiers, enfin député à la convention. Quelque temps après le 2 juin, il donna sa démission : mis hors la loi, un mandat d'arrêt fut lancé contre lui, mais il sut s'y dérober. Après le 9 thermidor, il rentra à la convention.

plus distinguées par leur naissance, n'avaient que des notions fort équivoques sur la dignité d'elles-mêmes et sur la vertu : elles passaient des mains de l'un à celles de l'autre, fort heureuses d'arriver au maître du Luxembourg, le comte de Barras. Le titre de favorite était hautement brigué par une Espagnole aux yeux vifs, et par une noble créole, semblable à ces filles de l'Inde, dont l'imagination avait si vivement excité le jeune officier rouge. Il fallait alors accuser de ces désordres la société tout entière : dans les temps de calamité, on revient d'ordinaire à Dieu, les âmes vivement froissées s'élèvent au ciel ; mais le XVIIIe siècle avait si profondément déraciné toute croyance, qu'au lieu de se tourner vers l'autel après le péril, on courut à l'oubli de soi dans les débauches éhontées. Les têtes échappées à l'échafaud allaient s'abîmer dans l'ivresse de tout ce sensualisme[1] : il n'y avait plus assez de maisons de débauches, les salons devinrent des rendez-vous d'agiotage, de plaisirs cotés, marchandés ; là se réunissaient en foule des femmes, jeunes encore, décolorées par les veilles, le besoin, le désir du luxe, qui est pire que la misère, et ces femmes se condamnaient à ce triste rôle, quand elles avaient vu naguère la tête de leur époux rouler sur l'échafaud.

Le salon du comte de Barras était aussi le rendez-

[1] *Tableau de Paris* (novembre 1795). « Une misère extrême pour les vieilles gens et les malheureux à petites ressources. Des secours abondants, mais qui n'atteignent pas le maximum des besoins. Des fortunes colossales nées comme des champignons. Des repas splendides, des indigestions d'un côté, des jeûnes forcés de l'autre. Des nouvelles fausses circulant avec la rapidité de l'éclair. Les louis baissant, haussant de prix, et donnant le branle à tous les

vous des gentilshommes rentrés depuis le 9 thermidor; la partie corrompue de la noblesse accourait chez lui, avide de plaisir et d'un peu d'or, car la terre étrangère était sombre et dure; les uns avaient servi les princes, les autres connaissaient les secrets de l'émigration, et Barras, avec une grande habileté, se servait d'eux pour sa police à l'extérieur. Avaient-ils des besoins? il était si facile d'y pourvoir par la concession de quelques fournitures; ces ralliés commençaient par la débauche, et finissaient par de lâches trahisons!

Combien de secrets furent ainsi tristement vendus au directoire! Ces hommes-là avaient soif de sensualisme, ils avaient faim de doubles louis, et Barras leur en jetait. Il se commit alors bien des actes de félonie parmi les gentilshommes: un émigré vend le secret de la négociation de Pichegru avec le prince de Condé; un noble plus haut placé révèle le 18 fructidor. Les âmes sont donc bien corrompues pour qu'un peu d'or fasse tout cela? C'est que, lorsque Dieu est absent du cœur, la conscience pactise facilement avec elle-même, et s'oublie pour des intérêts sordides. Barras connaissait parfaitement la partie corruptible de la nature humaine, et il était assez habile pour toujours l'exploiter: « Que puis-je faire pour vous? que disiez-vous là-bas avec ces insensés? quelle folie prépare-t-on? » Et par ces paroles

genres de trafic, même aux marchands d'oignons. La peur de manquer faisant faire à tout prix des provisions pour cet hiver. Des chanteurs dans les rues; des groupes de plaignants et de déclamateurs; des spectacles remplis par la foule; le salon de peinture très fréquenté; des boutiques et des magasins, les uns dégarnis, les autres encombrés; des prisons pleines; des voleurs à foison; des prêtres en queue; des aimables désolés de la réquisition.

il amenait des aveux en multipliant les offres de service. Les séductions de son salon complétaient son œuvre.

On déployait là un grand luxe de costumes : la nouvelle constitution en imposait un à chaque pouvoir, à chaque dignitaire; dans la décadence de l'autorité publique, on avait pensé que les toges antiques, les manteaux, les chapeaux à plumes et à glands d'or, les hermines, pourraient ramener la respectueuse considération du peuple pour les magistrats. En général, toutes ces physionomies de révolution étaient fort basses, fort communes, comme celles des classes dont ils sortaient; pour un riche costume, il faut un noble front, un port majestueux, quelque chose qui rattache l'idée de grandeur et de dignité aux pompes solennelles : accumulez des rivières de diamants sur une tête ignoble, il n'en ressortira que plus de bassesse; et malheureusement pour les nouveaux grands de l'état, il y avait peu de distinction dans leurs traits. Quand la foule, avide d'émotions, parcourt les galeries du musée de Versailles, elle peut comparer les époques et prendre les hommes sur le fait : là, les physionomies du temps de Louis XV et de Louis XVI sont toutes à côté de celles de la république et de l'empire; certes, l'empire a plus de richesses, mais ne dirait-on pas qu'une génération abâtardie a passé sur ces fronts ramassés et sans noblesse ?

Beaucoup de bois et de pauvres diables mourant de froid. Quantité de charbon dont on ne peut pas plus approcher que s'il était embrasé. Des souliers à 600 livres et du drap à 4,000 livres. De l'eau presque aussi chère que le vin. Des ouvriers fort chers, et avec raison. Des pommes de terre enlevées à 150 livres le boisseau, presqu'aussitôt qu'arrachées de terre. »

Dans les riches appartements du directeur Barras l'on rencontrait tous les temps, toutes les fortunes, parce qu'il y avait dans sa vie des émotions et des périodes diverses; l'ancien régime lui tendait la main à lui, gentilhomme d'une noblesse aussi vieille que les rochers de la Provence; les révolutionnaires l'entouraient, parce qu'ils le savaient régicide compromis, homme d'action et d'énergie. Fournisseurs, femmes galantes, émigrés, composaient son salon et servaient sa pensée; président du directoire, il concentrait presque tout le pouvoir en ses mains; Rewbell s'absorbait dans l'Allemagne et sa fortune; Carnot, tout-puissant pour la guerre, réorganisait le personnel de l'armée; Letourneur avait la prétention de refaire une marine; Laréveillère-Lépeaux avait un magnifique jardin pour cultiver des fleurs et étudier l'herbier de Rousseau. Barras était le seul homme de gouvernement avec une pensée forte et générale; il consultait beaucoup ses vieux amis de thermidor : Tallien, un peu boudeur de n'être pas au directoire, et qu'il gorgeait de douceurs (terme admis pour signifier les pots de vin sur les fournitures); Ginguené [1] et Chénier à qui le directoire confiait l'instruction publique; Daunou, homme de bon conseil, bien qu'un peu raide et cassant; Merlin de Douai, le légiste fiscal; letimi de Cambacérès[2];

[1] Pierre-Louis Ginguené, né à Rennes en 1748, fit ses études chez les jésuites de cette ville, s'adonna à la littérature, et vint à Paris où il fut précepteur dans une maison particulière; puis en 1778, obtint une place au contrôle général. Après la révolution, il rédigea la *Feuille villageoise*, destinée à propager dans les campagnes les nouveaux principes. Arrêté en 1793, et jeté dans les cachots de la terreur, il dut son salut à la chute de Robespierre.

[2] Jean-Jacques-Régis Cambacérès, né à Montpellier le 18 octobre 1757, était conseiller à la cour des

Barrère, l'homme des centres de la convention. C'étaient là généralement les amis de Barras au directoire, avant que ne parût l'influence de la coterie de madame de Staël et de M. de Talleyrand. On était trop près des jours de la convention pour se séparer des hommes qui l'avaient conduite; le directoire n'en était-il pas l'émanation? On aurait bientôt à lutter contre le tiers renouvelé du conseil des Cinq-Cents et des Anciens; jusqu'ici le jeu de la machine politique fonctionnait assez bien, et l'on ne pouvait pourtant pas se dissimuler que les plaies étaient profondes.

Le directoire prenait le gouvernement dans des circonstances assez critiques; depuis le 9 thermidor, la chute des assignats avait été si rapide, que le louis d'or se payait 7,500 fr.; l'émission du papier-monnaie s'élevait à 32 milliards, le double de la valeur des terres de la république. Ce signe n'avait donc plus de consistance réelle; la terreur n'obligeait plus à l'accepter, la confiance le repoussait; il fallait avoir de nouvelles ressources, et pour relever le crédit de l'état, on créa les mandats territoriaux qu'on pouvait échanger pour le trentième de la valeur de l'assignat, et que le domaine recevait en payement des biens nationaux. Or, voici à quel vil prix on vendait alors ces propriétés : un bien d'émigré, de 150,000 livres, était habituellement vendu le tiers de sa valeur, 50,000 livres; on achetait pour 200 louis d'or 1,500,000 francs

aides de cette ville en 1789. Il remplit alors diverses fonctions administratives, fut président du tribunal criminel de l'Hérault, puis envoyé à la convention; après le 9 thermidor, il devint membre du comité de salut public.

d'assignats, qu'on échangeait contre 50,000 livres de mandats territoriaux; de sorte qu'avec 4,800 fr. on avait une terre de 150,000 livres. Et ce furent pourtant ces propriétés qu'on dut respecter par la suite comme les plus pures et les plus nobles de toutes, et qui se montrèrent si exigeantes pour être rassurées de leur terreur. Au système des mandats territoriaux, on joignit l'emprunt forcé d'un milliard, spécialement établi sur les riches; mesure toute révolutionnaire qui avorta, parce que pour les idées de violence il faut un système de terreur, et qu'on n'avait plus la guillotine. Tout emprunt devait dès lors s'opérer par la confiance, et le lendemain de la banqueroute des assignats, qui aurait prêté à ce gouvernement? Il ne restait plus que l'impôt pour couvrir le déficit; on se mit à l'œuvre. Dans le conseil des Cinq-Cents furent préparées ces lois d'oppression sur le timbre, l'enregistrement, les hypothèques, les patentes, œuvres de fiscalité de quelques procureurs à la façon de Merlin de Douai ou de Berlier. De temps à autre des contributions de guerre venaient alimenter le trésor; l'armée ne faisait pas une marche en avant qu'elle n'imposât les populations : la république signait-elle un traité de paix et d'alliance? on stipulait quelques millions de florins ou de piastres: avec des gouvernements aussi riches que la Hollande et l'Espagne avait-on à se gêner?

La plupart des services publics étaient suspendus; l'armée n'avait aucune solde; on devait dix-huit mois aux généraux et officiers, réduits à vivre sur les territoires étrangers à discrétion; les fournisseurs ne son-

geaient qu'à réaliser de grands bénéfices, sûrs de trouver protection en échange des *douceurs*[1] qu'ils s'étaient engagés à donner à des amis, à des favorites du directoire. On s'occupait à peine de l'armée, de ses besoins, elle devait trouver à les satisfaire par la victoire, et cette nécessité d'oppression pour les peuples vaincus ne permettait pas de conquêtes durables.

L'intervention de Carnot ne changea cet ordre de choses que sur un seul point et pour une seule pensée : il lui parut indispensable de jeter cette armée sur l'étranger. Le jour d'une paix générale, il y aurait danger à maintenir ces régiments condamnés à l'inaction et à la misère; les états de la guerre comptaient 58,000 officiers, dont il aurait fallu mettre les deux tiers à la retraite, et les partis n'auraient-ils pas profité de ces bras audacieux? De là l'impérieuse nécessité d'une grande guerre. L'expérience de Barras et de Letourneur, l'un marin distingué, l'autre ancien officier de génie, donnait quelque impulsion aux escadres; de là toute cette sollicitude pour la création des écoles spéciales de construction, d'artillerie de marine, d'aspirants et d'officiers, souvenir de la vieille monarchie. Déjà, délaissant les idées d'égalité républicaine, on créait des cadets de marine, des écoles régulières, supérieures, privilégiées. La force du directoire, la police, Barras la comprenait parfaitement; en temps de partis, il y a plusieurs moyens de surveillance : la

[1] Un homme d'esprit et de distinction m'a raconté que parfaitement accueilli par Barras, celui-ci lui proposa une fourniture de chevaux suisses moyennant un prix fixé, à la charge de certaines douceurs à madame ***.

haine que les opinions se portent, la ruse et les corruptions qui les font s'oublier. Un parti qui en déteste un autre le poursuit, le persécute; et la police du comité de sûreté générale se faisait toute seule par les jacobins. Ensuite une tête un peu habile sait parfaitement aiguillonner les partis parleurs et corrompre les opinions; le pouvoir a tant de moyens de les appeler à lui! Barras faisait de la police en grand seigneur et en homme politique; s'entourant bien, il parlait et laissait parler de manière à tout connaître; poli de manières, avec un peu de brusquerie, la diplomatie aimait à traiter avec lui bien mieux qu'avec ce mal appris de Rewbell, aux formes de laquais enrichi. Les révolutions appellent souvent à des rôles considérables des hommes mal élevés, qui croient se grandir par l'impertinence: Dieu, qui fait à chacun son rôle et son type, les marque d'un caractère ineffaçable par leur front rabougri, par leurs mains rudes et calleuses.

Le directoire s'occupa spécialement d'éducation publique, et ceci tenait à l'influence de M. Laréveillère-Lépeaux, vivante expression du XVIIIe siècle, de son déisme matériel : la plupart de ces hommes du 9 thermidor s'inquiétaient peu d'idées religieuses ou de culte, eux qui avaient même raillé la fête de l'Être suprême instituée par Robespierre. Aussi aucune pensée chrétienne n'était entrée dans le plan général d'éducation; on se borna dans un petit article accidentel à parler de la morale républicaine : or, quelle était la formule de cette morale? Ici, M. Laréveillère-Lépeaux faisait dominer deux idées : sa haine stupide contre le

catholicisme et son église; son orgueilleuse ambition de fonder un culte avec des hymnes, des autels chargés de fleurs, de tourterelles, en un mot de tout l'attirail ordinaire du sentimentalisme pastoral; grand faiseur de catéchisme philosophique, rédacteur de professions de foi théophilanthropique, il adorait la nature dans ses splendides miracles; ceux-là mêmes qui avaient proscrit les imposantes cérémonies de l'Église, les pompes d'encens, ces admirables chants de pénitence et de joie, le *Dies iræ* des morts, le *Te Deum* de reconnaissance, se groupaient dans les églises vides pour chanter des chœurs d'opéra, offrir des couronnes de fleurs, des fruits, des gâteaux, au créateur, comme dans la vieille Grèce.

Ces hommes corrompus par une extrême civilisation se reportaient au culte des pasteurs et au soleil des mages de la Perse! On créa des fêtes nationales [1], sept par an : pour la fondation de la république, la jeunesse, les époux, la reconnaissance, l'agriculture, la liberté et la vieillesse; on fit des espèces de bucoliques récitées sur les trépieds parfumés; on porta des vieillards sur des brancards de feuillage; des vierges d'opéra furent traînées dans des chars. L'Institut, le Conservatoire, devinrent les théâtres de la

[1] « Dans chaque canton de la république, il sera célébré chaque année sept fêtes nationales, savoir : celle de la fondation de la république, le 1er vend.; de la jeunesse, le 10 germ.; des époux, le 10 flor.; de la reconnaissance, le 10 prair.; de l'agriculture, le 10 mess.; de la liberté, les 7 et 10 therm.; des vieillards, le 10 fruct. La célébration des fêtes nationales de canton consiste en chants patriotiques, en discours sur la morale du citoyen, en banquets fraternels, en divers jeux publics propres à chaque localité, et dans la distribution de récompenses. »

vertu : l'Institut fut chargé de récompenser la pudeur, les belles actions; l'Opéra, dans ses pompes, dut seconder la religion des théophilanthropes; à chaque fête, il prêtait ses chœurs; le Conservatoire fut le séminaire de toutes les *candeurs* et de toutes les *chastetés;* on mit un soin extrême à ces parades sociales; les artistes médiocres se montrèrent avec une fécondité stérile, on fit de la musique partout; les pianos devinrent la plaie publique des familles, et la romance désola la monde. Et pourtant la musique de la plus petite cathédrale d'Italie surpassa le Conservatoire : qui ne sait que Grétry, Méhul et Mozart sortaient des enfants de chœur?

Tout le système d'éducation reposa sur trois degrés : les écoles primaires, centrales et spéciales; et cet enseignement fut dominé par le plus profond matérialisme. On fit des savants sans idée primitive de morale et sans religion; aujourd'hui nous portons le triste stigmate de cette plaie : quelle génération nous gouverne et nous conduit? celle des écoles centrales et des lycées, et Dieu sait quels en sont les principes ! L'Institut devint la base de toute la science; au nom modeste de *compagnie* on substitua celui de *classes* [1] : la littérature et la langue, la morale, la politique, les beaux-arts, les sciences exactes, tout forma classe. MM. Chénier,

[1] L'institut se divisait en 3 classes, et chaque classe en plusieurs sections. 1re *classe*, 60 membres. Sciences physiques et mathématiques. — Mathématiques, arts mécaniques, astronomie, physique expérimentale, chimie, histoire naturelle et minéralogie, botanique et physique végétale, anatomie et zoologie, médecine et chirurgie, économie rurale et vétérinaire. 2e *classe*, 56 membres. Sciences morales et politiques. — Analyse des sensations et

Daunou, Ginguené, Grégoire, furent les grands meneurs de cette organisation scientifique, dernière expression du XVIIIe siècle : Chénier, au demeurant esprit persécuteur, Daunou jaloux de tout ce qui faisait bruit, et Ginguené, type de la critique et de l'histoire sans couleur, sans émotion, analyste sans feu, sans chaleur même à la face du Dante qui brûle et de Pétrarque qui aime.

A côté de cette littérature froide, parce qu'elle n'avait pas d'entrailles, apparaissait le poëme de *la Pitié* de l'abbé Delille, et jamais succès n'avait été plus éclatant : au moment de la terreur la plus violente, la muse de l'abbé Delille ne s'était point condamnée au silence, et l'Être suprême, l'immortalité de l'âme, avaient eu leur poétique interprète par l'ordre de Robespierre. La société marchait à la clémence, et ce fut alors que parut le poëme de *la Pitié* : on y rappelait des souvenirs douloureux, de lamentables histoires; c'était après le 9 thermidor quand les esprits éprouvaient un indicible besoin de douleur; et ce poëme ne fut pas seulement un caprice d'art, mais un acte de courage politique, un véritable pamphlet. Voici venir ensuite le doux et calme récit du *Printemps d'un Proscrit*[1] : le poëte qui dictait ces vers s'était abrité, durant la proscription, sur les hautes montagnes du Jura; il avait assisté à l'aurore d'un printemps, lorsque s'épa-

des idées, morale, science sociale et législation, économie politique, histoire, géographie. 3e *classe*, 48 membres.

Littérature et beaux-arts. — Grammaire, langues anciennes, poésie, antiquités et monuments, peinture, sculpture, architecture, musique et déclamation.

[1] La première édition du *Printemps d'un Proscrit* est de 1795.

nouit la corolle des fleurs, caressée par le vent de mai; il avait vu la noce du village, le vieux curé célébrant les mystères sur un autel de genêts odorants; quand la mort était venue, le glas des cloches funèbres s'était mêlé au bruissement des sapins dans la chaîne du Jura. Ces récits sur la campagne étaient une des distractions de cette société : la ville avait assisté à tant de scènes terribles et sanglantes, qu'on revoyait les champs avec joie; la poésie descriptive jetait cette génération dans une rêverie indicible sur un monde meilleur que celui dans lequel on vivait. Delille, Michaud et Fontanes promenaient leur imagination dans les merveilles de la nature; chaque facette de diamant était décrite avec un soin si minutieux qu'on aurait dit un inventaire; et ces vers ressemblaient aux sons doux et monotones d'une source lointaine. Le fougueux La Harpe, philosophe repentant, se jetait à corps perdu contre le XVIII[e] siècle dans son *Cours de Littérature;* il faut se défier des jugements passionnés de ces hommes qui, s'étant poussés tout d'une pièce dans un système, en éprouvent du repentir et du remords; alors ils passent avec la même passion et le même entraînement à une opinion opposée sans transaction, sans ménagement.

Les deux grands mobiles qui agissaient sur les masses étaient le théâtre [1] et la presse. L'opinion avait

[1] Les théâtres étaient alors fort nombreux; en voici la liste exacte (1796) : Le *Théâtre des Arts*, ci-devant l'*Opéra*, rue de la Loi, ci-devant Richelieu, au coin de la rue de Louvois. Salle neuve. On y donne des concerts dont le principal chanteur est Rousseau. — L'*Odéon*, ci-devant la salle du *Théâtre-Français*, faubourg Saint-Germain, spectacle projeté par Dorfeuille, pour

considérablement grandi l'importance des acteurs : Voltaire les appelait à lui, et n'avait-il pas demandé la sépulture des rois pour mademoiselle Lecouvreur, la jeune et belle *Zaïre ?* Ces traditions étaient demeurées, et Talma, Dugazon, Baptiste, fraternisaient avec le général Bonaparte, tandis que mademoiselle Maillard promenait ses charmes sous les traits de la déesse de la Liberté, et que Laïs déployait sa belle voix pour réciter les hymnes patriotiques ! Quand il y avait tant d'histrions sur les tréteaux politiques, devaient-ils se refuser l'égalité entre eux ? On marchait dans les mêmes voies, les uns sur le théâtre des assemblées, les autres sur la scène : l'Opéra fut élevé jusqu'à l'Institut ; les danseurs s'égalèrent aux doctes érudits, et le Conservatoire de musique ne céda pas la palme aux mathématiciens. Un danseur était la plus haute renommée, un faiseur de roulades pouvait prétendre aux honneurs, et on eut le projet de créer une classe de déclamation même à l'Institut. Quand il n'y avait plus de morale dans les églises, le peuple accourait au théâtre pour écouter et s'instruire ; et ces imitateurs des temps antiques se souvenaient que les chœurs à Athènes récitaient incessamment les exemples de vertu. Une triple tendance se manifestait au théâtre : comme genre d'étude et de méditation, le classique ;

remettre avec la plus grande magnificence les pièces de l'ancien répertoire des Français. — Le *Théâtre de la rue Feydeau*, ci-devant les *Bouffons-Italiens*. On y joue la comédie française et des opéras, et l'on y donne des concerts où chantent Garat et madame Scio. C'est à ce théâtre que jouent Molé, Fleury, mesdemoiselles Contat, Lange, etc., etc. — Le théâtre de l'*Opéra-Co-*

comme esprit, le républicanisme ardent, les pièces de circonstance; enfin un certain amour des champs, de la campagne, tel qu'on le voit apparaître dans les poésies contemporaines; on jouait *la Chaumière indienne, la Fête patriotique au village;* toujours des fleurs, des bergers, le bonheur champêtre, au milieu de la société dissolue du Luxembourg. La poésie politique envahit même le paisible *Almanach des Muses :* les chants réactionnaires contre le 9 thermidor furent nombreux, acerbes. Quand un pouvoir tombe, nul n'oublie de lui jeter la pierre. MM. Vigée, de Fontanes, célèbrent tour à tour la chute du dictateur et la république victorieuse. On faisait des vers, même sur la mort : « De quoi te plains-tu, mortel? au temps de nos pères, elle venait d'un pas lent, aujourd'hui sa faux bienfaisante, en abrégeant tes jours, abrége aussi tes maux. »

C'était par la voie de la presse que toutes les idées, toutes les ardentes folies, pénétraient dans les esprits. Il y avait eu trois périodes pour les journaux. Jusqu'à l'époque du comité de salut public, aucun frein ne leur avait été imposé, ni la censure, ni la répression; *l'Ami du Peuple* de Marat, *le Père Duchêne* d'Hébert, avaient attaqué d'une manière ignoble et fatale le roi, le pouvoir, la convention; dans ce langage or-

mique national, ci-devant les *Italiens*, rue Favart. On y joue l'opéra-comique, et les pièces françaises, comme en 1790. Mesdames Dugazon et Saint-Aubin, MM. Philippe et Michu en sont toujours les principaux acteurs. — Le *Théâtre de la République*, ci-devant les *Variétés amusantes*, rue de Richelieu : mêmes acteurs et mêmes pièces qu'en 1792. Un démembrement des Français

durier, on demandait des têtes par milliers, des exécutions par masses, et il n'y avait ni loi, ni pouvoir capable de réprimer ces outrages. Sous le ferme comité, on ne fit pas de loi, mais il y avait un pouvoir redoutable, absolu, et quand on le connut, nul ne bougea; il n'existait pas de censure, mais un journaliste était saisi, condamné par le tribunal révolutionnaire; et cette appréhension commandait le silence. La presse n'est turbulente et redoutable que sous les gouvernements débonnaires : après la chute du comité, on la voit se précipiter dans de nouvelles licences; un peu réprimée par les journées de prairial et de vendémiaire, elle reparaît bientôt avec une certaine violence dans les premiers temps de la constitution de l'an III; et ici elle se manifeste en plusieurs écoles : le directoire, sorte de milieu modéré, espère un gouvernement mitoyen avec l'appui des patriotes; il prêche l'ordre, l'organisation contre les partis en face des cabinets qu'il veut ménager, de la guerre qu'il veut conduire, de la paix qu'il veut affermir. Comme grande et attentive surveillance, il y a les jacobins; ceux-ci, gens d'action avant tout, se sont maintenant transformés en esprits à doctrines sous Babœuf, écrivain d'énergie et de destruction, qui marche à l'égalité, à la répartition la plus large de la propriété, à peu près comme les ana-

y joue toujours; Talma, mesdames Vestris, Desgarcins, etc. — Le *Théâtre lyrique des Amis de la patrie*, ci-devant le *Théâtre de la rue de Louvois*. Les acteurs du *Théâtre-Français*, qui y jouaient autrefois la tragédie, vont se réunir à ce théâtre sous les auspices de mademoiselle Raucourt, qui en dirige aujourd'hui l'entreprise. — Le *Théâtre du Vaudeville*, rue de Chartres, comme en 1792. — Le *Théâtre de la citoyenne Montansier*, maison

baptistes lors de la Réforme; Babœuf est un prétexte pour attaquer et dénoncer une secte entière d'unitaires et de communistes qui menace le directoire à son origine. A l'extrémité opposée, se groupent les royalistes spirituels, piquants. Après les journées de vendémiaire, on a proscrit et les journalistes et les feuilles, mais il en reste suffisamment pour accabler les cinq rois, ainsi que les écrivains appellent les directeurs; l'esprit mordant respire dans ces petits écrits; laissez-les marcher, ils agiront sur le pays et les conseils : c'est la presse qui prépare le mouvement électoral et l'esprit public, à ce point que la dictature éclate une fois encore avec violence au 18 fructidor pour comprimer tout cela.

Les deux Conseils, qui formaient la base du gouvernement avec le directoire, n'étaient point encore à son origine un embarras : il est rare que dès leur début les institutions deviennent des obstacles; on se tâte d'abord avant d'agir. L'esprit de la convention épuré dominait dans les conseils, et le directoire répondait parfaitement à cet esprit. Les anciens comptaient un grand nombre de conventionnels dirigés par Merlin, Barras, Carnot, et la république, fortement organisée, était leur pensée dominante. Les Cinq-Cents, un peu rajeunis par le mouvement électoral, n'avaient encore aücun prétexte pour éclater. Le directoire com-

Égalité, ci-devant le *Théâtre Beaujolais*, au Palais-Royal. — Le *Théâtre d'Émulation*, ci-devant *Les Grands Danseurs du Roi*, ou *Théâtre de Nicolet*, au boulevard du Temple. — L'*Ambigu-Comique* ou *Théâtre d'Audinot*, aux boulevards. — Le *Théâtre de la Cité-Variétés*, ci-devant le *Théâtre d'Henri IV*, vis-à-vis l'ancien palais de justice. — Le *Théâtre de la rue Martin*, ci-devant le *Théâtre de Molière*, dirigé par le représentant Boursault. — Le

mençait à peine; il fallait avant tout pénétrer dans la situation. Aussi les premiers temps des trois pouvoirs, directoire et conseils, n'ont rien d'hostile, et il en résulta même une série de lois remarquables de finances, d'éducation, d'organisation de la guerre. Sous l'influence de Cambacérès, on vota un code de législation civile et criminelle, on se fit travailleur de bien public. C'est la tendance de toute assemblée qui commence; elle a besoin de s'étudier elle-même pour savoir ses forces.

Ces rapports entre le directoire et les conseils demeurant fort réguliers, il y eut peu de ces déclarations d'urgence qui hâtaient le vote des lois; on fit plutôt de l'administration que de la politique en complétant le système électoral. La constitution organisait des directoires en province; dans chaque département tout fut institué sur ces bases pour la gestion des intérêts publics. On peut dire que pendant les six premiers mois du directoire, il y eut une sorte de trêve entre les partis, et comme symbole, la place Louis XV, qui avait pris le nom de la Révolution au milieu des tourmentes publiques, reçut celui de place de la Concorde; enfin l'amnistie décrétée par la convention fut appliquée avec un certain oubli du passé. On vit reparaître les jacobins, les royalistes dans les

Théâtre des jeunes Artistes, rue de Bondy. — Les *Variétés amusantes*, boulevard du Temple. — *Ombres chinoises et Feux arabesques*, par Séraphin; maison Égalité. — *Amphithéâtre national*, ou exercices d'équitation et d'émulation, par Francoui, rue du Faubourg-du-Temple, salle d'Astley.

Principaux bals. — Bal à la maison Richelieu, prix : 3 livres par cavalier. On peut avec un billet faire entrer deux citoyennes. — Bal, maison d'Ali-

salons, au milieu des places publiques, dans les promenades surtout. Chacun se distinguait par ses manières et son costume; quelques vieilles gravures de la Bibliothèque du Roi, sous le titre de *Suprême bon ton*[1], peuvent donner une idée des habitudes et de la vie d'alors : d'abord le matin est consacré aux affaires et au travail; les hommes portent de petits karicks chamois et à vingt collets, de petites bottes, des bas de soie chinés; des cheveux à *repentirs* longs et frisés sur les côtés, un énorme lorgnon sur une canne grosse et noueuse; les femmes ont des robes longues qu'elles relèvent jusqu'à la jarretière, la taille courte, le sein débraillé, et sur la tête un tout petit chapeau en forme de colimaçon. A quatre heures, c'est la promenade aux Tuileries : sur des milliers de chaises, on voit un pêle-mêle d'hommes, de femmes, assis et se dandinant d'une façon à se renverser. C'est un échange de minauderie, au milieu duquel on entend ces mots : *ma petite paole d'honneu, mon petit cœu, ma douce rose.* Les hommes portent des habits à collet montant derrière lequel ils disparaissent; puis autour du cou des cravates blanches roulées à vingt aunes, un peu comme les avait conservées M. de Talleyrand; des culottes courtes, le claque sous le bras, des perruques blondes ou poudrées, des chaînes, et deux montres au moins;

gre, rue Orléans-Honoré, par Ruggieri; prix : 3 livres. — Bal, maison des Tuileries, rue Honoré; on y entend l'instrument du Parnasse, touché par Krasa. — Bal chez Lucquet, rue Étienne, 2 liv. par tête. — Bal, maison Maudult, rue Poissonnière. — Bal, rue des Prouvaires, chez Loiseau. — Bal, rue de la Jussienne, chez Maréchal. — Bal, place Vendôme, nº 1, chez Gulliet, etc., etc.

[1] Voyez le cabinet de gravures. — Hist. de France (ann. 1795-1796).

la canne et l'énorme lorgnon toujours. Les dames ont des robes traînantes, des châles en écharpes dont le centre pend presqu'au dos, le *ridicule* de rigueur, et par dessus tout des minauderies à n'en plus finir. Le soir, c'est la danse à Tivoli, à Frascati, où se déploient les formes grecques décrites dans le *Voyage d'Anacharsis* ou l'*Anténor* de M. Lantier; ce sont les Athéniennes dans leur nudité. Les arts, les plaisirs, tout a cette empreinte de la Grèce et de Rome; les études du collége d'Harcourt ont tourné la tête à toute cette génération qui répudie le vieux passé de la France.

CHAPITRE V

TENDANCE DES CABINETS APRÈS LA PAIX DE BALE.

Agitation des peuples. — Émeute à Berlin. — Rapports de la France et de la Prusse. — Envoi de M. Caillard. — M. le baron Sandoz-Rollin à Paris. — M. de Hardenberg en Allemagne. — Tentative pour une paix d'empire. — Émeute à Munich. — Autriche. — Ses populations. — Sa fermeté. — Angleterre. — Terrible opposition à M. Pitt. — Troubles populaires. — Mesures répressives. — Propositions de paix à la France. — Bases d'une pacification refusées. — Russie. — Préoccupation sur la Pologne. — La Perse. — La Turquie. — Esprit des populations. — Mémoire sur la nouvelle constitution de France. — Espérance qu'on en conçoit. — Allèchement à l'Espagne. — Négociations en Savoie. — Réception officielle d'ambassadeurs. — M. de Staël au directoire.

Septembre 1795—Avril 1796.

Ce n'était pas seulement la guerre contre la république française qui avait produit une vive et profonde agitation parmi les peuples, mais encore cette paix de Bâle, première reconnaissance de la démocratie triomphante : « Enfin, disait-on, par de glorieux efforts, un peuple conquiert sa liberté contre l'Europe, et le cabinet qui avait le premier commencé la guerre est forcé de solliciter la paix. » Exemple d'une nature bien contagieuse au sein des multitudes! La république cessait

d'être violente, pour se faire modérée, régulière; et l'on s'imagine dès lors combien cette pensée était séduisante. A ce moment, une émeute éclata au milieu de Berlin, la ville si calme, si réfléchie; sans qu'on pût en deviner précisément les causes, le peuple prit les armes; la bourgeoisie, si confiante pour son souverain, fit des barricades contre les troupes fortes et disciplinées de Frédéric. L'insurrection commença par la classe ouvrière mécontente, dont un tailleur, du nom de Schmidt, s'était fait le tribun. Pendant quatre jours, Berlin fut en proie à la plus ardente sédition; les troupes furent repoussées à plusieurs reprises, et l'on fit, pour ainsi dire, un traité avec les séditieux. Il y eut des punitions sans que la peine de mort fût prononcée; le gouvernement prussien, sage et modéré, ne voulut point jeter parmi le peuple ces irritations que laissent toujours les exécutions fatales. Le calme une fois rétabli à Berlin par les proclamations du roi, on se demanda toujours qui avait produit cette agitation soudaine, la cause mystérieuse de ces troubles : n'était-ce pas la révolution de France qui avait enseigné au peuple l'insurrection comme le plus saint des devoirs? et pourtant c'était avec cette république qu'on venait de traiter à Bâle; on en reconnaissait la légitimité; on sanctionnait le fait perturbateur qui avait agité l'Europe depuis cinq ans.

Ces sourds murmures du parti de la guerre n'arrêtaient pas le développement pacifique des rapports entre les deux cours de Berlin et de Paris. Dès que les relations d'état à état eurent été rétablies, il fut

question du choix des ministres plénipotentiaires, et l'on s'en occupa avec la plus vive, la plus profonde sollicitude. Ce n'était pas assez d'avoir signé la paix, il fallait encore lui faire produire tous les résultats possibles et désirables pour l'intérêt des deux cabinets; et, dans ce but, le choix des ambassadeurs avait de l'importance. Le directoire avait fixé un moment les yeux sur l'abbé Sieyès; celui-ci ne crut pas les choses assez avancées pour accepter un poste tout préparatoire, et il désigna M. Caillard[1] à la confiance des directeurs. Ce n'était point une tête de révolution comme Merlin de Thionville et Rewbell, improvisés diplomates; M. Caillard avait ceci de commun avec M. Barthélemy, qu'il appartenait à la diplomatie sérieuse et réfléchie; depuis 1770, attaché aux légations par M. de Vergennes, secrétaire à Parme, à Cassel, à Copenhague, M. Caillard avait été chargé d'affaires dans le poste important de Pétersbourg et ministre à La Haye pendant les années qui avaient précédé la révolution, parcourant ainsi une carrière presque identique à celle de M. Barthélemy. Aujourd'hui il était appelé à développer le traité de Bâle à Berlin; ses instructions se bornaient jusqu'ici à un seul point qui paraissait absorber tous les autres : le directoire voulait faire reconnaître non seulement par la Prusse, mais encore par l'empire tout entier, les limites du Rhin; et cette condition acceptée, on se montrerait

[1] Antoine-Bernard Caillard, né à Aignay, en Bourgogne, le 28 septembre 1737, fut de 1770 à 1772 secrétaire de légation à Parme; de 1773 à 1774, à Cassel; de 1775 à 1780, chargé d'affaires à Copenhague, puis à Saint-Péters-

coulant sur tout le reste, spécialement sur le rôle que la Prusse pouvait désirer en Allemagne. M. Caillard fut parfaitement accueilli à Berlin; deux fois il y était venu dans son passage à Pétersbourg; il connaissait le terrain, les hommes, les idées, et sa première note au comte de Haugwitz fut le développement de tout ce qui s'était dit et proposé à Bâle sur le double système des limites du Rhin et de l'alliance prussienne. A son tour, le cabinet de Berlin confia la légation de Paris à un gentilhomme neufchâtelois, sujet de la Prusse, au baron Sandoz-Rollin, tout à fait dans les opinions modérées du baron de Hardenberg. Sa mission avait pour sujet d'éloigner, autant que possible, tout traité qui reconnaîtrait les limites du Rhin, en proposant surtout au directoire le grand système de la neutralité allemande, sous la protection de la Prusse; neutralité qui amènerait nécessairement une paix d'empire.

Dans ce but d'une paix germanique, si utile pour la prépondérance de la Prusse, le baron de Hardenberg parcourait la haute et basse Allemagne; profitant de la position difficile où se trouvait l'Autriche, le cabinet de Berlin voulait conquérir une exclusive influence, point de mire de ses efforts depuis un siècle. M. de Hardenberg visitait Munich, Cassel, Dresde, le Hanovre, posant partout ce principe : « que la guerre qui se continuait entre la France et l'Autriche n'intéressait nullement la patrie allemande, épuisée de sacrifices; la paix n'é-

bourg, qu'il quitta en 1783, pour revenir à Paris; envoyé en Hollande en 1785, il y fut chargé d'affaires en 1787, passa en 1792 ministre plénipotentiaire à Ratisbonne. Bientôt après, il reçut une nouvelle mission en Hollande.

tait-elle pas le premier vœu? Et la Prusse s'offrait comme intermédiaire pour la préparer à Paris; s'il fallait faire des concessions de territoire indispensables, on en trouverait facilement la compensation dans la faculté de séculariser les électorats.» La Prusse, puissance protestante, poussait à cette sorte de consécration des pillages de la Réforme au XVIe siècle: plus d'évêchés sur les bords du Rhin; désormais aucune de ces vieilles abbayes de Fulde, de Mayence, antiques comme l'époque carlovingienne; les hommes d'armes envahiraient une fois encore les monastères; de nouveaux Sickingen, descendus des sept montagnes, briseraient les statues abbatiales sur les tombes de marbre des cathédrales.

En même temps le comte de Haugwitz s'efforçait de convaincre M. Caillard, que tous les obstacles à une paix générale provenaient des prétentions invariables de la république française sur les frontières du Rhin: cet ultimatum amènerait d'incessantes guerres, car il arrachait à l'Allemagne un huitième de territoire; la possession de Mayence, aux mains des Français, était une constante menace pour la Souabe, la Thuringe, et la Prusse elle-même. A tout cela, M. Caillard répondait que ses instructions étaient précises; que la France désirait la paix, mais qu'elle ne pouvait la conclure qu'à la condition expresse qu'elle aurait sa frontière naturelle. N'était-ce pas la reculer indéfiniment, bien que sous main M. Caillard déclarât à M. de Haugwitz que la république reconnaîtrait tous les envahissements de la Prusse sur la Saxe et le Hanovre, comme une compensation à ses sacrifices sur le Rhin? Durant ces négo-

ciations, la fermentation fut extrême dans toute l'Allemagne; l'émeute éclata bruyante à Munich, comme naguère elle avait agité Berlin; le peuple prit les armes. Quelle était donc encore la cause mystérieuse de cette soudaine agitation dans cette ville si paisible de la Bavière? La tourmente allait-elle commencer terrible à l'imitation des journées de Paris? Ces craintes arrêtaient les cours germaniques dans leur tendance vers la neutralité prussienne et la paix avec la France.

Cette situation craintive de l'Allemagne à la face de l'esprit révolutionnaire, l'Autriche l'avait parfaitement comprise; s'il y a toujours un peu de hardiesse philosophique dans le cabinet de Berlin, il domine au contraire un esprit de modération, de sagesse et de tempérance dans la cour de Vienne, qui balance et comprime l'élan libéral de la Prusse. Après avoir essayé la paix à Bâle, l'Autriche s'était déterminée à la guerre; et l'on pouvait prévoir qu'avec son esprit de réflexion et de patience, elle la pousserait fermement. Un caractère particulièrement remarquable se révèle dans la constitution de la monarchie autrichienne, c'est qu'elle dispose des plus grandes forces centrales, tout en laissant à chacun de ses états une sorte d'indépendance et de personnalité : la Hongrie, dans ses opinions hardies, tumultueuses, n'était-elle pas la plus fidèle, la plus soumise des provinces de la maison d'Autriche[1]?

[1] *Résolution des états de Hongrie, présentée à S. M. I.* (1796).

« Comme la proposition que S. M. I. R. et apostolique a fait remettre aux états, offre une nouvelle preuve de la confiance qu'elle a toujours mise dans l'attachement inviolable de sa fidèle nation hongroise; qu'elle a daigné en outre

quand le danger était menaçant, elle levait à elle seule trente régiments de ces fiers grenadiers au costume national, sa force et sa gloire; puis dix régiments de hussards, digne cavalerie, qui s'était si souvent essayée contre les Turcs; l'infanterie de la Moravie était des plus solides, et cette province fournissait 30,000 hommes; rien ne pouvait se comparer aux canonniers bohémiens, et la fidélité de Prague pour la vieille maison d'Autriche avait quelque chose de sacré; toute l'ambition des Bohémiens était de rattacher à la maison d'Autriche la Silésie qui en avait été arrachée au temps des guerres du grand Frédéric. Dans le camp de Piccolimini, si magnifiquement peint par Schiller, dites-nous si quelque chose était comparable aux canonniers bohémiens? Croates, Esclavons, Serviens, tout cela ne formait-il pas de braves soldats, nations demi-ottomanes pour l'obéissance, enfants de la féodalité un peu tartare? Les Esclavons sont célèbres dès le temps de la république de Venise, de son carnaval, de ses fêtes et de ses gondoles (les Esclavons, garde sacrée de la sérénissime république) : c'est le cimeterre d'un de ces fiers soldats qui fit rouler la tête du doge Marino Faliero au pied de l'escalier des Géants. Les Croates formaient ces régiments de cavalerie qui parurent si formidables, si parfaitement organisés à la noblesse française, qu'elle créa sous Louis XV ce corps de Royal-Croate ou Cravate,

rappeler et confirmer par son témoignage les exploits par lesquels leurs ancêtres ont soutenu l'auguste maison d'Autriche; si S. M. a aussi manifesté cette confiance paternelle, dans ce moment d'une guerre pénible où des ennemis dangereux menacent les royaumes et provinces héréditaires, en

un des plus fermes, avec le régiment de Berchigni, dans les premières armées républicaines. Vous qui avez parcouru le Tyrol depuis Vérone, Trente, Botzano, jusqu'à Insprück, dites-nous s'il pouvait y avoir une province plus profondément dévouée à la maison d'Autriche? N'est-ce pas Insprück qui possède comme un dépôt sacré la tombe des archiducs d'Autriche depuis Maximilien, tous rangés, immobiles comme le bronze, autour du vaste sépulcre de l'empereur? Le temps ne les a pas plus dérangés que les révolutions, dans cette terre de fidélité; çà et là éclate le témoignage de la ferveur catholique, des croix, des calvaires, la vierge sainte, le patron du village où Hoffer naquit pour défendre l'indépendance de sa province (Hoffer, le pauvre villageois au chapeau élégant, à la veste brune, au gilet rouge, éclatant comme le corsage d'une fille de Berne ou la ceinture d'un toréador de Séville ou de Grenade!). Le Tyrol devait fournir ces tirailleurs habiles que nul n'égale pour la justesse, car sur ses pics, comme sur la cime des Alpes, le chamois bondit, et là les légendes redisent les faits des grands chasseurs. La monarchie autrichienne avait donc d'immenses ressources, et c'est ce que l'Angleterre avait parfaitement compris.

M. Pitt se trouvait alors dans la crise la plus formidable qu'un homme d'état puisse subir, celle d'un insuccès dans ses combinaisons politiques. Sans doute

représentant aux magnats et états assemblés constitutionnellement la grandeur du danger; en conséquence, les états, animés par les exemples de leurs ancêtres, veulent convaincre non seulement les royaumes héréditaires de S. M., mais l'Europe entière, qu'ils savent remplir ce que l'on attend d'eux.

l'Angleterre avait considérablement accru ses possessions coloniales, la puissance de ses escadres, ce *dominium maris*, objet de son ambition constante; mais qu'était devenu le projet de coalition conçu par M. Pitt? Il avait prodigué les subsides à la Prusse, à la Hesse, à plus d'un prince d'Allemagne, et en échange de tout cela, on lui donnait la paix de Bâle, coup de hache terrible porté au cœur de la coalition. M. Pitt devait donc porter la responsabilité de tous les votes du parlement qu'il avait provoqués : quel thème immense et puissant pour Erskine, Fox, Shéridan, aux communes, et pour le comte Grey, le duc de Norfolk, lord Holland, à la chambre des pairs! « La vérité de leurs prédictions ne s'était-elle pas réalisée? N'avaient-ils pas été les plus fortement opposés à une guerre contre la France? Tant de sang répandu avait-il profité à la Grande-Bretagne? Ne valait-il pas mieux la paix conseillée par l'opposition à l'origine de la guerre? »

Dans cette position délicate d'un homme d'état débordé par les événements, M. Pitt subissait l'épreuve la plus cuisante, quand on a la conviction profonde qu'on fait le bien de son pays; il était comme l'homme de génie dont la pensée ne se réalise qu'à travers mille obstacles, et à qui on vient dire, d'un ton railleur, au milieu du découragement de chaque journée : « Eh bien! tu ne réussis pas! tu es donc dans l'erreur? »

Les états désirant marcher sur les traces de leurs devanciers, emploieront toutes leurs forces et tous les moyens qui sont en leur pouvoir, pour éloigner tout danger ultérieur, et forcer l'ennemi à une paix conforme à la dignité de S. M. et à l'honneur de la nation. Il est flatteur pour eux que S. M. n'ait

Que de fois Williams Pitt eut les entrailles déchirées! que de fois son front s'obscurcit sous les chagrins! Heureusement il trouva des appuis, des soutiens fermes et dévoués dans lord Grenville, whig conservateur, à la parole ferme et décidée, et dans le fidèle Dundas, l'ami intime de Pitt, celui qui avait pénétré jusqu'aux derniers replis de son âme, lorsque, abreuvé de vin de Porto, le grand ministre cherchait le courage et les forces de la parole dans les excès; mais, hélas! ces forces factices usent la vie en la tenant toujours exaltée, et l'on meurt alors à trente-cinq ans.

Ce qui soutenait Williams Pitt dans la grande voie de sa politique, c'était surtout la situation des esprits en Angleterre : quand il y a crise sociale, il se forme toujours un parti conservateur qui entoure un homme d'état comme une espérance; les petites haines, les préventions s'effacent; il suffit que la société soit menacée pour que tous viennent à son aide, et telle était la crise que subissait l'Angleterre. Qu'elle fût dans une situation délicate et compromettante, nul ne pouvait en douter : les subsistances étaient rares, renchéries; le travail abaissé; le gouvernement était obligé de recourir à la violence pour recruter la flotte et l'armée; et au milieu de cette inquiétude des intérêts et des opinions, les agitateurs avaient beau jeu. Depuis l'ori-

nullement douté du zèle et de la fidélité dont ils ont déposé en dernier lieu l'assurance au pied du trône, résolus comme ils le sont de sacrifier jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour S. M. et pour la patrie. Le même esprit belliqueux, qui animait leurs pères à l'époque de 1741, les anime aujourd'hui, et ce n'est qu'avec leur leur vie qu'il pourra être anéanti.

« Pour remplir les désirs de S. M. et assurer la religion, la dignité de la

gine de la révolution française, il s'était formé une société politique qui prenait le nom de *correspondant society ;* ce qui indiquait ses rapports d'opinions et de principes avec la démocratie de Paris. Son but public, le cri de ses pétitions, c'était la paix avec la France; secrètement elle marchait au radicalisme le plus pur, le plus complet, au renversement de la royauté, pour constituer la république d'Angleterre, comme à l'époque des saints de Cromwell. Les partis ont une bannière qu'ils ne montrent pas entre toutes les bannières qu'ils affichent, et c'est pourtant la réelle; rien de plus hypocrite que les factions jusqu'au jour où elles prennent publiquement les armes. Le principe de cette *correspondant society*, c'était la réforme parlementaire; la constitution anglaise donnant au peuple d'immenses droits, on pétitionnait de toutes parts; il se fit même une assemblée ou dénombrement de la société, et plus de 50,000 ouvriers défilèrent dans les champs de Londres. Il y avait là de quoi alarmer le parti conservateur. Une circonstance plus grave vint augmenter encore les angoisses du gouvernement anglais : Georges III, alors dans le moment lucide de sa folie étrange, voulut lui-même ouvrir son parlement [1]; en traversant le parc, dans sa voiture, il fut assailli de

monarchie, ainsi que les droits de la noblesse et de leurs concitoyens que l'ennemi voudrait anéantir, les états ont arrêté d'offrir à S. M., comme contribution volontaire, sans préjudice toutefois à l'art. 60 de l'an 1741, 50,000 recrues, en outre, 3,400,000 mesures de grains, pour l'entretien de 540,000 hommes pendant une année, 4,700,000 mesures d'avoine pour 80,000 chevaux ; de plus, 20,000 bœufs et 10,000 chevaux. »

[1] Le 29 octobre 1795.

coups de pierres; d'atroces vociférations retentirent autour de lui; on menaça de dételer ses chevaux; une balle vint briser les stores de soncarros se. A son retour, même scène tumultueuse dissipée avec grande peine par l'escorte à cheval. Les ministres se réunirent en conseil le jour même, et il fut résolu que des mesures énergiques seraient prises et que le parlement serait provoqué dans un vote solennel de répression.

Le discours du roi avait porté spécialement sur la guerre : il annonçait l'heureux résultat du traité de subsides conclu avec l'Autriche : « Les armées impériales avaient vaincu sur le Rhin; on ne désespérait pas de la paix, mais pour la rendre possible et utile, il fallait déployer de nouvelles ressources et une nouvelle constance militaire; le roi proposait ainsi une augmentation des forces de terre et de mer. » C'était donc aller directement contre les clameurs de la foule, et ceci expliquait sa violence. Le lendemain, M. Pitt, retrouvant toute son énergie d'homme d'état, fit proposer un large bill de répression par lord Grenville, contre la licence de l'esprit de sédition et de trahison[1]; le statut d'Édouard III paraissait vague, indéfini. Aux pairs, les ducs de Bedfort et de Norfolk attaquèrent vigoureusement ce bill attentatoire à la constitution : « La déportation était appliquée même aux paroles séditieuses; que de-

[1] *Séance du 23 novembre* 1795.

M. Fox s'élève contre ce bill, disant qu'il était contre les droits individuels, et pour le renversement de la constitution.

« Je désire, dit-il, rétablir correctement mes expressions, mais non rétracter une seule syllabe de ce que j'ai dit. Que mes paroles soient consignées au procès-verbal, elles expriment les

venait le peuple anglais si libre, si indépendant?» Lord Grenville soutint que tout écrit séditieux devait être puni avec la plus exemplaire rigueur. Ce bill fut adopté par la chambre haute à la presque unanimité; sept voix seulement protestèrent. Aux communes, Shéridan en appela du ministère au parlement, et du parlement au pays: « Était-ce ainsi qu'on traitait la malheureuse Angleterre?» — « Quoi! dit Erskine, l'acte d'Edouard III ne vous suffit pas: il est pourtant l'œuvre d'un roi absolu et méfiant; soutenons les droits de l'humanité et de la liberté indignement sacrifiés. »

M. Pitt prit enfin la parole pour dénoncer une conspiration qui visait au renversement du trône et de l'Église. « Alors, s'écria Fox (sur le second bill qui posait des bornes aux assemblées du peuple), si vous consentez à accepter le despotisme comme une faveur, ne heurtez pas le bon sens et les sentiments de la nature humaine, en publiant dans l'univers entier que vous êtes libres; appellerez-vous un assemblage d'hommes libres une réunion soumise aux restrictions que l'on propose? ou parviendrez-vous à faire croire au peuple que le plan actuel est autre chose que l'anéantissement de sa liberté? Car, examinons un peu la situation d'un Anglais né libre : avant qu'il ne lui soit permis de discuter aucun sujet qui peut intéresser sa liberté ou ses droits,

sentiments d'un honnête Anglais. Ce sont ceux pour lesquels les ancêtres ont versé tant de sang, et sur lesquels notre révolution repose; mais que mes paroles ne soient pas interprétées. Ce que j'ai dit est que ce bill peut passer, au moyen d'une majorité gagnée dans le parlement, contradictoirement à la majorité de la nation. Si cette majorité du peuple approuvait ce bill, je ne serais

il doit recourir à un magistrat chargé d'assister à la discussion. Ce magistrat ne peut, il est vrai, empêcher l'assemblée d'avoir lieu, mais il peut forcer les orateurs à réprimer leurs discours, en alléguant que ce qui a été dit tend à troubler la paix du royaume.» Ces déclamations habituelles de l'opposition n'empêchèrent rien; ce second bill fut adopté par le parlement tout entier. Le parti des propriétaires et des conservateurs, justement alarmé, avait entouré le roi et la monarchie anglaise de toutes ses forces; Pitt put dès lors, avec sa supériorité d'homme d'état, préparer le budget, une de ses grandes œuvres, et le parlement fut ajourné.

Cependant l'opinion de la paix s'était fortement fait entendre; les amis de M. Pitt, les conservateurs même les plus avancés, avaient désiré qu'il fût au moins constaté aux yeux du pays qu'on ne suivait pas capricieusement et passionnément une guerre : puisqu'il y avait un gouvernement régulier en France, pourquoi ne point essayer une négociation avec lui? On pouvait traiter d'après deux bases : ou l'*uti possidetis* ou le *statu quo ante bellum;* c'est-à-dire en restituant de part et d'autre les conquêtes, ou gardant l'état actuel, sauf à le régler et à le régulariser. Dans la première hypothèse, le gouvernement anglais pouvait offrir des compensations au moyen de ses conquêtes coloniales; l'Angle-

certes pas celui qui enflammerait les esprits pour les disposer à la rebellion. Mais, s'il est reconnu, au contraire, que ce bill attaque la base fondamentale de notre constitution, je maintiens que la résistance devient, au lieu d'une question de moralité, une question de prudence. On peut dire que mes expressions sont fortes; mais de fortes mesures requièrent de fortes expres-

terre s'était emparée de tous les comptoirs français dans l'Inde, de Pondichéry, de Calicut, des stations maritimes. Depuis l'alliance des deux républiques batave et française, les Anglais avaient pris aux Hollandais le cap de Bonne-Espérance, magnifique possession, les forts de cette île de Ceylan si fertile, Cochin dans les pays aux mers lointaines, et la plupart des îles à épices qui entouraient Batavia. Plusieurs de nos colonies d'Amérique avaient également subi le joug de l'Angleterre; il était facultatif de céder respectivement ou de garder les conquêtes; et sous ce double point de vue la situation était presque égale.

M. Pitt, ne pouvant éviter une démarche, pacifique au reste, dans les opinions du pays, avait expédié, dès le mois de janvier, son secrétaire privé, M. Dackson, à Vienne, pour se concerter avec le baron de Thugut sur la possibilité d'une paix commune, démarche qui ne fut pas étrangère peut-être à la suspension d'armes sur le Rhin. Toutefois les véritables ouvertures se firent à Bâle, devenu comme le chef-lieu de toutes les négociations sous l'influence modérée de M. Barthélemy. Le ministre anglais à Bâle, M. Wickham, fort lié avec l'ambassadeur de la république, fut chargé de lui présenter une série de questions sur la pacification générale[1] : « Y avait-il en France des dispositions pour le rétablissement de la paix, et serait-on disposé à l'envoi

sions. Enfin, je ne me soumettrai jamais au pouvoir arbitraire, tant qu'il me restera un seul moyen de sauver ma liberté. »

[1] *Note transmise à M. Barthélemy par M. Wickham, le 8 mars* 1796.

« Le soussigné, ministre plénipotentiaire de S. M. britannique près les

de ministres à un congrès européen, dans un lieu neutralisé, pour discuter les bases d'un traité définitif? Préliminairement, la France voudrait-elle indiquer les conditions telles qu'elle les proposerait à S. M. britannique et à ses alliés? » Les questions n'étaient point officiellement posées comme si M. Wickham avait eu des pleins pouvoirs; celui-ci déclarait même avec franchise que les ordres de son gouvernement ne dépassaient pas les limites d'une curieuse investigation.

Ainsi avait, au reste, procédé le gouvernement de Berlin avant les conférences de Bâle; et M. Barthélemy s'empressa d'en faire une immédiate communication au directoire, tant ces ouvertures de l'Angleterre lui paraissaient décisives! La cour de Londres était la main puissante qui tenait tous les fils de la coalition; si elle voulait la paix, l'Europe la signerait de concert avec elle; mais la déclaration sincère de M. Wickham « qu'il était sans pouvoir » laissait-elle l'espérance de la paix? N'était-ce pas un leurre de la part de l'Angleterre, pour se donner le mérite d'une démarche pacifique, sans vouloir la conduire à bonne fin? Un congrès de toutes les puissances était une mesure presque impraticable et de nature à rendre la paix impossible. Le directoire se résumait par une déclaration qui ne permettait plus une négociation ultérieure : invoquant les

cantons suisses, est autorisé à faire parvenir à M. Barthélemy le désir de sa cour, de savoir, par son canal, les dispositions de la France par rapport à l'objet d'une pacification générale. Il demande en conséquence à M. Barthélemy de lui transmettre par écrit (et après avoir pris les informations nécessaires) sa réponse aux questions suivantes :

« 1° Est-on disposé en France à ouvrir une négociation avec S. M. Bri-

bases de la constitution française, qui défendait toute aliénation du territoire de la république, il se disait sans pouvoir pour céder une fraction quelconque des départements actuellement réunis; rupture nécessaire de tout arrangement, car il eût fallu admettre la réunion définitive de la Belgique à la France.

Jamais la Grande-Bretagne n'aurait consenti à un traité séparé : sa force était dans ses alliés du continent; elle ne pouvait les abandonner sans trahir ses engagements et sa propre cause. Quant à la réunion définitive de la Belgique, elle embrassait l'Escaut et Anvers, et en gardant une telle position, la France devait renoncer à traiter avec l'Angleterre. Les ouvertures en restèrent donc là; néanmoins, on put remarquer que M. Pitt ne posait aucune question de gouvernement intérieur; il ne s'inquiétait pas de savoir si la forme d'administration territoriale était bonne et moralement forte en France. Avec ses habitudes de tolérance et de matérialisme politique, le cabinet de Londres réduisait tout à des intérêts positifs; or, un traité séparé lui faisait perdre sa force continentale, et la réunion de la Belgique à la France était trop menaçante pour l'Angleterre; tout parlement comprendrait la nécessité de poursuivre une guerre vigoureuse pour éviter ce double malheur. Dès lors, le but politique de M. Pitt était rempli, et le

tannique et ses alliés pour le rétablissement d'une paix générale, sur des conditions justes et convenables, en envoyant pour cet effet des ministres à un congrès, à tel endroit dont on pourra convenir ci-après?

« 2° Serait-on disposé à communiquer au soussigné les bases générales d'une pacification telles que la France voudrait les proposer, afin que S. M. et ses alliés puissent ensuite examiner, de concert, si elles sont de nature à pou-

budget fut voté avec une double augmentation de forces de terre et de mer. Ce budget fut une œuvre immense de patience et de régularité financière ; M. Pitt excellait surtout dans la confection des lois de finance et de crédit, puissante force de l'Angleterre, au milieu de la lutte vigoureuse qu'elle avait à soutenir.

Après l'Autriche, la Russie, la plus intime alliée de l'Angleterre, présidait alors aux dernières opérations pour le partage de la Pologne. L'attitude incertaine que la Prusse avait prise dans la coalition, la signature du traité de Bâle, avaient engagé les deux cabinets de Vienne et de Pétersbourg à se concerter pour les conditions définitives de ce partage; le lot de la Prusse, quoique d'une étendue de territoire assez considérable, fut pris dans la partie de la Pologne la moins peuplée, la moins fertile; toute remontrance fut désormais inutile. La vieille Catherine, fort mécontente du traité de Bâle, menaçait la Prusse d'une guerre d'invasion et de conquête, et cette souveraine disposait de 250,000 hommes sous un chef de guerre audacieux, le feld-maréchal Suwarow, si célèbre par la double campagne de Turquie et de Pologne. Cette prépondérance de la Russie, comment l'arrêter, depuis surtout qu'elle s'était unie à l'Angleterre pour la question maritime, et à l'Autriche pour la force continentale ? Loin de glacer

voir servir de fondement à une négociation pacifique?

« 3° Ou bien déalrerall-on de proposer une aulre vole quelconque pour parvenir au même bul d'une pacification générale ? »

Réponse de M. Barthélemy à la note de M. Wickham.

« Le soussigné, ambassadeur de la république française près le louable corps helvétique, a transmis au directoire exéculif la nole que M. Wickham,

son imagination et ses sens, la vieillesse de Catherine avait quelque chose de capricieux et de vif comme dans les têtes sanguines; elle pouvait finir par un coup d'apoplexie, mais jusqu'à la catastrophe elle conserverait ce caractère de puissance et d'énergie qui imprimait le respect et la terreur. L'Angleterre caressait les caprices de cette souveraine qui ouvrait le territoire russe aux manufactures et au commerce de la Grande-Bretagne; elle lui offrait des officiers pour sa flotte et des matelots instructeurs : l'Angleterre pouvait-elle jamais craindre une flotte moscovite? En l'attirant même vers l'Occident, elle réalisait une double pensée politique : il fallait éviter que la Russie ne devînt trop exclusivement puissance asiatique, de manière à menacer l'Indoustan; et puis, cette force de la Russie, jetée à travers l'Allemagne et l'Italie sur les frontières de France, devait être la plus formidable auxiliaire de la coalition. De plus, c'était une armée inconnue à ces généraux français, qui n'avaient eu affaire jusqu'ici qu'à des Prussiens et à des Autrichiens.

Dans ce but, il fallait débarrasser la Russie de toute la préoccupation d'une autre guerre. La question du partage finie, l'affaissement de la Pologne fut tel, qu'il n'y avait pas à craindre qu'elle se relevât comme corps de nation; la Russie avait, d'ailleurs, adopté un

ministre plénipotentiaire de S. M. britannique près les cantons suisses, a bien voulu lui faire parvenir en date du 8 mars. Il a ordre d'y répondre par l'exposé des sentiments et des dispositions du directoire exécutif.

« Le directoire exécutif désire ardemment de procurer à la république française une paix juste, honorable et solide. La démarche de M. Wickham lui eût causé une véritable satisfaction, si la déclaration même que ce

admirable système d'administration pour s'assurer le paisible gouvernement de l'avenir; la classe remuante, glorieuse, invincible en Pologne, c'était la noblesse; l'opinion ardente, énergique, patriotique, c'était le clergé; or, en émancipant les serfs, en déclarant l'égalité de la bourgeoisie, en favorisant les juifs, on pouvait s'assurer une force contre les éléments généreux de la nationalité polonaise; et ce système fut également adopté par les trois cours de Vienne, de Berlin et de Pétersbourg, opposant l'égoïsme bourgeois aux nobles palpitations de la noblesse et du clergé.

Ce n'était pas tout : les notes de l'ambassade anglaise à Téhéran et à Constantinople indiquaient que ces deux cours étaieut travaillées par des émissaires français, d'après un plan diplomatique repris dans plusieurs circonstances. Déjà, sous la convention, on se rappelle que M. de Sémonville partit avec la mission expresse de se rendre à Constantinople, comme ambassadeur de la république française, emportant avec lui de grandes valeurs; le plan du comité était alors d'engager le divan à déclarer la guerre à l'Autriche et à la Russie, afin de détourner une partie des forces de la coalition. M. de Sémonville fut arrêté auprès du lac de Côme par les ordres de l'Autriche, et ses papiers furent enlevés. Depuis, la France n'avait pas renoncé à ce moyen; il

ministre fait, de n'avoir aucun mandat, aucun pouvoir pour négocier, ne donnait lieu de douter de la sincérité des intentions pacifiques de sa cour. En effet, s'il était vrai que l'Angleterre commençât à connaître ses véritables intérêts, qu'elle désirât de rouvrir pour elle-même les sources de l'abondance et de la prospérité; si elle cherchait la paix de bonne foi, proposerait-elle un congrès dont le résultat nécessaire serait de rendre toute négociation inter-

y avait encore d'opulentes maisons commerciales de Marseille aux échelles du Levant ; et le gouvernement fit choix de M. Verninhac, employé souvent dans les ambassades, pour lui confier une mission secrète auprès du divan. Le but était de l'inviter à reprendre les armes contre la Russie, au moment où elle se préparait à la coalition ; la France, tombant sur l'Autriche, marcherait droit par l'état de Venise en Illyrie, et pourrait ainsi prêter la main aux forces ottomanes. Ce vaste plan, communiqué à l'internonce d'Autriche et à l'ambassadeur de Russie par l'Angleterre, donna lieu à une négociation impérative ; les trois puissances exigèrent non seulement la rupture de tous rapports intimes du divan avec la république française, mais encore le renvoi de tout agent français ; et pour la première fois, à Constantinople, on fit retentir les mosquées du nom maudit de *jacobin* : il fut curieux de voir les fils du prophète expulser de Constantinople quelques-uns des agents français, sous prétexte qu'ils étaient jacobins. Quel sens les Osmanlis pouvaient-ils donner à ce mot? en comprenaient-ils la portée? en apercevaient-ils l'énergie et la puissance?

A Téhéran, les hostilités étaient plus avancées ; dans ces territoires qui séparent les vastes steppes de la Russie

minable? ou se bornerait-elle à demander vaguement que le gouvernement français indiquât *une autre voie quelconque pour arriver au même but d'une pacification générale?*

« Cette démarche n'aurait-elle eu d'autre objet que d'obtenir pour le gouvernement britannique la faveur qui accompagne toujours les premières ouvertures de paix? N'aurait-elle pas été accompagnée de l'espoir qu'elles n'auraient aucune suite?

« Quoi qu'il en soit, le directoire exécutif, dont la politique n'a pour

des frontières de la Perse, déjà étaient apparus ces groupes de cavaliers au cimeterre étincelant, précurseurs de la guerre. Le vieil empire des mages n'était plus que l'ombre de lui-même; une immense destruction semblait avoir passé sur ces villes en ruines et ces campagnes ravagées; nul empire n'avait plus profondément changé d'aspect : qu'étaient devenus ces cités aux mille colonnes, ces bazars d'Orient que visitait la caravane du désert? Partout des débris d'une splendide civilisation, se révélant par les mille bas-reliefs et les sculptures aux formes bizarres, de chevaux, d'hommes aux robes traînantes, de griffons, de sacrifices aux mages ou à Mithra, l'éclatante lumière.

La Perse, le pays de ruines, réveillée par des velléités de guerre contre la Russie, mettait en mouvement ses forces de cavalerie, autrefois si redoutables : qui la poussait à cet acte d'énergie? elle, mollement enveloppée, comme une bayadère de Delhy, dans les soyeux tissus de cachemire, au milieu des bosquets de lilas et de roses odorantes d'Ispahan! C'étaient les intrigues françaises qui, actives, infatigables, voulaient que le géant russe tournât les yeux sur la Géorgie et le Caucase, pour ne pas s'occuper des affaires de l'Europe. L'Angleterre intervint encore pour calmer la cour de Téhéran : est-ce que la Perse voulait se faire écraser?

guide que la franchise et la loyauté, suivra dans ses explications une marche qui y sera entièrement conforme. Cédant au désir ardent qui l'anime, de procurer la paix à la république française et à tous les peuples, il ne craindra pas de se prononcer ouvertement. Chargé par la constitution de l'exécution des lois, il ne peut faire ou entendre aucune proposition qui y serait contraire. L'acte constitutionnel ne lui permet de consentir à aucune aliéna-

La Grande-Bretagne avait trop d'intérêt à détourner la Russie d'une guerre asiatique, pour ne pas apaiser les griefs de la Perse et exiger l'expulsion immédiate de tous les agents français. En imposant ainsi la paix à Téhéran et à Constantinople, l'Angleterre préparait toutes les forces de la Russie pour une guerre violente, acharnée, contre la république française.

Tout espoir de renouer la Prusse à la coalition était-il perdu pour l'Angleterre et la Russie? Le traité de Bâle était-il une convention tellement sacrée que nul intérêt ne pût le casser, que nulle menace ne pût le rompre? Sir Charles Elliot dut se rendre à Berlin, afin de bien exposer au roi Frédéric-Guillaume la dernière pensée de l'alliance. Le crédit, pour la direction politique des affaires, se partageait alors entre le comte de Haugwitz et le baron de Hardenberg, tous deux amis du système français; et le baron de Hardenberg, avec d'autant plus de motif, que, signataire du traité de Bâle, il voulait en maintenir les stipulations. La république directoriale avait alors un grand nombre de partisans en Allemagne; la constitution de l'an III avait charmé beaucoup d'esprits dans cette contrée rêveuse et théorique. Nul pays au monde ne subit à un plus haut degré l'influence des écoles et des idées philosophiques; or, ces

tion de ce qui, d'après les lois existantes, constitue le territoire de la république.

« Quant aux pays occupés par les armées françaises, et qui n'ont point été réunis, ils peuvent, ainsi que les autres intérêts politiques ou commerciaux, devenir l'objet d'une négociation qui présentera au directoire les moyens de prouver combien il désire arriver promptement à une heureuse pacification.

« Il est prêt à recevoir à cet égard toutes les ouvertures justes, raisonna-

écoles avaient été considérablement séduites par la constitution de l'an III, œuvre systématique de deux intelligences. Le conseil des Anciens parlait aux classiques habitudes des universités : on rêvait déjà les sages d'Athènes; le conseil des Cinq-Cents formait la partie active, remuante, l'esprit dans la sagesse, l'activité dans l'expérience, la vie dans le corps; et ces classifications-là ravissent les philosophes germaniques. Le directoire était le résumé gouvernemental de ces deux pensées, le programme de ces deux facultés de l'esprit. Ce n'était pas la royauté, mais quelque chose qui s'en approchait pour la centralisation [1]; on avait un pouvoir sans despotisme, une représentation sans tumulte; le système électoral descendait au peuple et s'épurait par les deux degrés; tout se renouvelait progressivement sans la confusion d'un nouveau corps et d'une assemblée tumultueuse.

Des brochures étaient publiées dans cet esprit à Iéna, à Berlin, et les professeurs allèrent même jusqu'à enseigner la constitution de l'an III, comme un théorème de philosophie, un aphorisme d'université; car en Allemagne, tout est préparé par cet esprit d'université, même la paix ou la guerre. On vit les cours de Dresde et de Munich se rapprocher instinctivement des agents du directoire, pour se séparer de la cause de l'Autriche, en

bles et conformes à la dignité de la république.

« A Bâle, le 6 germinal, an IVe de la république française (26 mars 1796).

« *Signé :* BARTHÉLEMY. »

[1] Il existe sur la constitution de l'an III une note en forme de dissertation de M. Sandoz-Rollin, l'ambassadeur de Prusse, fort curieuse sous le rapport philosophique.

se plaçant dans le système de neutralité prussienne, adopté depuis le traité de Bâle. Un intérêt secret déterminait également la Prusse à maintenir l'alliance française; dans sa pensée, la constitution de France, bonne dans tous ses éléments, ne semblait offrir qu'un seul pouvoir qui ne fût pas en harmonie avec l'ensemble : c'était le directoire. Évidemment les cinq rois gardaient la place d'un seul, qu'il prît le titre de monarque, de protecteur ou de président. Or, ne serait-il pas dans les prévisions de la famille de Brunswick de donner ce roi, ce protecteur ou ce président, à la république française? Bien des illusions étaient ainsi entretenues, et M. Caillard, pour maintenir la neutralité prussienne, au moment où elle était si vivement attaquée, laissait tout dire, tout conjecturer, sans contrarier les ambitions, en les réunissant au contraire toutes, ardentes, infatigables, autour de cette couronne constitutionnelle de France qui en valait bien une autre.

Ce qu'il y a de plus surprenant, de plus étrange encore, c'est que ces illusions que la constitution de l'an III faisait naître caressaient même la cour d'Espagne[1]. Le malheureux enfant de Louis XVI était mort, comme les fils d'Édouard, dans une tour obscure; la révolution ne

[1] L'ambassadeur d'Espagne, le marquis del Campo avait été officiellement reçu par le directoire.

Réception de M. le marquis del Campo, ambassadeur d'Espagne près le directoire, le 10 germinal (30 mars 1796).

Discours de l'ambassadeur au directoire :

« La paix heureusement conclue entre le roi d'Espagne et la république française a été un événement de la plus grande importance pour les deux nations. Sa Majesté catholique, animée du désir le plus sincère de la conserver, et consultant toujours le bonheur de ses peuples, aura soin d'éviter de son côté tout ce qui pourra le troubler.

l'avait pas étouffé de ses bras robustes, comme l'oncle cruel entre des oreillers de soie; l'enfant était mort de maladie morale, de consomption; ses genoux osseux joignaient ses coudes osseux, et son épine dorsale était tellement brisée, que son front s'abaissait vers la terre. L'ange pouvait dire : « J'ai bien souffert! » Dans l'ordre des successions, la maison d'Espagne n'avait certes aucun droit à la couronne; n'y avait-il pas une branche plus rapprochée du trône, représentée par Louis XVIII? Eh bien! les idées étaient tellement bouleversées, qu'on put faire pressentir à Madrid, ainsi qu'on l'avait dit à Berlin, qu'il serait possible d'appeler un infant à la couronne de France, en maintenant autour du trône les institutions des deux conseils, comme la monarchie de 1791, avec l'expérience de plus et les jacobins de moins : il y avait même ici une sorte de légitimité, car l'assemblée nationale avait déclaré les princes émigrés déchus du trône. Au moyen de ces ruses, et par la faiblesse insouciante de Charles IV et les espérances aveugles du prince de la Paix, l'Espagne allait donner à la France plus que sa neutralité, c'est-à-dire son alliance intime, publique, avec la coopération de ses flottes contre l'Angleterre.

La république française n'était pas seulement forte, mais encore adroite, active, pour tromper les cabinets et

En me nommant son ambassadeur près de la république, il m'a ordonné de me rendre au plus tôt à cette nouvelle destination, comme un témoignage de sa bonne foi et de son empressement. Dans ces circonstances, et honoré de la confiance de mon souverain, j'emploierai tout mon zèle pour obéir à ses ordres; très heureux si je parviens à remplir ses intentions et à mériter la bienveillance de ce gouvernement auquel j'ai l'honneur de m'adresser. »

séduire les imaginations : n'agissait-elle pas depuis longues années auprès du cabinet de Turin, afin de l'arracher à l'alliance autrichienne? Le directoire se plaçait, par rapport à la royauté de Savoie, au point de vue de la vieille diplomatie, promettant appui, alliance sincère contre l'Autriche, et, avec cet appui, l'espérance d'un large lot dans la conquête du Milanais, capable d'entraîner la cour de Sardaigne. Certes, les véritables intentions du directoire n'étaient pas de grandir le roi du Piémont; mais il le laissait pressentir, dans le but de diviser les forces de l'Europe.

Cette activité de négociations, le directoire l'avait portée jusque dans le Portugal, qu'il essayait d'arracher à l'alliance anglaise, même par la menace. Ce plan réalisé, l'étendue des côtes maritimes dévouées à la France, sur l'Océan, eût été belle, depuis Amsterdam jusqu'à Cadix, et, dans la Méditerranée, depuis Malaga jusqu'à Gênes! Et quelle terrible lutte ne pouvait-on pas engager, dès lors, contre la Grande-Bretagne, la seule, sa véritable ennemie! Sous le point de vue exclusivement financier, c'était un beau résultat que d'avoir dans son alliance des puissances aussi riches en numéraire, avec la possibilité de réaliser en Hollande l'emprunt de quelques millions de florins! Au Portugal, les richesses étaient si communes, que l'on

Le président du directoire prit ensuite la parole et répondit à l'ambassadeur :

« Monsieur l'ambassadeur du roi d'Espagne,

« Le directoire exécutif reçoit avec un vif intérêt le nouveau gage d'union que vous venez offrir à la république française, au nom de votre gouvernement ; rien ne sera plus agréable au

comptait par groupes de quadruples et de diamants, valeurs très commodes à transporter pour les agents de la république. Quand l'assignat tombait en si grand discrédit, l'or venait par les alliances, et c'était un bénéfice considérable pour les agioteurs.

Cette nouvelle attitude de la république vis-à-vis de l'étranger avait donné une face nouvelle au corps diplomatique à Paris. Quand le comité de salut public soutenait la guerre contre tous, il n'y avait pas, à proprement parler, un corps diplomatique; les ministres de Suède et de Danemarck paraissaient le moins possible, et le baron de Staël avait même demandé un congé à sa cour vers la fin de la terreur. Après les traités de Bâle, les choses changèrent : la convention rédigea un programme d'étiquette et de cérémonial pour les ambassadeurs, qui obtinrent des fauteuils au milieu de l'assemblée. Le président du directoire, tout en conservant son caractère républicain, devait leur donner les titres de leurs lettres de créance, et les appeler comtes, marquis ou barons, avec la dignité d'*excellences*. Le premier qui reçut ces honneurs, le baron de Staël, conduit presque avec l'ancien cérémonial de Versailles au palais du Luxembourg, reçut l'accolade fraternelle; il ne manqua jamais une seule séance des Cinq-Cents ou des Anciens, avec son uniforme de tenue, son large sabre

directoire que de voir se resserrer de plus en plus les liens de l'amitié entre deux nations que l'estime et l'intérêt commun semblent rapprocher puissamment. Quant à vos sentiments personnels, monsieur l'ambassadeur, le directoire exécutif en a entendu l'expression avec plaisir, et vous pouvez compter sur sa bienveillance. »

suspendu à un riche ceinturon. Les autres ambassadeurs de Prusse, d'Espagne, de Hollande, moins assidus aux séances du conseil, venaient fort souvent aux fêtes et aux pompes du Luxembourg chez Barras. Avec un instinct parfait, ils avaient compris que là ils ne seraient jamais déplacés; le comte de Barras, bon gentilhomme, un peu brusque, était au fond parfaitement distingué; si le monde était fort mêlé chez lui, on pouvait toujours s'y faire un *a-parte* parfaitement choisi de femmes bien nées et d'hommes bien élevés. Les jacobins étaient pour les jours d'action, les nobles pour le salon et les intimités. Tel était un peu le caractère de Barras; n'oubliant pas les formules et les étiquettes, il reprit même l'usage des cadeaux diplomatiques; il envoya à M. de Hardenberg un magnifique service en porcelaine de Sèvres, destiné au cabinet de Louis XVI; à M. Sandoz-Rollin, une collection de classiques ornée de miniatures des grands maîtres, qui avait servi à M. le dauphin. Les dîners de Barras furent renommés par la délicatesse de leur menu; comme sous la vieille monarchie, il eut ses chasses à Gros-Bois, où le corps diplomatique fut invité; ses représentations théâtrales, ses concerts, où figurait l'Opéra. Versailles avec ses pompes était au Luxembourg, et le corps diplomatique s'y fût trompé!

CHAPITRE VI

GUERRE CONTRE L'AUTRICHE; CAMPAGNE DU PIÉMONT SOUS BONAPARTE.

Plan de la guerre arrêté par le directoire. — Allemagne. — Tyrol. — Italie. — Marche du général Moreau. — Bonaparte et l'armée du Piémont. — But diplomatique. — Séparation des Autrichiens et des Sardes. — Premières manœuvres. — Rencontres de Montenotte, — de Voltri. — Augereau. — Les gorges de Millesimo. — Attaque du village de Dégo. — Importance de ces premiers succès. — Exagération des bulletins. — Les Piémontais à Céva. — Armistice. — La campagne de dix-huit jours. — Esprit des populations italiennes. — Traité avec la Sardaigne. — L'armée autrichienne isolée. — Mouvement de l'armée de Moreau.

Avril—Mai 1796.

Les archives de la guerre, comme les bureaux du département des affaires étrangères, sous la vieille monarchie, contenaient un grand nombre de mémoires, de plans, sur les questions militaires et diplomatiques, développement des conquêtes et des grandeurs de la France. Des officiers d'un mérite éminent occupaient leurs veilles à tracer des plans de campagne, ou à exposer leurs idées sur la réalisation de certains problèmes de siéges, de marches en avant ou de retraites. Les travaux surtout du maréchal de Belle-Isle étaient

immenses, et ce beau génie militaire avait rêvé pour la France des conquêtes sur le Rhin, le Danube, les Apennins, les Alpes; le petit-fils de Fouquet, héritier de l'esprit aventureux de son aïeul, s'était élancé vers les conceptions militaires les plus vastes, les plus puissantes, et dans sa captivité de jeune homme, à la Bastille[1], il avait médité sur les destinées de l'Europe. Ces plans du maréchal de Belle-Isle, ses projets de campagne et de diplomatie formaient plus de 8 volumes manuscrits, du plus haut intérêt, à côté des masses de cartons sur les idées stratégiques de Turenne, du grand Condé, des maréchaux de Saxe ou de Berwick. Les comités des assemblées constituante et législative avaient dédaigné ce passé de guerre et de grandeur, avec ce mépris qui caractérisait les esprits étroits ou prévenus; mais le comité de salut public, si fortement composé, n'avait point imité cet exemple: comme il avait à défendre et à grandir la république, ses chefs de bureaux, Clarke et Dupont, avaient passé bien des nuits aux archives de la guerre[2]; officier de génie, Carnot, pénétré des vastes ressources de la monarchie depuis Louis XIV, avait fouillé les cartons, remué les plans, et ce travail n'avait pas été inutile à son système de défense et de conquête pour la Belgique, la Hollande et les rives du Rhin.

Avec le nouvel aspect que prenait la guerre, Carnot eut à réaliser d'autres idées: ce n'était plus une coalition que la république avait à combattre, mais une

[1] Voyez mon travail sur *Louis XV*.

[2] MM. Otto et Denis Benoît étaient chefs des relations extérieures au comité de salut public.

seule puissance qu'elle avait à presser de ses armes. L'Autriche n'était pas frontière immédiate de la France; le seul point vulnérable, les Pays-Bas, était déjà au pouvoir de la république; pour atteindre l'Autriche, il fallait passer à travers l'Allemagne et le Piémont, territoires intermédiaires qui ne pouvaient s'ouvrir que par la conquête ou les alliances. Or le plan du maréchal de Belle-Isle se résumait par la stratégie suivante : « Le Nord une fois couvert par l'alliance ou la neutralité de la Prusse, 100,000 hommes, passant le Rhin entre Bâle et Strasbourg, s'avanceraient par la Forêt-Noire et la Souabe jusqu'à Augsbourg, Munich, tandis qu'une armée égale, franchissant les Alpes, livrerait bataille aux Autrichiens dans la Lombardie, pour faire leur jonction par Insprück, Salzbourg, Lintz et Vienne.» Ce plan de campagne, hardi comme les vastes idées du maréchal de Belle-Isle, fut entièrement adopté par Carnot, qui vit dans son succès le triomphe absolu de la république sur l'Autriche. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin furent destinées à la campagne d'Allemagne; celles des Alpes durent manœuvrer dans le Piémont pour s'ouvrir un passage en Lombardie. L'armée de Sambre-et-Meuse resta confiée à Jourdan, et celle du Rhin, naguère glorieusement dirigée par Pichegru, dut passer sous le commandement de Moreau; les divisions des Alpes restèrent aux ordres de Kellermann, et l'armée des Alpes-Maritimes fut donnée à Bonaparte; ces choix signalaient la haute intelligence de Carnot.

Rien de plus grave, de plus solide, de plus militaire

que les divisions du Rhin et de Sambre-et-Meuse : soldats et officiers conservaient quelque chose de solennel, digne des temps antiques; c'étaient les légions de Rome disciplinées, sans désir ni volonté de pillage, avec le sentiment de gloire et d'honneur le plus exalté. Ainsi Pichegru avait pris et laissé ces demi-brigades, avec des généraux de la noble trempe de Gouvion-Saint-Cyr, de Dessoles, de Kléber. Par un merveilleux instinct, Carnot confia le commandement en chef de l'armée du Haut-Rhin au général Moreau [1], capacité sérieuse, esprit marqué à l'antique, désintéressé, plein d'un noble sentiment d'orgueil républicain.

L'armée d'Italie avait un tout autre caractère : réunion de bandes et de condottieri plutôt que de régiments organisés, elle résumait certes plus d'élan, plus d'intrépidité que l'armée de Moreau; cette armée d'Italie se montrait avide de pillage, avec cette glorieuse indiscipline, pardonnée à des hommes qui escaladaient les montagnes, sautaient les précipices, avec l'agilité des compagnons du Moor de Schiller, sous des chefs renommés dans les jours des sans-culottides : Augereau, Masséna, Cervoni, Laharpe, intrépides aventuriers qui marchaient tête baissée aux périls. Le directoire leur donnait pour chef un homme tout à fait de leur trempe; Bonaparte, plus Italien que Français, parlait la langue du pays avec ses divisionnaires, Masséna, Cervoni. Ces condottieri avaient désormais à leur tête un chef qui leur

[1] Ce fut au mois de mai 1796 que Moreau vint sur le Rhin pour prendre la direction de l'armée.

convenait, maigre comme une chèvre de Corse, ardent comme un paysan de Corte ou d'Ajaccio, qui poursuit une vendetta sur la cime des montagnes ou dans le fond des vallées. Bonaparte avait commencé sa vie par des hardiesses inouïes, à Toulon, dans les journées de vendémiaire; ce littoral de Hyères à Nice, et de Nice à Gênes, il l'avait visité comme général d'artillerie avec Robespierre jeune et Ricord, ses amis. L'armée le reçut toutefois avec un peu de méfiance : son teint jaune et bilieux révélait son origine corse, et il n'avait rien d'extraordinaire pour ces contrées méridionales, pas même ses yeux pleins d'éclat sous le soleil, comme les facettes d'une pierre précieuse à la lumière; la sueur qui couvrait son front pâle semblait le maigrir encore. La plupart de ses demi-brigades étaient composées de Provençaux, de Languedociens, de Gascons ou de Sardes; on y parlait italien ou patois, avec l'accent si prononcé de Lannes, de Murat, de Masséna ou de Cervoni. Et d'ailleurs ne savait-on pas Bonaparte le protégé du citoyen directeur Barras? Commensal de son salon, il avait épousé une de ses favorites, la plus gracieuse, la plus agaçante, qui restait comme sa protectrice à Paris, veillant sur sa gloire et sa destinée, auprès du chef de la république.

Lorsque Bonaparte prit le commandement de l'armée des Alpes-Maritimes[1], elle n'était pas, je le répète (comme on l'a écrit pour la gloire exclusive de l'empereur!),

[1] Bonaparte arriva à Nice, quartier-général de l'armée, le 27 mars, et le 10 avril, les hostilités commencèrent.

démoralisée, battue, sans organisation; cette armée, sous Schérer, venait de gagner la bataille de Loano, tellement décisive qu'elle avait ouvert les deux routes de Gênes et de Turin. Ces divisions étaient alors ce qu'elles ne cessèrent pas d'être sous Bonaparte, braves, hardies, infatigables, indisciplinées, pillardes; et le génie de Bonaparte fut de comprendre tout le parti qu'on pouvait tirer de ces bandes audacieuses. Carnot lui avait communiqué les plans de campagne du maréchal de Maillebois, dans sa savante expédition du Milanais; et le personnel de l'armée de Bonaparte était merveilleusement propre aux plus hardies entreprises qui surprennent et brisent l'ennemi; avec le concours de divisionnaires tels que Laharpe, Augereau, Masséna, Cervoni, que ne pouvait-on oser? Tous connaissaient le plus petit sentier du pays, la plus petite voie de la montagne; les chefs de brigades, hommes d'énergie, couraient à la mort ou à la fortune. Bonaparte s'était fait accompagner d'aides-de-camp jeunes et dévoués, Marmont, Junot, Lemarrois, plus élégants que tous les généraux de l'armée d'Italie, et qui devaient modifier son esprit. Dans les premières opérations, Bonaparte n'aurait qu'à diriger avec unité ces divisions accoutumées à vaincre sous des généraux, véritables chefs de corps.

Le plan de la campagne devait être à la fois diplomatique et militaire : on suivrait, par rapport à la maison de Savoie, la même politique qu'à l'égard de la Prusse; on chercherait par la force ou la ruse à la séparer de l'Autriche, pour atteindre plus facilement les impé-

riaux; il fallait donc diviser, morceler incessamment les deux armées autrichienne et piémontaise, de manière à les vaincre l'une après l'autre, et déterminer le cabinet de Turin à la soumission et à la paix. Une fois cette partie du plan accomplie, rien de plus facile que de descendre dans les vastes plaines du Milanais, pour y réveiller les ressentiments contre la maison d'Autriche.

L'armée austro-sarde était sous les ordres de deux généraux d'une certaine intelligence stratégique : le général baron de Beaulieu et le baron de Colli [1], caractères tout à fait différents et en opposition complète par leur origine et leurs habitudes : le baron de Beaulieu, né dans le Brabant, froid et réfléchi dans ses conceptions militaires; le baron de Colli, ardent comme un Piémontais, mais facilement découragé comme tous les caractères que le soleil brûle. Ils commandaient une armée qui réunie s'élevait à 68,000 hommes, infanterie et artillerie; le contingent piémontais était de 31,000 hommes, bonnes troupes de montagnes. Mais la même antipathie qui existait dans le Nord entre les Prussiens et les Autrichiens, se manifestait également au Midi entre les Piémontais et les impériaux; et cela devait embarrasser les généraux dans les plus vigoureux mouvements de campagne; les officiers piémontais étaient presque tous révolutionnaires, et les états-majors autrichiens pratiqués et travaillés avec ha-

[1] Le baron de Colli, né en 1760 à Alexandrie, entra fort jeune dans la carrière des armes, et parvint, de grade en grade, jusqu'à celui de lieutenant-général; et dès 1792, il commandait dans les Basses-Alpes les Piémontais opposés à l'armée française. Il avait épousé la sœur du poëte Alfieri.

bileté. En tous cas, leurs divisionnaires ne pouvaient se comparer à ces hardis enfants de batailles qu'ombrageait le drapeau tricolore. Le général autrichien d'Argenteau était un de ces officiers de prédilection parmi la haute noblesse et que protégeait le conseil aulique; Provera avait plus de capacité et une activité incontestable, sa bravoure tenait à son origine montagnarde; Wukassowich retenait quelque chose de sauvage comme la Sclavonie qui l'avait vu naître. Parmi ces chefs, aucune de ces capacités de première ligne qui sauvent ou grandissent les armées.

Ces faiblesses et ces rivalités, Bonaparte les avait parfaitement comprises, lui entouré d'un état-major d'élite et de divisionnaires si grands, si intrépides. Déjà se révèle son ardeur, sa puissance de commandement: du haut des Alpes, à peine sous la tente, il parle à ses soldats un langage qui les remue; il commande à des troupes avides et, puisqu'il faut le dire, impatientes de pillage; or, dans cette proclamation éloquente, que leur promet-il? quelles sont les paroles destinées à relever leur courage? Il va les conduire dans les plus fertiles terres du monde; de riches provinces, de grandes villes seront en leur pouvoir, ils y trouveront des habits, s'ils n'en ont pas, de l'argent, des vivres [1]. Détachez ces paroles de la grandeur du projet, elles ne sont que le discours d'un chef de reîtres et de lansquenets; c'est

[1] « Soldats! vous êtes nus, mal nourris; le gouvernement vous doit beaucoup, il ne peut rien vous donner. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu des rochers sont admirables; mais ils ne vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je veux vous conduire dans les plus

un grand pillage de l'Italie qu'il promet à ses glorieuses légions : comme Satan sur la montagne, il dit : « Tout ce pays est à vous. » Le tambour sonne, les éclats de la trompette retentissent parmi les échos, se renvoyant les airs du *Chant du Départ* et de la *Marseillaise*. Le cri de *marche en avant!* est répété par ces bataillons de méridionaux intrépides.

Après la bataille de Loano, glorieusement gagnée par Schérer, les positions des deux armées ennemies s'étendaient sur de longues lignes de rochers ; on peut facilement visiter ces villages désormais célèbres, lorsque de Savone on gagne la route de Turin : Millesimo, sur la Bormida qui se précipite en torrents écumeux ; Dego, Ceva et Mondovi, à travers les pics, d'où l'on aperçoit le spectacle majestueux des grandes Alpes ; tout est montagnes, vallées, rochers, dans cette route coupée çà et là par quelques verdures rares et quelques fertiles campagnes. Sur ce petit théâtre resserré, depuis Savone jusqu'à Acqui et Cherasco, vont s'accomplir les premières opérations militaires, qui décident la question diplomatique de la séparation du Piémont et de l'Autriche, but primordial de la campagne d'Italie.

Ce ne sont pas les Français qui les premiers sortent de leurs quartiers d'hiver ; le signal est donné par les Autrichiens eux-mêmes. Le général Bonaparte, dans sa position de Voltri et de Montenotte, avait deux routes à prendre, ou se porter sur Milan par Alexandrie, ou

fertiles plaines du monde ; de riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir : vous y trouverez honneur, gloire et richesse. Soldats d'Italie ! manquerez-vous de courage ou de constance ? »

se diriger sur Turin par Alba et Asti, l'autre extrémité de l'équerre. Une pointe sur Milan était plus hardie et pouvait soulever la populaton italienne; une marche rapide sur Turin pouvait détacher les Piémontais de l'alliance autrichienne, but fortement recommandé par les instructions du directoire. D'ailleurs, en examinant la composition de son armée, le personnel de ses divisions, Bonaparte dut parfaitement comprendre que son premier besoin était de séparer les Piémontais afin d'obtenir la supériorité du nombre. Son armée, depuis sa jonction avec les divisions des Pyrénées, s'élevait à 52,500 hommes, ainsi répartis : la division Masséna, de sept demi-brigades au complet, soldats des montagnes, cavalerie allobroge; la division Augereau, plus forte en grenadiers et en vieilles troupes; la division Laharpe, composée de réfugiés polonais, italiens, suisses, et enfin le corps de Cervoni, de huit demi-brigades et trente-cinq escadrons de bonne cavalerie; cette armée avait cent trente-sept pièces de canon parfaitement montées; ainsi groupée, elle était inférieure aux Autrichiens et aux Piémontais réunis, mais si l'on parvenait à les séparer par la victoire ou par un traité, l'armée républicaine prendrait une supériorité immense sur les Autrichiens réduits à 47,000 hommes.

Le général de Beaulieu, pénétré de tout le danger de sa position, prit immédiatement l'initiative, par l'attaque simultanée de Voltri et de Montenotte, couverts de redoutes par les Français. A la tête des grenadiers hongrois, le général en chef autrichien se porte sur Voltri avec vigueur; la division Cervoni défend ce

bourg, une des portes de Gênes; trop vivement pressé et presque surpris, Cervoni bat en retraite, et en même temps le général d'Argenteau attaque Montenotte; mais tardivement arrivé sur le champ de bataille, il trouve le général Rampon retranché derrière les rochers; quatre fois il revient à la charge, il est autant de fois repoussé par les invincibles demi-brigades; tandis que l'infatigable Masséna tourne les Autrichiens et vient tomber avec sa division sur les derrières de leurs tentes. La retraite sonne, les régiments hongrois se retirent en ordre, laissant des morts et des prisonniers, et une première victoire vient ainsi couronner l'arrivée de Bonaparte.

Ce succès pouvait-il s'égaler à la bataille de Loano gagnée par Schérer? Il était dû surtout à deux généraux, depuis longtemps habitués à cette guerre de précipices, Masséna et Rampon. Certes, c'était beau déjà, et avec les couleurs brillantes et souvent mensongères dont Bonaparte enluminait ses bulletins, le général en chef amplifia les deux combats de Voltri et de Montenotte comme une mémorable bataille[1]. Le bulletin français présente le général de Beaulieu présent à Montenotte, et il était à Voltri; selon Bonaparte, le général d'Argenteau était grièvement blessé, et il n'avait pas reçu la moindre atteinte de fer ou de plomb; de plus, on portait le nombre des prisonniers et des morts autrichiens au triple des pertes réelles. Masséna, Augereau raillèrent un peu ce bulletin du nouveau général qui

[1] 11 et 12 avril.

commençait cette série de mensonges historiques, indignes de glorieux soldats qui avaient assez de victoires pour ne pas recourir à une exagération inutile. Dans la vérité, les Autrichiens avaient voulu surprendre les Français par une forte initiative, et ils avaient été noblement et fièrement repoussés avec des pertes considérables : c'était, je le répète, un beau fait d'armes; mais pourquoi l'exagérer?

Augereau eut sa part des grandes choses : il faut débarrasser les gorges de Millesimo, s'ouvrir un passage pour la route du Piémont; ces gorges sont confiées au brave général Provera; attaqué de front avec la plus grande intrépidité par Augereau, tourné par le fougueux Joubert[1], Provera se trouve comme entouré de droite et de gauche par ces valeureux soldats aux pantalons tricolores, qui sautent de rochers en rochers. Alors Provera, glorieux et vieux soldat aussi, avec sa petite colonne de 1,500 hommes, se retranche dans un de ces châteaux que l'on voit briller et poindre à la cime des Alpes; il s'y renferme comme le fier seigneur des ballades allemandes. Toute la division d'Augereau l'environne, lui perché sur la pointe d'un rocher ainsi que l'aigle dans son aire; un jour se passe en infructueuses attaques; les braves républicains redoublent leurs efforts contre le général et les hommes d'armes de l'antique château; des colonnes profondes escala-

[1] Barthélemy Joubert, né en 1769 à Pont-de-Vaux, s'engagea à 15 ans dans un régiment d'artillerie; mais son père, juge dans cette ville, le destinant au barreau, l'envoya à Lyon achever ses études, et, à la révolution, il étudiait le droit à Dijon. En 1791, il s'enrôla dans un bataillon de volontaires, de-

dent les rochers. Joubert, qui conduit la première, est grièvement blessé; le général Brunel est tué à la tête de la seconde; la troisième est brisée, et le général Querin également frappé à mort. On regarde avec admiration cette petite troupe dont les baïonnettes brillent là où les vieux châtelains hissaient leurs gonfalons. Le général Colli viendra-t-il la délivrer? elle l'espère, car c'est la route du Piémont que Provera défend; la nuit se passe, le jour vient après, et Colli ne paraît pas; c'est que déjà l'armée piémontaise est ébranlée, son antipathie envers les Autrichiens se réveille en même temps qu'elle est tenue en échec par Serrurier. Le soir du 14 avril, Provera, sans vivres, exténué de besoins, capitule après cette vive et glorieuse défense. Ce n'était point ici une bataille, mais un véritable assaut d'intrépidité contre la digne persévérance de Provera. Tous les braves de l'armée étaient venus s'essayer contre le château de la montagne, et Lannes, destitué comme terroriste, fut fait par Bonaparte chef de brigade sur le champ de bataille.

Il y eut ensuite un déploiement de manœuvres admirables de précision, d'audace et d'activité. Masséna tourne le village de Dego; Laharpe passe la Bormida et tombe sur le flanc droit de l'ennemi; Cervoni marche fièrement au centre : qui pourrait résister à ces glorieux aventuriers, jeunes, intrépides et si pleins d'avenir? Il y avait de quoi briser toute la vieille expérience des

vint lieutenant et fut fait prisonnier en 1793 par les Piémontais. Rentré en France, il reçut, en 1794, le grade d'adjudant-général, puis celui de général de brigade à la bataille de Loano.

généraux méthodiques et tacticiens. Dego fut emporté; le général d'Argenteau [1] n'arriva sur le champ de bataille que pour être témoin d'une défaite exagérée, sans doute, dans les bulletins, mais qui fut très grave pour ses résultats. Toutes ces attaques se faisaient par divisions; il régnait une sorte de morcellement et de désordre dans cette guerre de montagnes. Il était impossible de suivre une campagne par grandes masses: aussi tout se fait séparément avec une extrême confusion, ne serait-ce que l'attaque subite, imprévue, du régiment de Croates de Wukassowick, qui porta le désordre dans tout le camp français. Ce régiment égaré se porte sur Dego, la nuit qui suit la bataille; un guide lui dit: « Mais Dego est occupé par les Français; ici, dans un petit village, quelques bataillons de ces Français, repus de vins et de liqueurs fortes, reposent; vous pouvez les attaquer. » Aussitôt dit, les braves Croates se précipitent sur cette avant-garde; saisie de terreur, elle fuit sur Dego, se replie en désordre, et la confusion est dans le camp.

Ce régiment de Croates est pressé à son tour; on l'entoure par des masses de troupes, comme le général Provera au vieux château de la montagne; on dirait que la fureur des Croates s'anime à mesure qu'ils se voient pressés par ces quelques baïonnettes: il leur faut s'ouvrir un passage pour se porter sur Acqui, et un régiment de 2,300 hommes, la baïonnette au

[1] Le baron de Beaulieu, très irrité des fautes commises par le général d'Argenteau, après l'avoir suspendu, le fit mettre aux fers et conduire à Mantoue, pour y être jugé par un conseil de guerre. Cependant, on se borna à lui retirer son commandement, et il fut bientôt employé de nouveau.

bout du fusil, le peut toujours quand il a de l'énergie et du cœur. Le général Wukassowick tire son épée, et montre à ses soldats le clocher d'Acqui comme but de retraite; le cornet des montagnes retentit, et les Croates se précipitent en poussant mille houras sur un des points les moins couverts par les colonnes françaises; de braves guerriers ne craignent pas les murailles d'acier; on dirait des chevaux fougueux, franchissant les haies aiguës, où leur chair se déchire en lambeaux. Les Croates laissèrent beaucoup de morts, mais ils gagnèrent Acqui, but de leurs efforts glorieux; la perte des brigades françaises fut considérable, quatre généraux mordirent la poussière : on en avait perdu douze depuis l'ouverture de la campagne. Il faut croire qu'à ce noble feu d'une bravoure personnelle qui animait les généraux républicains, se joignait l'impérieuse nécessité de montrer l'exemple aux soldats : partout les généraux avaient besoin de se mettre au front des colonnes, de saisir un mousquet ou le drapeau pour guider les volontaires. Tel fut un peu le caractère de cette campagne d'Italie, grande lutte où les chefs durent se signaler à la tête des grenadiers, à l'assaut d'une redoute, l'épée à la main.

Le résultat militaire, prélude d'un résultat politique plus important, était enfin obtenu : l'armée autrichienne, sur tous les points refoulée, se séparait des divisions sardes qui se repliaient sur Turin. Il fallait maintenant attaquer vigoureusement ces divisions, leur montrer l'énergie et la bravoure des soldats de la république. Dans les cités, les villages où passait cette digne

armée, elle plantait l'arbre de la liberté, le vieux chêne au ruban tricolore, et souvent l'esprit des habitants correspondait à ces sympathies; la population, depuis longtemps travaillée par les proclamations italiennes ou sardes, soupirait après cette liberté tant vantée. Dans l'armée de France, il y avait des bataillons de déserteurs piémontais, et Masséna n'était-il pas de Nice? Cette fraternité d'opinion, de langage, de patrie, favorisait la marche des troupes; les paysans se donnaient volontiers pour guides aux Français, et les haines, au contraire, pour les impériaux, faisaient égarer les divisions autrichiennes; plus d'un chevrier, qui menait son troupeau dans les montagnes, indiquait aux Français les sentiers, les défilés, pour tomber sur les maudits Allemands. Cet esprit de fraternisation laissait croire que rien ne serait plus facile que de faire du Piémont une république, ou de le réunir à la mère commune, en brisant le sceptre de ce noble et saint roi Charles-Emmanuel, qu'on dénonçait dans les proclamations comme un tyran couronné.

Les instructions du directoire n'allaient pas si loin encore. Dès que les premiers succès des armées républicaines étaient parvenus au Luxembourg, le président du directoire avait été chargé d'adresser une lettre publique de remercîment et de gratitude au général en chef de l'armée d'Italie [1], comme il l'avait fait à Schérer après la bataille de Loano. Ces éloges étaient modérés,

[1] « Le Directoire Exécutif a reçu avec la plus vive satisfaction, citoyen général, la nouvelle de la victoire remportée en Italie sur les Autrichiens. Il est satisfaisant pour lui de voir justifier par les lauriers que vous venez

réfléchis, car le directoire savait bien qu'il ne s'agissait que de combats par divisions, et qu'une grande partie de ces succès de montagnes revenait à Augereau, à Masséna, à Laharpe et à Cervoni. Confidentiellement, le directoire indiquait au général Bonaparte le but secret de cette campagne : il ne s'agissait pas de vaincre dans les batailles glorieuses les Autrichiens et les Sardes; pour cela il se fiait à la bravoure du général en chef et de ses dignes soldats; mais il fallait surtout séparer l'ennemi d'intérêts et d'opinions : le temps n'était pas venu de travailler ce peuple pour l'élever jusqu'à la république; on devait ménager le roi de Sardaigne, qui déjà faisait des ouvertures à Paris pour traiter sans l'Autriche; si l'on parvenait à imposer l'alliance de la république à Turin, l'armée d'Italie pourrait librement se précipiter dans les plaines de la Lombardie en développant toutes ses forces contre les Autrichiens. Le directoire se résumait par cette phrase : « Il faut à la fois ménager et effrayer l'armée sarde. »

En conséquence de ces instructions, Bonaparte se préoccupa d'un seul but : briser le corps piémontais retranché à Ceva et qui couvrait la route de Cherasco et de Turin. L'ennemi n'a que 800 hommes retranchés à travers des redoutes formidables; c'est encore l'intrépide Augereau qui les attaque; Joubert enlève les batteries qui vomissent la mort; la seule citadelle de Ceva résiste, le camp retranché est évacué. Les Sardes se

de cueillir le choix qu'il a fait de vous pour conduire l'armée d'Italie à la victoire. Recevez aujourd'hui, citoyen général, le tribut de la reconnaissance nationale. Méritez-la de plus en plus, et prouvez à l'Europe que Beaulieu,

reforment de nouveau à Mondovi, là où bondit la petite rivière de Cursaglia, grossie par la fonte des neiges, au point où elle se jette dans le Tanaro; des pics garnis de larges gueules de canons protègent les Piémontais. Masséna se charge de briser l'ennemi; le Tanaro est franchi; le centre, protégé par un redoutable retranchement, est forcé par la brigade Guieu, et le soir même le drapeau tricolore flotte à Mondovi.

Une bravoure extraordinaire fut déployée dans cette guerre; généraux, officiers et soldats se couvrirent de gloire. Bonaparte était environné de jeunesse, d'expérience et de force; ses cinq aides de camp formaient à peine un siècle; les intrépides chefs de brigades n'étaient pas plus âgés : ainsi Lannes, élevé au grade de général, n'avait pas vingt-sept ans; à côté de ceux-ci, de braves divisionnaires, qui avaient l'instinct de la guerre, semblaient être la Providence du chef : que fallait-il de plus pour la victoire? Dix-huit jours avaient suffi pour accomplir un plan de campagne et de politique parfaitement conçu : les Piémontais, séparés des Autrichiens, étaient jetés à gauche sur Turin, et les Impériaux, à droite, étaient en pleine retraite sur la Lombardie. Maintenant, pour achever l'œuvre, il ne restait plus qu'à séparer diplomatiquement ce qui l'était par les batailles, de manière à s'assurer des Alpes, pour se précipiter sur la Lombardie. Pleins d'impa-

pour avoir changé de champ de bataille, n'a pas changé d'ennemi; que, battu au nord, il le sera constamment par la brave armée d'Italie, et qu'avec de tels défenseurs la liberté triomphera des efforts puissants des ennemis de la république. »

tience et d'ardeur, les républicains, développant leurs colonnes vers Turin, s'élancent sur Cherasco et Coni; les Sardes, les Piémontais abandonnent hâtivement leurs lignes; Cherasco est occupé par les Français sans coup férir.

Si la valeur des braves divisionnaires, sous le drapeau tricolore, avait hâté ces glorieux résultats, il faut répéter que la haine, la jalousie des Sardes, à l'égard des Autrichiens, avaient considérablement aidé le succès; ils ne s'étaient jamais franchement battus les uns à côté des autres; les vieilles méfiances s'étaient réveillées. Le général Beaulieu avait demandé, pour appuyer ses opérations, qu'un corps autrichien pénétrât dans Alexandrie : il fut refusé. Depuis le commencement de la campagne, la cour de Turin était en pourparlers avec le directoire, pour abandonner l'alliance autrichienne; et à Bâle, M. Barthélemy avait renouvelé les offres d'une partie de la Lombardie, en échange de la Savoie et de Nice, ce qui était reprendre la politique de l'ancienne monarchie. Les Français, maîtres de Cherasco, pouvaient en deux marches se trouver à Turin; et sans toucher la question politique, la cour sarde fit proposer un armistice à Bonaparte. Les ordres du directoire étaient précis : le général devait accepter toutes les ouvertures de pacification qui viendraient de Turin, parce qu'il était de la plus haute importance de réserver les forces contre les Autrichiens, pour une expédition en Lombardie. Dès lors, toute la préoccupation de Bonaparte fut de rendre l'armistice le plus militairement profita-

ble pour le développement de la campagne; et lorsque les premières offres lui vinrent du général Colli, il exigea, avant toute signature d'armistice, la remise des trois forteresses, de Ceva, Coni et Tortone; en ce cas, une ligne de démarcation serait tracée, et Turin préservé des Français. Quant à la question politique en dehors de la guerre, Bonaparte n'était pas assez fort pour la trancher de son épée, comme il le fit plus tard; il montra toute déférence pour le directoire, seul appelé à terminer les questions diplomatiques.

Dès qu'il fut question d'un armistice avec la Savoie, Bonaparte développa sa prévoyance d'organisation pour l'Italie. Jusqu'à présent, le général en chef s'est à peine occupé de la discipline, de l'ordre, de la modération sous la tente; chef de bandes intrépides, il les a laissées se déployer dans leur sauvage énergie, car il faut pardonner beaucoup d'excès à tant de courage. La première proclamation du général aux soldats sur les Alpes ressemble, je le répète, à l'allocution du démon au Christ sur la montagne : « Tout cela est à vous. » Les aventuriers avaient suivi les paroles du chef, et l'esprit de pillage et de désordre avait marqué, d'une façon sinistre, leur marche à travers les cités et les villages, semblable à la marche de l'incendie. Maintenant, il faut protéger les populations, si l'on veut organiser quelque chose en Italie: le meurtre et le vol n'ont jamais rien fondé; Satan trouble le monde du bruit de ses ailes agitées comme les passions mauvaises, mais il ne l'organise pas. Bonaparte, prêt à quitter les Alpes pour le Milanais, adresse d'autres paroles à ses

soldats, qu'il invite à la modération : il flatte leur orgueil par des mots empreints de mille beautés antiques; il leur parle de leurs victoires, en énumérant le nombre de leurs prisonniers, leurs privations, leurs souffrances[1] : les soldats de la république étaient seuls capables d'une telle résignation, d'un si beau courage; ces privations avaient cessé, l'abondance régnait au camp; il fallait conquérir Turin, Milan, humilier ces rois orgueilleux qui osaient méditer de donner des fers à la France. « Amis, je vous la promets, cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir, c'est de respecter les peuples que vous délivrez, c'est de réprimer les pillages horribles auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux. Vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait. Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait que les lois de la force. Mais je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers, les pillards seront impitoyablement fu-

[1] *Proclamation du général Bonaparte, du 26 avril.*

« Soldats ! vous avez en quinze jours remporté six victoires, pris vingt-et-un drapeaux, cinquante pièces de canon, plusieurs places fortes, conquis la plus riche partie du Piémont; vous avez fait 15,000 prisonniers, tué ou blessé 10,000 hommes. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué plusieurs fois sans pain : les phalanges républicaines

sillés : déjà plusieurs l'ont été. J'ai eu lieu de remarquer avec plaisir l'empressement avec lequel les bons soldats de l'armée se sont portés pour faire exécuter les ordres. » Pour que le général se plaignît d'un ton si aigre, si impérieux, il fallait que les lois de la discipline eussent été déplorablement violées; et que voulez-vous? ces fiers compagnons étaient si prodigues de leur vie, si résignés aux privations, qu'ils s'en donnaient à cœur joie quand venaient les jours de repos et de victoire; le viol n'était pour eux qu'une caresse d'amour, le vol qu'un acte de propriété. Mais Bonaparte possédait ce double génie de la conquête et de l'organisation : or, parvenu aux Alpes, il voulait préparer l'occupation de la Lombardie, en appelant les citoyens à son aide, et l'on n'a pas un peuple pour soi, quand on le pille.

La cour de Sardaigne venait d'apprendre la prise de Cherasco, et la première demande du général Colli pour la signature d'un armistice; comme à Berlin, il existait dans le cabinet sarde un parti de la paix, puissant surtout parmi la haute noblesse; l'archevêque de Turin, dessiné pour la démocratie, poussait également à l'armistice et à la paix avec la république; et dès ce moment s'ouvrit une double négociation, l'une avec le général Bonaparte pour un armistice, l'autre

étaient senles capables d'actions aussi extraordinaires. Grâces vous soient rendues, soldats !

« Les deux armées qui, naguère, vous attaquèrent avec andace, fuient devant vous; les hommes pervers qui se réjouissaient dans leur pensée du triomphe de vos ennemis sont confondns et tremblants. Mais il ne faut pas vous le dissimuler, vous n'avez encore rien fait, puisque beaucoup de choses vous restent encore à faire. Ni Turin, ni Milan ne sont à vous; vos ennemis foulent encore les cendres des vainqueurs des Tarquins.

« Vous étiez dénués de tout au com-

avec les agents du directoire pour un traité d'alliance ou de neutralité. La cour de Turin se montrait vivement effrayée de l'armée de Bonaparte et de son esprit si fortement empreint de jacobinisme; cette armée recélait dans son sein des légions italiennes qui ne demandaient pas mieux que de bouleverser la vieille constitution du Piémont et d'y proclamer la république avec Masséna et Cervoni pour chefs: traiter avec de tels caractères, c'était avancer l'heure de la chute pour la maison royale; ces républicains, traînant à leur suite l'impiété, la désolation, le meurtre, le pillage, faisaient horreur et répandaient l'effroi. Il faut s'adresser à Bonaparte si l'on veut sauver Turin; avec ce langage hautain que jette le vainqueur, il ordonne, et il faut qu'on obéisse? La victoire l'a rendu superbe; Attila n'a jamais parlé plus impérativement aux rois agenouillés. Un jour viendra où l'infortune lui fera baisser la tête à son tour, plus bas encore, et il se plaindra que les souverains ne l'ont pas ménagé!

Dans les conférences de Cherasco, entre le comte de Latour, le marquis de la Costa et le général Bonaparte, des conditions inflexibles sont arrêtées: le roi de Sardaigne abandonnant l'alliance autrichienne s'engage à envoyer un négociateur à Paris pour traiter de la paix définitive; les trois places indiquées, Ceva, Coni, Tor-

mencement de la campagne, vous êtes aujourd'hui abondamment pourvus. Les magasins pris à vos ennemis sont nombreux. L'artillerie de siége est arrivée. La patrie attend de vous de grandes choses. Vous justifierez son attente; vous brûlez tous de porter au loin la gloire du peuple français, d'humilier les rois orgueilleux qui méditaient de nous donner des fers, de dicter une

tone, sont remises aux Français avec toute leur artillerie, leurs magasins; les routes militaires à travers les Alpes ouvertes aux républicains; les garnisons piémontaises disséminées, l'armée et la milice dissoutes. La maison de Savoie, désormais dans les mains de la république implacable, préparait sa chute fatale [1]. Mieux valait pour elle fortement s'unir à l'Autriche; jamais elle n'avait su le faire, et à bien prendre, quand le général Beaulieu voulait, pour soutenir sa ligne, s'emparer d'Alexandrie, de Tortone, n'était-il pas plus utile de les lui donner que de les livrer aux démocrates? Mais un esprit de vertige aveuglait les grands et l'armée piémontaise; on allait tout naturellement aux Français.

Qu'elle était donc maintenant périlleuse la position du général Beaulieu! Séparé des Piémontais au milieu d'une population hostile, inférieur en forces au moins de moitié à l'armée républicaine, maîtresse des places fortes; quelle ressource restait-il au général autrichien? Bonaparte avait ses communications libres avec les Alpes; l'armée de Kellermann pouvait les franchir et se joindre à lui; 70,000 hommes envahiraient la Lombardie, trouvant à peine devant

paix glorieuse, qui indemnise la patrie des sacrifices qu'elle a faits. Vous voudrez, en rentrant dans le sein de vos familles, dire avec fierté : *J'étais de l'armée conquérante de l'Italie!* »

[1] *Lettre de Bonaparte au directoire. De Cherasco*, 29 *avril* 1796 (le lendemain de la signature de l'armistice).

« C'est un roi qui se met absolument à ma discrétion, en me donnant trois de ses plus fortes places et la moitié la plus riche de ses états. Si vous n'acceptez pas la paix, si votre projet est de détrôner le roi de Sardaigne, il faut que vous l'amusiez quelques semaines et que vous me préveniez tout de suite : je m'empare de Tortone et je marche sur Turin...

eux 50,000 Autrichiens, et dans sa course rapide, ce jeune général voyait déjà par l'imagination les pics élevés du Tyrol : il allait joindre le général Moreau par Salzbourg et Munich.

Il faut se rappeler que le général Bonaparte n'exécutait qu'une partie du vaste plan de campagne arrêté à Paris et se déployant par trois grandes ailes : les armées de Sambre-et-Meuse, du Rhin et d'Italie. Dans l'année qui venait de s'écouler, l'archiduc Charles avait pris une vigoureuse initiative sur le Rhin, et l'armée de Sambre-et-Meuse avait ressenti les premiers coups du génie militaire de l'archiduc. L'armée allemande, appelée à défendre la patrie germanique, ne se composait pas d'une seule nation : les régiments des cercles n'avaient pas le même esprit que les divisions autrichiennes; on le savait sous la tente de Moreau, et il était important d'en profiter pour une attaque sur la rive droite. Les événements d'Italie appelaient également de fortes divisions de l'armée autrichienne dans la Lombardie, et c'était un vide irréparable que le départ du maréchal Wurmser traversant les Alpes avec 30,000 hommes. Ce moment d'hésitation et de désordre, le général Moreau le saisit pour franchir le Rhin : il le passe sur le grand pont de Kehl, enlevé presque sans résistance aux troupes des cercles; de là il se répand dans cette Souabe, peuplée de belles villes, d'antiques forêts, de châteaux merveilleux, poé-

« J'imposerai d'un autre côté quelques millions de contributions au duc de Parme; j'enverrai 12,000 hommes sur Rome, lorsque j'aurai battu Beaulieu et l'aurai obligé de passer l'Adige, lorsque je serai sûr que vous accorde-

tiques, souvent traversés par les armées victorieuses. Le mouvement en avant de Moreau appelle toute l'attention de l'archiduc Charles sur l'Allemagne méridionale; il y porte ses forces, si amoindries depuis le départ de Wurmser.

Dès ce moment, ordre est donné au général Jourdan de passer le bas Rhin avec l'armée de Sambre-et-Meuse, vigoureusement réorganisée, car cette armée ne marche plus contre les Prussiens, abâtardis et neutres. Libre dans ses mouvements, elle opère par son flanc droit sur Mayence et Francfort, refoulant devant elle quelques divisions autrichiennes qui s'élèvent à peine à 19,000 hommes. Il est évident que l'archiduc Charles, obligé de se dégarnir pour porter aide à l'Italie, n'a plus assez de troupes; les alliances s'ébranlent, la Prusse est hostile, les cercles incertains. Jourdan et la terrible armée de Sambre-et-Meuse convergent vers l'armée de Moreau en s'emparant de Francfort, de Wurtzbourg; l'armée du Rhin elle-même a vaincu les Autrichiens aux combats de Rastadt et d'Heydenhein. Voyez quel admirable spectacle ! au midi, la petite armée, qui se dérobait dans les rochers du Piémont, apparaît resplendissante et victorieuse à quelques lieues de Turin, ouvant les Alpes à Kellermann; on voit descendre du haut des pics 30,000 hommes au son guerrier de la *Marseillaise*, répété par les échos. Sur le Rhin, des opérations parallèles s'accomplissent avec le même bonheur par les

rez la paix au roi de Sardaigne, et que vous m'enverrez une partie de l'armée des Alpes. Quant à Gênes, je crois que vous devez lui demander 15 millions en indemnité.

« Si vous ne voulez pas la paix avec

vieilles et bonnes demi-brigades des armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse. Le rendez-vous général de ces colonnes si magnifiques, ce sont les plaines qui séparent Munich du Tyrol : Bonaparte y marchera par la Lombardie à travers Vérone et Mantoue; Kellermann, en côtoyant la Suisse; Moreau, par les vieilles forêts de la Souabe et la Bavière; Jourdan, par Ulm et Augsbourg, cités qu'il espère rançonner comme Francfort. Si tout réussit à souhait, le Danube verra 210,000 baïonnettes, et ces colonnes pourront s'avancer sur Vienne en se tenant glorieusement la main.

Dans la vérité, l'Autriche, malgré ses efforts, n'a plus assez de troupes pour faire face à cette invasion qui la presse; est-ce que 45,000 hommes suffisent pour arrêter le mouvement de l'armée de Sambre-et-Meuse? L'archiduc Charles peut à peine opposer les deux tiers du nombre des soldats de l'armée du Rhin conduite par Moreau. La plaie profonde est en Italie et dans le Milanais; là, le général Beaulieu n'a pas 30,000 hommes pour résister aux 50,000 baïonnettes des courageux aventuriers commandés par Bonaparte. Il est vrai que Wurmser est détaché de l'armée d'Allemagne pour se porter à travers les Alpes jusque dans la Lombardie; mais l'armée de Bonaparte ne va-t-elle pas s'agrandir et se fortifier des divisions de Kellermann, qui, elles aussi, passent les Alpes? Partout donc les Autrichiens sont inférieurs en nombre : sans doute, il est

la Sardaigne, écrit-il en particulier à Carnot, faites en sorte que ce soit moi qui le lui apprenne, afin que je sois maître de prendre mon temps, et que ses plénipotentiaires à Paris ne s'en doutent pas. »

merveilleux de voir la puissante tactique du jeune général républicain, sa politique active, la grandeur de ses vues; mais qui ne rendrait témoignage également de la patience, de la résignation, du courage persévérant de l'Autriche, abandonnée au nord par la Prusse, au midi par le Piémont, et néanmoins continuant la guerre, redoublant ses efforts, pendant ces années si périlleuses, et j'oserai dire si grandes de courage pour la France comme pour la maison de Habsbourg!

CHAPITRE VII

PREMIÈRE PÉRIODE DU GOUVERNEMENT DIRECTORIAL.

État des partis. — Les débris des jacobins. — Conspiration de Babœuf. — Le camp de Grenelle. — Les royalistes. — Conspiration de La Villeheurnoy. — Départements. — La Vendée. — Les chouans. — La police militaire. — Hoche. — Le directoire. — Son esprit. — Le ministère. — Les conseils. — Les Anciens. — Les Cinq-Cents. — Presse. — Décousu de la société. — Les clubs. — Madame de Staël. — M. de Talleyrand. — Retour des émigrés constitutionnels. — Les jacobins ralliés. — Tallien. — Fouché. — Esprit de la société. — Tendance vers les tiédeurs politiques. — Classes diverses. — Les émigrés rentrés. — Les fournisseurs. — Agiotage. — Administration directoriale. — Registre secret des délibérations.

Août 1796—Mai 1797.

Le caractère de tout pouvoir nouveau est de se montrer timide, indulgent envers les partis, soit parce qu'il ne les connaît pas encore, soit parce qu'il ne se connaît pas lui-même, et qu'il tâte sa force avant d'agir. La constitution de l'an III, et le gouvernement directorial, sa base et sa puissance exécutive, étaient l'œuvre des conventionnels modérés à la façon de l'abbé Sièyes, de M. Daunou, de Chénier, sous l'influence de madame de Staël et de Benjamin Constant; ceux-là détestaient aussi bien les jacobins que les royalistes, et même, à tout prendre, comme les renégats d'opinions, ils redoutaient bien plus encore les révolutionnaires

francs, dont ils s'étaient séparés, que les partisans du vieux régime généralement plus mous et moins fortement organisés. Le directoire avait été formé par les deux mouvements du 9 thermidor et du 13 vendémiaire, c'est-à-dire par une double réaction contre les jacobins de Robespierre, dénoncés sous le nom d'anarchistes, et les royalistes purs ou constitutionnels, qualifiés de brigands (le pouvoir trouve toujours de belles épithètes pour proscrire ses ennemis). Les commissions militaires avaient également frappé les uns et les autres; et ces deux partis néanmoins étaient debout. La réaction du 9 thermidor contre les jacobins avait considérablement grandi les royalistes, à ce point qu'ils purent essayer une attaque ouverte; et d'un autre côté, lorsque les rues de Paris furent ensanglantées par l'artillerie de Bonaparte, les plus fiers, les plus hardis des combattants furent Rossignol, Santerre, et les jacobins que la convention avait appelés à son aide. Or, tout parti qui a prêté aide à un pouvoir demande naturellement récompense, et si on ne la lui accorde pas, il se lève pour se faire lui-même sa part. Quel était donc ce directoire qui essayait de la modération sous les lambris dorés du Luxembourg? A lui venaient les hommes corrompus de tous les partis; si, par un certain hommage à l'énergie, ou par un souvenir de la convention, Barras voyait beaucoup les jacobins, ses anciens camarades des comités, ceux-ci n'avaient ni une position, ni une influence digne d'eux, et ce n'est pas ce rôle abaissé qui leur convenait.

Il fallait que cette organisation des jacobins fût une

chose bien puissante, bien énergique, puisqu'elle survivait à toutes les fatalités; toutes les fois que la république voulait se sauver, elle avait besoin de se retremper dans l'esprit des jacobins. A chaque coup qu'elle leur portait, c'était son suicide : sa destinée était de vivre et de mourir avec eux. Cet esprit du directoire timide et modéré faisait pitié; était-ce pour cela que tant de sang avait été versé dans la révolution? Il y avait deux choses qu'on avait voulu changer, le gouvernement et la société: pour le gouvernement, on y était parvenu, car la royauté avait porté sa tête sur l'échafaud; mais la société était-elle modifiée à ce point de régénérer et de grandir le peuple? aucunement: il y avait encore des riches et des pauvres, des aristocrates et des plébéiens; des propriétaires riches, opulents, et des malheureux qui tendaient la main. La société n'était donc pas changée : le but de la révolution était manqué; il fallait la ramener à sa pureté primitive, à la grandeur de ses destinées. Tel fut le vœu de ce ferme et puissant tribun du nom de Babœuf [1], un des derniers martyrs de l'idée jacobine. Que nul révolutionnaire n'insulte à cette mémoire, parce que là il y avait une âme croyante, sincère, un fanatisme qui se jouait de la vie, se tatouait à coups de poignard ou bravait

[1] François-Noël Babœuf, né à Saint-Quentin, d'un ancien militaire, fut d'abord clerc, puis commissaire à Terrier, et dès le commencement de la révolution, s'en étant montré le plus chaud partisan, on le nomma administrateur du district de Montdidier. Venu à Paris, il rédigea un journal incendiaire intitulé le *Tribun du peuple*, par *Gracchus Babœuf*.

« Ne croyez point que Babœuf jette le moindre voile sur ses opinions; il s'enorgueillit de ce qui vous révolte; l'action qui vous paraît affreuse est pour lui sublime; il ne voit le génie et la vertu qu'en Robespierre, et ce

l'échafaud. Babœuf était conséquent : une révolution, pour durer, doit aller à son but, qui est quelque chose de plus large qu'une intrigue au profit de nouveaux aristocrates; or, c'est à ce point que l'avait réduite le directoire. Les doctrines de Babœuf parlaient au cœur du peuple, auquel il rappelait les grandes destinées; comme instrument, le tribun avait un journal et un club, les deux voix puissantes de toute révolution; le journal, intitulé le *Tribun du Peuple*, appelait avec un talent remarquable le règne du bonheur commun, comme les saints de Cromwell désiraient le royaume de Dieu; le club, réuni au Panthéon, jetait ses principes d'active démocratie, et se liait par des affiliations ardentes à tous les vieux jacobins des départements, à la queue de Robespierre. Le moyen actif, applicable, c'était d'abord la constitution de 1793; les instruments, les faubourgs et l'armée.

De la théorie, Babœuf voulut passer à l'application, et c'est ici qu'il échoua, parce que le directoire bien informé transforma en intrigue ce qui était un mouvement d'opinions énergiques et sincères, comme tout ce qui vient du peuple. Il y eut évidemment beaucoup de police dans l'attaque simulée du camp de Grenelle et dans ce système de provocations et de dénonciations,

Babœuf, en dépit de tout son orgueil qui perce à travers l'amour de l'égalité, avoue qu'il ne sera jamais à la seconde place, quand il réussirait à déposséder tous les propriétaires de France, et même à les exterminer.... Il faut tout dire: Chrétien, Germain, Bodson, qui correspondent avec lui, paraissent avoir la tête forte... Babœuf semble croire qu'il est le restaurateur annoncé par le prophète Diderot. »

(*Extrait d'un article de M. de Fontanes sur la conjuration de Babœuf.*)

système indigne des officiers qui le servaient avec une audace misérable. On prit alors la triste habitude de se lier à un complot pour le dénoncer ensuite, et ce rôle était ambitionné par des chefs de corps dévoués au directoire, et qui trouvaient récompense : quand les gouvernements ne sont pas forts, ils se servent de moyens indignes; ils corrompent, même dans l'armée, le sentiment d'honneur et de loyauté.

La haute cour de Vendôme fut saisie de l'affaire de Babœuf, sorte de procès solennel fait à une opinion, où tout le parti jacobin fut mis en cause. Deux seules victimes furent immolées; elles s'étaient frappées déjà du poignard à la manière antique; on porta Gracchus Babœuf mourant sur l'échafaud[1], comme Robespierre son maître, avec lequel pourtant il différait sur le principe de la loi agraire. Il y eut là un de ces admirables spectacles que les temps modernes ne devaient plus offrir : les femmes, les enfants des condamnés voulurent les suivre au pied de l'échafaud, que par une religieuse comparaison ils appelaient le Calvaire; comme les saintes femmes du Christ, elles trempèrent leur mouchoir dans le sang des suppliciés, et ce suaire devint une relique dont elles se partagèrent les fragments déchirés. Le temps égoïste ne comprenait pas ce dévouement et ces croyances ardentes. Babœuf ne fut point une intelligence vulgaire, au milieu même de cette opinion des jacobins qui produisit tant d'hommes à forte trempe. J'aime cette lettre fière qu'il adressa

[1] Babœuf et Darthé furent exécutés le 25 mai 1797.

de puissance à puissance au directoire[1]; il croyait son tribunat assez grand pour égaler le pouvoir des directeurs; il se disait assez fort pour braver leur force. Ce n'était pas fanfaronnade, mais croyance dans l'avenir des doctrines communistes et égalitaires, dont on avait bercé la nouvelle génération.

Il arrive parfois que les gouvernements frappent de droite et de gauche pour montrer aux plus incrédules qu'ils vivent; la popularité ne résulte pas pour le pouvoir d'une situation impartiale et sérieuse au milieu des partis, mais des coups qu'il porte, violents, sur une opinion en minorité. Quand le directoire eut proscrit les jacobins et Babœuf, il dut, pour reconquérir l'opinion révolutionnaire, poursuivre et atteindre les royalistes, par une sorte de bascule politique : tel fut le but de la dénonciation contre M. de la Villeheurnoy[2] et l'agence royaliste de Paris. Depuis longtemps la police savait l'existence d'un comité royaliste, le laissant agir parce qu'elle n'avait pas besoin de le réprimer; mais quand un coup décisif eut été porté contre les jacobins, il

[1] « Regarderiez-vous au dessous de vous, citoyens directeurs, de traiter avec moi de puissance à puissance? Vous avez vu de quelle vaste confiance je suis le centre; vous avez vu que mon parti peut bien balancer le vôtre; vous avez vu quelles immenses ramifications y tiennent. Je suis convaincu que cet aperçu vous a fait trembler... Je ne vois qu'un parti sage à prendre : déclarez qu'il n'y a point eu de conspiration sérieuse. Cinq hommes, en se montrant grands et généreux, peuvent aujourd'hui sauver la patrie. Je vous réponds encore que les patriotes vous couvriront de leurs corps; les patriotes ne vous haïssent pas, ils n'ont haï que vos actes impopulaires. Je vous donnerai aussi, pour mon compte, une garantie aussi étendue que l'est ma franchise perpétuelle. »

[2] Charles-Honoré Berthelot de la Villeheurnoy, né à Toulon vers 1750, fut maître des requêtes, ensuite sous-intendant de province. Vivant dans la retraite après la révolution, on l'emprisonna, en 1793, comme suspect, et le 9 thermidor lui ayant rendu la liberté,

fallait bien que le directoire montrât qu'il ne voulait pas une restauration; et alors on dénonça l'agence de Louis XVIII. Ce n'était pas chose difficile, car dans ce parti, il y a toujours plus de caquetages spirituels que de complots sérieux. Pour se faire une juste idée de la simplicité de ces agents, il faut lire la déposition de ce colonel de l'Ecole militaire [1], révélateur du complot royaliste, comme un autre officier s'était fait dénonciateur du complot jacobin, et ceci tout publiquement. La Villeheurnoy n'avait-il pas proposé à des soldats fanatiques des idées républicaines, de reconnaître Louis XVIII, et ceci à l'aide de quelques proclamations et de petits écus; et pour ce complot si fou, tel était l'état de la réaction, que la Villeheurnoy ne fut condamné qu'à un an de réclusion par le jury.

Dans l'impuissance de témoigner par les poursuites judiciaires sa haine pour le parti royaliste, le directoire avait déjà recouru aux moyens militaires, et ce qu'on avait appelé la nouvelle pacification de la Vendée ne fut que la fatale exécution des chefs naguère amnistiés.

il devint, en 1796, l'un des agents secrets et maladroits des Bourbons à Paris.

[1] *Rapport officiel du citoyen Malo, chef de brigade du 21e régiment de dragons, au ministre de la police générale de la république.* (C'est une triste pièce.)

« Depuis plus d'un mois, je n'ai cessé de correspondre avec vous, et de vous rendre un compte exact des entrevues que je me suis ménagées avec les commissaires et agents principaux du prétendu Louis XVIII. Vous ne devez pas douter des crises que j'ai éprouvées dans des séances aussi pénibles, ayant été obligé, pour leur inspirer toute la confiance à laquelle je voulais parvenir, d'applaudir à leur complot criminel et sanguinaire, et de paraître devenir un des principaux instruments des ennemis de ma patrie. Je vous l'avoue, citoyen ministre, le directeur Carnot est le premier que j'aie instruit des projets dont j'étais le dépositaire, et ses conseils, aussi sages qu'éclairés, m'ont dirigé dans la conduite épineuse que j'ai eu à tenir, et m'ont fait parvenir à mon but. Au-

La postérité dira ceci du général Hoche : tandis que Jourdan, Moreau, Bonaparte, se couvraient de gloire dans une noble poursuite des ennemis de la patrie, lui jouait un rôle bien triste à Quiberon et dans la Vendée. N'était-ce pas assez de ton sang, noble et jeune Sombreuil? fallait-il y mêler encore celui de Charette et de Stofflet [1], les grands noms de la Vendée? Ce sang fut versé ; et qu'importe l'excuse du général Hoche qui attribue à d'autres qu'à lui-même ces terribles exécutions? n'était-il pas général en chef avec des pouvoirs absolus? En pareil cas, on jette sa démission à la tête d'un pouvoir qui vous fait servir d'instrument : Sombreuil, Charette, Stofflet étaient de nobles cœurs dignes de serrer la main au général Hoche; il avait pactisé avec eux, et il les laisse froidement fusiller.

C'est qu'alors l'esprit militaire perd un peu de son caractère d'honneur pour trop se mêler à la police et à l'idée du gouvernement. Hoche devient un véritable général politique; ce n'est plus ici une armée noble et glorieuse, c'est une gendarmerie, car il y a des conseils

jourd'hui, 11 pluviôse, comme je vous avais prévenu dans la nuit, un de ces messieurs se rendit à 10 heures du matin au rendez-vons qu'il m'avait demandé, et que je lui avais assigné chez moi à l'École militaire. Je dois vous prévenir d'abord, citoyen ministre, que j'avais disposé dans l'appartement nn endroit où le citoyen Guillanme, mon secrétaire, et Dnblin, dragon, qui méritent tous deux la plus grande confiance, devaient se tenir cachés pour entendre la conversation que j'avais avec eux, etc., etc... Nous nous sommes enfin séparés, et après les avoir reconduits sur l'escalier qui mène à la grande cour de l'École militaire, j'ai donné le signal à l'officier et aux dragons que j'avais désignés, et ils s'en sont emparés ; j'ai ordonné à l'officier de les conduire au corps de garde, où toutes les pièces dont ils étaient porteurs ont été saisies, et dont le procès-verbal a été dressé par le juge de paix des Tuileries et les agents de police. »

[1] Stofflet fut fusillé le 23 février, et Charette le 29 mars 1796. L'éloge si remarquable et si chaleureux que M. de

de guerre et des échafauds; on ne s'explique pas les généraux Hédouville, Travot, qui causent amicalement avec Stofflet, Charette, leur serrent la main en les admirant, et puis les font fusiller quelques heures après. Georges et les chouans, plus fins [1], plus rusés que la police, ne se laissent pas atteindre encore; ils savent que ces serrements de main portent malheur; les images sanglantes de Stofflet et de Charette étaient de puissants préservatifs contre les protestations amicales de l'armée du directoire. La mort de Charette fut le dernier terme de la guerre de la Vendée; lui seul était une vaste capacité militaire, bien digne de couronner sa vie par ce titre de comte féodal de Nantes qu'il voulait rétablir au profit de sa race!

Le directoire, dans une situation déjà si difficile, à son origine même, se composait de conventionnels du 9 thermidor, tous pleins du désir de centraliser une pensée de gouvernement ou d'administration, et par nécessité entraînés en tous sens sans point d'arrêt vis-à-vis les partis. Barras était, comme le Janus des anciens, à double visage; l'un tourné vers les jacobins qu'il aimait par instinct de force, et l'autre vers

Saint-Albin a publié du général Hoche, ne me paraît pas suffisamment le justifier sur sa conduite envers Charette.

[1] J'ai trouvé une proclamation de Georges, très influent dès cette époque.

LA RELIGION, LE ROI, LA PAIX.

Aux habitants des villes, aux officiers et soldats au service de la soi-disant république.

« C'est au moment où le monarque désiré, que la Providence a désigné pour faire succéder le bonheur et la paix aux jours de deuil et d'anarchie qui ont désolé la France, vient de développer les sentiments qui l'animent dans cette déclaration qui sera à jamais le gage solennel de ses vertus et de sa clémence; c'est au moment où les armées dites républicaines, détruites presque en entier, ne peuvent plus opposer de résistance aux progrès des

les royalistes auprès desquels il se trouvait placé à l'aise par habitude de luxe, et je dirai presque de royauté. Il voyait beaucoup Fouché, Tallien, Barrère, ses anciens amis de la convention, et pourtant il n'osait les employer dans l'action du gouvernement; il écoutait les émigrés rentrés, les femmes versées dans la bonne et mauvaise compagnie, les gentilshommes admis dans son intimité du Luxembourg, et auprès de tous il agissait par la corruption. Les fournitures étaient ses moyens de gouvernement; quand une grande compagnie se préparait pour les subsistances de l'intérieur ou pour celles de l'armée, il y associait deux ou trois jacobins avides, Fouché même, et des femmes qui l'amusaient tout en écoutant aux portes pour dénoncer les complots. Dès le premier temps, Barras fut tout le directoire, car il le menait par une sorte d'impulsion secrète; on le savait homme d'énergie, au milieu de ses plaisirs et de ses insouciances de la vie. Ce n'était pas impunément qu'il avait passé à travers le parti jacobin : cette empreinte, on ne la perdait pas.

Afin de grandir la destinée et l'apparat du pouvoir, le directoire avait réveillé les pompes théâtrales; on ne voyait que costumes dessinés à l'antique, dans les séances solennelles du Luxembourg. Carnot s'absorbait dans la guerre, Rewbell dans les finances, Letourneur dans la marine, Lareveillère-Lépeaux dans la re-

armées impériales; c'est au moment où les royalistes obtiennent dans l'intérieur des succès journaliers, où des provinces entières secouent le joug de la tyrannie; c'est au moment où vos prétendus représentants, dénués de toutes res-

ligion théophilanthropique et l'Institut. Barras seul gouvernait avec un incontestable instinct des choses de force et de bonne administration ; à lui les réceptions, la demi-royauté, les moyens de ramener les hommes et les partis autour du pouvoir ! Les départements étaient organisés sur le même pied que le directoire, avec les mêmes conditions de gouvernement, d'administration publique, enfin avec une centralisation un peu plus puissante qu'aux derniers temps de la convention nationale après le 9 thermidor, où tout tombait en anarchie et en réaction. Pourtant rien n'allait à bonne fin, ni la loi de l'emprunt, ni l'impôt qu'on ne payait pas ou que l'on payait mal : le seul argent se tirait des contributions de guerre en Hollande, en Italie, en Espagne ; la négociation des rescriptions hollandaises et des bons du trésor d'Espagne formaient les moyens de crédit.

Toutefois, on ne pouvait pas dire que les deux conseils de gouvernement, les Anciens et les Cinq-Cents, fussent mal composés : il venait d'y entrer, par l'élection d'un tiers, des hommes considérables, débris des assemblées constituante et législative. Il y avait parmi les hommes nouveaux de l'instruction, une facile parole, des principes d'indulgence et de raison ; mais toutes ces conditions, si désirables en temps ordinaire, si bonnes, si utiles, quand l'orage populaire ne gronde pas, ne valent rien aux époques de révolution, quand

sources, se proposent sur les propriétaires un emprunt forcé qui, tôt ou tard, finira par consommer la ruine de ceux que l'anéantissement des assignats n'a pas encore entièrement ruinés ; c'est au moment où on exige de

l'autorité doit marcher dans une certaine ligne tracée sous peine de périr. Or, la nécessité du pouvoir directorial était de rester révolutionnaire; le jour où il cessait de l'être, il allait vers la royauté; et telle fut la tendance des conseils. A peine installés, ils firent une guerre acharnée aux idées et aux mesures démocratiques : en vendémiaire, la bourgeoisie avait agi par la garde nationale, le vote turbulent des sections; après la constitution de l'an III, elle exerça son influence par les conseils de gouvernement; la tribune, qui est une démolition pour le bien comme pour le mal, attaqua tous les actes du directoire sans épargner aucun des cinq rois. La bourgeoisie n'aime ni la violence, ni les mesures qui dépassent certaines limites d'opinion; quand on la laisse s'avancer seule, elle va tout naturellement à la monarchie, parce que celle-ci est l'image de la famille et d'un gouvernement à l'état de repos et de stabilité.

Les conseils des Anciens et des Cinq-Cents marchaient donc doucement à la restauration de la monarchie de 1791, et ces idées de royauté avaient tellement cours, que chacun avait son plan tout trouvé et son roi dans sa poche. Merlin de Douai, Barrère, travaillaient sourdement pour le duc de Chartres; l'abbé Sieyès, pour un prince de Prusse ou le duc de Brunswick; tel autre pour un infant d'Espagne; Pichegru et la majorité des conseils pour Louis XVIII, roi constitutionnel. Une

vous une nouvelle réquisition d'hommes, qui sera sacrifiée comme les premières; lorsque la division, qui, indice prochain de la dissolution d'un parti, commence à éclater parmi les soi-disant législateurs de la France : lors-

fois les jacobins détruits, la révolution n'avait plus rien de cette grande énergie qui allait droit à une rénovation sociale : Babœuf avait seul le sens de l'énigme démocratique.

La presse aidait naturellement la tribune dans cette désorganisation de toute pensée gouvernementale : depuis la législative, on n'avait jamais vu une hardiesse comparable à celle des journaux sous le directoire; comme il n'y avait pas de loi répressive et qu'on ne craignait pas le pouvoir, comme sous le comité de salut public, il s'en suivait que tout ce qui passait par la tête des écrivains, ils pouvaient le dire, sans même s'arrêter aux déclarations de principes, bonnes pour les temps calmes; quand les imaginations sont ardentes, on va droit à l'ennemi; les phrases alors sont comme des balles; chaque discussion est un duel.

Les journaux n'étaient donc qu'une guerre de personnalités à mort; on gardait à peine quelques ménagements dans les vœux ou les espérances d'avenir, et quant aux personnes, elles étaient la proie des écrivains : directoire, conseils, ministres, maîtresses, fournisseurs, tout était secoué d'une manière sanglante par l'indignation et l'ironie, et chacun frappait fort, car la société entière était de l'opposition; il y avait prodigieusement d'esprit, et comme on n'avait pas le loisir d'être sérieux, on ne pouvait pas ennuyer : le champ était vaste et le ridicule facile à saisir dans

que nos ennemis, battus de toute part, voient enfin avec frayeur arriver le terme de leurs crimes et le moment de leur chute, que le conseil général civil et militaire de l'armée catholique et royale de Vannes croit devoir encore

une société où tout était changé, excepté le mordant d'une moquerie légère et railleuse. Il se manifestait un tel décousu, un tel mélange d'opinions, de principes dans ce monde, que c'était à ne s'y plus reconnaître, tant d'étranges déplacements s'étaient accomplis!

Dès les premiers temps d'indulgence et de repos qui avaient suivi la crise révolutionnaire, un grand nombre d'émigrés étaient rentrés; on ne comptait point parmi eux ces gentilshommes fidèlement attachés à la royauté exilée, mais quelques-uns surtout de ces caractères politiques associés aux premières impulsions de 1789 à 1791, et que la crise avait jetés loin de la patrie: les girondins d'abord, les constitutionnels ensuite de la législative, les Portalis, les Pastoret, les Vaublanc, les Ségur, abrités en Allemagne, en Suisse, à Hambourg, hommes instruits, paisibles et facilement ralliés à tout gouvernement d'ordre. A la suite de ceux-ci s'étaient placés les hommes un peu plus compromis, tels que MM. de Narbonne et de Talleyrand, commensaux de la coterie de madame de Staël, fort puissante à Paris [1]. La première démarche de ces proscrits des temps difficiles, en rentrant en France, était de se faire rayer de la liste des émigrés, et ceci donnait occasion au directoire de les voir, de les entendre et de les rallier

essayer de vous éclairer sur vos véritables intérêts, et sur les dispositions à votre égard du peuple généreux et fidèle qui lui a donné sa confiance.... etc., etc.

« Au quartier-général de l'armée de Vannes, le 5 janvier 1796, second de Louis XVIII.

« *Signé :* GEORGES, général; MERCIER, dit *la Vendée*, général-lieutenant. »

[1] C'est par madame de Staël que

au pouvoir. Leur seconde démarche était de demander la restitution de leurs biens vendus, ou des compensations pour des propriétés qu'ils avaient perdues; et il y avait ici un arbitraire dans les bureaux, un désordre, dont on n'a pas d'idées : le directoire concédait des propriétés nationales à vil prix ou en pur don, avec plus de caprice que les anciens rois n'aliénaient leur domaine. Quand Bonaparte se maria avec madame de Beauharnais, la Malmaison fut assurée à Joséphine avec 500,000 livres, comme compensation des biens vendus appartenant au marquis de Beauharnais; et cette petite douceur vint, dit-on, d'une autre cause plus tendre et moins réparatrice. Tel émigré rallié recevait un riche hôtel, une terre d'église ou de confiscation, à bas prix, lorsqu'il était en faveur; le directoire exerçait sur ce point l'autorité la plus illimitée, et il se fit autoriser même à aliéner Saint-Cloud, Compiègne, Meudon, Saint-Germain, et d'autres maisons royales. Le hasard seul préserva ces débris de la grandeur de nos rois; encore quelques années, on les aurait démolis, morcelés, au profit des avides défenseurs du Luxembourg.

Cette société d'émigrés rentrés se divisait en trois classes : l'une était accourue dans les salons de madame de Staël, assez bizarrement composés, car on y voyait quelques membres littéraires de la convention, Chénier, Daunou, avec le thermidorien Tallien et sa femme, Fouché même quelquefois, et à côté de ceux-ci, M. de

M. de Talleyrand avait obtenu sa radiation de la liste des émigrés. On le considéra comme toujours attaché à un service public.

Talleyrand, récemment arrivé d'Amérique, et le jeune Benjamin de Constant [1], si modéré de principes, si empressé de se rallier, et qui avait pris en admiration le système directorial de l'an III. Cette société soutenait le directoire; madame de Staël croyait le balancement des pouvoirs le plus beau système; n'aimant ni les jacobins, ni les royalistes, elle se berçait alors dans ses utopies d'amour et de politique avec le même enthousiasme; la république lui paraissait arrivée à bon port d'organisation, et victorieuse des partis, elle lui semblait destinée désormais à un long avenir.

La seconde fraction d'émigrés, portée par ses souvenirs à la constitution de 1791, croyait le directoire une simple transition pour arriver à la monarchie constitutionnelle. Tout était à sa place : deux chambres, un conseil des Anciens (aristocratie), un conseil des Cinq-Cents (démocratie) [2], modèles de la chambre des lords et des communes; il n'y manquait plus qu'un roi; les uns étaient liés à Louis XVIII, et un petit nombre au parti de M. le duc d'Orléans, dont le souvenir restait populaire parmi quelques jacobins conduits par Barrère et Merlin de Douai. Les constitutionnels, réunis dans le club de Clichy, sous la direction de Pichegru, voulaient

[1] Benjamin Constant de Rebecque, né à Lausanne en 1767, d'une famille française, protestante et réfugiée, fit ses études à Strasbourg, voyagea en Suisse, en Ecosse, en Hollande, en Allemagne, et se fixa à la petite cour de Brunswick, qu'il quitta, en 1795, pour venir à Paris sous la protection de madame de Staël.

[2] SUR LE CONSEIL DES CINQ-CENTS.
Dans le palais des Tuileries
Est un chantier très apparent,
Où cinq cents bûches bien choisies
Sont à livrer dans ce moment;
Le vendeur dit, à qui l'aborde :
« Cinq cents bûches pour un louis;
Mais bien entendu mes amis,
Qu'on ne les livre qu'à la corde. »

réaliser d'abord deux ou trois idées de tactique pour arriver à une restauration : la présidence du conseil des Anciens aux mains de Pichegru et une place de directeur pour M. Barthélemy, l'ambassadeur en Suisse, tout à fait rattaché aux monarchiques constitutionnels. Enfin une troisième fraction d'émigrés s'était condamnée à la vie paisible et purement littéraire, à ce point que MM. de Ségur, autrefois si hauts dans la diplomatie, faisaient des fables, des madrigaux et des chansons : la vie littéraire console des disgrâces politiques, et lorsqu'on n'a plus de grandes affaires, on écrit dans le *Mercure*.

Il y a toujours en France une indicible tendance pour les habitudes de légèreté et ce qu'on peut appeler l'oubli des choses sérieuses; quand il y a un peu de répit dans la tourmente et que le ressort du gouvernement s'affaiblit, on court aux distractions, à la joie, aux plaisirs avec frénésie, et c'est ce qui était arrivé après la chute du terrible comité. Sous le directoire, on pouvait dire que les mauvaises mœurs avaient pris une certaine permanence dans le monde comme dans la famille; c'était un peu la régence sans qu'il y manquât même ces gentilshommes impies et usés, réunis à Grosbois, chez Barras, comme sous la régence dans le château de l'Ile-Adam chez le prince de Conti. Les classes, partagées d'une autre manière que sous l'ancien régime, commençaient enfin à se poser et à se distinguer : les traîneurs de sabre remplaçaient les mousquetaires, les officiers aux gardes, les chevau-légers de la reine; avec cette différence que si les gentilshommes ne pouvaient se séparer

d'une impertinente légèreté, polie mais railleuse, les traîneurs de sabre restaient grossiers, impératifs, dominateurs au milieu de cette société, méprisant les bourgeois avec plus de hauteur et de dédain que la féodalité ne traitait les manants des villes; ils ne les désignaient que par des épithètes injurieuses et méprisantes. Les traîneurs de sabre inventèrent ce mot de *pékins* pour désigner tous ceux qui n'étaient pas militaires, épithète qui inspira cette spirituelle réponse, attribuée à M. de Talleyrand : « Nous, nous appelons militaire tout ce qui n'est pas civil. » Cette classe grandit considérablement à mesure que l'armée conquit de glorieux succès, jusqu'à ce qu'elle s'emparât tout à fait de la société par l'avénement à la dictature du général en chef des sabreurs d'Italie.

Les fournisseurs remplaçaient les financiers d'autrefois, rôle brillant de comédie, pauvres amants trompés, généreux et magnifiques. Un fermier-général jetait des colliers d'or, des billets de la caisse d'escompte à Marton, à Lisette, avec cette profusion oublieuse qui ne calcule rien; son souper abritait les gens de lettres, les artistes; Voltaire était l'ami de La Popelinière; le magnifique Helvétius réunissait dans ses salons dorés tous les encyclopédistes, gens moqueurs, spirituels, quand le soir, sur la petite causeuse, le vin de Champagne pétillait dans les verres [1]. Un fournisseur, sous la république, n'était point cela : ancien marchand de bœufs, fermier ou paysan, laquais ou suisse, il s'était

[1] Voyez mon *Louis XV*.

fait d'abord garde-magasin, puis travaillait pour son compte, attaché aux soldats comme un vampire qui suce le sang. La république n'avait pas grand crédit; et si le marchand avait quelques milliers d'écus de six livres, quelques centaines de louis d'or, il fournissait de la viande, de la farine, des souliers avariés, en échange des rescriptions sur l'Espagne ou la Hollande régulièrement payées. Ces services se faisaient souvent par compagnies bientôt riches à millions, et devenues alors la petite cassette des directeurs; on assignait à des maîtresses, à des amis, des douceurs sur les fournitures. La classe réelle des fournisseurs restait composée de gens grossiers, durs, insultants, dignes de leur origine; ils avaient du luxe sans élégance, des richesses sans dignité, et des amours sans grâce.

La classe des agioteurs avait reparu après le 9 thermidor, avec une frénésie indicible, sur le perron du Palais-Royal. Comme il y avait mille valeurs en circulation, assignats, mandats territoriaux, rescriptions, et qu'aucun des papiers d'état n'était en rapport avec le prix d'argent, l'agiotage avait beau jeu. Un homme habile avec quelques centaines de louis devenait millionnaire, et s'il avait la sagesse de les réaliser en propriétés nationales, c'était bientôt une colossale fortune de propriétaire. Ces beaux hôtels du faubourg Saint-Germain, ornés des peintures de Watteau, des trumeaux à la Louis XV, avec le souvenir des Mortemart, des Duras, des La Châtre, des Molé, étaient vendus pour 35 à 40,000 livres; les hôtels plus récemment construits, sous Louis XVI, dans le faubourg Saint-Ho-

noré, avec les beaux jardins des Champs-Élysées, les fantaisies anglaises, se payaient un peu plus cher, et allaient jusqu'à 75,000 livres. C'était triste à voir que cette invasion des barbares dans les chefs-d'œuvre d'élégance et de goût. Le pauvre émigré mendiant au coin d'une route, tendait la main aux passants, tandis que le fournisseur enrichi, un laquais de ses écuries [1], promenait dans un équipage une femme de chambre ou une fille entretenue. On ne s'étonne pas que, pour échapper à ces reproches, de temps à autre le directoire ordonnât d'arrêter et de faire fusiller quelques centaines d'émigrés. Après avoir accompli la spoliation, on ne voulait pas avoir sous les yeux le reproche vivant et cruel : on tuait le propriétaire pour s'assurer la propriété, comme sous la restauration, les nouvelles fortunes devaient briser le vieux trône, parce qu'elles étaient mal à l'aise avec lui.

Au milieu de la France, labourée par tant de partis, il n'y avait point encore précisément une classe de fonctionnaires : la constitution de l'an III, s'efforçant de relever l'éclat des fonctions publiques, avait imposé des costumes pour toutes [2], dessinés sur les statues de Pompéï et du musée de Naples ; ce n'étaient que toges et robes prétextes ; mais la dignité qui ne se rattache en définitive qu'à la considération, n'était point venue : y avait-il un véritable corps de magistrature, pur,

[1] J'ai trouvé une gravure contemporaine où cette situation des nouveaux enrichis et des pauvres émigrés est reproduite.

[2] Les costumes des fonctionnaires sont dessinés avec beaucoup de soin dans une gravure de la Bibliothèque royale.

noble et grand, comme les vieux parlementaires? Les tribunaux se ressentaient encore de l'instabilité des institutions et des choix tumultueux des assemblées primaires; s'il existait de bons magistrats, il n'y avait pas de magistrature.

Les directoires de département, les municipalités mêmes épurées, n'allaient pas au-delà de la petite bourgeoisie; ce qu'on appelait les commissaires du directoire était sans crédit sur les masses trop longtemps agitées. De noblesse, il n'en existait plus : de temps en temps, on apprenait que tel émigré, d'un nom fier et glorieux dans l'histoire, arrêté par sa municipalité ou son district, venait d'être fusillé sur la simple reconnaissance de son identité[1]. A moins que les nobles ne fussent bien assouplis, bien corrompus sous la main du directoire, il n'y avait pas de pitié pour eux : on avait soif de leur sang; ni la majesté d'un beau front, ni la grâce du sourire, n'empêchait la terrible application des lois de la convention nationale. Et ces pauvres prêtres, quelle rage n'avait-on pas contre eux ? Il y avait un homme, là, dans le directoire, plus tristement marqué dans l'histoire, parce qu'il s'attacha de sang-

[1] L'exécution qui souleva la plus vive indignation fut celle de M. de Cussy. M. Michaud écrivait : « On n'est pas encore revenu de l'étonnement et de l'indignation qu'a causée l'exécution de M. Marairai de Cussy. Il était écroué à la Force, comme conspirateur; on vint le chercher dans cette prison avant-hier, à 9 heures du matin; à midi, il était déjà exécuté comme émigré. La foudre n'est pas plus prompte que notre justice criminelle : on fait assigner deux amis du prévenu; ils viennent pour témoigner en sa faveur : ils le reconnaissent; cela suffit pour le conduire à la mort. M. de Cussy avait des ennemis cruellement acharnés à sa perte; mais dussé-je attirer sur moi leurs poignards, j'oserai braver ici leur vengeance, en recommandant sa mé-

froid et comme un rhéteur fanatique à poursuivre de pauvres vieillards aux cheveux blancs, des pontifes, des martyrs; M. Laréveillère-Lépeaux, avec sa ridicule manie de fonder un culte, avait pris en haine la religion catholique qui souffre et pardonne. La déportation! tel fut son cri impitoyable pour les prêtres, et l'on vit des vaisseaux changés en prisons, et des milliers de pontifes dévorés par la maladie et les besoins: quelques-uns bravaient la mort au milieu de la France même, pour administrer le baptême et les sacrements de l'Église: est-ce que les missionnaires n'allaient pas à la Chine, au Japon, enseigner la foi, sans baisser la tête pour échapper au martyre? et la France était désormais un pays de barbares!

Aucune église n'était ouverte; les théophilanthropes dominaient même dans la vieille Notre-Dame et à l'église de Saint-Sulpice bizarrement ornée. Mais chaque chaumière, chaque grange devenait un autel, et jamais l'ardeur des fidèles n'avait été plus solliciteuse de sacrements, car l'auréole du martyre rayonnait au front de chaque prêtre, et en élevant le Dieu qui était mort pour tous, il nous enseignait à mourir [1].

moire au respect et à la vénération des gens de bien. » — « M. de Cussy, disait Lacretelle jeune, était prévenu d'émigration; il était donc hors la loi! Quoi! avant de punir un crime, ne faut-il pas constater si le crime a été commis? L'assassin qu'on a trouvé foulant aux pieds le corps sanglant de sa victime, trouve encore des tribunaux, un défenseur... Il existe cependant une ressource, c'est de réclamer devant le directoire. Le directoire est donc un tribunal qui prononce sur la vie des hommes? Le directoire a donc le droit de vie et de mort sur 50,000 citoyens inscrits en réclamations?... Quand on voudra flétrir dans la postérité l'époque où nous vivons, il suffira de dire: *Une telle loi existait, et elle était exécutée.* »

[1] M. Lacretelle s'élevait également avec énergie contre les persécutions des

Après la journée du 13 vendémiaire, la bourgeoisie vit bien que c'en était fait d'elle : les traîneurs de sabre l'avaient domptée ; elle avait encore une action dominante sur les conseils du gouvernement, parce qu'elle agissait sur les élections ; bientôt ce dernier avantage lui fut enlevé par la violence ; elle vivait de l'esprit de famille, et la famille n'existait plus que comme un mot, puisque la femme passait légalement dans les bras d'un nouvel époux par le divorce volontaire, puisqu'il n'y avait plus ni aînesse, ni autorité paternelle, ni minorité ? La propriété devenait aussi mobile que la famille ; le commerce, sans garantie, sans aucun signe de valeur monétaire, était anéanti ; l'industrie ne se soutenait que par les fournitures de l'armée ; l'ouvrier, habitué à la place publique, travaillait peu, et la corporation ne le protégeant plus, il passait sous le caprice du maître ; et de là naquit la terrible féodalité du manufacturier, pressurant le travail et la sueur des ouvriers depuis l'enfance jusqu'à la vieillesse misérable. Que pourrait-on comparer désormais à cet asservissement matériel de l'ouvrier autour de la machine qui roule inflexible avec le temps, les âges, jusqu'à la mort ? Au lien moral et paternel de la corporation, on substituait la chaîne terrible de la nécessité ; aucune pensée religieuse pour consoler, aucune espérance d'une vie à venir plus heureuse et plus égale ; cette morale chrétienne si haute et si grande, on

prêtres détenus. « *Respect pour le malheur, respect pour la vieillesse*. Je lis ces mots dans le préambule de notre constitution : Respect pour le malheur. Voici comme nous remplissons ce devoir : vingt mille individus, qu'on

voulut la remplacer par des espèces d'axiomes philosophiques, un paganisme d'images et de représentations scéniques; la morale républicaine fut professée par l'Institut, et ce ne fut pas ce qu'il y eut de moins bizarre dans la marche des idées philanthropiques, que cette mission de vertu et de couronnement de rosières qu'on essaya de donner à l'Académie. L'Opéra, le Conservatoire, enseignaient les hymnes et les danses sacrées; les théâtres révélaient les maximes de république et de patriotisme; l'Institut rédigeait les programmes en belles phrases; et c'est toute l'éducation morale qu'on donnait au peuple, qui a tant besoin de leçons incessantes et de consolations pour ses misères et ses désespoirs.

Les grandes cités de province se relevaient plus difficilement que Paris de la tourmente révolutionnaire : ce vaste centre est le cœur de tout, et tant qu'il y a un peu de sang dans les artères, il reflue là ; mais les villes de province, atteintes déjà par l'organisation des départements, par l'énergique surveillance des comités et les missions des représentants, après la Gironde, ne s'étaient point restaurées. Dans les ports tels que Bordeaux, Nantes, Marseille, il n'y avait plus de commerce et de ces colossales fortunes, croulées sous le maximum et les réquisitions; aucun navire ne pouvait tenir la mer sans tomber aux mains des Anglais; les vaisseaux verdissaient dans les bassins, sous

n'accuse d'aucun crime, sont retenus dans les prisons; il devient impossible au gouvernement de les y nourrir; on les y retient pourtant. Respect pour la vieillesse. Voici comment on le pratique dans une république naissante : une foule de sexagénaires, de septuagénaires, d'octogénaires, auxquels on

l'algue marine, et s'il y avait encore quelque énergie parmi les matelots, c'était pour se livrer à la course sur les grands corsaires avec des équipages choisis; et, les voiles enflées, quand la tempête grondait, ces corsaires, échappant aux croisières anglaises, parcouraient les mers de l'Inde pour saisir quelque riche proie. Il se fit dans la course de nouvelles fortunes; les ports militaires, Brest, Cherbourg, Toulon, conservaient seuls une certaine activité factice pour les armements en guerre; mais souvent les moyens d'argent manquaient, et tout à coup les expéditions se trouvaient suspendues, et avec ce point d'arrêt arrivaient la misère et le besoin.

Dans les villes de l'intérieur, que de fatalités encore! Aux vieilles cités de magistrature, antiques siéges de parlement, on cherchait en vain ces dignes familles de robe, ces grandes races de justice : à Moulins, Aix, Nancy, Bourges, Toulouse, on ne voyait plus les séances solennelles du parlement pour décider les questions d'état; l'herbe croissait dans les rues désertes, autour du Palais-de-Justice, de ce parvis naguère encombré de magistrats, de députés et de peuple, pour tenir les états sous MM. d'Aiguillon, de Duras ou de La Châtre. Etait-ce une ville de manufactures, comme Lyon, Grenoble, Nevers, Rouen, Lille? la misère était là plus profonde encore; si Lodève, Carcassonne, travaillaient les gros draps comme ses coteaux produisent les gros vins et ses cités les gros esprits,

ne reproche qu'une opinion de leur conscience sur un objet entièrement étranger à la politique, expirent lentement dans les cachots, sans y recevoir les consolations de leur famille, ni les faibles secours que le pauvre, autrefois

Lyon, avec ses belles soieries, périssait d'inanition; nul n'était assez riche pour acheter ses brillants tissus, ses broderies si belles sur le velours, objets d'admiration à Versailles et dans le monde, sorte de hautes lices en miniature; et les points de broderie de Nancy, et les dentelles de Flandre, à quoi pouvaient-elles servir sur les poitrines des rustres ou des barbares? Pour les manufactures élégantes, il fallait des gens bien nés, des marquis aux nobles traits, aux vieilles traditions; et tout cela n'existait plus dans cette révolution de mœurs et de manières. De là, décadence et misère pour l'ouvrier des manufactures.

Dans les campagnes, la révolution avait produit un esprit général de lucre et de travail. Après la grande spoliation des émigrés, on avait partagé la terre; tout un monde laborieux l'avait envahie : le paysan est avare, et il a raison, car il sait le prix du travail, et ce qu'il arrose de ses sueurs, il veut le recueillir; il transforma donc tout en petite culture, de manière à récolter beaucoup et immédiatement. Désormais, plus de ces vastes exploitations autour du château du seigneur; plus de ces immenses fermes de 50,000 livres de rentes, avec trente paires de bœufs et un haras de chevaux et de cavales bondissantes; la petite culture partout, des légumes, des céréales, des fruits; le bœuf est trop long à élever, le cheval coûte trop, les forêts ne rapportent pas le tiers de la terre cultivée : ces trois conditions de la grande exploitation furent négligées,

nourri par eux, serait heureux de leur rendre. On n'a plus d'aliments à leur apporter... *Qu'ils attendent*, répondent quelques législateurs. Qu'ils attendent! Mais la faim va déchirer leurs entrailles; mais ce toit qui les couvre

et cet aspect de belle et active culture, que prit la campagne après la révolution française, fut le résultat de la cupidité qui veut s'assurer des revenus immédiats. On eût dit une sorte de serre-chaude produite par le travail et le fumier. Qu'importe que la race bovine s'affaiblisse et se perde? qu'importe que, pour remonter sa cavalerie, la France doive un jour recourir à l'étranger? cet avenir est lointain encore; ce qu'il faut, c'est le bénéfice, et l'esprit du paysan le comprenait bien.

Il restait peu de provinces où le château fût habité; les portes étaient ouvertes, le parc abandonné; cette verte pelouse, où naguère dansait une jeunesse rieuse sous le grand orme, à la face du seigneur, de sa noble dame et de ses gracieux enfants, est maintenant couverte d'herbes parasites; ces créneaux, où bruissait la chouette, sont brisés, et le hibou même n'a plus de retraite: plus de ces traditions d'âge en âge sur la tour du nord, où le spectre d'un châtelain mécréant apparaissait au coup de minuit; plus de souvenirs, de riantes images. Autrefois, au presbytère, on célébrait la naissance, le mariage et la mort; maintenant, il est vide; si la cloche n'a pas été fondue en balles ou en monnaie, elle ne sert plus pour appeler la prière; c'est le tocsin de l'émeute ou de l'insurrection, beffroi du peuple plus terrible que le canon, car on sait que c'est la mort que celui-ci appelle et donne d'une manière prompte et douce, tandis que le peuple, au son

et qui n'est plus réparé, les livre à toutes les injures du ciel; mais l'hiver qui s'approche les trouvera sans défense et va glacer leurs membres engourdis... Qu'ils attendent, répondent encore quelques législateurs. »

de la cloche funèbre, déchire et ronge les entrailles.

C'était cette France que le directoire avait à régir et à gouverner dans des conditions assez difficiles, car, d'après quel principe établirait-il son administration politique? En révolution, il faut appartenir à un parti, gouverner avec lui, sous peine d'impuissance et de châtiment; que dans un temps calme, un pouvoir ose se dire et se poser impartial, c'est une épreuve difficile qu'il peut tenter; mais quand l'air est enflammé et que tout se change en détonation terrible, vouloir gouverner avec impartialité, c'est une impuissance qui se transforme tout simplement en un système de bascule, au moyen duquel on frappe à droite et à gauche, on persécute tout. La pensée du directoire fut de se servir des jacobins pour contenir les royalistes, et de la bourgeoisie pour frapper les terroristes; comme tous les pouvoirs faibles, il se sauvait par une série d'actes de violence; il vécut par les coups d'état, comme les tempéraments débiles qui se donnent une vigueur factice par des drogues excitantes. Deux tendances de gouvernement se partagent cette première époque de la vie du directoire: la partie publique consignée au bulletin des lois, et celle-là n'est que la continuation du système conventionnel avec le même esprit de persécution révolutionnaire; puis la partie cachée: le registre secret du directoire contient les actes de police, les négociations avec les gouvernements étrangers et les partis qui divisaient la France[1]; là, l'esprit

[1] Il existe quelques copies à la main de ce registre secret, où tout n'est pas dit, au reste, car chaque directeur avait alors une politique à lui.

particulier des directeurs se manifeste : Barras est tout à la fois résolu, conciliant, parce qu'il est fort ; Letourneur est une intelligence médiocre ; Laréveillère-Lépeaux, un sectaire à vue courte, un janséniste dans le panthéisme, un jardinier fleuriste en religion, persécuteur de sa nature ; Rewbell a des vues de procédures, de chicanes en diplomatie et en administration ; Carnot, absorbé dans ses conceptions de guerre, commence à éprouver quelque jalousie contre Bonaparte, car au total Carnot est un esprit spécial et borné, et le jeune élève de Brienne est un admirable génie ; cette jalousie se révèle dans la correspondance et dans les registres du directoire, où sont déposées ses plus secrètes pensées, ses ambitions et ses petitesses. En somme, nulle pensée religieuse, beaucoup de police, et la force matérielle comme dernière raison du pouvoir : telle est la situation et la tendance du gouvernement directorial !

CHAPITRE VIII

DEUXIÈME PÉRIODE DE LA CAMPAGNE D'ITALIE.

Caractère de Bonaparte. — Esprit de l'Italie. — Parti français. — Les Autrichiens. — Gouvernement sarde. — La Lombardie. — La Toscane. — Gênes. — Parme. — Modène. — Venise. — Rome. — Naples. — Développement de la campagne. — Situation du général Beaulieu. — Politique de Bonaparte. — Marche en avant. — Mission de la division Laharpe. — Bataille de Lodi. — Esprit de la Lombardie. — Entrée à Milan. — Contribution de guerre à Modène. — Pillage des tableaux. — Orgies de Milan. — Réaction pour la religion et la patrie italienne. — Projet de diviser le commandement de l'armée d'Italie.

Mai et Juin 1796.

Le génie du général en chef de l'armée d'Italie ne s'élevait pas seulement à la grandeur, à la puissance des conceptions militaires, il possédait encore en lui-même la ruse, la finesse de son origine corse. Ne dédaignant aucun moyen de succès, Bonaparte, avant d'envahir l'Italie, avait profondément étudié l'esprit, les mœurs des populations et des gouvernements, au milieu desquels l'armée républicaine allait se déployer. Le général s'était familiarisé depuis l'enfance avec les mœurs de l'Italie : étude d'autant plus indispensable

qu'elle devait servir de base aux opérations de cette campagne. Son premier but dut être de séparer l'esprit italien de l'esprit allemand, et de soulever les passions démocratiques contre le gouvernement paternel de la maison d'Autriche. Ce résultat obtenu, la victoire contre le général Beaulieu ne serait plus qu'un jeu, car l'armée républicaine était trois fois plus nombreuse que celle des Autrichiens, depuis la diversion des Sardes et des Piémontais. M. de Beaulieu devait nécessairement se mettre en retraite devant les intrépides divisions de Masséna, de Cervoni, d'Augereau, et alors l'esprit démocratique faisant explosion pour seconder les patriotes français, le drapeau tricolore pourrait se déployer sur les cités italiennes dans toute la magnificence de ses couleurs. Depuis longtemps cette révolution était préparée : la propagande, partout infiltrée avec sa force, son énergie de désordre, et la fraternisation des peuples, devait profondément seconder la marche militaire du général Bonaparte et ses succès en Lombardie.

En jetant les yeux autour de lui, le chef de l'expédition française dut s'apercevoir qu'il fallait agir en Italie par le même moyen dont on s'était servi en Belgique et en Allemagne, c'est-à-dire soulever les populations et séparer les petits gouvernements de la cause autrichienne : politique qui demandait des négociations actives et secrètes. Qu'avait-on fait même en Hollande ? En réveillant le vieil esprit républicain, on avait brisé le stathoudérat; le traité de Bâle avait séparé la Prusse de l'Autriche, et le système de neutralité alle-

mande grandissait contre l'influence autrichienne. Il fallait employer les mêmes moyens, les mêmes ruses en Italie pour isoler l'armée du général Beaulieu. On venait de faire un heureux essai de cette politique par le traité avec la maison de Savoie, le plus utile pour les opérations militaires. Charles-Emmanuel avait consenti à livrer ses meilleures forteresses, et par son traité définitif, il dissolvait son armée et abdiquait pour ainsi dire son pouvoir, en livrant ses sujets à la propagande républicaine[1]. Une fois débarrassé des Autrichiens, rien ne serait plus aisé que de préparer une révolution à Turin, si fortement travaillé par les missionnaires de la démocratie, désormais en pleine liberté.

Le grand duc de Toscane s'était déjà placé dans les conditions d'une neutralité politique et commerciale avec la république française : l'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur d'Autriche, s'était séparé du système belliqueux pour faire jouir la Toscane des bienfaits de la paix. Le général Bonaparte n'avait point à craindre que le jeune archiduc manquât à la foi donnée : loyal de caractère, il s'était fait Italien par un mouvement spontané de son cœur généreux; il aimait les arts, la culture des lettres, il ne voulait point exposer le beau

[1] Voici le précis du traité de paix avec le roi de Sardaigne, signé à Paris, le 15 mai 1796 :

« 1. S. M. sarde renonce à la coalition et à tout traité d'alliance contre la France.

« 2. Elle renonce à la Savoie, au comté de Nice, à Tende.

« 3. Les limites, en Piémont, seront fixées d'une manière avantageuse pour la France.

« 4. Le roi de Sardaigne ne peut garder les émigrés, excepté ceux du Mont-Blanc.

« 5. Il renonce à tous droits et restitutions de la part de la France.

« 6. Il sera fait entre les deux puissances un traité de commerce.

sol de la Toscane à cette fureur incessante des combats; si le sang de jeune homme bouillonnait en son cœur pour la gloire comme celui de son frère l'archiduc Charles, il aimait trop les belles cités de Pise, de Florence, de Livourne, de Sienne, pour les livrer aux coups de glorieux barbares. La république de Gênes avait également placé son territoire sous le système de la neutralité; les armées de la France, dans la campagne du Piémont, avaient plus d'une fois violé son sol de montagnes; Gênes avait courbé la tête; le directoire lui avait demandé de l'argent, des emprunts, Gênes avait tout cédé; il existait là, comme dans le Piémont, un parti de démocratie fatigué de la domination des nobles. Ce palais où brille la statue de Doria, ces villas qui s'élèvent en amphithéâtres de marbre sur des charmilles de roses, d'orangers, de cafiers et de jasmins d'Arabie, espalier de fleurs où se joue l'agile salamandre, l'œil fixe au soleil; ces villas avaient vu plus d'un conciliabule pour briser la vieille aristocratie; mais en tous cas, Gênes ne pouvait empêcher le déploiement de l'invasion française en Italie; au besoin même, elle lui servirait d'auxiliaire.

La Lombardie, théâtre de la guerre, se déployait depuis la splendide Plaisance jusqu'à Mantoue, du lac

« 7. Le roi de Sardaigne accordera amnistie à tous les Sardes pour faits ou opinions révolutionnaires, et leur rendra les biens qui leur avaient été saisis.

« 8. Ils restituera aux particuliers ce qui peut leur avoir été pris.

« 9. Les prisonniers seront échangés.

« 10. Coni, Tortone, Château-Dauphin, Valence, resteront entre les mains de la France jusqu'à la paix générale et le traité de commerce.

« 11. Les pays conquis par la France seront sous l'administration civile de

de Garda jusqu'à Bergame au pied des montagnes. Nul territoire ne pouvait se comparer à sa fertilité : ici, les plaines du Milanais, couvertes de canaux et de riantes campagnes jusqu'à Monza, la ville des jardins fleuris, corbeille de roses autour de la cathédrale, sa couronne de pierres de l'époque carlovingienne; là, les cités puissantes, telles que Milan, Pavie, la ville d'université. L'esprit de la Lombardie était un peu agité, séditieux : au moyen âge, les républiques municipales se heurtaient les unes contre les autres avec leur couronne ducale et leurs blasons, ainsi que les chevaliers dans les tournois. La domination des Autrichiens n'était point acceptée par une partie de la population, funestement travaillée, comme dans la Savoie et le Piémont, par l'esprit de propagande; la bourgeoisie et une fraction de la noblesse rêvaient des changements, des vieilles idées d'indépendance; le clergé et le bas peuple seuls restaient fidèles à l'esprit des institutions et au patriotisme catholique.

A quelque distance du duché de Milan était Modène, la noble résidence des derniers rejetons de la maison d'Est avec ce beau nom d'Hercule, attaché aux héritiers de cette race, comme celui de Béatrix aux nobles femmes. Le Dante, l'Arioste et le Tasse nous ont fait

S. M. sarde ; mais ils continueront à fournir des hommes aux armées de la république.

« 12. Suze, et les autres places, seront démolies aux frais de S. M. sarde.

« 13. S. M. ne pourra réparer aucune partie des frontières.

« 14. Les munitions trouvées dans les pays conquis appartiennent à la république.

« 15. S. M donnera passage aux armées de la république pour se porter dans l'Italie.

« 16. La France accorde sa médiation à S. M. sarde avec Gênes.

« 17. Conformément au traité de

vivre avec les ombres éplorées qui peuplent Ferrare, Modène, Reggio, mélancoliques cités où les tombes redisent de si lamentables histoires. Hercule Renaud III était alors duc de Modène, de Reggio, de la Mirandole, la cité qui vit naître la merveille du xv[e] siècle; ce peuple était un peu remuant; les nobles, les avocats, épris de la philosophie et de quelques vieux souvenirs historiques, rêvaient l'indépendance. Comme au moyen âge de l'Italie tout fermentait; Parme et Plaisance, beau duché, étaient un apanage de la maison d'Espagne aux mains de l'infant don Ferdinand, car chacune des grandes maisons possédait des fiefs et des apanages en Italie, comme des pavillons de plaisir dans le jardin de l'Europe, et les maisons d'Autriche, de France et d'Espagne y avaient leur représentant couronné.

Venise vivait encore lors de l'invasion des Français dans la Lombardie; nul ne pouvait lui ravir ses lagunes et ses palais, ni la Brenta aux rives fleuries, ni ses fêtes de nuit splendides aux mille lanternes; mais la sérénissime république n'était plus qu'une ombre d'elle-même. Quand on parcourt aujourd'hui Venise et sa place Saint-Marc, son escalier des Géants, ses plombs vides[1] et ses bouchés de dénonciation, éternel-

La Haye, la république est comprise dans ce traité.

« 18. S. M. sarde fera réparation de ses procédés envers notre ambassadeur Sémonville. »

[1] Je n'ai jamais compris la terreur qui s'attachait aux plombs de Venise: je crois que M. Silvio Pellico a écrit en poëte, car les plombs de Venise forment un fort bel appartement du palais ducal, une prison fort douce, d'où l'on voit le Canale-Grande, la Dogana. Il ne faut pas confondre l'appartement qu'occupait M. Silvio Pellico avec les cachots de la sérénissime république, sous le pont des Soupirs; mais l'absence de liberté est si sensible, et vous rend si fièrement indigné!

lement béantes, on peut se faire une idée exacte des derniers temps de la république et d'un gouvernement tracassier et sans force, usé même dans ses tristes différends avec les papes et osant un schisme sous un patriarche. L'esprit de philosophie avait saisi le conseil des Dix, et les caractères gravés dans les cachots que couvre le pont des Soupirs, indiquent que la persécution surtout s'attachait aux prêtres, qui gravaient avec leurs ongles, sur l'épaisseur des cachots : *viva la santa chiesa cattolica* [1] ! A Venise donc la décadence et la mort. Et cependant l'entrée des Français en Italie n'avait pas effrayé le doge, le conseil et le sénat. Ce n'était pas la première fois que le Milanais avait été traversé par les armées de France, et Venise même avait invoqué le glorieux appui des Français dans sa défiance contre la maison d'Autriche. Ce qui perd les états, c'est souvent le système de comparaison et de similitude historique : la république française n'était ni François Ier, ni Henri III, qu'on arrêtait avec des traités et des fêtes ; elle menait à sa suite la démocratie orageuse, l'esprit de sédition et de révolte contre les gouvernements établis ; le vieux système devait être brisé par cette irruption soudaine, irrésistible ; il n'y avait plus de balance européenne.

[1] J'ai visité aux flambeaux les cachots du palais ducal : on y parvient par le pont des Soupirs. Lord Byron avait vu toutes les inscriptions qui sont encore gravées sur ces murailles. Il n'est pas vrai qu'ils soient au-dessous du niveau des canaux, pas plus que les cabanons de nos prisons ne sont placés au-dessous du niveau de la rivière. Lord Byron s'est trompé lorsqu'il a dit que les derniers prisonniers étaient des impies qui avaient blasphémé contre l'église ; c'est, au contraire, dans les différends entre Venise et le pape que des ecclésiastiques furent enfermés dans ces cachots, comme les inscriptions le disent. Je le répète, il ne faut pas confondre ces cachots avec les plombs

Au centre de l'Italie, et comme pour rendre hommage à la grandeur et à la majesté catholique, l'Europe avait reconnu la neutralité et l'indépendance d'un état pontifical sous le gouvernement temporel des papes. L'histoire impartiale doit dire hautement que c'est aux souverains pontifes que l'Italie doit son éclat, sa gloire, sa nationalité : les papes furent les grands patriotes de l'Italie au moyen âge. Rome était souveraine sous la tiare, et avec Rome l'influence religieuse règne sur le monde. Rien de plus paternel que le gouvernement des papes; sauf quelques oppositions de grandes races qui se prétendaient issues de Paul Émile et de Scipion, sauf quelques criailleries bourgeoises, tout le peuple considérait le souverain pontife comme quelque chose de plus grand que la simple royauté politique. Les Transtévérins, si fiers, si glorieux de leur origine révélée sur leurs beaux traits, les Contadini de la campagne inculte, qui conduisent les buffles sur l'escalier du Capitole ou dans le Campo-Vaccino entre l'arc de triomphe de Vespasien et le Colysée; cette multitude, enthousiaste de religion et de patrie, se serait sacrifiée pour le pape, vénérable pontife, Jean-Ange Braschi de Césène, qui avait pris le nom de Pie VI [1]. Cet ardent amour du peuple catholique pour le pape, les philosophes ne le comprenaient pas : personnifiant les haines du XVIII[e] siècle contre le catho-

du palais ducal qui servaient de prison à M. Silvio Pellico : il en est des plombs de Venise comme des cachots de la Bastille, tout cela a eu son côté de mélodrame.

[1] Pie VI, né à Césène, le 27 décembre 1717, fut successivement secrétaire de Benoit XIV, auditeur, trésorier de la chambre apostolique, cardinal, puis élevé à la pourpre romaine le 15 février 1775.

licisme, ils étaient avides de détruire la puissance pontificale en Italie. Quelle joie pour M. Laréveillère-Lépeaux s'il avait pu briser cette tiare dont l'éclat l'importunait! Tel était aussi l'esprit de l'armée, du gouvernement, des commissaires : tous voulaient frapper le catholicisme dans le pape. On allait trouver des prétextes : l'insulte aux ambassadeurs, la vengeance pour la mort de M. de Basseville. Avant tout il fallait vaincre les Autrichiens, et se taire jusque-là.

La même politique était suivie à l'égard du royaume de Naples, que le général Bonaparte avait alors intérêt à ménager pour ne pas grandir la force des Impériaux. Le roi Ferdinand, si populaire dans ses courses à la Chiaja, à Santa-Lucia[1], parmi les lazzaroni, et leur véritable roi, avait un moment joint ses troupes à celles du Piémont et de l'Autriche. Naples avait pour reine une femme digne et forte, à la hauteur de Marie-Thérèse, sa mère, et de Marie-Antoinette, sa sœur; elle avait décidé le cabinet à rompre avec la république française. Cette armée de Naples, qui n'avait pas une grande renommée de bravoure sur le champ de bataille, était nombreuse, et les Siciliens faisaient de courageux soldats. Naples, si riche d'ailleurs, entretenait des régiments suisses; et un auxiliaire plus énergique encore, c'était la population des lazzaroni et des Calabrais, si patriotiquement attachés au sol. Ces lazzaroni, brûlés par le soleil, qui s'agitent autour des *frittate*, des

[1] Un agent écrivait au directoire: « Ferdinand IV a les mœurs et le langage d'un *lazzarone*. La passion de la chasse lui fait oublier tous les devoirs de la royauté. La pêche seule peut le distraire de la chasse. Lui-même vend

pesci, des ***maccheroni*** friands et des ***frutti di mare***, près de la source d'eau sulfureuse de Santa-Lucia; ces montagnards des Calabres, à l'aspect sauvage des pâtres primitifs, qui mènent leurs chèvres paître de rochers en rochers jusqu'à Puzzoles; ces populations dévouées à saint Janvier ou à la Vierge, devaient se lever en armes aux paroles des religieux et des prêtres, les pères bien-aimés : l'idée catholique se mêlait ici à la défense de la patrie, et ce devint plus tard un grand mobile d'insurrection populaire.

Au milieu donc de cette Italie où l'armée, conduite par Bonaparte, allait paraître, et être presque toute entourée de populations ardentes, la tactique du général en chef était d'abord d'apaiser et même de tromper les cabinets et les peuples, de manière à se réserver toute liberté de mouvements contre les Autrichiens. Supposez que le général Beaulieu eût pour lui les populations et les gouvernements d'Italie dans sa lutte contre Bonaparte, l'armée républicaine, compromise, menacée, se serait vu contrainte de repasser les Alpes; tandis qu'en divisant par l'habileté, en ménageant par la ruse, gouvernements et peuples, Bonaparte n'avait plus devant lui que le général Beaulieu et les Autrichiens : dès lors sa supériorité numérique était de 3 à 1, et sans compter l'appui des propagandes démocratiques, il aurait infailliblement la victoire.

Les premiers succès des armées républicaines, la sé-

le poisson qu'il a pris, et le vend le plus cher possible. Les Napolitains traitent le roi, dans ces occasions, avec la plus grande liberté, et lui disent des injures, comme si c'était un marchand de marée qui voulût surfaire. »

paration des Piémontais et des Napolitains, avait réduit le général de Beaulieu à 23,200 hommes, qui opéraient leur retraite par Valenza et Pavie, jetant un corps de 6,000 hommes pour défendre le passage du Pô. A ce moment, les quatre divisions françaises, Augereau, Laharpe, Cervoni et Masséna, présentaient un complet de 52,800 hommes, pleins de bravoure et d'énergie : or, la situation du général Beaulieu devant ces forces n'était-elle pas étrangement compromise? Fortifié dans une position formidable entre le Tésin et la Sésia, il fut bientôt tourné par l'actif Bonaparte passant le Pô près de Plaisance. Après des actions intrépides et des revers, la division Laharpe surprise à Codagno éprouva un déplorable échec, et ce général ardent et brave fut tué.

Les républicains reprirent leur revanche à Lodi. Bonaparte, inquiet déjà, appelait une bataille de ses vœux, car il n'avait eu jusqu'alors que des affaires d'arrière-garde : à Lodi, un capitaine de vingt-huit ans, allait se trouver aux prises pour la première fois avec le général Beaulieu, vieux soldat des guerres de l'Autriche. Une division des plus fortes troupes impériales avait pris position au-delà de l'Adda, sur une hauteur qui commandait le pont garni de trente pièces d'artillerie, pont étroit et sous les coups d'un feu meurtrier : qui n'a lu ce grand exploit chevaleresque de Berthier, Masséna, Cervoni, Dallemagne, Lannes, s'élançant l'épée au poing sur le pont de Lodi, tandis que la mitraille brise et fait hésiter les rangs? La mort était partout, à la tête, à la queue : témérité chèrement payée!

Elle aurait même fatalement échouée si la division d'Augereau n'avait trouvé un gué un peu plus haut pour tourner les redoutes des Autrichiens [1]. Temps fabuleux où les généraux s'exposaient comme des soldats, jouant leur vie comme une chose indifférente dans ce grand duel de peuples et de rois! à chaque rencontre, quelques-uns tombaient sur le champ de bataille, comme Laharpe. Nul de ces intrépides hommes ne se souvint que sur cette rivière de l'Adda, un noble général aussi, le duc de Vendôme, avait arrêté en d'autre temps le prince Eugène et sauvé le Piémont des armées autrichiennes.

Le passage de l'Adda ouvrait la Lombardie et Milan à l'armée républicaine; le général de Beaulieu avait fait tout ce qu'on pouvait espérer d'un capitaine d'expérience et de valeur, délaissé par les Piémontais, avec si peu de monde, devant une armée intrépide et deux fois plus nombreuse. Lodi fut évacué et le Milanais ainsi à découvert. Deux belles et grandes routes mènent à Milan par le midi de l'Italie : l'une est celle de Plaisance, l'autre celle de Pavie, incomparable voie par sa fertilité, toute bordée de canaux, de palais et de riantes campagnes, comme les rives de la Brenta dans les états vénitiens. Les soldats républicains contemplaient avec ravissement une si magnifique contrée, en échangeant quelques espérances de repos, lorsqu'on vit arriver une troupe tumultueuse de jeunes hommes, de femmes avec des cocardes et des rubans tri-

[1] La bataille de Lodi fut livrée le 10 mai 1796.

colores, en un mot ce qu'on appelait une députation de patriotes italiens. Dans toutes les villes d'Italie, il existait de ces amis du désordre, avides d'un changement; les idées de république, d'indépendance, fermentaient dans quelques têtes de vieux Lombards. S'il y avait plusieurs démocrates de bonne foi, la majorité n'appelait les Français que pour ouvrir cette carrière des révolutions, grand déplacement de toutes les existences, et où chacun espère trouver son lot.

A Milan, une certaine fermentation s'était produite après le départ des Autrichiens et du noble archiduc gouverneur; quelques avocats turbulents, de nobles patriotes, un peu de peuple, avaient pris la cocarde tricolore et planté des arbres de liberté, ce qui était le signe d'association jacobine; d'autres s'étaient joints par peur à cette députation, car on voulait apaiser Bonaparte, en lui présentant les clefs d'une ville soumise, comme autrefois les Milanais à Théodose. L'entrée de Masséna dans Milan précéda le véritable triomphe du général en chef; les premiers régiments, pénétrant par la Porte Romaine, défilèrent devant les sept colonnes du vieux temple, sous le péristyle antique, jusqu'à la place du Dôme, la merveille de l'Italie; l'air retentissait de *la Marseillaise* et du chant patriotique de *la Victoire est à nous!* Masséna, le premier, planta l'arbre de la liberté à la face de la basilique; arbre sans racine que le vent devait abattre capricieusement. La réception de Masséna avait été toute militaire; celle de Bonaparte fut royale. Tandis que le modeste archiduc et sa jeune famille abandonnaient le palais de la résidence, Bo-

royaume sous Didier. Le lendemain fut bien triste pour la bourgeoisie ! on lui avait parlé de confiance réciproque, de fraternité politique, et un ordre du général en chef désarma la garde civique ; la cité, si ménagée par la garnison autrichienne, dut fournir aux larges besoins de 15,000 Français à raison de 150,000 livres par jour. La contribution de guerre qui dut être versée immédiatement dans le caisse du commissaire Salicetti fut fixée à 20 millions pour la Lombardie, et le général en chef, avec un ton presque railleur, déclara dans sa proclamation que ce n'était pas trop pour fournir aux besoins de frères et amis[1].

Ces exactions de guerre formaient comme des nécessités pour cette armée et surtout pour les gouvernants à Paris ; dans la situation d'un crédit absolument épuisé, le directoire devait lever sur l'étranger des contributions en numéraire pour soutenir sa puissance et sa vie de gouvernement. A chaque traité était joint une stipulation de subsides et de contributions : la république batave avait souscrit pour 47 millions de florins en rescriptions du trésor ; l'Espagne avait payé 20 millions de piastres ; l'Italie à son tour devait participer à cette levée d'argent que les Gaulois vainqueurs imposaient aux vaincus enchaînés à leur char. Or, rien n'amène à un haut point le désenchantement du peuple, comme

[1] La proclamation de Bonaparte annonçait : « Que la nation française regardant les peuples de la Lombardie comme ses frères, avait droit d'attendre d'eux des témoignages d'une amitié réciproque ; qu'en conséquence, elle jugeait à propos de leur imposer une contribution de 20 millions, qui serait également répartie entre les divers districts de la contrée : que cette somme était nécessaire pour les besoins de l'armée française, et que c'était bien

ces sortes d'améliorations qui se résument en subsides de guerre, lourds et durement levés. Ce système d'exactions s'étendit à tout : on appliqua au Milanais les lois et les principes de la législation française ; les propriétés de l'Église furent confisquées et on les déclara biens de l'état ; les trésors des cathédrales furent livrés à la rapacité des commissaires ; à peine quelques saints prêtres purent-ils préserver les vases antiques de la Monza. Partout où les vainqueurs voyaient reluire un bijou, rayonner un diamant, une émeraude, sur un manuscrit, autour d'une châsse bénite, ils s'en emparaient sans respect pour les traditions, les croyances, les nobles ouvrages de l'art, les ciselures florentines ou milanaises. Dans les annales grecques écrites par Nicetas, il existe une magnifique description des ravages que firent les croisés lorsqu'ils prirent Constantinople : les statues d'or, la Vénus de Praxitèle, les monuments de bronze furent fondus dans les brasiers et convertis en monnaie [1] ; ainsi agissaient les guerriers français, nouveaux barbares, dans les vieilles capitales des Lombards [2] : la châsse de saint Ambroise, monument bizantin, les reliquaires d'or de Charles Borromée, le sauveur de Milan, furent brisés par ces iconoclastes.

Qu'est-ce qu'un peu d'or pour les populations croyantes ? Mais ce qui les blesse et les excite au plus

peu pour un pays aussi riche et aussi fertile. »

1 J'ai traduit cet admirable morceau de Nicetas dans mon *Philippe-Auguste.*

2 On aurait pu leur appliquer les expressions indignées de Nicetas à l'occasion de l'avarice et de la barbarie des Francs : Οἱ τὸν καλὸν ἀνέραστοι Βάρβαροι ; et il ajoute sur leur ignorance que ces barbares n'avaient aucune connaissance des lettres.

haut point, c'est la profanation des choses qu'elles vénèrent, l'orgueil de la patrie et de la cité. Que des philosophes épicuriens raillent, au cliquetis des verres, la croyance des peuples, c'est un triste plaisir de l'imagination épuisée. Il se trouvait bien à Milan et dans la Lombardie quelques-uns de ces hommes qu'on appelait penseurs, dans l'orgueil du dernier siècle; là, Alfiéri faisait école avec son ardent amour de l'antiquité républicaine; mais la masse du peuple, profondément attachée à sa cité, à son histoire, embrassait les autels avec ardeur. Quand donc on vit à Milan, à Pavie, à Plaisance, les tristes saturnales de la révolution, des courtisanes promenées sur des chars ornés de drapeaux tricolores, avec l'encens qui brûlait dans les trépieds sacrés; quand ces courtisanes s'appelaient du nom de déesses de la Raison ou de la Liberté, il se fit un murmure indicible parmi le peuple; on blessait ses émotions, sa croyance; les églises étaient fermées; on jetait hors des cloîtres ces pauvres moines qui soulageaient les misères du peuple, ses médecins dans la maladie, les capucins, patriotiques citoyens lors de la peste de Milan, ces religieuses si douces, si résignées, et qui fuyaient, colombes éperdues, la liberté qu'on leur offrait en échange des austérités du cloître. Enfin, par l'ordre de Salicetti, il fut représenté à la Scala un ballet à grand spectacle, comme on en avait dessiné plusieurs à l'Opéra de Paris, au temps immonde de la commune. On y voyait danser le pape, les cardinaux, les évêques, dans leurs vêtements de pontifes; et tout cela était jeté au peuple le

voulait que Paris, la capitale de la républiquc, devînt l'athénée des arts et le musée du monde.

A Milan, le pillage fut plus désordonné, parce que la rapacité des commissaires s'en mêla; il n'y eut aucune règle, aucune mesure, dans cette dévastation exécutée par les savants et les artistes, avec une avidité insatiable. Depuis plus d'un siècle déjà, la Bibliothèque ambroisienne possédait les cartons de l'école d'Athènes, par Raphaël, chef-d'œuvre de dessin, premier jet du grand maître pour une grande œuvre; la belle Vierge de Rubens, une tête de femme de Léonard de Vinci, type de grâce et de volupté; le vieillard du Calabrais. Parmi ses plus riches manuscrits, on en trouvait un sur papyrus; les antiquités de Joseph, du IVe ou Ve siècle; le Virgile, propriété de Pétrarque, avec les annotations de sa main; tous ces chefs-d'œuvre précieux furent destinés par ordre du général en chef au musée de Paris [1]. Sous un ciel brumeux, ces brillantes couleurs perdraient de leur éclat : un cep de vigne de la Toscane qui entrelace l'ormeau de Pise à Florence, transporté sous le froid climat du nord, perd de sa saveur et de son goût; il faut laisser à l'Italie les chefs-d'œuvre que son soleil inspire. Par ses traités avec Parme

1 *État des objets de sciences et arts qui ont été enlevés pour être transportés à Paris, par les ordres du général en chef de l'armée d'Italie, et ceux du commissaire du gouvernement près ladite armée.*

Bibliothèque ambroisienne.

Le carton de l'école d'Athènes par Raphaël. — Un tableau de Luisini, représentant une Vierge. — Id. de Rubens, une Vierge et des fleurs. — Id. du Giorgion, représentant un concert. — Id. de Lucas d'Olande, une Vierge. — Id., une tête de femme, de Léonard de Vinci. — Un soldat et un vieillard, du Calabrais. — Un vase étrusque, représentant diverses figures avec ornements. — Un manuscrit écrit sur

et Modène, on arrachait encore à cette noble terre, le couronnement d'épines, par Titien; un Christ et la sainte Catherine de Raphaël; l'Assomption, de Salvator Rosa; le saint Roch, de Paul Véronèse; et avec ces belles toiles le saint Jérôme du Corrége, la plus admirable conception de la nature muette et contemplative. Ce pillage des musées s'opérait avec confusion : les tableaux étaient ôtés de leurs cadres antiques dans les églises; des amateurs suivaient l'armée comme des oiseaux de proie; les soldats raillaient les saintes images, et on aurait pu leur dire ce que Julien l'apostat répétait aux chrétiens dans les écoles : « Puisque vous méprisez les dieux d'Homère, pourquoi lisez-vous les beaux vers qu'ils ont inspirés? » Il se fit d'épouvantables dégradations; des tableaux furent mutilés, d'autres coupés en morceaux; la *Dernière Cène du Christ*, par Paul Véronèse, servit de point de cible dans une caserne, et les belles têtes des apôtres étaient percées de balles. Plus d'un vieux cénobite de Milan dut se rappeler les épouvantables invasions des Huns et des Allemands sous Frédéric Barberousse.

Il ne faut que connaître l'ardente imagination des peuples d'Italie, pour comprendre l'indignation profonde qu'ils éprouvèrent à l'aspect de ces outrages, frappant ce qu'ils révéraient avec orgueil; on les privait de

le papyrus d'Égypte, ayant environ 1,100 ans, sur les antiquités de Joseph, par Rufin. — Un Virgile manuscrit, ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main. — Un manuscrit très curieux sur l'histoire des papes.

Delle Grazzie.

Un tableau peint par le Titien, représentant un couronnement d'épines.

leur culte, des prêtres, des églises, et des chefs-d'œuvre qui les consolaient de leur grandeur passée : il se fit donc un long murmure de cités en cités. Les Lombards sont les moins énervés des peuples d'Italie; à l'ardente imagination, ils joignent un courage résolu, un esprit d'indépendance et de nationalité énergique. Si quelques grands, attiédis ou corrompus, saluaient les Français, si la bourgeoisie tremblante allait jusqu'à satisfaire leurs moindres caprices, le peuple, qui a le sentiment de ce qui l'élève ou de ce qui l'outrage, s'organisa pour la vengeance.

Les Autrichiens étaient maîtres encore de la citadelle de Milan; le général Beaulieu s'était retiré sur Mantoue pour s'y protéger et attendre les renforts que le conseil aulique lui avait promis; Bonaparte était retourné à Lodi pour concentrer ses forces, Augereau occupait Crémone, Cervoni Plaisance; le général Despinoy, nommé au commandement de Milan, cernait la forteresse. Cette dispersion des forces françaises inspira aux Lombards l'héroïque dessein de se délivrer par l'insurrection de leurs vainqueurs insolents. L'idée en partit du peuple spontanément, comme une noble chose qui vient au cœur; ce qu'on appelait fanatisme n'était qu'un amour vif et profond pour la patrie : l'op-

— Un saint Paul de Gondenzo Ferrari.

Della Vittoria.

Un tableau de Salvator Rosa, représentant une Assomption.

A l'Académie de Parme.

La Vierge de saint Jérôme, par le Corrége. — Un tableau de Schidone. — Une adoration, par Mejolia.

Aux Capucins.

La Vierge et saint François, du Guerchin. — Un chien, du Guerchin. — Une Vierge et plusieurs saints, par le Carrache.

pression commençait à peser. On se promit mutuellement le secret, comme le peuple de Sicile au temps des grandes Vêpres; au son du tocsin du dôme, les cloches de Pavie, de Plaisance, de Crémone, devaient répondre; l'insurrection gagnerait les campagnes, les villages lombards prendraient les armes et sonneraient la révolte à pleine volée.

Mais cette levée du peuple ne réussit point à Milan : dénoncée par un des conjurés, les troupes républicaines eurent le temps de se mettre en mesure. Toutefois la campagne prit les armes, le drapeau tricolore fut déchiré, les arbres de la liberté ne résistèrent pas à cet ouragan, ils tombèrent sous la hache. Pavie proclama l'insurrection, et l'armée républicaine se trouva pressée par une inondation de multitude terrible, comme par les flots de la mer. Le combat dura trois jours avec un acharnement indicible; les rues de Pavie furent prises et reprises à la baïonnette; le sang coula à grands flots. Pour faire cesser ce carnage, Bonaparte vint en toute hâte auprès du vénérable archevêque de Milan; il savait le respect que partout il imposait; l'emmenant avec lui dans sa voiture, revêtu de ces habits pontificaux que naguère on avait insultés sur le théâtre, il le conduisit à Pavie. La présence du

Saint-Paul.

Jésus-Christ, saint Paul, sainte Catherine, par Raphaël. — Une Vierge, d'Augustin Carrache.

La Stenata.

Le mariage de la Vierge, par Proccacini.

Saint-Gio.

Une descente de croix, par le Corrége.

Saint-Sépulcre

La Madona della Scodella, du Corrége.

Saint-Roch.

Un tableau de l'Espagnolet, repré-

pontife vénéré suspendit le combat acharné entre le peuple et la troupe; l'archevêque bénit la multitude agenouillée qui consentit à une trêve. Bonaparte comprit dès lors toute la puissance du clergé dans la conquête de l'Italie. Il s'était admirablement conduit : à Milan, ce fut aux prêtres qu'on dut le calme dans la cité; on les avait dépouillés, proscrits, et comme dans la Vendée ils arrêtaient la fatale vengeance.

Le sang coula néanmoins encore par de terribles exécutions militaires. Pavie n'avait point voulu se soumettre; elle se rappelait que sous le roi de Lombardie Didier, elle avait soutenu neuf mois de siége contre Charlemagne lui-même, et qu'elle avait vu des hommes de fer, sous des vêtements de fer, comme le dit le moine de Saint-Gall. Bonaparte se présente devant Pavie, toujours accompagné du pieux archevêque, le père du peuple, le médiateur entre les conquérants et les vaincus. On dirait une de ces belles scènes de l'invasion des Barbares, quand les évêques accouraient à la tente des vainqueurs pour apaiser et civiliser leur terrible chef. Les habitants de Pavie, fiers enfants de la patrie, ne voulaient rien écouter : le canon tonne, on se bat de rue à rue, de maison à maison, le pillage est horrible; un torrent de feu passe sur les campagnes. Au milieu de ces scènes d'horreur, les villages furent mis en cendres, six cents personnes tombèrent égorgées

sentant divers saints. — Un de Paul Véronèse, représentant saint Roch.

Saint-Quintino.

Un baptême, par Fiamingo. — Une Assomption, par l'Espagnolet. — Saint Benoît, par Lanfranc.

Saint-André.

Un tableau de l'Espagnolet.

à Milan. On revit les exécutions révolutionnaires dans ce qu'elles avaient de plus épouvantable. La Lombardie ne fut plus qu'un lieu de désolation et de massacres; les noms de Rusca, de Lannes, de Bonaparte, se mêlèrent à d'horribles souvenirs.

Dans ses dépêches au directoire, le général en chef avoue qu'il a fait mettre le feu aux villages qui environnent Pavie et Milan [1]. S'il parle aux habitants, il annonce qu'il sera terrible comme la foudre du ciel : il fera fusiller ceux qui seront trouvés les armes à la main. Tout village où le tocsin sera sonné, toute maison où l'on trouvera un fusil, doit être brûlée sur-le-champ [2]. Le commissaire Saliectti fut encore plus farouche dans ses menaces; les têtes de cette armée toutes jacobines agissaient d'après les traditions de Lyon, de Toulon et de la Vendée.

D'ailleurs, il y avait peut-être dans cette violence le résultat d'une nécessité fatale : l'esprit de la guerre changeait. En envahissant la Lombardie, les républicains avaient devant eux des sympathies : on les considérait comme des libérateurs et des frères; l'Allemand n'était point aimé; on venait aux Français par goût, par ten-

Saint-Michel.

Une Vierge, par un élève du Corrége.

Au dôme de Plaisance.

Deux tableaux de Louis Carrache. — Un de Procaccini.

[1] « J'ai fait mettre le feu aux villages, écrit Bonaparte au directoire. Ce spectacle, quoique nécessaire, n'en était pas moins horrible. J'en ai été douloureusement affecté. »

[2] *Proclamation du général Bonaparte.*

« Les nobles, les prêtres, les agents de l'autorité égarent les peuples de cette belle contrée. L'armée, aussi généreuse que forte, traitera avec fraternité les habitants paisibles et tranquilles. Elle sera terrible comme le feu du ciel pour les rebelles et les villes qui les protégeraient; les généraux feront marcher contre les villages les

dance d'opinions: qui avait donc changé si rapidement ces imaginations et ces cœurs? Il faut le dire, c'étaient les Français eux-mêmes, leur caractère désordonné, ce pillage, ces railleries de la foi du peuple, ces persécutions contre les prêtres et les églises, ces vols des reliquaires d'or, cette dispersion des monuments de l'art, ces outrages à la madone, protectrice des cités. Les Français avaient cessé ainsi d'être aimés, ils ne pouvaient plus qu'être redoutés, comme des hommes de force physique; c'était donc par la terreur et la victoire qu'il fallait maintenir la Lombardie; et voilà pourquoi Bonaparte imprimait un respect craintif aux peuples, et par dessus tout il devait vaincre les Autrichiens.

Jusqu'ici, le général en chef avait exercé une sorte de dictature sur l'expédition d'Italie que ses succès éclatants avaient justifiée; et, vainqueur des Austro-Sardes, n'avait-il pas conduit les armées victorieuses à Milan? Masséna, Augereau, Cervoni, Lannes, ses divisionnaires, ployaient désormais sous lui sans murmurer; et certes c'étaient d'admirables chefs. Maintenant, de nouvelles troupes allaient descendre les Alpes à travers le Piémont, pour se joindre à l'armée d'Italie dans le Mi-

forces nécessaires pour les réprimer, y mettre le feu, et fusiller tous ceux qu'ils trouveront les armes à la main. Tous les prêtres et les nobles qui seront arrêtés dans les communes rebelles, seront arrêtés comme otages et envoyés en France.

« Tous les villages où l'on sonnera le tocsin seront brûlés sur-le-champ; tout homme trouvé avec un fusil ou des munitions de guerre sera fusillé de suite; toute maison où l'on trouvera un fusil sera brûlée, à moins que le propriétaire ne dise à qui il appartient. Les nobles, les riches, qui seront convaincus d'avoir excité le peuple à la révolte, soit par des propos contre les Français, soit en congédiant leurs domestiques, seront transférés en France comme otages, et la moitié de leurs revenus confisquée. »

lanais[1]; cette armée, sous les ordres de Kellermann, était entièrement à part, et le directoire ne l'avait point placée dans la dépendance de Bonaparte, par ce motif tout politique de ne pas résumer trop de pouvoir dans d'exclusives mains. Déjà Carnot était vivement frappé des manières hardies et tranchantes du jeune général. Bonaparte avait improvisé un plan de campagne dans les proportions de son génie, et bien que Carnot cachât sa jalousie sous des compliments, et qu'il exaltât ce général comme un héros, ses dépits éclatèrent en murmures : partout Bonaparte commandait en maître; que ferait-on de lui après qu'il aurait pris un indicible ascendant sur les troupes? pourrait-on toujours le contenir? Si Bonaparte trouvait un protecteur dans Barras par Joséphine, Carnot et ses collègues minaient son crédit, et le directoire arrêta que l'armée d'Italie serait divisée en deux commandements : l'un, laissé à Bona-

[1] Voici, au reste, la correspondance secrète et authentique.

Dépêche du directoire à Bonaparte.

(18 mai 1796.)

« Vous commanderez l'armée qui doit s'assurer de toute l'Italie, et le général Kellermann celle du Milanais. Le directoire vous a réservé la conduite des colonnes qui doivent aller châtier les Anglais dans Livourne; elle fera trembler Londres; le sort de l'île de Corse d'ailleurs en dépend... Le directoire attache à l'exécution immédiate de ce plan un intérêt bien plus grand qu'à l'expédition dangereuse du Tyrol. En l'exécutant, vous ferez chanceler la tiare au front du prétendu chef de l'église universelle; vous imposerez au roi de Naples des conditions de paix aussi avantageuses à la France, qu'elles seront désastreuses pour les perfides Anglais et leurs alliés. La marche que vous proposez vers le Tyrol est grande sans doute; mais elle est environnée d'obstacles difficiles à surmonter. »

Lettre de Bonaparte au directoire.

« Je crois très impolitique de diviser en deux l'armée d'Italie. J'ai fait la campagne sans consulter personne; je n'eusse rien fait de bon s'il eût fallu me concilier avec la manière de voir d'un autre. Persuadé que votre confiance se reposait sur moi, ma marche a été aussi prompte que ma pensée. Si vous m'imposez des entraves de toute espèce, s'il faut que je réfère de tous

parte, se déploycrait dans l'Italie autour de Mantoue; l'autre, réservé au général Kellermann, serait destiné à s'opposer au corps du feld-maréchal Wurmser, alors détaché de l'armée du Rhin.

On partageait l'influence de la conquête, afin de ne pas tout laisser à la dictature du jeune et ambitieux général. Bonaparte comprit la portée de cet acte, et dans sa correspondance avec le directoire, il s'en plaint avec une amère vivacité : « Diviser l'armée d'Italie en plusieurs commandements, c'est la briser, c'est commettre la même faute qui a perdu les Autrichiens. C'est par l'unité dans la pensée comme dans le commandement, qu'on obtiendra des résultats d'une certaine importance militaire. Il a brisé les Impériaux, maintenant il lui est réservé de détacher le faisceau des petites souverainetés italiennes. Il respecte la capacité de Kellermann, mais il lui faut des bras et non pas une pensée à part. » Cette

mes pas aux commissaires du gouvernement; s'ils ont le droit de changer mes mouvements, de m'ôter ou de m'envoyer des troupes, n'attendez plus rien de bon : si vous affaiblissez vos moyens en partageant vos forces, si vous rompez en Italie l'unité de la pensée militaire, je vous le dis avec douleur, vous aurez perdu la plus belle occasion d'imposer des lois à l'Italie. Le parti que vous prendrez dans cette circonstance est plus décisif pour les opérations de la campagne que 15,000 hommes de renfort que l'empereur enverrait à Beaulieu. »

Lettre de Carnot à Bonaparte.

« Vous paraissez désirer, citoyen général, de continuer à conduire toute la suite des opérations militaires de la campagne actuelle d'Italie. Le directoire a mûrement réfléchi sur cette proposition, et la confiance qu'il a dans vos talents et votre zèle républicain, ont décidé cette question en faveur de l'affirmative. Le général en chef Kellermann restera à Chambéry. Ajournez, jusqu'au moment que vous croirez favorable, l'expédition sur Livourne, Rome et Naples; mais faites qu'elle soit rapide. Le reste des opérations militaires vers l'Allemagne et dans le Mantouan est absolument dépendant de vos succès contre Beaulieu. Le directoire sent combien il serait difficile de les diriger de Paris : il vous laisse à cet égard la plus grande latitude, en vous recommandant la plus extrême prudence. »

théorie, il la fait soutenir par ses deux aides de camp, Junot et Marmont, jeunes et brillants officiers qu'il a envoyés à Paris porter l'armistice de Cherasco; elle a pour défenseurs Barras et Joséphine; puis les dépouilles de l'Italie partent pour Paris, et deux millions d'écus sont destinés au directoire. Carnot, chargé en son nom de répondre au général, lui donne les pouvoirs les plus étendus; Kellermann restera à Chambéry avec son armée d'observation; avant tout il faut vaincre et briser Beaulieu. Bonaparte a raison de soutenir la nécessité d'une dictature, force d'unité en face de l'armée autrichienne et des nouvelles combinaisons stratégiques, molles, décousues, qui se préparent dans le conseil aulique, à Vienne.

CHAPITRE IX

DÉVELOPPEMENT DIPLOMATIQUE ET MILITAIRE DE LA CAMPAGNE D'ITALIE.

Terreur qu'inspirent les Français. — Leurs pillages. — Leurs impiétés. — Organisation démocratique du Milanais. — Répression militaire. — Négociations. — Venise. — Marche sur Vérone. — Louis XVIII. — Le pape. — Rome. — Négociations. — Neutralité. — Naples. — Traité. — Gênes. — Contributions. — Emprunts. — Toscane. — Florence. — Livourne. — Les Anglais. — Affaissement du Piémont. — Campagne militaire. — Siége de la forteresse de Milan. — Mantoue. — Poursuite de Beaulieu. — Disgrâce du général autrichien. — Le conseil aulique. — Marche de Wurmser. — Retraite des Français. — Bataille de Castiglione. — Bonaparte et ses projets sur l'Italie.

Juin—Septembre 1796.

A plusieurs époques de notre grande histoire, les Français avaient traversé l'Italie en conquérants. Charles VIII avait porté ses armes victorieuses jusqu'à Rome, Naples et la Sicile; rien de plus chevaleresque et de plus héroïque que cette noble expédition de paladins sous le plus hardi des monarques; on avait vu le gonfalon fleurdelisé s'agiter même aux montagnes de la Calabre. Louis XII avait écartelé le blason de France des armoiries du duché de Milan et de la république

de Gênes; et François Ier, malgré ses revers de Pavie contre le grand empereur, avait glorifié les lances françaises dans le Milanais. Sous Louis XIV et Louis XV, le duc de Vendôme et le maréchal de Maillebois avaient eu de glorieux succès dans le Piémont et le Milanais avec leurs braves gentilshommes.

Mais dans aucun temps, la terreur inspirée par les armées n'avait été plus vive, plus profonde; cela tenait sans doute à la marche rapide, prodigieuse, de cette armée, sous un jeune et grand capitaine, et surtout à cette terreur épouvantable que jetaient devant elle l'armée républicaine et ses divisionnaires impitoyables. Si les inflexibles nécessités de la guerre imposent des cruautés douloureuses aux conquérants, nul n'avait poussé plus loin l'application de ces terribles lois : cette armée, qui avait tourné les Alpes, appartenait, comme je l'ai dit, à l'école jacobine, et jamais celle-ci ne s'était arrêtée devant la terreur. Le général Lannes présida sans pitié à la plupart de ces fatales exécutions; les flammes de l'incendie, le pillage, signalèrent le passage de ces fiers soldats. Lorsqu'on lit aujourd'hui ces proclamations, ces arrêtés, ces ordres du jour, on est saisi d'un frissonnement d'horreur : « Tel paysan sera fusillé; tel village incendié. » Ainsi disent les arrêtés signés du nom de Lannes ou de Bonaparte; de sorte qu'un sentiment d'horreur s'étendit au loin par toute l'Italie; les Français ne parurent désormais que comme les Barbares qui, sous Attila ou à l'époque des Lombards, avaient passé les Alpes traînant à leur suite la mort et la destruction.

Cependant il était une fraction de peuple que Bonaparte voulait élever pour comprimer l'autre : dans toutes les contrées où s'étendaient la conquête des Français, il y avait toujours une portion de prolétaires, de noblesse ou de bourgeoisie mécontente, qui appelaient un changement dans les formes et les principes de la société. La démocratie, impatiente du vieux joug, courait vers les nouveautés républicaines. Nul, mieux que le commissaire Salicetti[1], ne parlait plus profondément à ces sympathies : démocrate ardent, régicide, orgueilleux de son vote de mort, il récitait avec enthousiasme à la foule enivrée les vers de Métastase sur Brutus ou les stances d'Alfieri sur la liberté humaine; il assemblait la foule sur les places publiques, l'invitant à organiser un gouvernement démocratique. Bonaparte le laissait agir avec la plus entière indépendance; lui, le front radieux, se contentait de paraître à la Scala pour recevoir des couronnes tressées, et, après le massacre de Pavie, on lui jeta des fleurs, car, en tout semblable aux terribles représentants du peuple, on s'agenouillait devant lui pour l'apaiser. Les dames de Milan s'ornaient de leurs plus belles parures de corail ou de perles de Venise scintillantes dans leurs cheveux noirs, elles dansaient autour de lui les pas les plus gracieux, comme

1 Christophe Salicetti, né à Bastia en 1757, d'une ancienne famille de Plaisance réfugiée en Corse, fut avocal au conseil supérieur de cette île, après avoir fait son droit à l'université de Pise. En 1789, le tiers-état l'envoya aux états-généraux, puis il fut député à la convention. Représentant en Corse en 1793, il passa ensuite à l'armée du Midi. Après le 9 thermidor, il fut rappelé comme terroriste, puis employé de nouveau à l'armée d'Italie sous Bonaparte, en qualité de commissaire du gouvernement.

au temps de la république, lorsque Joseph Le Bon, Fouché, Carrier arrivaient dans les cités, on multipliait les bals et les fêtes pour dérider un peu ces fronts sauvages et ces yeux ardents; le lendemain, rien n'était changé : les tristes baisers, donnés pour sauver un père, une mère, une famille, étaient oubliés devant l'inflexible terreur. A Milan, on entendait les doux sons de la musique, les chœurs des virtuoses, tandis que le massacre retentissait dans les rues, que Pavie voyait ses maisons en cendres, et que Bonaparte continuait à dépouiller la Lombardie de ses richesses, même les plus populaires.

Depuis saint Charles Borromée, il existait deux pieuses fondations à Milan, réellement dotées pour les pauvres dans un noble but de charité : le Mont-de-Piété et la caisse des hôpitaux. Charles Borromée, le grand archevêque, avait fait les premiers frais du Mont-de-Piété au profit des pauvres, et il dit aux riches : « Tous les cinq ans, je ferai un appel à la charité des fidèles, et, par ce moyen, nous dégagerons les effets des indigents. » A cette admirable fondation, il fallait ajouter la caisse des hospices, enrichie également par les bienfaits des archevêques de plus de 5 millions de rentes. Un ordre de Bonaparte suffit pour autoriser le pillage de ces deux sources de bienfaisance : 10 millions furent à la disposition du général en chef. En échange de ce vol fait aux pauvres, il donna un gou-

[1] « La noblesse est abolie pour toujours. — Tous les nobles sont tenus, dans l'espace de huit jours, de remettre leurs titres de noblesse à la maison commune, pour y être brûlés. — Tout droit féodal est aboli, ainsi que celui

vernement démocratique à Milan [1]; il abolit la noblesse, le privilége du clergé, les corporations qui exigeaient des droits de naissance et d'origine; plus de blason, plus de féodalité, plus de titre. Le nouveau gouvernement du Milanais devait fraterniser avec la république française; tout fut soumis à la verge des commandants et des commissaires de l'armée de Bonaparte; on fouillait les couvents, on portait sans crainte ses mains sur le reliquaire; comme le juif du moyen âge, ils pesaient l'or et tâtaient si les pierreries étaient de fin aloi; le diamant, la verte émeraude, la topaze des missels bizantins, étaient arrachés par les commissaires, et l'or était fondu dans le creuset pour que toute trace disparût. Aujourd'hui, parcourez l'Italie : quelles paroles vous sont dites dans les cathédrales? S'il n'existe plus de trésors, si les ciboires, les reliquaires, travaillés par les artistes florentins, sont si rares, où en est la cause? On vous dira partout : les armées de Lannes, de Masséna, d'Augereau, occupèrent cette ville, et tout disparu sous ces nouveaux conquérants illettrés [1].

Cette terreur du nom français était parvenue aux états de Venise; la vieille république ne possédait pas

de chasse. — Qui que ce soit ne pourra porter des dénominations de noblesse. Chacun sera appelé également du nom de *citoyen*, ou de celui de sa profession ou de sa charge. — Toutes les armoiries, toutes les livrées, toute marque distinctive de noblesse, disparaîtront sous huit jours. Toute corporation qui exige des preuves de noblesse est abolie. — Quiconque contreviendra au présent édit, sera réputé tenir au parti de l'aristocratie, et déclaré ennemi du peuple.»

[1] Ici pourraient encore s'appliquer les paroles méprisantes de Nicétas sur les barbares d'Occident qui pillèrent Constantinople : παρ' ἀγραμμάτοις βαρβάροις καὶ τέλεον ἀναλφαβήτοις.

seulement la belle cité, fille des mers [1], elle avait encore des villes opulentes en terre ferme : son territoire s'étendait par le lac de Guarda jusqu'à Brescia, et au nord presqu'au pied des montagnes du Tyrol, à Trévise, Conégliano et Bassano. Au temps de grandeur et d'énergie, elle aurait pu au premier signal lever 50,000 hommes armés; et sans recourir à ces moyens extrêmes, 30 régiments d'Esclavons, bonnes troupes, pouvaient en s'unissant aux Autrichiens donner de nouveaux ennemis aux Français.

Les gouvernements et les nationalités ne périssent jamais parce que les forces matérielles manquent; c'est l'absence de la volonté morale qui les tue, et ainsi en était-il pour Venise. Le sénat, d'ailleurs, gardait ses traditions et ses préjugés historiques; il avait des méfiances traditionnelles contre l'Autriche, et un souvenir des traités avec la France; en tous les cas, il croyait que la neutralité militaire de ses états pourrait être maintenue au milieu des conflits, sans remarquer qu'en temps de passions et de vifs intérêts, la neutralité n'est qu'un mot, et le droit public qu'un résumé de principes stériles. Le territoire de Venise venait d'être simultanément violé par les Autrichiens maîtres de Peschiera et par

[1] Voici la curieuse correspondance qui précéda la chute de Venise; c'est le langage cynique du temps.

Lettre de Bonaparte au directoire. (7 juin 1796.)

« Si votre projet est de tirer 5 ou 6 millions de Venise, vous pourriez les demander en indemnité du combat de Borghetto, que j'ai été obligé de livrer pour prendre Peschiera. Si vous avez des intentions plus prononcées, je crois qu'il faudrait continuer ce sujet de brouillerie, m'instruire de ce que vous voulez faire, et attendre le moment favorable que je saisirai suivant les circonstances; car il ne faut pas avoir affaire à tout le monde à la fois. »

Le directoire lui répond (11 juin):

les Français qui marchaient sur Brescia. Cet attentat simultané des armées belligérantes semblait indiquer la destinée future de Venise : morte comme puissance, elle devait être absorbée ou par la France ou par l'Autriche. Dès que la sérénissime république eût appris la violation de son territoire, elle avait deux partis à prendre : ou se résigner devant un vainqueur audacieux, ou se jeter vaillamment dans la guerre; mais les nations en décadence n'ont jamais ces pensées d'énergie. Au temps de la ligue de Cambrai, Venise se leva contre l'Europe entière; aujourd'hui dix régiments suffisaient pour lui faire peur; les jeunes sénateurs avaient encore quelque noble feu de gloire : ils voulaient échanger le poignard du bravo contre l'épée glorieuse; mais les glaces de l'âge avaient engourdi le conseil des Dix. La peur retenait ces âmes.

Venise voulait le repos, comme une courtisane vieillie; elle avait encore ses pierreries, ses colliers d'or, mais ni les feux d'amour, ni les feux de gloire ne brillaient à son front. Elle fut faible à ce point d'expulser des murs de Vérone le roi de France, Louis XVIII, sur le premier ordre des républicains. La royauté était partout refoulée : quel asile lui resterait-il? Ce ne fut pas

« Quant au sénat de Venise, il n'y a pas d'inconvénient à en agir avec fermeté à son égard. »

Dépêche de Bonaparte au Directoire. (20 juillet 1796.)

« Messieurs du sénat de Venise voulaient nous faire comme ils firent à Charles VIII. Ils calculaient que, comme lui, nous nous enfoncerions dans le fond de l'Italie, et ils nous attendaient probablement au retour. Je me suis sur-le-champ emparé de la citadelle de Vérone que j'ai armée, avec leurs canons, et en même temps j'ai envoyé un courrier à notre ministre à Venise pour lui dire d'enjoindre au sénat de cesser ses armements. Venise nous a déjà fourni 3 millions pour la nourriture de

pas Louis XVIII qui manqua de dignité, mais la sérénissime république. Quand le roi dut quitter les états de Venise sur l'ordre du sénat, il envoya demander l'épée dont Henri IV lui avait fait présent et fit effacer son nom royal du livre d'or. Louis XVIII proscrit donnait une leçon d'honneur et de fierté au sénat.

Il est rare que les lâchetés sauvent un gouvernement ou un peuple : à quoi tant de concessions servirent-elles à la sérénissime république? Louis XVIII quitta sa nouvelle terre d'exil un bâton blanc à la main, et le sénat fut obligé à toutes les plus basses soumissions envers l'armée d'Italie. Bonaparte s'était exprimé avec la plus hautaine fierté sur la ville qui avait osé servir de capitale à celui qui se prétendait roi de France; rien de plus impitoyable que les expressions que le vainqueur jeta sur le proscrit, comme si le talion n'arrivait pas pour châtiment à tous. Il menaça d'incendier Vérone, la ville romaine, et le sénat consentit aux plus dures conditions. Dans la correspondance de Bonaparte et du directoire, on voit dominer l'idée politique des ménagements : on n'est pas assez fort contre les Autrichiens pour soulever tous les gouvernements d'Italie;

l'armée. Pour en tirer davantage, je suis obligé de me fâcher contre le provéditeur, d'exagérer les assassinats qui se commettent contre nos troupes, de me plaindre amèrement de l'armement, et par là, je les oblige à nous fournir, pour m'apaiser, tout ce qu'on voudra. Voilà comme il faut traiter avec ces gens-ci. Il n'y a pas au monde de gouvernement plus traître et plus lâche. »

Extrait d'une lettre confidentielle du ministre de France à Venise, à Bonaparte (26 juillet 1796).

« ....Après avoir ainsi exposé les motifs de ses alarmes, le procurateur entra dans d'assez longs détails justificatifs; il me représenta que depuis que l'armée française était entrée dans les états de Venise, son gouvernement s'était fait un devoir et un plaisir de se prêter aux arrangements et aux de-

il faut les rançonner, les épuiser, sans les réduire au désespoir, car alors ils se jetteraient aux bras des Autrichiens. Il faut donc imposer des places de sûreté, des contributions et des emprunts à Venise; les Esclavons inspirent des craintes, on les désarmera; la république a besoin d'argent, Venise lui donnera ses sequins.

Bonaparte a profondément étudié l'histoire de Rome: le grand peuple eut pour maxime de faire la guerre par les forces de ses ennemis; il se servait d'une nation vaincue pour en dompter une autre; et c'est là le résumé de sa politique : tous ces exemples le frappent, les grandeurs classiques rayonnent devant lui; à Vérone, il s'arrête en contemplation en face de cet amphithéâtre où le peuple roi venait s'asseoir; là se tenaient 40 mille spectateurs à l'aise devant les mimes et les acteurs. Ces souvenirs émeuvent vivement l'imagination du général; il ne regarde ni la vieille église de Saint-Zénon, édifice bizarre de l'époque de Pépin, roi d'Italie, ni le tombeau de Juliette, lamentable et mélancolique monument. Bonaparte méprise la littérature de Shakspeare : Roméo et Juliette, les Montecchi et les Cappuletti, ces petites guerres civiles dans

mandes du général en chef: s'il n'avait pas fait davantage, c'était ou par défaut de moyens, ou par la nécessité dans laquelle il se trouvait d'éviter de se compromettre à l'égard des autres puissances, de qui cependant il ne cessait pas de recevoir de très vifs reproches, et qui ne demandaient pas mieux que de brouiller Venise avec la France, et de la punir ainsi de sa résistance à se joindre à la coalition; que d'autre part, le gouvernement de Venise n'oubliait rien de tout ce qu'il pouvait faire sans périls, pour changer les dispositions du peuple à l'égard des Français, et de tout ce qui pouvait contenir la licence de leurs ennemis; qu'il avait même commencé et qu'il continuait d'éloigner peu à peu les ardents, c'est-à-dire les émigrés, et que déjà ces précautions avaient produit des effets également heureux et

les petites familles ne le préoccupent point. Il ne voit que Rome et ses chefs-d'œuvre : la vie républicaine en France n'est-elle pas un plagiat de Rome ? Venise fit donc sa paix avec la république française ; elle fut signée à Vérone ; mais la force ne trouverait-elle pas toujours un prétexte pour la violer, quand la victoire serait complète sur l'armée autrichienne ? Jusqu'à ce terrible réveil, Venise buvait la large coupe d'opium qui plaît tant aux corps paresseux ou affaiblis.

Du palais ducal, Bonaparte jette les yeux sur Rome : ce gouvernement pontifical, ne serait-il pas facile de le renverser ? Venise était la force du XVIe siècle, la papauté celle du moyen âge ; l'une devait périr comme l'autre, dans la pensée du directoire. Les griefs ne manqueraient pas, car l'audace victorieuse en a contre tous, et ici on n'avait à combattre qu'un faible vieillard, et un état soutenu par sa seule force morale. Dans le système de pillage adopté par l'armée d'Italie, Bologne présentait une proie réellement facile : Bologne, la ville des distractions et des plaisirs, la plus rieuse, la plus opulente des légations, où le peuple répétait les

sensibles ; que quant à l'armement qui paraissait occasionner la défiance du général en chef, il n'avait pas eu dans son principe d'autres motifs que ceux qui avaient été exposés dans la réponse écrite donnée par le sénat, qu'on ne continuait les préparatifs de défense que par suite des menaces sérieuses faites à Venise et par l'Angleterre et par la Russie ; enfin que le sénat croyait avoir prouvé de toutes les manières la sincérité et la constance de ses dispositions amicales envers la France.

L'ambassadeur Lallemand terminait ainsi : « Pour ce qui est du gouvernement de Venise, il n'est que trop vrai encore que dès longtemps accoutumé à trembler devant celui d'Autriche, il s'est livré plus qu'il ne devait à son influence. Mais ce qui ne me paraît pas moins vrai dans ce moment, c'est qu'il est de bonne foi dans ses protestations de neutralité et de bonne intelligence envers la France ; c'est que ses

mille lazzis de Marforio; Bologne, la cité de Polichinelle, comme Bergame est celle d'Arlequin. Marforio avait dit à Pasquin : « *Si dice che tutti i Francesi sono* « *ladroni,* » et Pasquin avait répondu : « *Tutti? no;* « *ma buona parte.* » Le général en chef savait trop bien l'italien pour ne pas comprendre le sens de cette épigramme moqueuse. Augereau dut se porter sur Bologne.

Les états romains qui n'étaient point en guerre avec la république ne s'attendaient à rien; mais Bonaparte avait besoin d'artillerie pour le siége de Mantoue, et il fit piller Bologne et Ferrare; on eut désormais de fortes pièces de siége aux dépens du pape. Pasquin avait donc réellement défini les Français de l'armée républicaine : tous pillaient, et la commission des savants, justement odieuse à l'Italie, enleva 50 tableaux à Bologne; et vous, divine sainte Cécile de Raphaël, vous fûtes le trophée des vainqueurs impies! Maître Sanzio était pourtant d'Urbino, la ville pontificale; un pontife l'avait élevé, un autre noble pontife lui ferma les yeux; et des barbares pillaient votre chef-d'œuvre, maître Sanzio, comme les Romains arrachaient à la Grèce les statues en ivoire, aux yeux de perles, de Praxitèle et de Phidias!

préventions faisant enfin place à la considération de ses vrais intérêts, il souhaite franchement voir briser le joug autrichien sous lequel il pliait, ainsi que toute l'Italie. Je ne compte pas trop, à la vérité, qu'on puisse l'amener à s'aider de ses propres mains; il y a encore trop de craintes, trop de préjugés dans un grand nombre d'esprits, et de plus, tous sont engourdis par la longue habitude de l'indolence. »

Voici comment le provéditeur général rendit compte au sénat de Venise du résultat de sa mission.

« J'ai rempli le devoir de citoyen. Je suis allé à Peschiera; je me suis trouvé entre les mains des Français; j'ai traversé les longues colonnes de ces farouches soldats; j'ai vu le général Bonaparte.

« Il m'a dit que la république de Venise avait mal répondu aux disposi-

L'entrée des Français à Bologne avait produit la plus vive, la plus profonde impression dans Rome. Le saint Père venait d'apprendre que d'autres colonnes républicaines s'avançaient de Sienne vers la capitale du monde chrétien. Quelque énergie s'était montrée : noblesse, clergé, avaient sacrifié leurs richesses, leur argenterie fondue à la monnaie; mais la terreur succéda. Le récit qu'on faisait de la marche sanglante des colonnes républicaines jetait partout l'épouvante; il semblait à ces imaginations classiques que les Gaulois de Brennus accouraient de nouveau pour saccager Rome. Dans cette extrémité, le saint Père s'adresse, pour une médiation, au ministre d'Espagne, le chevalier d'Azzara, qui déjà, plusieurs fois, avait vu Bonaparte. Une députation de prélats et de nobles romains accourt à Milan, où se trouve le quartier-général; on se prosterne devant le général. Bonaparte les injurie et les raille en parfait italien; n'est-il pas Italien comme eux? Il ne demande pas mieux que de respecter le saint père; mais sa situation de guerre exige qu'on lui cède ces deux léga-

tions amicales de sa nation; que les faits se trouvaient fort différents des promesses; que nous avions trahi la France en laissant les Allemands occuper Peschiera, ce qui lui avait fait perdre 1,500 hommes dont le sang demandait vengeance; que pour garder la neutralité, il aurait fallu résister aux Autrichiens; que si on eût craint de n'avoir pas des forces suffisantes, il fallait le lui déclarer; qu'il serait venu à notre secours; que si, comme je le lui disais, les Autrichiens avaient abusé de notre bonne foi, il fallait non pas protester, mais leur déclarer la guerre. Ensuite, après avoir rappelé tous les griefs que la France avait contre la république, il ajouta qu'il avait reçu de son gouvernement l'ordre de brûler Vérone, ce qui allait être exécuté cette nuit même par la colonne du général Masséna, qui était en marche avec des canons et des mortiers, et que peut-être dans ce moment le feu était déjà commencé, etc. Il a bien fallu consentir à recevoir les Français dans Vérone plutôt en amis qu'en ennemis. »

tions de Bologne et de Ferrare [1]; il impose une trêve, mais il lui faut de l'or, des objets d'art, des tableaux et de vieux manuscrits. Les savants sont avides de dévorer l'Italie et de dévaster même les archives du Vatican.

Ceux qui ont visité Rome peuvent-ils jamais la supposer veuve de ses chefs-d'œuvre, des toiles de Raphaël, des magnifiques académies de Michel-Ange, des statues antiques, du Laocoon, de ses vases étrusques! Que deviendraient les villa Pamphili, Adriana et Borghèse, vides de leurs monuments antiques et de leurs bas-reliefs! Et pourtant les mains cupides et profanes des Français ravagent même les archives et la bibliothèque du Vatican. Vous, qui touchez à ces vieux papyrus du Capitole, à ces bulles des premiers papes revêtues de l'anneau de saint Pierre, craignez un jour les représailles et qu'on ne brûle vos parchemins de gloire : vous avez méprisé le droit des gens, on le méconnaîtra contre vous? Ce pillage, on vous le rendra dans les jours de revers; vous avez violé la neutralité et on la violera à votre égard; vous avez raillé la vieillesse, et l'on vous raillera, car vous serez vieux; vous avez implacablement poursuivi le malheur et l'exil, et vous serez exilé, malheureux. Vous auriez fait fusiller Louis XVIII à Vérone, et l'Europe vous jettera à Sainte-Hélène. Dieu a toujours sa

1 Par l'armistice signé le 24 juin, le pape cédait les légations de Bologne et de Ferrare, remettait la ville et la citadelle d'Ancône, se soumettait à payer 20 millions, abandonnait cent objets d'art choisis dans les musées de Rome, et 500 manuscrits de la bibliothèque du Vatican.

Lettre du directoire à Bonaparte (6 juillet 1796).

« Nous sommes satisfaits de l'armistice conclu avec le pape; mais nous ne

loi du talion; il met le châtiment dans le malheur.

Il en est de la terreur comme de l'enthousiasme; le mal est contagieux. La marche est longue de Milan à Naples à travers les terres; par la mer, sous la protection des Anglais, Naples n'avait rien à redouter; et pourtant le roi Ferdinand, à la première nouvelle de l'entrée des Français à Bologne, s'empressa d'envoyer des commissaires pour traiter. Le pouvoir de la reine était affaibli avec l'influence du ministre Acton; le mauvais succès de la campagne de Beaulieu laissait croire que l'Autriche allait perdre désormais tout ascendant en Italie. Le rusé Bonaparte laissait s'accréditer ces bruits, à ce point de dire qu'il ne venait là que pour délivrer l'Italie de deux oppressions : les Autrichiens sur la terre ferme, les Anglais sur la mer; déjà il avait fait bon marché des premiers, car ils étaient refoulés presque dans le Tyrol; le Milanais serait donné par compensation au Piémont, et le reste formerait un état indépendant. Dans ce nouveau partage de l'Italie, est-ce que Naples n'avait pas son lot? La puissance temporelle des papes, allant à sa fin, et devant disparaître du milieu de l'Italie, alors le roi de Naples pouvait satisfaire sa vieille ambition de s'emparer de tout ou partie des états romains, jusqu'à Pales-

nous pressons pas de conclure, persuadés que l'armée d'Italie, en maintenant ses glorieuses conquêtes, nous donnera toute la latitude nécessaire pour imposer à l'Italie les conditions de paix les plus favorables à la république. Il sera bien intéressant pour nous de savoir quelle opinion nous devons attacher aux ouvertures que vous a faites le prince Pignatelli relativement à Vienne, et vous en avez agi sagement en lui prescrivant de se rendre sans délai à Paris. En diplomatie comme en guerre, les moments sont toujours chers... »

trina et Velletri; le sort de Rome serait postérieurement décidé. Que fallait-il pour cela? s'unir à la république française par une alliance intime, comme l'avait fait l'Espagne, sa branche aînée, et chasser les Anglais des ports du royaume. Cette proposition avait quelque chose de séduisant : le roi de Naples n'aimait pas le pape; il y avait entre eux une sorte de rivalité inspirée par les philosophes à l'occasion du vieil hommage de vassalité par la haquenée. Ferdinand, si lazzarone de mœurs et d'habitudes paresseuses, signa un traité de paix. Bonaparte exigea moins de lui parce que le roi avait une armée nombreuse et qu'on craignait qu'elle n'aidât les Autrichiens[1]. Si l'on eût mis à profit l'insurrection des peuples, on aurait pu faire agir 30,000 Esclavons de Venise, 40,000 Napolitains, 30,000 Piémontais, 15,000 Romains ou Toscans; et l'armée française, prise en face par les Autrichiens, aurait été exterminée; il fallut les ruses de Bonaparte, les divisions qu'il sut semer, et la terreur qu'il inspira à tous, pour mener cette campagne aussi fortement et aussi habilement contre l'Autriche. Napoléon fit plus dans sa vie par la finesse diplomatique que par les armes.

Rien n'arrêtait l'armée républicaine. Le directoire était en paix avec la Toscane; une convention politique de neutralité avait été signée au moment même où la

[1] *Lettre de Bonaparte au directoire (7 juin 1796).*

« Vous trouverez ci-joint copie de l'armistice conclu entre les deux armées française et napolitaine (elles étaient à près de 20 lieues l'une de l'autre). 1° Nous ôtons 2,400 hommes de cavalerie à l'armée autrichienne; 2° nous ôtons aux Anglais cinq vaisseaux de guerre et plusieurs frégates; 3° nous continuons à mettre les coalitions en déroute. Moyennant cet armistice avec

guerre était générale, universelle; le frère de l'empereur d'Allemagne, afin de préserver ses sujets du terrible ravage, avait placé les terres de Toscane sous la protection de l'antique droit des gens : principes, au reste, foulés aux pieds dans cette invasion violente. Livourne, le port de la Toscane, cité de commerce et de juiverie, fut désigné du doigt par Bonaparte à ses soldats, comme un dépôt de richesses et de merveilleuses ressources. Le prétexte d'une invasion fut vite trouvé, car la force colore facilement ses plus capricieuses, ses plus injustes entreprises. Le général en chef déclara que Livourne était plein de marchandises anglaises : ses commerçants n'étaient que les prête-noms des grandes maisons de Liverpool ou de Londres; la république avait donc le droit de s'emparer des marchandises et de l'argent de l'ennemi; et bientôt de fortes colonnes se dirigèrent sur Livourne. Les Français y pénétrèrent sans trouver de résistance, et le commissaire Salicetti renouvela à Livourne les excès de réquisition et de maximum qui avaient ruiné Bordeaux, Marseille, sous la terreur. On mit le séquestre sur toutes les caisses, on imposa souverainement les banquiers; les entreprises de commerce furent confisquées au profit de la république, et cette violation de tous les principes produisit 25 millions pour le trésor de l'armée. Bonaparte écrivit

Naples, nous sommes à même de dicter à Rome toutes les conditions qu'il nous plaira. Par la conversation que j'ai eue ce matin avec M. d'Azzara, ministre d'Espagne envoyé par le pape, il m'a paru qu'il avait ordre de nous offrir des contributions. Voulez-vous que j'accepte, pour accorder un armistice au pape, 25 millions de contributions en argent, 5 millions en denrées, etc., etc.? »

au grand-duc de Toscane pour motiver la présence d'une division française à Livourne[1], comme il avait écrit à la sérénissime république de Venise pour justifier l'occupation de Vérone. Il vint lui-même à Florence, la cité des arts, la résidence du grand-duc, et là il fut enivré d'honneurs, au milieu des fêtes du palais Pitti. Le général se trouva entouré de flatteries, et le frère de l'empereur lui donna la droite dans toutes les cérémonies; lui, le front toujours sérieux, le regard hautain, répondit presque par des insolences aux gracieuses manières du grand-duc.

Ce furent les mêmes empressements pour le commissaire Salicetti, la pensée vivante du directoire. Fier républicain appelé à démocratiser l'Italie, il ne voulut point répondre à l'invitation d'un banquet que le grand-duc lui envoya : qu'avait-il de commun avec les souverains, lui qui avait jeté Louis XVI à l'échafaud? Le peuple de Florence, à l'imagination si profondément artistique, remarqua avec une sorte d'inquiétude la présence de la commission sacrilége dans la noble cité; c'était l'annonce d'un ravage : la belle collection florentine allait subir la destinée des musées de Parme, de Modène, de Rome; la Vénus aux formes divines, l'Apollon du Belvédère aux magnifiques traits, les chefs-d'œuvre des peintres depuis Giotto jusqu'à

[1] *Lettre de Bonaparte au grand-duc de Toscane.*

« Le pavillon de la république française est constamment insulté dans le port de Livourne. Les propriétés des négociants français y sont violées; le directoire exécutif a porté plusieurs fois ses plaintes au ministre de V. A. R. à Paris, qui a été obligé d'avouer l'impossibilité où se trouvait V. A. R. de réprimer les Anglais, et de maintenir la neutralité dans le port de Livourne.

Raphaël, seraient-ils enlevés de cette ville en deuil? Rien ne fut plus odieux à l'Italie que cette commission de savants, rapace, impie et sans enthousiasme : les richesses se retrouvent, les contributions se payent, mais comment remplacer jamais pour l'Italie les chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture qui font sa fierté et sa gloire? La femme noble et belle qu'on dépouille de sa parure n'éprouve pas une douleur plus profonde, que l'Italie privée de sa radieuse couronne artistique.

A Gênes, ce système de confiscation contre les marchandises anglaises fournit des prétextes à toute espèce d'exigences : quand la révolte des fiefs impériaux eut été réprimée par le fer et le feu; quand la tête du marquis de Spinola eut été mise à prix et son palais incendié, des commissaires français vinrent à Gênes pour demander un emprunt, une contribution de guerre et le séquestre sur les marchandises britanniques. Une sorte de vertige avait saisi les âmes molles et craintives de ces sénateurs plus froids pour la chose publique que leurs palais de marbre, plus tremblants que les grandes feuilles des pins qui s'agitent au vent du *sirocco* : on céda tout sur une injonction du terrible Bonaparte. A Turin même, on baissait la tête devant les ordres d'un ministre français insolent à la face de cette noble maison de Savoie, race de héros qui comptait le

« Le directoire a senti alors qu'il était de son devoir de repousser la force par la force, et de faire respecter son commerce. Il m'a ordonné de faire marcher une division de l'armée que je commande, pour prendre possession de Livourne. Le pavillon, la garnison, les propriétés de V. A. R. seront scrupuleusement respectés. V. A. R. applaudira sans doute aux mesures justes, utiles et nécessaires qu'a prises le directoire. »

prince Eugène pour ancêtre. Ainsi à Rome, Parme, Modène, Naples, Florence, Venise, Gênes, Turin, Milan, partout l'abaissement devant les Français; non pas cette obéissance que le respect et l'amour inspirent, mais cette soumission à la violence qui frémit sous le joug.

Cette domination des républicains sur l'Italie tenait donc à la condition essentielle de vaincre les Autrichiens toujours sans relâche, car, au premier revers, les villes et les campagnes, les gouvernements et les peuples se lèveraient comme un seul homme qui n'aspire qu'à une seule vengeance. Telle était aussi la préoccupation du général Bonaparte, si admirable improvisateur de merveilleuses combinaisons pour assurer la victoire à ses magnifiques drapeaux. Après le passage du Mincio, on pouvait considérer la retraite des Autrichiens comme un fait accompli: l'invincible armée de la république les avait poursuivis sans répit, et l'on doit dire, à l'éloge du général de Beaulieu, que jamais chef de guerre n'avait mieux disputé le terrain, avec une armée trois fois inférieure à celle des Français; chaque position était défendue avec un indicible acharnement; aucun poste n'était abandonné qu'après avoir soutenu une attaque de vive force, avec perte de 2 ou 3,000 hommes. La citadelle de Milan ne s'était point rendue, et Man-

Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie, à S. A. R. le grand-duc de Toscane.

« Au quartier-général de Livourne, le 11 messidor (29 juin 1796).

« Altesse royale (cette formule, Bonaparte paraît l'aimer de prédilection: il la donne au prince régent dans sa lettre à bord du *Bellérophon*, en 1815),

« Une heure avant que nous entrions dans Livourne, une frégate anglaise a enlevé deux bâtiments fran-

toue avait une garnison considérable, sorte de jalons jetés pour reprendre l'offensive et reconquérir le Milanais. L'esprit d'insurrection qui se manifestait en Italie devait aider les Autrichiens; il fallait laisser la furie française s'épuiser. Cependant la conduite du général Beaulieu fut sévèrement jugée à Vienne: quand on n'a pas été heureux dans la guerre, les accusations ne manquent pas. Il résigna son commandement, remis au général Mélas, en attendant le vieux feld-maréchal Wurmser, que le prince Charles détachait d'Allemagne. Quel vertige avait saisi le conseil aulique: quoi! opposer un vieillard de 80 ans (serait-il Rodrigue lui-même, le père du Cid), au génie jeune et aventureux du plus habile capitaine! L'armée autrichienne se concentra au pied des hautes montagnes du Tyrol; l'Italie était au pouvoir des Français; mais en examinant la situation de leur armée, on devait voir qu'une grande faute avait été commise par Bonaparte: saurait-on en profiter?

En stratégie, un des dangers considérables, c'est de trop éparpiller ses forces de manière à ce qu'elles puissent être brisées séparément. Si l'on suit le mouvement militaire de Bonaparte depuis la prise de Milan, on voit que ses divisions se morcellent comme des corps expéditionnaires de droite et de gauche, sans unité; le

çais valant 500 mille livres. Le gouverneur les a laissés enlever sous le feu de ses batteries, ce qui est contraire à l'intention de V. A. R., et à la neutralité du port de Livourne. Je porte plainte à V. A. R. contre ce gouverneur qui, par toutes ses démarches, montre une haine prononcée contre les Français: il a cherché hier, au moment de notre arrivée, à ameuter le peuple contre nous; il n'est sorte de mauvais traitement qu'il n'ait fait essuyer à notre avant-garde. J'aurais été autorisé, sans doute, à le faire

quartier général était à Milan, où la citadelle tenait encore, et il fallait en faire l'investissement. Bonaparte s'était porté en personne à Mantoue pour en suivre le siége : Mantoue, la patrie de Virgile, sur le vaste lac que forment les eaux stagnantes du Mincio. Dans ces vertes campagnes, sous les saules qui pleurent, mélancolique pays de l'idylle et de l'églogue, les républicains avaient placé leurs tentes. Mantoue n'était pas une de ces places qu'on enlève à la baïonnette ; deux intrépides généraux la défendaient ; il fallait en suivre le siége régulier, et la division Augereau y était destinée. Pouvait-on également laisser les Autrichiens opérer librement ? Le général Beaulieu n'avait que 15,000 hommes au pied du Tyrol ; on devait les poursuivre, les harceler ; la division Masséna vint s'épuiser dans des attaques sur l'Adige contre les Autrichiens, défendant la position avec acharnement. Jamais si grand carnage ! les eaux de l'Adige, rouges de sang, roulaient des cadavres. Un troisième corps d'Italie occupait Bologne pour de là menacer les états du pape ; un autre, Vérone ; le général Lannes brûlait, ravageait les fiefs impériaux, et le général Murat pillait Livourne. Un si grand éparpillement de forces, au milieu des fiefs insurgés, était

juger par une commission militaire ; mais, par respect pour V. A. R., intimement persuadé de l'esprit de justice qui caractérise toutes ses actions, j'ai préféré de l'envoyer à Florence, convaincu qu'elle donnera des ordres pour le faire punir sévèrement.

« Je dois en même temps faire mes remercîments à S. A. R. de la bonté qu'elle a eue de proposer le général Siraraldo pour faire procurer à l'armée ce qui lui était nécessaire ; il s'est acquitté des ordres de V. A. R. avec autant de zèle que de succès.

« *Signé :* BONAPARTE. »

commandé par la nécessité impérieuse de comprimer la révolte et de procurer des ressources à l'armée : est-ce qu'on aurait eu 100 millions à partager sans ces ravages? Mais en même temps il suffit d'avoir la carte sous ses yeux, pour reconnaître qu'une forte armée autrichienne paraissant tout-à-coup sur le théâtre de la guerre, appuyée sur Mantoue, secondée par l'insurrection, devait compromettre la destinée des Français, séparés, morcelés, corps par corps, à des distances de 50 lieues, et sans communication à travers des pays insurgés. Heureusement les Autrichiens ne marchaient pas avec une si puissante activité, et les résolutions n'étaient pas aussi hâtivement accomplies.

Ce qui perd les opérations stratégiques, ce n'est pas autant une défaite que les hésitations, les craintes qu'elle jette dans l'armée vaincue ou parmi les conseils qui la dirigent. Les événements d'Italie avaient excité autant d'étonnement que d'effroi à Vienne : quarante-cinq jours avaient suffi pour décider du sort de l'Italie. La monarchie autrichienne a cela de remarquable, qu'elle ne désespère jamais de sa fortune, même aux plus tristes jours : on avait vu les Turcs aux portes de Vienne; Marie-Thérèse élevait bien haut sa couronne quand tout l'abandonnait. Eh bien! la persévérance, la

Réponse du grand-duc de Toscane au général Bonaparte.

« Général,

« Le général Spannochi, arrêté par votre ordre, a été transporté ici ; il est de ma délicatesse que je le retienne en arrestation, jusqu'à ce que les motifs de cette arrestation (que je présume être justes) me soient connus, afin de vous donner, ainsi qu'à la république française et à toute l'Europe, le plus grand témoignage de cette équité conforme aux lois de mon pays, auxquelles je me suis toujours fait un devoir d'être soumis moi-même.

« Je charge de cette lettre le marquis

résignation, le courage avaient réparé les malheurs; le désespoir n'était pas dans la vieille devise de la maison de Bourgogne, et ne se peignait jamais sur ce front de bronze des vieux ducs d'Autriche, qui font cortége au tombeau de Maximilien à Insprück. Le conseil aulique avait placé toute la confiance des opérations militaires dans le maréchal Wurmser, capacité incontestée, mais vieillie; on avait arrêté deux plans : le premier consistait à descendre du Tyrol pour délivrer Mantoue; le second, plus simple, était de marcher droit sur Milan pour prendre les Français à dos, en insurgeant les populations.

Le premier projet fut préféré comme plus militaire et moins soumis aux caprices des événements. Les troupes que commandait le feld-maréchal Wurmser étaient solides, et il se trouvait à la tête de 47,000 hommes effectifs, appuyés sur l'insurrection tyrolienne. Le 29 juillet, l'armée autrichienne se déploie en deux colonnes : l'une prend la droite du lac de Garda par Riva, Salo, Brescia; elle est commandée par le brave général Quasdanowich; la seconde, que se réserve Wurmser, descend par la gauche du lac sur Caprino et Rivoli. Il fallait que le général autrichien comptât sur la dispersion des forces républicaines, sur la rapi-

Manfredino, mon majordome, à qui je vous prie de dire en quoi le susdit Spannochi s'est rendu coupable. Vous pouvez, en outre, avoir toute confiance en lui pour tous les objets qui peuvent intéresser le repos de mes sujets.

« Je désire vivement recevoir un écrit de votre main, qui, dans les circonstances présentes, puisse me tranquilliser complétement et assurer en même temps le repos de toute la Toscane.

« Je suis avec une parfaite estime, etc.

« *Signé :* FERDINAND. »

dité de sa marche, pour adopter une marche aussi vicieuse. Le lac de Garda, avec ses eaux si belles, se plonge depuis Riva jusqu'à Peschiera sur un littoral de vingt lieues, magnifique mer aux rives montagneuses[1]. Ces deux formidables colonnes balayent tout devant elles: sur la rive droite, Quasdanowich refoule la division Sauret en pleine retraite; Wurmser, sur la rive gauche, brise Masséna à Rivoli, au pied du lac. La jonction est prête à s'opérer; mais tout à coup Bonaparte paraît : son génie militaire se réveille avec un éclat éblouissant; les soldats le croyaient absorbé dans le siége de Mantoue; aussitôt il ordonne qu'on encloue les canons et qu'on abandonne les redoutes.

Que va-t-il faire? Un esprit vulgaire en stratégie aurait pressé plus violemment le siége et attendu le feld-maréchal Wurmser dans les retranchements. Cette idée commune, Bonaparte la dédaigne, et il calcule par ce simple raisonnement : si le feld-maréchal Wurmser est vainqueur, le siége de Mantoue sera nécessairement levé, et les Français ne pourront plus tenir cette position; s'il est vaincu, le siége sera très facilement repris après l'expédition. Voilà pourquoi il arrive au pas de course sur le champ de bataille. Ce n'est pas contre le maréchal Wurmser qu'il marche d'abord, il se précipite sur son lieutenant Quasdanowich par

[1] J'ai visité, en 1842, tous les champs de bataille si fameux des bords du lac de Garda; à Peschiera, il reste encore des souvenirs lamentables du passage des républicains, et l'on pourrait appliquer ce vieux jeu de mots populaire à Mantoue : *Che si dice di questa guerra? si dice ch' è un flagello di Dio, ma lo prendiamo da buona parte.*

Brescia [1]; si l'attaque est heureuse, la défense est héroïque : les Croates, les Tyroliens, les Hongrois se battent avec la même ardeur que les républicains; six combats terribles sont livrés en trois jours, avant que les Autrichiens soient forcés de regagner les montagnes par la rive droite. Alors Bonaparte revient rapidement sur l'autre face du lac où le feld-maréchal Wurmser effectue son mouvement pour ravitailler Mantoue; les Autrichiens ont attaqué Augereau à Castiglione, il les a contenus jusqu'à ce que Bonaparte apparaisse de nouveau sur le champ de bataille. Ici recommencent les combats à outrance, les engagements de tous les jours, de toutes les heures. On se bat pour l'Italie. Wurmser est parvenu à jeter des troupes, des provisions dans Mantoue; le but de sa marche en avant est atteint; il effectue alors sa retraite sur le Tyrol, où des forces puissantes l'attendent. Le Tyrol devient le magasin, le grand arsenal de l'Autriche : c'est dans cette noble et fidèle province que ses armées d'Italie vont se recruter; là tout est amour pour les vieux ducs d'Autriche; le peuple entier est soldat, la génération se prépare pour les héros à la taille d'Hoffer.

C'est sous un aspect poétique que se présente désormais cette guerre. Tout se concentre en une seule pen-

[1] *Lettre de Bonaparte au commissaire Saliceti* (Brescia, 2 août 1796).

« La fortune a paru nous être contraire un moment, mais enfin, grâce à la victoire de Lonado (remportée sur le corps de Quasdanowich) et aux mesures vigoureuses que j'ai prises, les choses prendront une tournure satisfaisante. J'ai levé le siége de Mantoue; je suis ici avec presque toute mon armée. Je saisirai l'occasion de présenter bataille à l'ennemi : elle décidera du sort de l'Italie. Battu, je me retirerai derrière l'Adda; battant, je ne

sée : prendre ou délivrer Mantoue. Homère, sorti du tombeau, pourrait chanter ce siége de la cité de Virgile, nouvelle Iliou. Là s'essayent et se succèdent de grandes armées. Quand le feld-maréchal fut refoulé dans le Tyrol, Bonaparte vint reprendre le blocus de Mantoue, sans artillerie de siége, sans munitions, presque sans tentes, sous les feux du soleil d'Italie, au mois d'août; et là pourtant il conçoit déjà les plus vastes projets pour sa destinée. Au siége de Mantoue, dans les loisirs de ce long blocus, il rêve d'immenses conquêtes et une principauté pour lui et sa famille au milieu même de cette Italie : maître pour ainsi dire de choisir la position, sa correspondance avec le directoire révèle un esprit de dictature et de supériorité qui n'aime point à obéir; il a déjà repoussé la coopération de Kellermann, le partage de son autorité; maintenant il commande non seulement aux divisionnaires pour les grandes opérations, mais encore aux commissaires, aux envoyés du directoire, aux conseils, aux gouvernements, à Gênes, Rome, Naples, Venise, Florence.

Cette correspondance intime avec le directoire, fort curieuse au reste, commence à l'époque des négociations avec les puissances d'Italie, qu'il règle en maître. A-t-il traité avec Naples? Bonaparte explique cette convention qui ôte aux Anglais cinq vaisseaux et aux Autrichiens

m'arrêterai pas aux marais de Mantoue. Assurez-vous que les châteaux de Milan, Tortone, Alexandrie, Pavie, sont approvisionnés. Nous sommes ici extrêmement fatigués; cinq de mes chevaux sont crevés de fatigue. Je ne puis écrire au directoire; je vous charge de lui annoncer en peu de mots ce que je vous marque et ce que mon frère Louis vous dira de bouche. »

La bataille de Castiglione est du 5 août 1796.

30,000 auxiliaires. Le pape propose-t-il un armistice? Il donne pour cela 25 millions; mais le directoire veut-il également l'accepter? Tout en soumettant ses actes au directoire, Bonaparte n'en garde pas moins le pouvoir le plus absolu. Salicetti est jacobin, mais admirateur de Bonaparte, il ne s'oppose jamais à ses desseins; un autre montagnard est avec lui, c'est Garreau [1], et celui-là est inquiet : il craint que le pouvoir suprême du général n'absorbe celui du directoire, et il s'en plaint : « Vous me croyez donc un Dumouriez, lui dit Bonaparte, parce qu'un général veut commander lui-même les opérations militaires dont il est responsable; est-ce trop pour sa volonté? »

Le directoire ne perd jamais de vue l'Autriche; il a écrit au général pour savoir quelle espèce d'ouverture lui a faite le prince napolitain Pignatelli au sujet de la cour de Vienne : des bruits ont circulé sur la santé chancelante de l'empereur François II [2]; il faut savoir ce qui en est; l'héritier présomptif de ce trône est le grand-duc de Toscane; si la mort frappait l'em-

[1] Bonaparte écrit, le 23 juillet 1796, à Garreau, commissaire du directoire près l'armée d'Italie : « Je sais bien que vous répéterez le propos que je ferai comme Dumouriez; il est clair qu'un général qui a la présomption de commander l'armée que le gouvernement lui a confiée, et de donner des ordres sans un arrêté des commissaires, ne peut être qu'un conspirateur. »

[2] *Dépêche du directoire à Bonaparte* (25 juillet 1796).

« Des bruits circulent que l'empereur, d'après la probabilité d'une santé toujours chancelante, touche au terme de sa vie. Pour profiter de cet événement, il est utile que vous en soyez instruit avec la plus grande célérité lorsqu'il aura lieu. Entretenez à cet effet des intelligences dans Vienne. Le grand duc de Toscane, héritier du trône impérial, n'hésitera pas à se rendre sur-le-champ dans sa capitale après la mort de son frère. Il s'agit dès lors de le prévenir, de l'enlever comme ennemi de la république, et d'occuper militairement la Toscane. »

pereur, il faudrait par un coup de main enlever le grand-duc : cela mettrait la monarchie autrichienne dans le veuvage de son souverain. Le directoire n'est pas d'avis non plus que Bonaparte engage ses troupes dans le Tyrol, avant qu'il puisse donner la main aux armées d'Allemagne : telle est la pensée du général lui-même, mais par des motifs différents ; il craint l'insurrection derrière lui ; il lève, il impose des contributions de tous côtés ; il maintient l'Italie : Gênes paye 10 millions au ministre Faypoult ; Venise achève sa rançon ; c'est là tout ce qu'on peut tirer de l'Italie à cette heure. Il faut prendre Mantoue avant d'organiser ces populations.

La volonté de Bonaparte est puissante partout : on ne sait pas s'il y a un directoire en Italie ; on ne connaît que le général. De cette époque date ce dévouement militaire du soldat absorbant son amour dans son chef, sans s'inquiéter de la patrie civile. Bonaparte fait tout pour ses compagnons d'Italie, armée à part qui ne ressemble en rien aux graves soldats du Rhin ou de Sambre-et-Meuse ; ceux-là, comme les vieux légionnaires romains, n'ont en vue que la république. Aussi Bonaparte, avide de paraître en souverain, appelle Joséphine auprès de lui ; c'est son intermédiaire auprès du directoire ; elle lui portera les paroles de Barras, et lui, à son tour, pourra lui révéler ses desseins d'avenir, vastes déjà comme le monde !

CHAPITRE X

TENDANCE PACIFIQUE DE L'EUROPE. QUESTIONS D'ALLEMAGNE.

L'Angleterre. — Ses inquiétudes sur une paix séparée avec l'Autriche. — Négociations avec la Prusse. — Ouvertures indirectes à la France. — La Hollande. — Le Portugal. — L'Espagne. — Alliance et traité de Saint-Ildefonse. — La Prusse. — Attitude de la cour de Berlin. — Neutralité armée et sécularisation. — Paix séparée avec les princes allemands. — Contributions. — Marche de Jourdan. — L'archiduc Charles. — Armée du Rhin. — Moreau. — Premières ouvertures à l'Autriche. — Tendance du directoire vers la paix.

Juin—Novembre 1796.

C'était surtout en Angleterre que les victoires si rapides, si merveilleuses de Bonaparte en Italie, avaient produit une sensation profonde. Lorsqu'un homme d'état de la valeur, de la puissance de M. Pitt, éprouve un douloureux démenti à ses prévisions, les ennemis alors se multiplient autour de lui; les médiocrités qui n'attendent rien d'elles-mêmes, espèrent souvent de la fortune, et lorsque cette fortune leur sourit, elles en font un argument contre le génie. Telle était la situa-

tion de M. Pitt dans ses combinaisons sur le continent; à voir cependant l'aspect général de l'Angleterre, on pouvait dire que, seule des puissances européennes, elle avait acquis des compensations effectives pour les pertes que toutes avaient éprouvées depuis trois ans : l'Inde, les colonies françaises, hollandaises, le cap de Bonne-Espérance, Ceylan étaient de belles conquêtes, et son commerce avait pris un essor inouï dans les fastes du monde. Il n'en était pas moins vrai que le dessein de M. Pitt de soulever le continent contre la révolution française avait échoué; ses subsides avaient été dévorés par la Prusse, sans que le cabinet de Berlin eût loyalement coopéré; le traité de Bâle brisait la coalition; l'Autriche, dignement entrée en lice, éprouvait en Italie des échecs d'une nature fatale, depuis la défection du Piémont; maître du Milanais, Bonaparte était aux bouches du Tyrol. Dans ces circonstances, ce qu'avait de plus à craindre M. Pitt, c'est que l'Autriche, à son tour épuisée comme la Prusse, ne traitât séparément avec la république. La politique des traités distincts lui paraissait mauvaise, en ce qu'elle laissait la France plus maîtresse de ses stipulations. Si l'Autriche, l'Angleterre et la Russie étaient venues négocier simultanément avec la république française, cette masse immense de forces aurait obtenu des conditions meilleures, et c'est précisément ce que le directoire repoussait, en proclamant la maxime des traités séparés avec chacun des ennemis de la république.

A l'effet de renouer les liens brisés des puissances continentales, M. Pitt désigna pour une mission, sur le

continent, M. Hammond[1], ancien ministre aux États-Unis, alors chef des affaires étrangères sous lord Grenville. Des renseignements, puisés à une source irrécusable, venaient de signaler à la Grande-Bretagne que la Prusse, de concert avec la république française, préparait des changements notables dans la constitution germanique. Ce rapprochement entre Paris et Berlin indiquait la tendance vers un traité intime que les deux cabinets désiraient également. M. Hammond avait mission de s'opposer à ces velléités d'alliance défensive ou offensive, et d'offrir, au nom de sa cour, tous les subsides que le roi de Prusse pouvait désirer, s'il voulait rentrer dans une lutte essentielle à la grandeur et à la liberté du continent.

Le négociateur anglais trouva des cœurs très froids autour de lui et des ministres entièrement engagés dans les idées françaises. Le baron de Hardenberg n'était-il pas le signataire du traité de Bâle et l'actif négociateur pour les questions de la neutralité allemande? Le comte de Haugwitz, tout entier dévoué à la France, n'était-il pas parfaitement secondé par le secrétaire, M. Lombard, si flatté de faire des vers français et de mériter un prix à l'Institut? Lorsque M. Hammond s'adressa directement au roi, il

[1] M. Pitt convoqua dans les premiers jours d'août (1796) un conseil privé où assistèrent tous les ministres. Là, il fut résolu que le sous-secrétaire d'état, M. Hammond, se rendrait immédiatement à Berlin, avec la mission expresse d'amener le roi de Prusse, soit par l'offre directe d'un subside, soit par tout autre moyen diplomatique, à se déclarer médiateur armé entre les alliés et la république française, c'est-à-dire, l'arbitre de la paix ou de la guerre, dans la vue de préserver non seulement le nord de l'Allemagne; mais son intégrité entière, en s'interposant dans les négociations qui se-

put rencontrer plus de bienveillance, quelque chaleur pour les vieux souvenirs des intimités entre les cours de Londres et de Berlin; mais, une fois sur le terrain des intérêts positifs, le roi rentra complétement dans les opinions de ses ministres : « Il nous faut, disait-il, la paix à tout prix; la Prusse a besoin de repos; l'Angleterre trouvera toujours l'Allemagne parfaitement disposée pour établir les plus larges relations commerciales; mais, fatiguée d'une longue lutte, elle souhaite le calme pour voir se développer les arts et l'industrie.» De Berlin, M. Hammond se rendit à Vienne, pour révéler au cabinet autrichien les intentions de la Prusse, qui visait alors à la grande souveraineté allemande. Par ce moyen, le négociateur réveillait une vieille et profonde inimitié entre les deux cours.

Ce qui inquiétait l'Angleterre surtout, c'est que ce système d'alliance et d'intimité entre la France et les états naguère ses ennemis, s'étendait avec une habileté remarquable : la Hollande ne faisait plus qu'une même personnalité avec la république française, et l'on venait d'apprendre que l'Espagne, par l'intermédiaire du prince de la Paix, Manuel Godoï, négociait un traité d'alliance sur les bases de la confiance la plus absolue; le directoire se substituait aux vieux droits des Bour-

raient ouvertes sur-le-champ avec la France dans un intérêt commun, et pour arriver plus sûrement à une pacification générale. M. Hammond, jadis ministre près les États-Unis d'Amérique, employé ensuite dans des négociations à Paris, était alors chef du département des affaires étrangères sous lord Grenville. On le regardait généralement comme un des négociateurs les plus habiles de la Grande-Bretagne, et très capable, sons tons les rapports, de remplir dans cette circonstance délicate les vues de son cabinet.

bons dans le pacte de famille; résultat sans doute étrange, et néanmoins fait désormais accompli. La négociation, conduite avec bonheur par M. de Pérignon, ambassadeur à Madrid, avait produit la convention de Saint-Ildefonse, qui renouvelait les stipulations du traité de Louis XV pour l'alliance offensive et défensive[1]; et à ce traité étaient joints des articles secrets qui mettaient une partie de la flotte espagnole et des subsides considérables à la disposition de la république; il n'était qu'un pas à faire pour que l'Espagne déclarât la guerre à l'Angleterre; et pour s'y essayer, elle attaquait le Portugal.

Le cabinet de Lisbonne était dans la plus vive perplexité; ses intérêts, ses affections, étaient pour le commerce anglais la source de sa fortune; l'Angleterre absorbait ses vins de Porto; le Portugal se trouvait sous sa dépendance, parce qu'elle était son seul débouché, et les liens que crée le commerce sont les plus puissants : il n'y a pas de domination plus tyrannique que celle du besoin, qui est pour les états ce que la faim est pour les individus. Cependant le ministre de France le pressait de fermer le Tage aux Anglais; Lisbonne et Porto devaient repousser le pavillon bri-

[1] Le traité de Saint-Ildefonse, signé le 18 août 1796, par le général Pérignon et Manuel Godoï, prince de la Paix, fut ratifié en ces termes, de la main de Charles IV. « Por tanto haviendo visto y examinado los referidos dies y nueve articulos, he venido en approbar y ratificar quanto contienen, como en virtud de la presente los apruebo y ratifico en la major y mas amplia forma que puedo, prometiendo en fé y palabra de rey cumplirlo y observarlo, hacer que re cumple y observe enteramente como si yo mismo los huviése formado. En fé de lo qual, mandé despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello real, y refrendada por el infra escrito, mi consejero y primer secretario de estado y del despacho. Dada en san Lo-

tannique. Il arrivait par tous les côtés des bruits alarmants à la cour de Lisbonne : on disait que les Français avaient demandé passage pour porter 40,000 hommes sur le Portugal, et qu'aidés des secours de l'Espagne, ils marcheraient droit au Tage. Sur ces renseignements, le régent désigna le marquis de Pombal pour une ambassade extraordinaire à Londres [1], à l'effet de s'enquérir s'il y avait quelque vérité dans ces bruits, et quel concours la grande Bretagne prêterait, au cas d'une guerre avec la république française. M. Pitt répondit à ces ouvertures, « qu'en effet, quelque chose avait été dit de ce dessein, mais vagnement; que la France avait désormais pour système d'exploiter la terreur, afin d'augmenter son influence et grandir ses ressources d'argent; qu'entre le projet d'attaquer le Portugal et le fait matériel de la conquête, il y avait loin, et que 400 lieues n'étaient pas facilement franchies, *tra los montes;* que quant à la mer, la grande Bretagne garantissait de ses flottes les côtes du Portugal, et que la France les respecterait. » Le marquis de Pombal revint à Lisbonne avec ces assurances, qui calmèrent un moment les alarmes du cabinet.

renzo, catorce de octubre de mel setecientos noventa y seis.

« *Signé :* Yo EL REY. »

[1] La cour de Lisbonne regardant les démonstrations du gonvernement français sous un point de vue très sérieux, envoyait à cet effet deux ministres extraordinaires, l'un près la cour de Londres, l'autre près la cour de Madrid. Le marquis de Pombal, qui devait se rendre à Londres, était chargé de représenter au principal ministre que le Portugal étant hors d'état d'opposer seul et par lui-même une résistance efficace à un ennemi puissant qu'aucune difficulté n'arrêtait, il venait concerter les mesures à prendre, et à réclamer des secours proportionnés au danger, afin de mettre le Portugal en sûreté contre toute entreprise qui menacerait son territoire d'une invasion.

Dans ces circonstances difficiles, M. Pitt, plein de crainte sur la fatale tendance des cabinets à signer des paix séparées, voulut lui-même essayer, une fois encore, d'amener un traité avec la république française. Aucune démarche ne fut faite publiquement avec un caractère officiel : lorsqu'il existe de longues inimitiés entre deux gouvernements, fiers, puissants, il est rare qu'à moins de grands malheurs, l'un d'eux fasse le premier pas. M. Pitt, avant d'engager aucune négociation directe, se servit, pour tâter le terrain, du ministre danois à Londres, le comte de Jarlsberg[1]. Le Danemarck, on se le rappelle, avait maintenu sa neutralité même dans les temps les plus difficiles; le chargé d'affaires à Paris, M. Kœnemann, jouissait de quelque faveur auprès du directoire, et l'on voulait essayer par son concours une sorte de préparation à la démarche officielle. M. Pitt s'était avancé jusqu'à diriger une note de cabinet, vague, il est vrai, mais assez significative pourtant, sur le désir d'une pacification générale. Il demandait au *Conseil exécutif* (il ne disait pas le directoire) « un passeport pour une personne chargée de la confiance du cabinet britannique, afin

[1] *Note de lord Grenville à M. le comte de Jarlsberg, ambassadeur danois à Londres* (6 septembre 1796).

« S. M. britannique, toujours animée du désir qu'elle a de mettre fin à une guerre qui s'est propagée dans toutes les parties du monde, par une paix juste, honorable et solide, ne négligera rien de son côté de tout ce qui pourra lui faire atteindre son but. S. M., en conséquence, a jugé à propos d'avoir recours à l'entremise d'une cour neutre pour demander au conseil exécutif un passeport pour une personne que S. M. est intentionnée d'envoyer à Paris, pour négocier avec l'administration française sur tous les moyens qui pourraient faire obtenir un but si désiré. S. M. est convaincue qu'elle ne perdra point de temps à lui faire connaître, par l'entremise qu'elle a choisie, une réponse satisfaisante, à

d'arriver au résultat désiré d'une négociation. » Cette note, communiquée au directoire par M. Charles Delacroix, ministre des affaires étrangères, n'obtint d'abord aucune réponse. Les directeurs furent blessés de ce que l'Angleterre ne s'était pas adressée officiellement à eux : si elle voulait réellement une négociation, qu'était-il besoin de recourir à une puissance neutre, quand il suffisait d'un pavillon parlementaire pour ouvrir les ports de la république à un plénipotentiaire anglais? Le directoire ne remarquait pas que cette habitude n'était point nouvelle : c'était presque toujours par les neutres que les rapprochements s'opéraient entre les parties belligérantes. La réponse verbale de M. Charles Delacroix se ressentit de cette aigreur[1]; on n'y gardait même pas les formes mesurées; le chargé d'affaires du Danemarck la transmit à M. Pitt, et pour le moment les choses en restèrent à ce point. Le directoire avait son dessein en repoussant ces premières communications de paix avec l'Angleterre : au moment où il essayait des négociations à Vienne, il refusait l'intervention de la grande Bretagne, espérant avoir meilleure condition des deux cabinets séparés, que réunis dans un traité commun.

M. Hammond accourait à Vienne, alors qu'il était fortement question de l'arrivée des Russes en ligne de

l'effet de lui prouver évidemment les sentiments de justice et de paix qui l'animent, ainsi que ses alliés. »

[1] Le ministre Charles Delacroix répondit verbalement à M. Kœnemann qui lui avait remis la note de lord Grenville, que « le directoire exécutif de la république française ne recevrait à l'avenir et ne répondrait à aucun des vœux que les ennemis de la république pourraient émettre pour la paix, lorsqu'ils les feraient connaître par un

bataille; si, à Pétersbourg, les choses étaient allées lentement, on pouvait affirmer qu'à la campagne prochaine, 60,000 Russes seraient envoyés sur les frontières allemandes à travers la Pologne. Ces retards étaient moins le fait du cabinet de Pétersbourg, que des craintes de l'Autriche, n'appelant qu'à la dernière extrémité ces auxiliaires redoutables ; il y avait antipathie entre les Allemands et les Moscovites; tant que l'Autriche avait gardé l'espoir du succès, pourquoi aurait-elle pressé ces armements qui mêlaient le cabinet de Pétersbourg aux affaires d'Allemagne? Aujourd'hui tout était dit: l'Italie paraissait perdue, et comment refaire une armée considérable, pour la reconquérir?

Catherine avait parlé un langage bien hautain à Berlin par son ministre : « Il lui paraissait presque étrange que la Prusse eût traité à part, et qu'aujourd'hui, elle essayât de bouleverser tout le droit public de l'Allemagne? » Ces menaces seraient-elles suivies d'effet? Est-ce que la Prusse aurait à se défendre, comme au temps du grand Frédéric, contre les armées moscovites? Les bulletins venus de Pétersbourg annonçaient une décadence visible dans la santé de la vieille souveraine : des bouffées de sang lui montaient au cerveau, comme signe avant-coureur d'une grande crise; colère, ardente dans tous ses désirs, il était à craindre

canal intermédiaire ; que si toutefois ils voulaient envoyer des négociateurs, avec des pleins pouvoirs et des papiers en règle, ces négociateurs pouvaient demander des passeports à la frontière, et de là se rendre à Paris ; que dans le cas où le gouvernement anglais aurait quelque affaire à traiter avec le gouvernement français, il ne devait pas ignorer que c'était au directoire qu'il devait s'adresser, et qu'il savait également la manière dont il pouvait y

qu'elle ne fût brisée par un coup d'apoplexie; et alors le czarewith Paul était appelé à lui succéder. Paul, trop longtemps comprimé par sa mère, prendrait sans doute un système tout opposé à ses idées; ce qu'elle avait fait, le czar le détruirait; ce qu'elle avait promis, peut-être le nouvel empereur ne le tiendrait-il pas; et la mort prêterait encore son aide à l'heureuse république. La vieillesse de Catherine paralysait le mouvement militaire, et l'on ne savait encore à Pétersbourg les intentions de guerre que par l'ukase qui ordonnait la levée de 130 mille soldats.

La cour de Berlin demeurait impassible dans l'accomplissement de ses deux projets : la neutralité de l'Allemagne, étendue au plus grand nombre d'états possible, et la sécularisation des villes et des électorats ecclésiastiques, pour trouver des compensations aux sacrifices que pouvait occasionner la cession de la rive gauche du Rhin à la France. Le premier système était entièrement dirigé contre l'Autriche, par une sorte de morcellement de l'Allemagne sous la couronne impériale brisée, et le baron de Hardenberg étendait chaque jour cette ligne de neutralité. Le second projet, renouvelé du temps de Luther, grandissait considérablement la prépondérance réelle de la Prusse; car les évêchés étaient nombreux ainsi que les villes libres, et quel

parvenir, c'est-à-dire qu'un pavillon de trêve était le moyen le plus sûr et le plus direct de faire connaître au gouvernement français ses vœux sur quelque objet que ce fût » Le ministre danois, en rapportant cette réponse, ajouta : « Tel est le résultat de la démarche que j'ai faite à votre réquisition. Je souhaite, pour l'amour de l'humanité, obtenir dans un autre temps un meilleur succès; mais je crains que ce temps ne soit encore bien éloigné. »

beau lot que Bemberg ou Nuremberg, la relique allemande! Le ministre de France, M. Caillard, poussait fortement à ces deux idées, parce que la Prusse, en échange de ces acquisitions nouvelles d'influence et de propriétés, reconnaîtrait enfin la ligne territoriale de la France sur la rive gauche du Rhin.

La note que remit M. Caillard [1], au nom du directoire, parfaitement rédigée, exposait au comte de Haugwitz : « que le véritable intérêt qu'avait la Prusse à reconnaître les frontières naturelles de la France, était fait acquis que nulle puissance ne pouvait nier; que si la Prusse prenait l'initiative pour le sanctionner, la France, son alliée la plus intime, la seconderait pour tous ses projets sur l'Allemagne; que ces projets, vieux déjà, avaient été indiqués par la réforme et en partie réalisés par le grand Frédéric; que la sécularisation des états ecclésiastiques accomplirait pour la Prusse l'œuvre protestante du XVI[e] siècle; que désormais plus forte que l'Autriche, elle dominerait l'Allemagne par son intelligence et sa philosophie avancée. » Ces insinuations allaient droit à la

[1] *Note de M. Caillard à M. de Haugwitz* (juillet 1796).

« Le directoire de la république française n'a d'autre désir, et ce désir est conforme aux stipulations de Bâle, que de pourvoir à la sûreté future des domaines de la république en leur donnant une frontière que la nature et l'art rendent propre à être défendue militairement. Il est temps que le cabinet de Prusse y concoure, en mettant enfin de côté des considérations intempestives sur l'intégrité du territoire et l'inviolabilité des anciennes constitutions de l'empire. Les circonstances actuelles ne les admettent plus. Quel avantage la Prusse espère-t-elle recueillir en tardant à prendre un parti à cet égard, qui remette pour ainsi dire entre ses mains l'accomplissement de ses désirs? Pourquoi, lorsqu'une si belle occasion lui est offerte de se soustraire aux contrariétés de la fortune, laisserait-elle plus longtemps

pensée politique de la Prusse; on avait saisi le côté de ses faiblesses : se dire le chef de la confédération protestante, grandir cette confédération au préjudice du catholicisme; détruire la couronne impériale ou la partager en deux fleurons, l'un protestant, l'autre catholique, tel était l'ancien plan de Frédéric II, et la république française offrait au roi de Prusse les moyens de le réaliser. M. Caillard disait au comte de Haugwitz : « Prenez Nuremberg, Francfort, que nous importe? plus vous grandirez en Allemagne, mieux cela vaudra pour nous qui sommes vos alliés des bords du Rhin; fortifiés dans Mayence, nous vous servirons de point d'appui. »

Ces conférences eurent pour résultat deux traités : l'un qui fixait les limites de la neutralité prussienne depuis Wesel, sur le Rhin, jusqu'à l'extrémité nord de l'Allemagne; l'autre, convention toute secrète, concédait enfin à la république le plus cher de ses vœux, les limites du Rhin, moyennant indemnité; la Prusse recevait l'évêché de Munster et le pays de Beckinghausen, et comme la maison d'Orange lui était unie par des liens de la plus étroite parenté, comme

ses intérêts à la merci des chances de la guerre? Que la Prusse prenne un parti, et alors elle verra que l'attachement de la république pour cette puissance ne se bornera point à des paroles. Le roi peut attendre beaucoup de la France, lorsqu'une fois la décision prise de convertir toutes les souverainetés ecclésiastiques de l'empire en principautés séculières, on pourra délibérer en même temps sur l'indemnité à régler pour la perte des provinces situées au-delà du Rhin. Il est évident qu'un pareil dessein réunit à l'utilité présente la certitude d'ajouter de nouvelles bases à la puissance que Frédéric II a fondée par l'autorité acquise sur les princes de l'empire, et particulièrement sur les états protestants. Ce grand monarque, après avoir, d'abord par ses armes, ensuite par sa prudence, conservé deux fois au palatinat l'antique patrimoine de la Bavière, n'a-t-il pas, en descendant au tombeau,

elle avait tout à la fois perdu son pays héréditaire et le stathoudérat, un dernier article de la convention sécrète promettait au prince d'Orange les bons offices de la Prusse et de la France, pour lui assurer une principauté formée des évêchés de Bemberg et de Würtzbourg à titre de souveraineté [1].

Ces conventions si intimes avec la Prusse (qui créaient pour la république une influence au nord, comme le traité avec l'Espagne constituait une alliance au midi), ramenèrent les négociations de la France au plus haut degré de splendeur où la politique de Richelieu et de Louis XIV les eût portées. Les Pays-Bas conquis, c'était le plan de Henri IV développé par ses successeurs; la prépondérance en Allemagne, c'était une idée vaste du cardinal de Richelieu, protecteur de la Prusse et des états protestants; l'intime alliance avec l'Espagne, c'était le pacte de famille renouvelé. Louis XIV avait également visé à la suprématie en Hollande, en Portugal, en Italie, et l'on y arrivait avec la république; tant le cours des âges se manifeste dans les mêmes proportions pour les choses grandes comme

laissé en héritage à son successeur la dignité de chef et de protecteur de la ligue des princes allemands, de cette ligue si courageusement formée et si sagement conduite par lui dans les derniers temps de sa glorieuse carrière? Aujourd'hui l'alliance de la république française aplanit à Frédéric-Guillaume les moyens de se maintenir à la tête du parti que la différence de croyance et la rivalité de pouvoir rend opposé en Allemagne à l'autorité de l'empereur, et de s'y maintenir en faisant le bonheur des états qui voudront profiter de sa médiation. »

[1] Ces deux conventions furent signées à Berlin le 5 août, par Chrétien Henri de Haugwitz d'une part, et par Antoine-Bernard Caillard de l'autre. La première modifiait, à raison des circonstances, les conditions imposées par les articles signés à Bâle le 5 avril et le 17 mai 1795, pour l'observation de la neutralité dans les provinces

pour les petites. Et quant à la rivalité avec l'Angleterre, développée dans son plus haut paroxisme, et comme dernier mot de la situation, c'était la plus vieille idée de la monarchie française : la république en héritait de Louis XVI.

Le directoire traitait avec le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade et successivement avec tous les petits princes de Souabe, de Hesse-Cassel. La France reprenait ainsi son antique prépondérance sur la Germanie, avec cette différence néanmoins que sous la vieille monarchie, les alliances, les traités, étaient libres, spontanés, résultaient de deux intérêts profondément d'accord, et voilà pourquoi elles duraient à travers les siècles, tandis que dans cette nouvelle période, il n'en était pas ainsi : la force était le lien, la victoire, le commandement, et la violence le résultat. Le système de spoliation qui dominait l'Italie était également imposé à l'Allemagne : ainsi le Wurtemberg, Bade, payèrent vingt-cinq millions d'argent et livraient en outre douze mille chevaux, douze mille bœufs et deux cent mille paires de souliers. Que devait-il arriver de là? C'est que ces liens, formés par la force, devaient se dissoudre, se briser, quand cette capricieuse

septentrionales de l'Allemagne, tant que la guerre se prolongerait dans la partie méridionale. On déterminait une ligne de démarcation qui, en partant de Wesel sur le Rhin, suivrait les frontières des montagnes de la Thuringe, s'étendrait ensuite le long des côtes de la mer du nord, en y comprenant les embouchures de l'Elbe, du Weser et de l'Ems, et contournant les frontières de la Hollande, reviendrait aboutir à Wesel. La république française s'engageait à reconnaître comme neutres tous les pays situés derrière cette ligne. Par la seconde convention, le roi de Prusse devait recevoir, en dédommagement de ses provinces transrhénanes, l'évêché de

souveraine. qu'on appelle la victoire, cesserait de nous combler de ses faveurs. Ce n'était pas un système, mais une certaine usurpation politique, qui poussait devant eux ces gouvernements dans notre voie; on crée plus d'alliances en payant des subsides, comme le cardinal de Richelieu, qu'en dépouillant les nations comme l'ordonnait la république.

Il n'est pas besoin de dire que la plupart de ces traités avec l'Allemagne[1] étaient amenés par la marche militaire des généraux Jourdan et Moreau, comme les traités avec les états d'Italie étaient commandés par les conquêtes de Bonaparte. Jourdan, général en chef de l'armée de Sambre et Meuse, suivait une ligne parallèle à celle de Moreau, général en chef de l'armée du Rhin. Moreau devait couper droit par Ulm sur la Bavière; Jourdan y descendait par Wurtzbourg et Ratisbonne, tandis que Bonaparte, remontant le Tyrol, devait faire sa jonction avec ces deux grands corps d'armée à Insprück, pour marcher tous trois glorieusement, en se tenant les mains, sur Vienne, la capitale de la maison d'Autriche. Ce plan, pour aller à ses fins, exigeait plusieurs conditions, et la première de toutes, la victoire complète, soutenue, invariablement fixée sous notre drapeau. Un seul échec important, éprouvé sur l'une

Munster et le pays de Becklinghausen. Par le 5e article de cette convention secrète, la France et la Prusse s'engageaient à interposer leur médiation pour amener un arrangement entre la république batave et le prince d'Orange, et à cet effet, la république française promettait d'employer ses bons offices pour opérer, en faveur du prince d'Orange, la sécularisation des évêchés de Bemberg et de Wurtzbourg, sauf pour ce prince à renoncer au stathoudérat.

[1] Les traités avec le duc de Wurtemberg et le margrave de Bade furent signés à Paris le 7 et le 22 août 1796.

des trois envergures de ce grand aigle qui volait aux trois hautes montagnes, de Bohême, de Souabe et du Tyrol, tout était compromis. C'est un peu l'inconvénient des plans militaires conçus sur des proportions trop vastes: il est rare qu'ils réussissent sur toute la ligne, et alors le moindre insuccès sur une colonne les ramène toutes au point d'où elles sont parties, par la nécessité d'une retraite dangereuse. L'avantage d'un corps compacte et fort se dirigeant partout où la nécessité l'appelle, est ici incontestable; c'est l'idée qui fit triompher l'archiduc Charles; elle le porta par un instinct de génie à marcher droit sur l'une des colonnes pour la briser.

L'armée de Sambre-et-Meuse, sous la conduite du général Jourdan, se déployait en masse par Wurtzbourg, Anspach, Hall, pour faire sa jonction avec l'armée du Rhin et Moselle, sous la glorieuse épée de Moreau. Il y avait dans cette armée de Sambre-et-Meuse un vernis de gloire, une grandeur de dessein, une fanfaronnade de succès, qui tenait d'une confiance excessive en elle-même. Les souvenirs étaient nobles, fiers et grandioses; le général Jourdan, fort médiocre capitaine, avait au reste les traditions des premiers temps de la république; la discipline n'était pas exactement gardée; on s'avançait un peu confusément, précédé de cette avant-garde de dix mille grenadiers, sorte de colonne infernale qui brisait tout, comme la trombe des tempêtes. L'armée du général Moreau, plus sévère et plus ferme, marchait par Donawerth sur Munich; dans ses rangs pressés et maintenus par la discipline, dominait un caractère marqué à l'antique, comme le général lui-même;

là, point d'autres jeux que la guerre, point d'autres distractions que la victoire et l'étude. Munich était le rendez-vous des deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, comme Insprück et Salzbourg le centre d'opérations pour marcher sur Vienne. A mesure qu'on s'avançait dans l'Allemagne, la politique du directoire était de détacher successivement de l'Autriche les contingents fédéraux; les Saxons avaient déjà opéré leur défection pour passer sous l'égide de la neutralité prussienne; la marche de Moreau en sépara également les Bavarois, qui abandonnèrent les drapeaux de l'archiduc, de manière que les républicains n'avaient devant eux que les troupes purement autrichiennes. Cette monarchie se trouvait dans les plus grands périls, ainsi délaissée de tous et fatalement trahie par la Prusse et le corps fédéral de l'Allemagne. Souvent, dans la vie des états, un homme de génie les sauve en jetant son épée dans la balance; et presque toujours cet homme se rencontre, car la nécessité, cette puissante impulsion de l'intelligence, enfante des prodiges.

A la face des deux armées françaises, pleines d'ardeur pour la victoire et la conquête, l'archiduc ne pouvait opposer que des forces inférieures, mais solides, comme les grenadiers hongrois, l'artillerie bohémienne, l'infanterie carinthienne et croate, les chasseurs tyroliens et les cuirassiers de Moravie, sous cet uniforme blanc et gris, couleurs de la monarchie autrichienne. Mais l'avantage de l'archiduc consistait surtout à centraliser ses troupes pour les porter de droite ou de gauche, selon l'occurrence : à l'armée de Jourdan,

l'archiduc, si jeune, si brillant, avait opposé le vieux feld-maréchal Warstensleben[1], repoussé presque aux frontières de la Bohême; à la face de Moreau, l'archiduc plaçait le général de La Tour[2], se réservant à lui la direction suprême de l'un et de l'autre corps. A Donawerth, il se donna une première bataille disputée pendant tout un jour; l'archiduc opéra sa retraite sur l'Inn. Tout à coup on apprend qu'il a quitté cette direction, et que, par un mouvement vigoureux à droite, il a fait sa jonction avec le maréchal Warstensleben, et qu'ainsi c'est sur l'armée de Sambre-et-Meuse que l'archiduc va porter ses coups : qui l'attire donc sur ce nouveau terrain? comment est-il appelé à changer tout son plan de campagne, qui consiste à défendre pied à pied la Bavière et après la Bavière les états héréditaires?

Ceci tient à la marche un peu fanfaronne de l'armée de Sambre-et-Meuse : rien ne peut arrêter le courage du soldat, quand il bouillonne, et le feu de la gloire quand il brûle le front! Le général Jourdan veut entamer la Bohême, et marcher le premier sur Vienne par Prague; au lieu de hâter sa marche par Ingolstadt sur Munich, ce qui est rationnel, afin de donner la main à Moreau, le général Jourdan, poussé par la merveilleuse bravoure de ses troupes, donne l'ordre de s'avancer en avant vers Amberg et la Bohême. Warstensleben développe

[1] Guillaume-Louis-Gaston de Warstensleben, né en 1728, fit ses premières armes dans la guerre de sept ans, puis alla combattre les Turcs comme général major. Employé sous Clairfayt en 1795, il fut créé feld-maréchal, et ensuite feld-zeugmeister (général d'artillerie).

[2] Baillet, comte de La Tour, né dans la province du Luxembourg, vers 1750, d'une ancienne et noble famille d'origine française, entra fort jeune dans

sa retraite, et prévient l'archiduc de cette faute des Français : la présomption coûtera cher aux glorieux enfants de Sambre-et-Meuse, car l'archiduc Charles, sans balancer, amène avec lui six fortes divisions, une magnifique cavalerie, et vient ainsi joindre Warstensleben. Ce n'est plus là les manœuvres lentes et méthodiques des Autrichiens ; c'est l'improvisation d'une jeune et forte intelligence militaire. Les hostilités changent de caractère : il y a désormais de la chaleur dans les mouvements de l'ennemi qui prend l'initiative, et l'archiduc Charles tombe sur l'armée de Jourdan.

Aux bords de l'Altmuhl, la réunion des forces autrichiennes s'effectue sur une assez large échelle pour forcer le général Jourdan à opérer sa retraite sur Amberg ; vigoureusement attaqué sur toute sa ligne, débordé de tous côtés, il se retire toujours harcelé jusqu'à Salzbach, laissant des prisonniers, des morts, des bagages. En vain, à Wurtzbourg, cherchant à rétablir sa ligne rompue par l'ennemi, il engage une bataille nouvelle [1], brillante mais malheureuse pour les vieux soldats de Sambre-et-Meuse, pris en flanc par 4,000 cuirassiers et 15,000 grenadiers hongrois. La retraite devient alors une déroute, on fuit jusque sur la Sieg et le Rhin : point d'ordre, aucune fixité dans la retraite, des désertions partout ; autant on était allé en avant le

la carrière militaire, et fit les campagnes contre les Turcs sous Lasey et Laudon. Nommé colonel du régiment des dragons de son nom, puis général major, il contribua, en 1789, à soumettre les Pays-Bas révoltés. Il prit une part active dans la guerre contre la révolution française, et après la bataille de Nerwinde, il fut nommé feld-maréchal lieutenant, puis général d'artillerie.

[1] Le 3 septembre 1796.

front haut et radieux, autant la désorganisation se met dans les rangs pendant la retraite[1]. Derrière le Rhin, il n'y avait plus qu'une multitude; l'armée s'était dissoute et les vieux soldats reconnaissaient à peine les drapeaux de leur demi-brigade.

Le jour même où l'archiduc Charles quittait le Danube et la défense de la Bavière pour tomber sur l'armée de Sambre-et-Meuse, Moreau marchait en avant sur Munich; il n'avait plus à sa face que la moitié de l'armée autrichienne sous le général de La Tour. Moreau sait bien que l'archiduc s'avance contre Jourdan, mais il connaît la bravoure de l'armée de Sambre-et-Meuse: elle saura résister. Il est d'ailleurs impossibe qu'une marche hardie sur Munich n'attire pas l'attention de l'archiduc qui voit ses flancs menacés. Moreau refoule devant lui le comte de La Tour et prépare la défection de la Bavière dans un pays riche, où les blés ondoyent à hauteur d'homme, où le houblon s'élève comme la vigne de Toscane, entrelacé dans les pommiers et les cerisiers sauvages. Tandis qu'il opère ce hardi mouvement, tout à coup une triste nouvelle vient à lui : l'armée de Sambre-et-Meuse brisée est en pleine retraite de Wurtzbourg sur le Rhin ; l'archiduc Charles

[1] *Lettre de Carnot au général Bonaparte* (septembre 1796).

« Nos espérances ont été surpassées par la victoire de Bassano. Quelle gloire pour vous, immortel Bonaparte! Quel coup terrible porté à l'orgueilleuse Autriche ! Elle ne s'en relèverait pas si toutes nos armées eussent eu le même succès que celle d'Italie ; mais la misérable reculade de Jourdan déconcerte tous nos projets. L'armée de Rhin et Moselle, qui allait vous donner la main, s'est trouvée compromise, presque cernée, obligée de rétrograder avec précipitation pour défendre son flanc, et il faudra toute l'habileté de Moreau pour sortir d'embarras. Il n'en résultera pas moins que nous serons

fait lever le siége de Mayence ; et tel est le misérable état des soldats de Jourdan, que l'archiduc ne s'en inquiète plus et ramène avec lui 52,000 hommes pour prendre Moreau en flanc et lui couper la retraite sur le Rhin.

Cette belle manœuvre de l'ennemi nécessitait au plus vite un mouvement rétrograde de l'armée du Rhin[1], dès lors si aventureusement engagée dans la Bavière : Moreau l'ordonna. Avec son énergie grave et méthodique, il voulut qu'il fût digne de véritables soldats, et un souvenir de cette autre retraite de braves gentilshommes qui de Prague gagnèrent le Rhin pendant la guerre de sept ans. Il marche donc au milieu de ces défilés, de ces belles plaines, de ces sites si variés, si magnifiques, qui bordent le lac de Constance ; à gauche, il doit respecter la neutralité suisse ; à droite, il est pressé par des corps autrichiens qui tourmentent sa retraite, et il doit rétrograder vite, bien vite, car l'archiduc Charles le devancera peut-être sur le Rhin pour le prendre à revers. On va donc nuit et jour, à travers les forêts séculaires, les vastes plaines, les châteaux en ruines, les villes florissantes, toujours pressé, attaqué. Le 19 octobre, à Emmindlingen, Moreau

privés des ressources de la Bavière, que votre gauche n'est plus appuyée, et que nous aurons beaucoup de peine à vous faire parvenir un secours équivalent à la colonne qui devait s'unir à vous par Inspruck. C'est donc dans votre énergie que nous trouverons de nouveaux moyens. N'oubliez pas qu'aussitôt les quartiers d'hiver pris sur le Rhin, l'empereur va avoir beaucoup de forces disponibles, qu'il ne manquera pas d'employer contre vous, et que c'est une raison pour ne pas vous enfourner sans être certain des gorges du Tyrol. »

[1] *Lettre du général Moreau au général Bonaparte* (9 septembre 1796).

« J'étais prêt à tenter l'attaque des

fut atteint par l'avant-garde de l'archiduc, sous les ordres de cet actif vieillard Warstensleben qui le pousse derrière l'Elz; le feld-maréchal chargeait Moreau l'épée à la main, lorsqu'un boulet lui emporta le bras, et cet événement donna un peu de répit à l'armée du Rhin et Moselle. Cinq jours après, attaqué par l'archiduc en personne à Schlingen, ce fut encore une grande bataille. Moreau la livra vigoureusement pour mettre le Rhin entre lui et l'ennemi; il repassa le grand fleuve à Brisach et à Kehl, gardant les deux têtes de pont, sorte de menace lancée sur l'Allemagne; semblable à ces héros de l'Arioste, qui, obligés comme Rodomont de fuir devant des masses d'hommes, lançaient leurs regards flamboyants derrière eux, comme pour dire : « Je reviendrai. »

La retraite des Français sur une grande partie du territoire germanique avait révélé plusieurs faits d'une nature sérieuse, et particulièrement l'esprit d'irritation des peuples contre les armées envahissantes. Nulle nature n'est meilleure que celle du paysan allemand : il est doux, bon, cordial même avec l'ennemi; mais quand on le trompe ou qu'on l'outrage, quand l'indiscipline jette le pillage autour de lui, alors il se monte la tête, il s'anime et ne connaît plus rien : il prend les armes, la fourche, pour combattre en partisan. Cela s'était vu déjà, et dans la retraite de Jourdan comme

gorges du Tyrol; le Lech et l'Iser étaient forcés, ce qui nous donnait d'excellents débouchés sur Insprück; mais l'armée de Sambre-et-Meuse, près d'arriver à Ratisbonne, a été repoussée successivement jusqu'à Bamberg, on dit même jusqu'à Wurtzbourg : ce qui me force à changer de direction. »

dans celle de Moreau, l'on aperçut des corps francs organisés et composés des paysans de la campagne; sorte de jacquerie qui témoignait qu'une réaction éclatait partout contre le système de ravage adopté par les Français en Italie comme en Allemagne. Ces insurrections apparaissent terribles, surtout aux époques de revers, alors qu'une armée se retire; les partisans qui souvent fatiguent une expédition victorieuse, deviennent bien terribles dans les revers!

L'esprit de l'Allemagne se faisait anti-français, et c'était un danger pour la cause républicaine. On ne pouvait plus se faire d'illusions : cette démocratie, qu'on présentait naguère aux peuples comme l'espérance brillante et colorée, n'était, à vrai dire, qu'une grande pillarde dévalisant les cités sur sa route. L'archiduc Charles fut considéré comme le véritable libérateur de l'Allemagne; il s'était noblement sacrifié pour la cause commune, à la différence de la Prusse égoïste, froide, travaillant sous main à son idée de sécularisation et de neutralité. Toute l'Allemagne retentissait alors de l'occupation de Nuremberg par les Prussiens [1], un des vieux souhaits de la monarchie de Frédéric. Qui ne te désire, ô Nuremberg! la ville du

[1] *Extrait d'une déclaration du ministre Hardenberg.*

« Les prises de possession de S. M. P. en Franconie, ont été rapportées avec une si grande inexactitude, qu'il est indispensable d'établir la fausseté des faits publiés à cet égard, faits controuvés d'abord à dessein, et répétés ensuite trop légèrement. Il est faux que les armées prussiennes aient pris possession de la préfecture nurembergeoise, de Hipolsteim, et même de l'évêché d'Eichstadt, de Combourg, de la commanderie d'Ellingen, estimée d'une manière erronée à 30 millions. Il est faux également que des cantons entiers de la noblesse immédiate de Franconie se soient soumis au sceptre de

moyen âge, avec ton hôtel-de-ville, tes fontaines, tes métiers, tes belles églises de Saint-Sebald, tes tableaux d'Albert Dürer! O Nuremberg, la Cordoue de l'Allemagne, sœurs du Nord et du Midi, qui toutes deux portent au front l'empreinte du XIVe siècle! J'aimais autant saluer ton marché que les alcazars de Valence et de Séville, la tour de Saint-Sebald que la cathédrale de Cordoue, ton hôtel-de-ville que l'Alhambra, et tes tableaux sur or du vieux siècle allemand que les versets du Coran entrelacés d'arabesques écrits sur la fontaine des Lions! La Prusse désirait donc Nuremberg, cité municipale, et ses troupes l'occupaient déjà sur l'invitation des bourgeois. A l'aide ainsi de son système de neutralité égoïste, la Prusse grandissait ses propres états sans aucun sacrifice d'hommes ni d'argent. Combien était plus noble et plus haut le rôle de l'Autriche si persévérante, si habile! Aussi, sa prépondérance devait s'accroître, parce qu'il y a chez le peuple un sentiment de reconnaissance pour qui se sacrifie à sa cause: l'archiduc Charles fut le héros de l'Allemagne; il n'y eut de grandeurs que pour lui.

Si l'on se rappelle le plan de campagne dressé par le directoire, les opérations de l'armée républicaine se déroulaient par trois puissantes colonnes dont le rendez-

S. M. P., ainsi que plusieurs villes impériales, y compris Dinhelsbuhl et Schweinfurt. La vérité est que la maison de Brandebourg n'a fait valoir sérieusement les droits légitimes de sa supériorité territoriale sur les seigneuries enclavées dans les margraviats d'Anspach et de Bareuth, qu'après avoir essayé en vain, depuis l'avénement du roi à la régence, d'en venir à un arrangement avec les propriétaires de terres qui, en partie, avaient usurpé illégalement des droits seigneuriaux en faveur de leurs possessions situées dans ces principautés, etc. »

vous solennel était Vienne. Par suite de la retraite précipitée de Jourdan, Moreau avait été obligé d'opérer son mouvement rétrograde jusqu'au Rhin. De ces trois colonnes si formidables, il ne restait plus que l'armée de Bonaparte, et encore elle n'osait s'avancer au pied du Tyrol insurgé, redoutable barrière. Le plan était donc manqué pour cette année au moins, et le directoire, qui avait repoussé d'abord les communications confidentielles du prince Pignatelli pour les conditions d'une paix avec l'Autriche, se montra très décidé à négocier au plus vite, afin d'obtenir un traité séparé, avant que l'Angleterre ne s'emparât des événements et des négociations.

Déjà, dans la correspondance intime du directoire avec Bonaparte, on voit ses craintes, ses désirs d'en finir avec une situation qui est toute précaire : « L'Autriche a eu des succès et des revers, dit-il, et l'on sait qu'elle est loin d'être épuisée ou découragée ; il existe dans les états héréditaires un sentiment de loyauté féodale envers l'empereur ; ce serait en vain qu'on espérerait le détruire. Une paix honorable peut donc s'essayer. » Quelques démarches avaient été faites par Bonaparte en personne [1], d'après les ordres du directoire, alors mal informé des succès de l'archiduc Char-

[1] *A Sa Majesté l'empereur d'Allemagne, roi de Hongrie et de Bohême, archiduc d'Autriche, etc., etc.*

« Sire, l'Europe veut la paix. Cette guerre désastreuse dure depuis trop longtemps.

« J'ai l'honneur de prévenir V. M. que si elle n'envoie pas de plénipotentiaires à Paris pour entamer les négociations de paix, le directoire exécutif m'ordonne de combler le port de Trieste, et de ruiner tous les établissements de V. M. sur l'Adriatique. Jusqu'ici j'ai été retenu dans l'exécution de

les; elles étaient insolentes comme une menace : si l'on ne se hâtait de traiter à Vienne, les républicains combleraient le port de Trieste, et ce n'était que pour éviter un triste sort à des sujets fidèles qu'on voulait bien jeter quelques propositions de paix. Bonaparte écrivit directement à l'empereur François II, d'un ton sec, saccadé, presque déjà comme un vainqueur; l'adjudant-général Chausel, habillé en brillant coureur, portant les signes de la république sur la poitrine et une large coçarde tricolore, fut envoyé à Vienne, avec des instructions fort étendues, portant toutes sur l'utilité d'un traité en dehors de l'Angleterre. Le conseil délibéra deux jours en présence de l'empereur, et il faut dire, à l'honneur du cabinet, qu'à l'exception du comte de Collowrath, tous les ministres pensèrent alors que l'Autriche ne pouvait pas séparer ses intérêts de ceux de l'Angleterre, avec laquelle on était loyalement engagé.

Depuis ces négociations premières, le langage du directoire s'était bien adouci : les revers de Jourdan et de Moreau plaçaient la cour de Vienne dans une magnifique situation, et dès lors les mêmes négociations durent être reprises, mais par un homme qui déjà avait joué un rôle important, le général Clarke. Nul officier ne possédait au plus haut degré la science d'organisation et l'habileté des moyens; simple colonel, Clarke avait

ce plan, par l'espérance de ne pas accroître le nombre des victimes innocentes de la guerre. Je désire que V. M. soit sensible aux malheurs qui menacent ses sujets, et rende le repos et la tranquillité au monde.

« Je suis avec respect, de Votre Majesté, etc., etc.

« *Signé :* Bonaparte.

« De mon quartier-général de Milan, le 2 octobre 1796. »

été chef de la guerre au comité de salut public, et on lui devait, peut-être autant qu'à Carnot, les quatorze armées de la république. Clarke dut partir pour l'Italie avec des instructions précises, écrites par le ministre des relations extérieures Charles Delacroix [1]. Ces propositions se résumaient en une série d'éventualités : la rive du Rhin étant prise pour limite de la république, il fallait offrir à l'Autriche des compensations pour les Pays-Bas. Un premier plan se présentait : proposer à l'Autriche de lui restituer ce qu'elle possédait en Italie, et avec cela les évêchés de Saltzbourg, de Passau et le haut Palatinat : ne serait-il pas préférable de lui donner, en échange

[1] *Extrait des instructions données à Clarke par le ministre Delacroix, datées du 14 novembre* 1796.

« ...Je vous suppose maintenant arrivé à Vienne, observant tous les grands personnages qui figurent sur ce théâtre, et traçant leurs portraits d'une touche aussi ferme que facile. Votre voyage serait suffisamment utile quand il n'aboutirait qu'à nous faire connaître les passions qui les animent, et les moyens de les faire tourner au profit de la république et de l'humanité.

« Sans être spécialement chargé de négocier la paix, vous pouvez la préparer dans les entretiens que vous aurez avec les personnages influents. Nous y arriverions sans contredit beaucoup plus aisément si nous pouvions offrir à l'Autriche des compensations convenables. Ce système des compensations admet une multitude de combinaisons que vous pourrez effleurer dans vos conversations, afin de démêler celles qui plairaient davantage. Essayons d'esquisser les principales :

« 1° Restituer à l'Autriche ce qu'elle possédait en Italie ; lui donner en Allemagne l'évêché de Saltzbourg, la prévôté de Bergstoldgaben, l'évêché de Passau, à l'exception de la ville de ce nom, le haut Palatinat jusqu'à la Naab ; dédommager l'électeur palatin jusqu'au Rhin. Voilà sans contredit la plus facile, celle qui plairait davantage à la maison d'Autriche et à toute l'Allemagne, mais elle sacrifierait nos nouveaux amis en Italie ; elle nous priverait des avantages que nous devons attendre de cette belle contrée, si nous parvenons à la soustraire à l'influence autrichienne.

« 2° Modifier le premier projet, en substituant aux états de Milan partie des états du pape, la Romagne, la Marche d'Ancône, le duché d'Urbin ; transférer le duc de Toscane à Rome ; lui donner le surplus des états du pape ; lui réserver le Siennois ; consentir à le nommer roi de Rome ; donner Florence au duc de Parme ; ménager un échange

du Milanais, la Romagne, la marche d'Ancône, le duché d'Urbin? On transférerait le duc de Toscane à Rome avec le titre de roi des Romains; le pape invariablement détrôné, on donnerait Florence au duc de Parme, puis au roi de Naples, Bénévent et Ponte-Corvo, en échange de l'île d'Elbe. Enfin, par un troisième projet, on offrait à l'Autriche la Bavière, le haut Palatinat, Saltzbourg, Passau, de manière à la satisfaire en Allemagne pour les pertes qu'elle faisait sur le Rhin. Ces notes, parfaitement écrites par Charles Delacroix, ne présentaient pas des propositions positives ponctuellement stipulées comme dans le pouvoir d'un plénipotentiaire; c'était simplement des éventualités au cas d'une négo-

de partie de ses états avec la Sardaigne; nous réserver l'île d'Elbe, dont le roi de Naples serait dédommagé par Bénévent, Ponte-Corvo et la Marche de Fermo; nous faire payer en Amérique de ce que nous laisserions prendre en Italie.

« 3° Céder à l'Autriche la Bavière, le haut Palatinat, Saltzbourg, Passau, et autres souverainetés ecclésiastiques qui y sont enclavées, à la charge par la maison d'Autriche de renoncer à tout ce qu'elle possède au midi de la chaîne des Alpes et dans le cercle de Souabe; dédommager le duc de Modène et apanager le grand duc de Toscane; donner à l'électeur palatin les états du pape, à l'exception de la Marche de Fermo, de Bénévent, de Ponte-Corvo, de Bologne et de Ferrare; y ajouter le Siennois, et lui donner le titre de roi des Romains. Ce projet serait très agréable en Italie, y mettrait nos intérêts à couvert; mais il pourrait déplaire à l'Allemagne. Le moyen de le faire adopter serait de fournir au roi de Prusse un ample dédommagement: lui satisfait, tout le reste serait réduit au silence.

« Il est une multitude d'autres combinaisons que vous formerez beaucoup mieux que moi; celles-ci pourraient suffire pour sonder le terrain, mettre les ministres et ceux qui les entourent dans le cas de s'expliquer et de développer leurs sentiments à cet égard.

« Le point capital que vous chercherez à atteindre, c'est de persuader à l'Autriche que, malgré l'avantage que lui offre l'Angleterre pour des compensations, cette dernière puissance, qui a des intérêts opposés aux siens, ne peut qu'entraver la marche des négociations; que la maison d'Autriche obtiendra davantage et plus promptement en traitant avec la république seule.

« *Signé :* C. DELACROIX. »

ciation entamée. On voulait la paix; si l'Autriche avait le même désir, elle se séparerait de l'Angleterre et de la Russie, et l'on enverrait comme plénipotentiaires, dans un lieu neutralisé, M. Charles Delacroix lui-même, M. Barthélemy, le plénipotentiaire de Bâle, ou le général Clarke. Dans ce congrès, on pourrait remanier l'Allemagne et l'Italie : la souveraineté du pape n'est déjà plus comptée par le directoire ; on en fera bon marché à l'Autriche, à Naples et à la Toscane ; la Bavière deviendra comme Rome un objet de compensation. Il y avait là de quoi attirer vers la paix la maison d'Autriche, si habile à grandir patiemment mais sûrement ses domaines, par les chances de la guerre et de la paix.

CHAPITRE XI

LES POUVOIRS ET LA SOCIÉTÉ.

Tendance vers la dictature militaire. — Lutte du pouvoir civil. — Le directoire. — Le ministère. — Les conseils. — Propositions d'assemblées. — Ministres. — La guerre. — Les finances. — La police. — Les royalistes à l'intérieur. — Les jacobins. — Les Chouans. — Les élections. — Paris. — La presse. — Attaque contre l'autorité. — Situation difficile. — Recours au pouvoir militaire.

Septembre 1796—Mars 1797.

L'immense action des armées dans les événements accomplis depuis trois ans, devait tôt ou tard créer la dictature militaire : Bonaparte venait d'imprimer une tendance souveraine à toutes ses opérations d'Italie, et c'était là le premier symptôme d'une nouvelle situation. Nul exemple, en histoire, n'est comparable à la suprême puissance que la convention nationale exerçait par son comité de salut public sur les généraux, aux temps d'énergie : ces hommes de guerre si fiers devant l'ennemi abaissaient leur front tremblant devant la parole d'un représentant du peuple, action puissante, invincible du pouvoir civil sur les armées; peu d'observations étaient admises; le général en chef, couvert des lauriers de la victoire, frappé, destitué plus capricieusement que sous

l'ancienne monarchie par une favorite, n'élevait jamais la voix pour se plaindre, heureux quand l'échafaud ne se dressait pas pour lui! Toute action venait du centre aux extrémités ; le plan de campagne était arrêté par le comité de salut public, étape par étape, et malheur à l'officier qui s'en écartait !

Combien les choses étaient changées depuis la chute du grand pouvoir de la convention! Il se formait des armées assouplies à leur chef, et plus dévouées à leur personne qu'à la chose publique. En Italie surtout, le caractère de puissance et de grandeur se révélait au front de Bonaparte : indépendamment de l'immense relief de ses victoires, de ses conquêtes, maître d'imposer partout des contributions de guerre, le général envoyait de l'argent à Paris et alimentait le trésor de ses grands pillages. Ses compagnons d'armes devenaient pour lui plus que des amis, des séïdes; ses aides de camp contemplaient bien plus son regard méditatif pour y lire ses pensées, qu'ils ne regardaient les tables de la loi et le livre des constitutions pour y étudier leur devoir. Déjà on raillait le gouvernement des parleurs et des avocats; si autrefois le terrible représentant faisait frémir à sa voix les soldats vieillis dans cent batailles, les membres des deux conseils étaient maintenant l'objet des moqueries des légions sous le nouveau César; situation toute particulière qui allait se développer dans de vastes proportions. Le gouvernement ne peut rester longtemps par terre : il s'élève toujours quelqu'un pour le relever de l'abaissement ; quand ce n'est pas une assemblée, c'est un homme.

Le directoire contemplait en tremblant cette situation où la force des choses l'entraînait; il n'était pas un seul des directeurs, sans en excepter Barras même, qui ne vît l'inévitable développement de l'esprit des camps et la marche irrésistible vers la dictature d'un général : Bonaparte déjà lui faisait peur. La création de grandes armées, exigeant de vastes plans de guerre, mettait irrévocablement le pouvoir dans les mains des généraux; en vain on avait voulu les diviser, opposer Kellermann à Bonaparte, le directoire avait été forcé de céder devant une sorte d'opinion soldatesque qui s'était manifestée énergiquement [1], et à laquelle le *cedant arma togæ* ne paraissait plus qu'un axiome de procureur. Les légions de Rome, au temps de la décadence, étaient ainsi retrouvées; et cependant telle était la position du directoire, qu'il avait besoin de se servir de l'armée pour s'opposer aux progrès d'une opinion publique peu favorable à la forme actuelle du gouvernement. Il fallait sur ce point constater un fait immense : c'est que l'esprit républicain s'était conservé aux armées comme dans un sanctuaire; soit que les services rendus à la chose publique y rattachassent les nobles âmes, soit que l'éducation première dût entraîner l'officier et le soldat aux souvenirs de 1794, l'armée aimait le système conventionnel avec exaltation. Là,

[1] Bonaparte avait écrit personnellement à Carnot (12 mai 1796).

« Réunir Kellermann et moi en Italie, c'est vouloir tout perdre. Je ne puis pas servir volontiers avec un homme qui se croit le premier général de l'Europe, et d'ailleurs, je pense qu'il faut plutôt un mauvais général que deux bons. »

s'était réfugiée la force des idées républicaines, jeunes et enthousiastes; on détestait le royalisme, et la bourgeoisie peut-être à l'égal du royalisme; et il se trouvait que le directoire était précisément menacé par ces deux oppositions dans les conseils et au dehors.

La composition du directoire ne s'était point modifiée dans son personnel: Barras et Carnot le dominaient toujours par leur caractère et leur activité. Barras, assez porté pour l'armée d'Italie, avait un faible indicible pour Bonaparte et les pillages en grand de Milan, Parme, Florence, Modène, Vérone, dont il lui revenait toujours quelque chose. Carnot, plus austère, était jaloux surtout que ses plans fussent contrariés par le génie jeune et vaste qui s'élançait dans la gloire en écartant toute combinaison méditée. Rewbell, Letourneur et Lareveillère-Lépeaux, esprits médiocres, se dessinaient selon la circonstance; mais jusqu'ici Barras avait la majorité dans le directoire. Or, cet esprit était un mélange d'énergie et d'insouciance, de résolution et de légèreté. Barras aimait la révolution, et le pouvoir un peu plus que la révolution; il détestait Carnot, parce que les caractères faciles ont d'indicibles répugnances pour les esprits entiers : ils ne comprennent pas qu'on se cramponne avec orgueil à une idée, comme à une colonne de granit; l'esprit de Barras était essentiellement celui d'un gentilhomme sensualiste du XVIII[e] siècle; l'Encyclopédie lui faisait proscrire les prêtres, le bonheur de trôner parmi les cinq rois lui faisait proscrire la royauté, et avec tout cela, il aimait les mœurs de l'ancien régime, les maîtresses, les meutes, les gardes-

chasses. Il avait un instinct de police merveilleux pour deviner les complots et suivre le mouvement des opinions; nul ne savait mieux corrompre avec largesse, parce qu'il était corrompu lui-même. Barras représentait la partie des nobles du vieux régime, adonné aux tripots, aux filles de joie et au sensualisme grossier d'un garde-marine qui revient d'un voyage lointain.

La constitution plaçait au-dessous du directoire des ministres responsables, et le premier choix s'était porté, pour la justice, sur Merlin de Douai, légiste procédurier, jacobin de la Montagne, auteur de la loi des suspects dont la renommée de rapacité était fort étendue. M. Charles Delacroix [1] avait le département des relations extérieures: esprit au reste fort modéré, calme, méthodique. Ramel gouvernait les finances, Petiet la guerre, Cochon [2] la police, et Benezech [3] l'intérieur; tous doublures du directoire, commis à départements, car les grandes affaires passaient par le conseil du Luxembourg. Est-ce que Barras eût jamais abandonné à d'autres mains le soin des relations extérieures et le

[1] Charles Delacroix de Constant, né en 1734 en Champagne, était en 1789 chef de bureau au contrôle général des finances. Député à la convention, il y vota la mort de Louis XVI, et fit partie (avril 1793) du comité de salut public. Après le 9 thermidor, il se montra acharné contre les terroristes, et à la réélection des deux tiers de la convention, il fut élu membre du conseil des Anciens.

[2] Cochon, né le 25 janvier 1749, conseiller au présidial de Poitiers, lors de la révolution, fut député aux états-généraux, et ne reparut qu'en 1792 à la convention, où il vota la mort du roi, puis il entra au comité de salut public (septembre 1794). Après la dissolution de la convention, il prit place dans le conseil des Cinq-Cents.

[3] Pierre Benezech, né à Montpellier en 1745, directeur d'un bureau d'affaires, propriétaire des *Petites affiches de Paris*, devint chef de la commission des armes sous la révolution.

gouvernement de la police, objets de sa prédilection? Carnot, de son côté, n'eût jamais délaissé la direction de la guerre, et Petiet n'était que son agent. Si le conseil des ministres préparait les rapports, répondait à ce qu'on appelait les détails du service public, le gouvernement était véritablement aux mains des directeurs. La constitution établissait, en principe, que le directoire communiquerait avec les conseils par la voie des messages, et le travail des ministres était surtout la rédaction de ces documents, travaux médiocres et fort prolixes, car à mesure qu'on arrivait aux faiblesses du gouvernement, au décousu des pensées, on se remettait à parler de plus belle comme à la constituante et à la législative.

La majorité des deux conseils était parfaitement en harmonie avec cette tendance pour les discussions de tribune; l'esprit de la convention, tout entier gouvernemental, s'effaçait de plus en plus pour faire place aux dissertations; le directoire, souvent en minorité dans les conseils, voyait ses messages dépecés au milieu de débats vifs et injurieux. Un fait considérable se révélait une fois encore aux esprits méditatifs; c'est que la France n'était pas révolutionnaire : toutes les fois qu'on lui laissait une issue libre, spontanée, elle revenait à l'ordre, à l'esprit de paix, et l'on pouvait dire au gouvernement monarchique. Les sacrifices qu'impose une révolution lui faisaient peur; cet esprit de sauvage énergie du comité de salut public se reproduisant à elle comme un rêve pénible, elle en craignait la réalité. La France désirait une monarchie

pondérée, et c'est ce qui créait la popularité des députés Camille Jordan, Pastoret, Portalis, Viennot-Vaublanc, Barbé-Marbois, Lafon-Ladebat, Quatremère de Quincy. On aurait dit le côté droit de la législative aux affaires, avec cette différence dans les deux situations, qu'en 1792 les idées révolutionnaires, dans toute leur ferveur, poussaient aux désordres, tandis qu'après tant de secousses et de crises violentes, on revenait à l'ordre par un instinct irrésistible.

On pouvait compter quatre nuances dans les conseils législatifs : d'abord, le véritable parti conventionnel, révolutionnaire, qui correspondait aux jacobins et aux thermidoriens réunis, s'appuyant au directoire sur Rewbell, Barras, Larevcillère; une seconde opinion plus modérée, représentée par Daunou, Chénier, liée à madame de Staël, et qui aurait soutenu la république plutôt que reconstitué la monarchie, même pondérée; puis les royalistes constitutionnels, tels que MM. de Vaublanc, Pastoret; enfin les royalistes purs, tels que Imbert Colomès, Henri Larivière, en correspondance intime avec Louis XVIII. Dans une lutte décisive, ces quatre nuances devaient nécessairement se fondre en deux grands partis très dessinés, quand il s'agirait surtout de la vie et de la force du gouvernement. Les conventionnels modérés voteraient avec les montagnards, et les royalistes constitutionnels avec les royalistes purs.

Cet esprit des conseils devait encore se modifier par les élections prochaines : les assemblées primaires étaient dans le sens de la monarchie; la bourgeoisie, avec sa peur de la révolution, s'était naturellement

placée sous la protection de l'idée royaliste et, après tant d'épreuves, on souhaitait le retour de Louis XVIII, avec des garanties de constitutionnalité : il paraissait à la bourgeoisie que ce rappel d'un gouvernement monarchique était le seul élément de repos et de sécurité. Les élections s'accomplirent dans ce sens, sous l'action d'une presse entièrement dévouée aux royalistes, ardente, jeune, spirituelle; jamais peut-être l'opinion publique n'avait été plus fortement prononcée pour la restauration de la vieille société. Mais en révolution il ne s'agit pas des idées, des intérêts, des opinions du grand nombre, mais de la volonté énergique de quelques esprits vigoureux qui savent dominer les événements et agir à temps et avec force.

A cet effet, le directoire portait des yeux attentifs sur l'armée, qui avait conservé des traditions républicaines dans leur jeune et noble pureté. Quelle force le gouvernement avait-il pour lutter avec l'intérieur sans cette armée victorieuse! Et ici, nouveau danger : un appel à l'épée, c'était établir sa domination, favoriser une dictature de soldat; à droite donc les conseils, la presse, qui poussaient invariablement à la monarchie des Bourbons; à gauche, l'armée qui prêterait appui, mais en échange d'une dictature militaire : d'où la vive, l'incessante inquiétude du directoire; sa politique est désormais de diviser les généraux, de créer parmi eux des jalousies, des rivalités sur une grande échelle : Moreau peut être placé à l'égal de Bonaparte et bien au-dessus de Hoche, le général de la police politique du directoire; Joubert est le jeune protégé de Sieyès;

dans l'armée d'Italie, on sait qu'Augereau est le plus démocratique, le plus conventionnel, qu'il est plein de jalousie contre Bonaparte; on s'adresse à lui dans l'intimité. Affaiblir les unes par les autres les grandes renommées, et par dessus tout amener peu à peu un désarmement par la paix : telle est la politique du directoire en face des nécessités d'une situation complexe et souvent compromise.

Toute la puissance de la révolution est maintenant dans ses armes, car les autres ressorts sont bien faibles, bien usés : où en sont ses finances? c'est un des plus curieux phénomènes de la probité et du crédit que de voir l'Angleterre, qui prête de l'argent à tous les peuples, à tous les rois, se conservant riche, opulente, splendide jusque dans sa dette publique, tandis que la France, qui prend de l'argent partout par des pillages publics, répétés, est couverte de misère et ne trouve pas un sou à emprunter. Cela vient de ce grand axiome, que la richesse ne consiste pas dans la masse des moyens, mais dans l'activité de la circulation et la loyauté pour l'acquittement des charges. Or, la France n'était pas dans cette condition : les assignats démonétisés avaient été remplacés par les mandats territoriaux, et ceux-ci étaient tombés rapidement. Pouvait-on créer encore des signes monétaires? Tout devait se payer au comptant ou par des valeurs de trésorerie à courtes échéances, escomptées à 15 ou 20 pour 100. De là résultait un exhaussement dans le prix de toutes choses, sans en excepter même les fournitures accomplies pour le gouvernement, car nul ne veut perdre dans les spéculations; on avait

l'emprunt en rentes, dont le taux variait de 15 à 18 francs pour une rente 5 pour 100, ce qui mettait l'emprunt à 33 pour 100; et l'opération de réduction et de remboursement des deux tiers, en valeur dépréciée, venait de frapper de mort les fonds consolidés. On avait déguisé sous le titre d'emprunt forcé un impôt sur les riches, qui n'avait produit qu'un cinquième; et la valeur des signes monétaires était si mobile, si variable, qu'on venait d'être obligé de régler le payement des salaires et des traitements en hectolitres de blé. Le génie de l'impôt, réveillé avec toute la fiscalité ardente, préparait une loi sur les enregistrements, les hypothèques, l'impôt du sel et du tabac; les patentes étaient soumises à un fort droit; et l'on imposait un dixième en sus, destiné à une subvention de guerre. Ainsi, en France, désordre, pillage et pauvreté; en Angleterre, crédit, scrupuleux acquittement des dettes, abondance du numéraire et des signes en circulation. Singulier rapprochement qui fait voir que la probité pour les états, comme pour les individus, c'est la fortune! De cette incessante mobilité du numéraire étaient nées des existences inouïes et d'étranges jeux de hasard [1].

Si les finances inquiétaient vivement le directoire, il

[1] On lisait dans les journaux :

« Un juif arrivé d'Altona, il y a environ sept mois avec 200 louis, occupe aujourd'hui, faubourg Saint-Honoré, un magnifique hôtel de condamné, dont il a payé le mobilier 300,000 livres en numéraire. Sa fortune est évaluée à 250 millions en assignats, le tout acquis en sept mois. Réal nomme un certain Caraba, qui s'est fait marchand de dentelles, et qui possède aujourd'hui le bel hôtel de Richelieu, un côté de la belle rue à colonnes près le théâtre Feydeau, huit à dix magnifi-

prêtait en ce moment une plus spéciale attention à la police. C'est un peu la nécessité des gouvernements qui n'ont pas une situation parfaitement nette, que de surveiller de droite et de gauche, et le directoire en était là. Barras avait d'ailleurs ce goût de s'enquérir, et il faut dire qu'il le faisait bien : autour de lui s'était réuni un certain cercle d'ancien régime, au moyen duquel il savait tout ce qui se passait à la cour de Louis XVIII et parmi les émigrés. Beaucoup de ces gentilshommes, pauvres, ruinés, revenus de l'étranger, avaient conservé le goût des plaisirs, des orgies, du jeu, des femmes, et pour cela, ils n'avaient pas dix louis d'or; Barras les intéressait aux fournitures pour leur ouvrir une mine intarissable. Celui-ci, d'un noble nom (honte à lui !), venait vendre le secret de la conspiration royaliste dans le conseil des Anciens et des Cinq-Cents au 18 fructidor[1]; celui-là, intrigant actif, lui révélait les négociations de Pichegru avec le prince de Condé, négociations que Moreau, par une faiblesse indicible, avait déjà dénoncées au directoire. Barras achetait des pièces de conviction, des moyens de proscrire et de frapper des coups d'état. Avec les jacobins, le directeur avait aussi des moyens de police fort actifs : il n'avait jamais rompu avec Fouché, richement intéressé

ques maisons dans Paris, et la fameuse raffinerie située à quelques lieues, sur les bords de la Seine. »

24 *juillet* 1796. « Le citoyen Boursault, dit Malherbe, ex-député conventionnel, a soumissionné, pour 300,000 livres en mandats, le château de Grosbois, que *Monsieur* avait acheté 3 millions en numéraire, du président Gilbert de Voisins. »

[1] D'autres beaux noms savaient mourir dans la misère.

« Madame la maréchale de Duras, qui, par l'émigration de toute sa fa-

dans les fournitures, et celui-ci appréciait le personnel des conspirations jacobines avec un tact très remarquable, de manière que la police du Luxembourg était parfaitement éclairée, même dans ses rapports avec les partis les plus hostiles à son système.

La diplomatie d'agents secrets à l'extérieur, le directoire la connaissait aussi; gouvernement corrompu lui-même, il savait toute la puissance de ces pensions secrètes qui avaient créé la forte action de la France à l'extérieur depuis Richelieu; presque dans toutes les cours, il y avait des pensionnaires du directoire, à Berlin, à Vienne, à Londres même, et le registre secret en fait foi: la police était auprès de Louis XVIII, auprès du prince de Condé, en Vendée, en Bretagne, partout où il existait un intérêt à surveiller. Il y avait des états-majors entiers de l'ennemi, achetés par le directoire; et ici, je dois le dire, le personnel de l'armée autrichienne surtout comptait plus d'un pensionné de la république. En Allemagne, les juifs servaient d'intermédiaires pour ces saletés. Sous la convention, c'était la propagande de principes, sous le directoire ce fut la police des écus, qui se continua sous Napoléon, mais le résultat fut le même. A Paris, le corps diplomatique commençait à prendre une certaine consistance, et l'on y comptait un ministre de Prusse, de Suède, de Danemarck, un ambassadeur d'Espagne, des envoyés de Na-

millie, est restée isolée au milieu des Français, vient de mourir dans un hospice au faubourg Saint-Antoine, où elle s'était retirée pour y jouir des soins paternels du citoyen Grandvin, dont l'âme généreuse et compatissante s'est livrée tout entière au secours des malheureux avec un zèle digne des

ples, de Toscane, des électorats d'Allemagne (Saxe, Bavière, Wurtemberg, Bade). Ceci donnait lieu aux réceptions d'apparat, aux négociations régulières, comme au temps de la monarchie; la cour du Luxembourg s'emplissait des belles voitures des ambassadeurs, des splendides équipages d'Andalousie ou de Mecklembourg. On faisait audience chez le directeur Barras: il avait son lever, ses chasses, ses galas où il invitait, comme les vieux rois, tel ambassadeur ou tel envoyé; et il se complaisait à se faire appeler citoyen, lui qui pouvait montrer ses vieux titres du x[e] siècle avec le nom de Barras ayant fief en Provence.

Séparé de la police et des finances, le ministère de l'intérieur avait peu d'importance, se bornant à l'action purement administrative, et pour ainsi dire à l'impulsion donnée aux administrations départementales. La justice, aux mains de Merlin de Douai, s'était généralement composée de jacobins en retraite qui échangeaient la vie active des clubs contre une position de magistrature. On avait institué une haute cour nationale à Vendôme, pour juger les crimes d'état, les conspirations de partis et les actes en dehors de la constitution, sorte de tribunal révolutionnaire affranchi des clubs de Paris, tout à la fois cour judiciaire et tribunal politique : devant la cour de Vendôme, Babœuf avait été traduit avec ses complices du parti communiste, et Cof-

plus grands éloges. Aussitôt que le ministre de la police a été instruit de la détresse de madame la maréchale de Duras, il s'est empressé de lui envoyer 10 louis en numéraire. La maréchale n'en a pas profité, vu qu'elle est morte le lendemain. »

(Extrait de l'*Ami des lois*, du 5 juillet 1796.)

finhall, nom bien célèbre déjà sous le tribunal révolutionnaire, avait interrogé ces vieux camarades en jacobinisme. Le directoire se trouvait, sous ce point de vue, déplorablement placé : par ses instincts, ses goûts, ses antécédents, il était montagnard, et cependant il se voyait dans la nécessité de frapper la seule force qui pouvait le soutenir; c'est ce que Babœuf avait parfaitement compris, lorsqu'il traitait le directoire de puissance à puissance. Tous les actes, toutes les pensées du directoire étaient révolutionnaires au plus haut point : pourquoi dès lors persécuter ceux qui seuls pouvaient fermement l'appuyer dans sa lutte contre les conseils et l'esprit général de Paris et de la France?

Les autres tribunaux étaient organisés avec assez de négligence : lorsque le pouvoir est préoccupé de certaines idées qui l'absorbent, il néglige le cours ordinaire des choses; la justice est alors pour lui moins importante que la force et le succès. Les tribunaux étaient encore le produit de l'élection, même la cour suprême de cassation. On se raillait beaucoup de Merlin, le ministre de la justice; nul n'était plus violemment en butte aux sarcasmes, aux accusations des conseils et des journaux.

La presse n'avait alors aucun de ces ménagements de formes et de mots qui sont le sentiment et le fruit de la bonne compagnie dans l'écrivain : que ne disait-on sur Merlin, Rewbell, sur leurs amis et leurs parents, qui grandissaient démesurément leur fortune? Les journaux comptaient des littérateurs d'un remarquable talent et d'une énergie turbulente : Lacretelle jeune,

journaliste de verve et d'esprit; Laharpe, tout à coup converti aux doctrines royalistes et toujours déclamateur pour ou contre la cause de l'ordre, sorte d'esprit qui ne sait pas garder de mesure; Michaud, de *la Quotidienne*, spirituel, piquant, élève de l'abbé Delille, qui venait d'acquérir une juste renommée par la publication du *Printemps d'un Proscrit*, au moment où les vers de *la Pitié* étaient dans toutes les mémoires; Fiévée, penseur systématique, trop gâté par l'excessive prétention de sa personnalité, mais journaliste mordant et fort lu; Fontanes, dont les beaux vers et la prose cadencée faisaient les délices des salons un peu élevés; enfin Quatremère de Quincy, homme de science, de remarquable critique, expression de la haute bourgeoisie de Paris, et qui s'était jeté avec un grand dévouement dans la cause royaliste. Chaque matin, une polémique active, ardente, s'élevait contre le directoire; on pouvait dire qu'il y avait une conjuration des conseils législatifs, des élections et de la presse contre l'esprit révolutionnaire.

La société paraissait fort disposée pour une restauration de la monarchie, mais avec des nuances différentes. Louis XVIII n'avait pas cessé un seul moment d'espérer le rétablissement de la couronne à son profit. Je ne sache pas d'esprit plus persévérant, plus actif et en même temps plus résigné que celui du roi; certes, il venait d'éprouver tout ce que la fortune réserve de plus pénible dans l'exil : l'ingratitude et le mépris [1]; la

[1] Louis XVIII partit de Vérone, le 21 avril 1796, accompagné du comte d'Avaray, du vicomte d'Argout et d'un seul domestique; il prit la route du

république de Venise affaiblie, déshonorée, sur la première injonction de Bonaparte avait ordonné au roi de France de quitter sur-le-champ le territoire vénitien, où Henri III avait été accueilli avec tant d'enthousiasme par le doge, sur le *Bucentaure* pavoisé. Oh! qu'elle était loin de ces lâchetés, la Venise de la ligue de Cambrai et la grande alliée de Henri IV et de Louis XIV. Bonaparte se montra sans dignité, sans respect pour le malheur : quoi! lui, jeune officier élevé aux frais du roi de France dans un collége de gentilshommes, proscrire le frère de Louis XVI, et punir Vérone de ce qu'elle lui avait donné asile! Dieu lui réserva plus tard à lui-même toutes les amertumes de l'exil et de la proscription, car il faut que justice vienne.

Louis XVIII, toujours digne, toujours ferme, reprit son bâton de voyage sans désespérer de la fortune. Autour de lui se ralliaient deux partis : les constitutionnels de 1791, en majorité dans les conseils, et les royalistes purs qui n'aimant pas sa personne, respectueux observateurs des coutumes monarchiques, le saluaient néanmoins comme l'héritier naturel de la couronne. Louis XVIII, à la tête d'une opinion puissante en France, négociait avec tous, généraux, conseils, administrateurs, afin de stipuler les conditions d'un avénement si difficile alors, au milieu de l'agitation des partis. Il faut suivre avec quelque attention la pensée du roi

Brisgaw dans le plus strict incognito, et vint rejoindre l'armée de Condé à Riegel (duché de Bade). Là il adressa une proclamation à l'armée royale : « Des circonstances impérieuses nous retenaient depuis trop longtemps éloigné de vous, lorsqu'une insulte, aussi imprévue que favorable à nos vœux, ne

pour comprendre combien il était impossible d'accomplir une restauration. De deux choses l'une : ou cet avénement aurait pris pour base la constitution de l'an III, c'est-à-dire les deux conseils; en ce cas, la royauté n'aurait pas été de force à lutter contre le parti jacobin; ou Louis XVIII aurait restauré l'ancien régime et rhabillé la monarchie, comme ces morts de Sicile qu'on couvre de plus riches vêtements pour les jours de funérailles; et alors le roi aurait soulevé contre lui le parti bourgeois et les constitutionnels de 1791 qui formaient son principal appui; la restauration royaliste n'aurait pas duré trois mois.

Une position plus nette donnait au parti de M. le duc d'Orléans bien plus de chances en présence de la révolution. Il y avait en France un sentiment profond de l'impossibilité d'une république : on en avait fait l'essai, et pour les hommes un peu habiles, la constitution de l'an III était comme une transition pour arriver à l'ordre monarchique. Une fois ce point admis, les esprits avancés ou compromis dans les voies révolutionnaires balançaient toutes les éventualités de la situation. Louis XVIII, hélas ! plaisait parce qu'il était le représentant d'un principe opposé à la souveraineté du peuple; un parti voulait appeler un prince étranger, le duc d'Yorck, le duc de Brunswick et même un infant d'Espagne, leurre qu'on jetait au roi Charles IV; mais

nous a plus laissé d'asile; mais on ne peut nous ravir celui de l'honneur. Le sénat de Venise nous a fait signifier de sortir, dans le plus court délai, des états de la république. A cette démarche, non moins offensante pour l'honneur du nom français que pour notre personne même, nous avons ré-

ce projet purement spéculatif aurait-il de la durée en France? On en revenait donc tout naturellement à l'idée anglaise, base de bien des espérances; les partisans d'une révolution de 1688 avaient compté parmi eux les plus ardents montagnards, et leur opinion s'était transmise et maintenue; le duc d'Orléans mort sur l'échafaud n'avait pas la main assez forte, ni la réputation assez pure pour accomplir cette révolution; mais il laissait un fils, parfaitement élevé, éprouvé par le malheur, et sa royauté n'était-elle pas une garantie plus puissante que celle des cinq monarques du Luxembourg? Détesté par les émigrés, M. le duc d'Orléans n'aurait pas besoin de subir leurs exigences; roi en vertu d'un vote du parlement, on n'aurait pas à craindre l'ancien régime avec lui, et surtout on accomplirait un changement de ligne à laquelle la constitution de l'an III servirait de base.

Les choses paraissaient fort avancées pour ce parti, à ce point que les journaux royalistes commencèrent à vivement attaquer la faction d'Orléans, et madame de Genlis, alors liée aux Bourbons de la branche aînée, écrivit cette ridicule lettre à son jeune élève, pour lui dire, avec une impertinence de pédagogue « qu'il n'aurait jamais aucune des qualités pour faire un grand roi. » Si le jeune prince, avide de s'instruire, exilé du territoire, visitait la Laponie et les froides régions du

pondu : « Je partirai, mais j'exige deux conditions : la première, qu'on me présente le livre d'or où ma famille est inscrite, afin que j'en raye le nom de ma main; la seconde, qu'on me rende l'armure dont l'amitié de mon aïeul Henri IV a fait présent à la république. » Nous venons nous railler au

Nord, il avait laissé dans la patrie de chauds amis, et sa mère si vénérée, que la proscription de fructidor n'avait pas osé la contraindre à quitter la France. Enfin, il y avait à Paris la duchesse de Bourbon, la mère du duc d'Enghien, caractère un peu singulier dont la mémoire s'est trop effacée. Louise d'Orléans avait épousé à vingt ans le duc de Bourbon, l'héritier de Condé, qui n'en avait que seize; cet enfant s'était épris comme un fou de sa cousine, admirable de grâce, d'esprit, dessinant comme Greuze et composant comme Grétry. Louis XV avait un peu raillé ce mariage, mais enfin il fut fait, et le duc d'Enghien naquit, si chétif, si frêle (le pauvre enfant!), que sans de grands soins, les balles meurtrières de Vincennes n'auraient jamais atteint son cœur : la mort aurait prévenu un crime. De l'amour, on en vint à la froideur, presqu'à la haine; madame de Bourbon, qui n'avait point émigré, poussait deux sentiments bien loin, le mysticisme et l'amour de l'égalité : elle s'était liée avec dom Gerle, l'ex-chartreux, et avec Catherine Théos, la visionnaire, que Robespierre ménageait tant: que se passait-il entre eux? on l'ignore; quel était leur dessein? ce secret est mort avec Dom Gerle. Quoi qu'il en soit, la duchesse de Bourbon, un moment proscrite avec son frère, avait repris quelque ascendant après le 9 thermidor. Sa piété

drapeau blanc près du héros qui vous commande et que nous chérissons tous. Notre présence contribuera sans doute, autant que votre valeur, à hâter la fin des malheurs de la France, en montrant à des sujets égarés, encore armés contre nous, la différence de leur sort sous les tyrans qui les oppriment, avec celui dont jouissent des enfants qui entourent un bon père.

« *Signé :* Louis. »

était exaltée, et avec cela des principes sur la grâce et l'amour de Dieu, un peu en dehors de l'orthodoxie catholique; puis par dessus tout la maxime d'égalité absolue et de communauté de biens. Sa vie, comme une grande charité, s'absorbait dans le soin des malades et des infirmes; ce noble instinct lui donnait une belle popularité qu'elle pouvait mettre au service de son neveu, le duc d'Orléans. Puisqu'on reconnaissait que la république était impossible, il fallait aller droit ou à la restauration de Louis XVIII, ou à une révolution de 1688. Le parti d'un prince étranger, soutenu par l'abbé Sicyès au profit d'un Brunswick, n'avait pas de chances; or, Louis XVIII opérait un changement trop complet dans l'état politique; avec le duc d'Orléans tout restait en place, la révolution était consacrée, et le directoire se transformait en une royauté constitutionnelle.

De tous les vieux clubs si forts, si énergiques à l'époque de la convention, il ne survivait plus que trois débris, et encore le plus remarquable d'entre eux, le seul qui eût gardé une forme républicaine, réuni au Panthéon, avait été dissous par le directoire après la conspiration de Babœuf. Le jacobinisme était universellement réprouvé; partout où il montrait la tête, on le proscrivait sans pitié. Le second club était celui des clichiens, dévoués à la constitution de 1791, et sous l'influence des deux conseils, avec les généraux Pichegru et Willot[1] pour directeurs. On n'y cachait pas ses hai-

[1] Amédée Willot, né à Saint-Germain-en-Laye, en 1757, d'une famille noble, entra officier dans la légion de Maillebois, et fit la guerre de Corse en 1769. Colonel en 1792, il servit à l'armée des Pyrénées-Orientales, où il

nes contre le directoire; au club de Clichy se préparaient de vives attaques contre les actes et les mesures concertés par Barras, Rewbell ou Laréveillère. C'est par ce club, soutenu de la bourgeoisie, de la garde nationale, qu'on espérait rétablir une monarchie de 1791 avec Louis XVIII, but de l'agence royaliste.

Comme opposition à ce club, le directoire avait constitué une réunion à l'hôtel de Salm. Ce n'était point un club de jacobins, on en avait trop peur; mais un mélange de thermidoriens, de corrompus, de fatigués, de théoriciens, avec Chénier, Ginguené, madame de Staël, M. de Talleyrand, Daunou, Benjamin Constant. Chénier, grande renommée d'alors, suivait le char du directoire et de Barras; il y trouvait aisance, fortune, pouvoir; Ginguené, si médiocre politique, avait la manie des constitutions républicaines qu'il porta partout dans ses missions d'Italie; Daunou était une de ces austérités scientifiques qui s'accommodent parfaitement des situations bonnes et des places tranquilles; madame de Staël s'était placée là par besoin d'agir, de dominer et de conduire; elle menait en laisse Benjamin Constant, ce jeune Adolphe, enthousiaste admirateur de celle qui devait chanter Rome et la Corinne du Capitole. Quant à M. de Talleyrand, il s'était rapproché du club de Salm, par amitié d'abord pour quelques membres, puis par cet instinct qui lui faisait pressentir la victoire. M. de Talleyrand devinait juste à quel drapeau elle

reçut le grade de général de brigade. Destitué et emprisonné l'année suivante, il recouvra sa liberté à la suite du 9 thermidor, et envoyé combattre les Espagnols, sous Moncey, il mérita d'être nommé général de division.

viendrait; il voyait à Clichy beaucoup de paroles et nulle action ; chez Barras, beaucoup d'action et peu de paroles, il se dessina pour lui; de même que lorsqu'il vit la lutte engagée entre le directoire et le parti militaire, il se tourna vers Bonaparte, comme vers l'énergique solution à une difficulté d'anarchie. Le club de Salm prêtait appui à Barras, à Rewbell, à Laréveillère, pour défendre la constitution de l'an III ; son esprit s'y révélait. De cette réunion, il ne fallait pas attendre des mesures d'indulgence et de pardon : la philosophie y demeurait implacable contre les prêtres, les églises, le catholicisme et la liberté d'enseignement. Vingt mille prêtres étaient dans les prisons entassés pêle-mêle, et Chénier, Ginguené, Daunou, chantaient la liberté. La seule concession qu'on eût faite à la philanthropie, c'était de ne plus désormais prodiguer l'inflexible peine de mort, si fréquente partout, dans les codes, dans les moindres actes de la convention. Le directoire caressa la déportation; cela faisait moins de bruit et laissait moins de trace : on ne voyait pas le sang. Les pouvoirs faibles, dans une société fatiguée, redoutent la peine de mort; ils n'aiment pas à jouer avec les têtes, parce qu'ils craignent pour la leur, comme aux terribles journées de la démocratie.

Le directoire se mit donc à proscrire tout doucement et sans bruit : à Paris, il s'en prit même aux modes; il défendit la cadenette, certaine forme d'habit, don-

Après la paix de Bâle, il servit en Vendée, puis alla commander la division militaire de Marseille, où sa conduite énergique le fit élire député des Bouches-du-Rhône au conseil des Cinq-Cents.

nant pour motif à cette ridicule persécution, que cette jeunesse élégante ne se composait que de chouans déguisés. Les chouans, en effet, commençaient à remuer dans le Morbihan et le Calvados; dès qu'il y avait eu espérance d'un mouvement royaliste par les conseils législatifs, les ordres avaient été envoyés de nouveau par les capitaines de paroisses, afin de reprendre les armes. On ne devait plus oser la grande guerre dans la Vendée, le Maine ou la Basse-Normandie, mais agir en partisans, la carabine sur l'épaule, pour rançonner les acquéreurs de biens nationaux, enlever les caisses publiques, désorganiser enfin tous les ressorts du gouvernement. Hommes intrépides, les chouans, sans craindre le danger, accouraient même à Paris pour le jour d'un mouvement royaliste.

Le désordre était grand dans les provinces : nulle route n'était sûre; comme dans les sierras d'Espagne, sous des touffes de lauriers roses, au pied d'un arbre, dans le creux d'un rocher, une troupe se cachait pour dévaliser les courriers, voler les dépêches. Il fallait des escortes à quelques lieues des villes; les chouans n'en voulaient qu'aux autorités républicaines, aux caisses publiques, aux acquéreurs de biens nationaux, à ceux qui changeaient en écurie la vieille chapelle du manoir. Après toutes les guerres civiles, le même phénomène de désordre se produit : qui peut arrêter le bras levé pour se venger? à Paris, plein de terreur, les vols se multipliaient sans qu'il fût possible d'en découvrir la source. Et quelles mœurs! des filles partout avec de somptueuses toilettes, le vice hau-

tement protégé, les maisons de jeu ouvertes à toute heure de nuit; vingt-sept théâtres, des bals, des orgies[1], comme sous la régence, avec cette différence que sous la régence c'étaient les maîtres et qu'aujourd'hui arrivait le tour des laquais. Le gouvernement se trouvait en lutte avec les partis armés, les journaux, les conseils législatifs; chaque mesure était discutée avec une vivacité telle, qu'elle tombait frappée de mort avant son exécution. Les plus simples propositions devenaient une lutte, comme il arrive toujours lorsque l'esprit des institutions est hostile aux mœurs d'un peuple et les heurte confusément.

En pareil cas, la révolution avait eu constamment recours à la force populaire, aux faubourgs qui se levaient, armés de piques; mais le directoire n'avait plus en main cette puissance : la peur lui avait fait désarmer les masses, frapper ses chefs, dans l'arrêt rendu par la cour de Vendôme contre Babœuf; les faubourgs, hors de cause depuis prairial, ne pouvaient plus

[1] On lisait dans les journaux :

« A l'hôtel d'Aligre, salon de la *Réunion*, rue d'Orléans-Saint-Honoré, c'est là que les productions de la nature et des arts sont mises à contribution pour faire couler d'heureux jours et de plus heureuses nuits à nos modernes sybarites. C'est là que le Pérou, l'Europe et l'Asie, viennent étaler leurs richesses et se disputent à l'envi la gloire de parer nos belles, et de relever le mérite de nos petits-maîtres. Jamais le bal d'Aligre n'offrit un plus beau spectacle que nonidi dernier. Entre toutes les aimables de ce jour, on y remarquait une femme naguère recommandable par sa figure, et qui se dédommage aujourd'hui des ravages du temps par les agréments de la toilette (madame Tallien). Oh! combien sa robe de mousseline brodée en or, ses bracelets, ses chaines, ses colliers, ses millions de diamants, désespéraient de prétendantes! combien elle faisait d'envieuses! combien on la déchirait à voix basse!... »

(Extrait du journal *Le Gardien*).

« Depuis que nos belles ont reconnu l'inutilité et même les inconvénients de la chemise qui grossit la taille, qui se

effrayer la bourgeoisie et venir battre, comme des vagues mugissantes, les murs des Tuileries. Que restait-il donc au directoire pour résister aux conseils, au mouvement bourgeois de l'opinion, à cette active force de la presse? Il ne lui restait que l'armée, et ici venait pour lui l'autre danger dont j'ai parlé : les légions de l'armée étaient appelées à prononcer sur la destinée du gouvernement; avec cette force nouvelle et un chef audacieux, on marchait nécessairement au protectorat d'un Cromwell. L'habileté donc était de se servir de ces forces en les divisant : le directoire avait son général de police, Hoche, et il lui donnait le commandement de l'armée de Sambre-et-Meuse, en remplacement de Jourdan; Moreau gardait l'armée de Rhin-et-Moselle; on pouvait moins compter sur lui, parce qu'il avait des idées de constitutionnalité et une sorte de respect pour les pouvoirs. Bonaparte était assez ambitieux pour jouer le rôle de vendémiaire, mais on méditait un vendémiaire sans canons, par voie d'arrestation et de police, et Augereau était l'homme trouvé;

drape mal, qui fait de vilains plis, elles y ont renoncé. Plus sveltes et mieux avisées, elles ne placent plus entre leurs charmes secrets et les désirs de leurs admirateurs, qu'un rare taffetas, une gaze transparente, un linon léger qui dessinent parfaitement la taille, et arrondissent toutes les formes. Nous nous empressons de donner cet avis aux dames du Marais et des provinces, qui, en arrivant à Paris, seraient curieuses d'aller aux bals de *Suresnes*, de *l'hôtel de Richelieu*, de *Wentzel*, de *Travers*, de la *rue de Paradis*, et de paraître vêtues à la dernière mode... Elles viennent au bal sans bas et sans souliers, seulement avec une légère semelle attachée en forme de brodequin : encore si à la jambe fine elles joignaient le pied mignon, le pied chinois, ce serait fort joli; mais des pieds de roi, des pieds larges comme vos deux mains, aux doigts desquels je vis des anneaux ! — des anneaux aux pieds ! Oui Monsieur; et si vous ne voulez pas me croire, allez aux bals de *Wentzel* et de *Richelieu*, vous verrez des anneaux aux pieds, des pieds de roi et des jambes d'éléphant. Oh ! ma foi, la mode est délicieuse ! »

on pourrait opposer sa renommée à celle de Bonaparte; des régiments d'Italie, une division de Sambre-et-Meuse suffiraient pour mettre à la raison les conseils : serait-ce légal ou illégal, constitutionnel ou arbitraire? Toutes ces questions sont de bien petits empêchements quand on a la volonté énergique de sauver une cause ou de faire triompher un parti. Dès ce moment, on voit le directoire se préoccuper de ce qu'il appelle une journée, le grand mot des révolutions : une journée! contre qui? contre les faubourgs? ils sont domptés; contre la bourgeoisie et la garde nationale armée? cela s'est fait jusque sur les marches de Saint-Roch. Il ne reste donc plus d'autres forces à réprimer que les pouvoirs et les droits, c'est-à-dire les conseils, les élections et la presse : là est la cause du 18 fructidor.

CHAPITRE XII

TENDANCE GÉNÉRALE VERS LA PAIX.

Situation de M. Pitt. — Propositions au directoire. — Lettre de créance de lord Malmesbury. — Son arrivée à Paris. — Conférences avec le ministre Charles Delacroix. — Bases de la paix. — Discussions au parlement. — Fin de la mission. — Menace de l'expédition d'Irlande. — Autriche. — Envoi de Clarke. — Lettre du directoire. — Réponse du cabinet de Vienne. — Opérations militaires en Italie. — Wurmser. — Alvinzi. — Batailles meurtrières. — La Prusse. — L'Allemagne. — Mort de Catherine II. — Avénement de Paul Ier. — Composition du cabinet de Pétersbourg. — Suspension de ses promesses. — Nouvelle proposition à l'Autriche jusqu'à la prise de Mantoue.

Octobre—Décembre 1796.

Avant que le parlement se réunît cette année et que des sacrifices nouveaux fussent demandés au pays, M. Pitt crut essentiel de témoigner son vif désir d'en finir par une paix honorable avec ce violent état de guerre qui se continuait depuis trois ans. Si l'Angleterre, admirable de volonté et d'énergie, n'avait rien négligé pour préparer sa grandeur et les succès de son drapeau, on commençait à se demander à Londres si la lutte serait éternelle et sans répit : devait-on s'occuper de la forme de gouvernement qui dominait en France, à ce point de faire la guerre pour le changer ? C'était

là une question toute d'intérieur à laquelle le cabinet britannique devait peu s'intéresser. D'ailleurs la constitution de l'an III tendait à monarchiser le pouvoir; si des conditions de paix raisonnables étaient impartialement proposées, pourquoi les refuserait-on?

Dans ce but, M. Pitt avait essayé un commencement de négociations, repoussé d'abord à Paris, parce que la démarche n'était pas directe, on avait soulevé divers prétextes[1] pour mettre en doute la sincérité des intentions de l'Angleterre; rappelant les propositions de M. Wickham en Suisse, on niait que M. Hammond même eût des instructions pour signer la paix, car sa mission était toute prussienne. Mais les derniers revers de l'armée du Rhin sous Jourdan et Moreau, la situation du crédit, l'état de l'intérieur, inspirèrent mieux le directoire, et des passeports furent expédiés par le ministre Charles Delacroix à Londres. M. Pitt, en ouvrant le parlement, annonça cette bonne nouvelle aux lords et aux communes, sans dissimuler pourtant que de nouveaux sacrifices seraient imposés à la vieille Angleterre, pour continuer avec vigueur les opérations.

[1] Le directoire faisait alors démentir tous les bruits d'une négociation anglaise : « Les annonces faites dans les papiers anglais de l'envoi d'un ministre à Paris, pour y traiter de la paix, rappellent les ouvertures de M. Wickham à l'ambassadeur de la république à Bâle, et les bruits semés sur la mission de M. Hammond à la cour de Prusse. On n'a pas oublié l'insignifiante ou plutôt l'astucieuse duplicité, le style punique de la note de M. Wickham. Selon les partisans du ministère anglais, c'était à Paris que M. Hammond venait parler de paix : puis sa destination fut publique et l'on sut qu'il allait en Prusse. La cour de Berlin, fidèle à ses engagements, a repoussé ces perfides propositions; mais en faisant de cette intrigue une mission de paix, le ministère anglais joignait à l'espoir de donner un nouvel ennemi à la France, celui de justifier la continuation de la guerre aux yeux de la nation anglaise, et d'en rejeter tout l'odieux sur le gouvernement français.

M. Pitt répéta l'axiome tant de fois dit : « Il faut se préparer à la guerre, si l'on veut la paix. » L'opposition des lords Holland et Grey, à la chambre haute, de Fox et de Shéridan, aux communes, approuva cette démarche pacifique, seulement trop tardive; les whigs n'attaquèrent M. Pitt que pour ne s'être résolu qu'après de fatales et de cruelles expériences. On vit alors se former dans le parlement l'opposition ultra-torie, toujours belliqueuse, et qui désapprouva toute proposition de paix : « Le gouvernement français n'offrait aucune garantie : est-ce qu'il ne révolutionnait pas l'Italie, l'Allemagne? et maintenant quels étaient ses desseins sur l'Irlande? » Lord Fitz-Williams se posa le chef de ce parti, soutenu par une minorité assez imposante de tous les noms de l'antique Angleterre; cette opposition, admirable de constance, se personnifia plus tard dans lord Castlereagh.

Pour une si grande et si difficile mission auprès de la république, M. Pitt parcourut toute l'échelle du corps diplomatique, et s'arrêta sur sir James Harris, créé lord Malmesbury après de longs services rendus à la nation anglaise. C'était un diplomate habile,

Tel fut aussi le but de la note de M. Wickham ; tel est encore celui des annonces faites aujourd'hui dans les papiers anglais. Ce but paraîtra évident si l'on réfléchit combien il est difficile que l'ambitieux gouvernement de l'Angleterre veuille sincèrement une paix qui lui ravirait sa prépondérance maritime, rétablirait la liberté des mers, donnerait l'essor aux marines espagnole, hollandaise et française, et porterait au plus haut degré de prospérité l'industrie et le commerce de ces nations, dans lesquelles il a toujours trouvé des rivales, et vu les ennemies de la sienne, quand elles se sont lassées d'être ses dupes.

« Mais on cessera de croire aux pacifiques intentions du ministère anglais, quand on saura que son or et ses intrigues, ses menées ouvertes et ses insinuations obsèdent plus que jamais le cabinet de Vienne, et sont l'un des

raisonnable, sans préjugé, ayant traité à Pétersbourg, dans l'Inde, à Constantinople, accoutumé par conséquent aux délais, aux retards, aux incidents, à tout ce qui constitue la plus difficile négociation.

M. Pitt lui donna pour secrétaires deux jeunes hommes, également d'une grande intelligence, lord Lewison Gower, l'aîné des fils du marquis de Strafford, et M. Ellis, le dernier secrétaire de lord Saint-Helens, ambassadeur aux Pays-Bas. M. Pitt avait jugé que la légation tout entière devait offrir une réunion imposante. Lord Malmesbury avait cinquante-cinq ans, une taille élevée, le front ombragé de quelques cheveux blancs; ses sourcils noirs faisaient ressortir l'éclat de ses yeux; froid, poli, il était la véritable expression de cette diplomatie anglaise, si habile et si forte dans les plus hautes questions. Il vint tout d'un trait à Paris avec un faste royal, de magnifiques chevaux, une suite nombreuse. M. Pitt lui avait ouvert un crédit de 100,000 liv. sterl. par mois pour les besoins de sa légation; il était porteur des pouvoirs les plus absolus, maître de stipuler séparément et de concert avec les puissances de l'Europe [1]. M. Pitt savait bien

principaux obstacles aux négociations que ce cabinet serait porté de lui-même à entamer sur la paix. On cessera d'y croire enfin, quand on considérera le moment où l'on répand le bruit de ces ouvertures. La nation anglaise supporte impatiemment la continuation de la guerre; il faut répondre à ses plaintes, à ses reproches : le parlement va rouvrir sa session; il faut fermer la bouche aux orateurs qui s'élèveront contre la guerre; il faut justifier la demande de nouvelles taxes; et pour obtenir ces résultats, il faut pouvoir avancer que le gouvernement français se refuse à toute proposition de paix raisonnable. »

[1] Les lettres de créance de lord Malmesbury étaient fort développées; en voici le texte :

« Georgius rex.

« Georgius tertius, Dei gratiâ,

à quel esprit capable il se confiait. Lord Malmesbury dut se montrer partout, et il fut accueilli avec des fêtes, des transports : on avait soif de la paix; le commerce languissant désirait la fin de ces fatales hostilités qui épuisaient la France depuis quatre ans; et puis ce parti d'aristocratie, cette représentation splendide d'une grande royauté plaisait aux esprits alors très disposés à une restauration du vieil ordre de choses. Les premières dépêches de lord Malmesbury à sa cour témoignent de cette impression répandue sur tous les points de la France, et d'un si bon augure pour la paix. L'ambassadeur écrit qu'il est fort content de l'esprit général des conseils : « Le directoire, dit-il, est bien plus avancé que l'opinion publique et les pouvoirs dans l'esprit des révolutions : la tendance générale de la nation est encore monarchique. Je me suis enquis de la majorité des conseils, de la force de chaque parti et des chefs de majorité : le parti jacobin me paraît hors de cause. »

Magnæ Britanniæ, Franciæ et Hiberniæ rex, fidei defensor, etc. Cùm belli incendio jam nimis diù diversis orbis terrarum partibus flagrante, in id quam maximè incumbamus, ut tranquillitas publica, tot litibus controversisque ritè compositis, reduci et stabiliri possit; cùmque, eâ de causâ, virum quemdam tanto negotio parem nostrâ ex parte, plenâ auctoritate ad hoc tam magnum opus conficiendum munire decrevimus, sciatis igitur quod nos fide, industriâ, ingenio, perspicaciâ et rerum usu, fidelis et dilecti consiliarii nostri Jacobi baronis de Malmesbury, honoratissimi ordinis balnei equitis plurimùm confici, eumdem nominavimus, fecimus et constituimus nostrum verum, certum et indubitatum commissarium et plenipotentiarum, dantes et concedentes eidem omnem et omnimodam potestatem, facultatem, auctoritatemque nec non mandatum generale pariter ac speciale (ità tamen ut generale speciali non deroget nec è contrà), pro nobis et nostro nomine cum ministro vel ministris, vel commissariis reipublicæ Gallicæ, pari auctoritate sufficienter instructo vel instructis, cumque minis-

Le directoire, immédiatement après la réception de lord Malmesbury, désigna pour négocier avec lui le ministre des relations extérieures, M. Charles Delacroix, esprit doux, conciliant, mais évidemment inférieur en capacité à lord Malmesbury. L'échange des pleins pouvoirs se fit dès la première entrevue, et les conférences s'établirent sur les bases d'un traité définitif. M. Charles Delacroix demanda la minute d'une série de propositions qui serviraient de bases aux contre-propositions de son gouvernement. Lord Malmesbury répondit que ces bases embrasseraient naturellement l'état présent de l'Europe, et par conséquent la Belgique, la Hollande, l'Italie, l'Allemagne; et sur ceci M. Charles Delacroix répliqua : « Le cabinet anglais a-t-il des pouvoirs de l'Autriche et des princes d'Italie, au nom desquels il veut traiter? » L'ambassadeur répondit que, sans avoir de pleins pouvoirs, lié par des traités avec l'Autriche, il pourrait engager en son nom une négociation diplomatique; et de plus, que s'agissant d'un remaniement complet de souverainctés, l'Angleterre pouvait

tris, commissariis vel plenipotentiariis aliorum principum et statuum, quorum interesse poterit, sufficienti itidem auctoritate instructis, tam singulatim ac divisim, quàm aggregatim ac conjunctim, congrediéndi et colloquendi, atque cum ipsis de pace firmâ et stabili, sincerâque amicitiâ et concordiâ quantoties restituendis, conveniendi et concludendi, eaque omnia quæ ità conventa et conclusa fuerint, pro nobis et in nostro nomine subsignandi : superque conclusis tractatum tractatusve vel alia instrumenta quotquot et qualia necessaria fuerint, conficiendi, mutuèque tradendi, reciscendique, omniaque alia quæ ad onus suprà dictum feliciter exequendum pertinent pariter, ac nos si interessemus, facere, et præstate possemus, spondentes et in verbo regio promittentes nos omnia et singula, quæcumque à dicto nostro plenipotentiario transigi et concludi contigerint, gra'a, rata et accepta omni meliori modo habituros, neque passuros unquàm ut in toto, vel in parte à quoniam violentur, aut ut iis in contrarium eatur, etc. »

bien offrir la paix au prix de certaines concessions territoriales à ses alliés; puisqu'elle cédait beaucoup, la république française devait accorder quelque chose à son tour. Ces difficultés premières indiquaient le véritable esprit de la négociation : la politique du directoire était de traiter séparément, afin d'obtenir de meilleures conditions; la tactique du cabinet anglais était au contraire de grouper les intérêts autour de lui pour traiter communément à des conditions meilleures [1].

D'ailleurs, l'Autriche était restée fidèle à l'alliance, l'archiduc Charles venait de sauver l'Allemagne, le parlement entier lui votait des remercîments, et dans ces circonstances l'Angleterre ne voulait pas séparer sa cause de la sienne. Lord Malmesbury dépêcha un courrier à sir Morton Eden à Vienne, pour qu'il eût à demander des pleins pouvoirs, afin de négocier sur des bases larges et générales; pleins pouvoirs qui devaient être refusés. Jamais M. de Thugut n'aurait confié une négociation autrichienne à l'ambassadeur d'Angleterre; il y avait sans doute des liens intimes entre les deux

[1] *Mémoire remis au ministre des relations extérieures de la république française, par lord Malmesbury.*

« Sa Majesté britannique désirant, comme elle a déjà déclaré, de contribuer en autant que cela pourra dépendre d'elle, à rétablir la tranquillité publique, et à assurer par des conditions de paix justes, honorables et solides, le repos futur de l'Europe; S. M. pense que le meilleur moyen de parvenir le plus tôt possible à ce but salutaire sera de convenir, dès le commencement de la négociation, du principe général qui devra servir de base aux arrangements définitifs.

« Le premier objet des négociations de paix se rapporte ordinairement aux restitutions et aux cessions que les parties respectives ont à se demander mutuellement, en conséquence des événements de la guerre.

« La Grande-Bretagne, d'après le succès non interrompu de sa guerre maritime, se voit dans le cas de n'avoir aucune restitution à demander à la France, sur laquelle, au contraire, elle a conquis des établissements et des co-

gouvernements, mais il était en dehors de tous les principes qu'un cabinet stipulât au nom d'un autre pour des intérêts de territoire et de monarchie. M. de Thugut répondit que la cour de Vienne ne demandait pas mieux que d'envoyer un plénipotentiaire autrichien à Paris pour s'entendre avec lord Malmesbury dans une négociation commune.

Cependant M. Charles Delacroix insistait au nom du directoire pour obtenir dans une note précise les bases d'une proposition discutable : qu'offrait la Grande-Bretagne à la république? et quel sacrifice exigeait-elle en réciprocité? Là, était précisément le siége de toute discussion, et ce n'était qu'en désespoir de cause que lord Malmesbury pouvait marcher si nettement à une solution diplomatique. En général, les négociations commencent par établir certains principes dont on discute ensuite les conséquences naturelles; or, les points que voulait faire admettre lord Malmesbury étaient ceux-ci : « 1° l'Angleterre peut exiger certaines cessions au profit de ses alliés en échange des abandons

lonies de la plus haute importance, et d'une valeur presque incalculable.

« Mais en revanche, cette dernière a fait, sur le continent de l'Europe, des conquêtes auxquelles Sa Majesté peut d'autant moins être indifférente, que les intérêts les plus importants de ses peuples, et les engagements les plus sacrés de sa couronne s'y trouvent essentiellement impliqués.

« La magnanimité du roi, sa bonne foi inviolable, et son désir de rendre le repos à tant de nations, lui font envisager dans cet état de choses le moyen d'arriver à des conditions de paix justes et équitables pour toutes les parties belligérantes, et propres à assurer, pour l'avenir, la tranquillité générale.

« C'est donc sur ce pied qu'elle propose de négocier, en offrant de compenser à la France, par des restitutions proportionnelles, les arrangements auxquels cette puissance sera appelée à consentir, pour satisfaire aux justes demandes des alliés du roi, et pour conser-

qu'elle fera elle-même à la France, à l'Espagne, à la Hollande; 2° ces rétrocessions de territoire seront combinées de manière à se rapprocher le plus possible de l'état respectif des puissances avant la guerre. » L'admission de ces deux bases aurait facilité toutes les autres négociations subséquentes. Le directoire les trouva trop vagues, et M. Charles Delacroix insista pour qu'on eût à s'expliquer clairement. Alors Malmesbury, après avoir consulté M. Pitt, répondit que ceci devait s'entendre de la rétrocession des Pays-Bas et de l'Italie à l'Autriche, de Nice et de la Savoie à la Sardaigne, et qu'en échange l'Angleterre offrait les colonies conquises sur la France et la Hollande.

Le directoire manifesta un étonnement presque indigné de ces propositions qui lui paraissaient étranges : en aucun cas, la Belgique ne serait séparée de la France; c'était désormais un territoire inhérent à la république; la constitution ne permettait pas de l'en détacher; si l'Angleterre n'avait pas d'autres propositions à offrir, toute négociation ultérieure serait inutile, et lord Malmesbury pourrait quitter Paris. C'était ici une évidente rupture : en aucune hypothèse, l'Angleterre n'aurait

ver la balance politique de l'Europe.

« En faisant cette première ouverture, Sa Majesté se réserve à s'expliquer, dans la suite, d'une manière plus étendue, sur l'application de ce principe aux différents objets dont il pourra être question entre les parties respectives.

« C'est cette application qui fera la matière des discussions dans lesquelles elle a autorisé son ministre d'entrer, dès que l'on sera convenu du principe à adopter pour base générale de la négociation.

« Mais S. M. ne peut se dispenser de déclarer que si cette offre généreuse et équitable n'était pas acceptée, ou si malheureusement les discussions qui s'ensuivraient venaient à manquer de l'effet désiré, ni cette proposition générale, ni celles plus détaillées qui en seraient résultées, ne pourraient plus

admis la domination française définitive et prépondérante sur les côtes de la Belgique, à Ostende, à Anvers; plutôt la guerre continue, éternelle, que de souffrir qu'une longue ceinture de côtes pût l'envelopper du nord au midi. La Belgique, d'ailleurs, était la porte de son commerce avec l'Allemagne; est-ce que la France en aurait les clefs dans sa poche? cela ne pouvait être. Après quelques nouvelles tentatives pour stipuler un traité commercial avec la Hollande, lord Malmesbury dut quitter Paris subitement, d'après les ordres du directoire, dans les quarante-huit heures; ce qui laissait croire que le négociateur anglais s'était mis en rapport avec quelques chefs de la majorité parlementaire dans les conseils, pour un autre dessein qu'une négociation purement diplomatique.

A aucune de ses phases cette négociation n'avait offert l'espérance d'un rapprochement entre les deux cours; il suffisait même de lire les aigres paroles du journal officiel du directoire pour apercevoir qu'il ne prenait pas au sérieux les démarches de lord Malmesbury; c'était incessamment de la raillerie et de l'insulte. Le directoire gardait un ton de supériorité qui ne réussit jamais entre deux gouvernements d'égale force et d'égale indépendance[1]; on faisait appel au

être regardées, dans aucun cas, comme des points convenus ou accordés par Sa Majesté.

« A Paris, ce 24 octobre 1796.

« *Signé* : MALMESBURY, ministre plénipotentiaire de Sa Majesté britannique. »

[1] Voici un échantillon de la manière dont traitait le directoire.

Extrait des registres des délibérations du directoire exécutif, du 28 frimaire an V. (18 décembre 1796.)

« Le directoire exécutif, après avoir entendu la lecture de la note officielle

peuple anglais contre son gouvernement; on dénonçait M. Pitt, et chose étrange, pendant que lord Malmesbury négociait à Paris, le directoire redoublait l'ardeur de ses préparatifs pour l'expédition d'Irlande sous le général Hoche : était-ce là le moyen de rétablir la bonne harmonie? De son côté, je ne crois pas que M. Pitt fût plus sincère dans ses propositions : le vague et la grandeur même des bases de la paix la rendaient impossible; on appelait le concours d'intérêts et de volontés trop opposés. Ce qu'espérait M. Pitt était simple : constater aux yeux du parlement et de la nation qu'il avait désiré la paix, et par ce moyen obtenir des subsides de guerre; montrer ensuite, par la publicité même des dépêches, que les propositions de la France étaient exorbitantes, et que nul Anglais ne pouvait les accepter; établir aux yeux de l'Autriche et des alliés de la Grande-Bretagne que jamais cette puissance amie ne les délaisserait quand il s'agirait de la paix; enfin, témoigner à tous que la France n'avait abandonné aucun de ses instincts de révolution, puisque, avec des négociations engagées, elle ne discontinuait pas

signée du lord Malmesbury, et des deux mémoires confidentiels non signés qui y étaient joints et ont été par lui remis au ministre des relations extérieures;

« Arrête ce qui suit :

« Le ministre des relations extérieures est chargé de déclarer au lord Malmesbury que le directoire ne peut écouter aucune note confidentielle non signée, et qu'il est requis de donner officiellement, dans les vingt-quatre heures, son ultimatum, signé de lui.

« Le ministre des relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

« Pour expédition conforme,

« Le président du directoire exécutif,

« P. Barras.

« Par le directoire exécutif,

« Le secrétaire général,

« Lagarde. »

ses préparatifs pour soulever l'Irlande. M. Pitt obtint le résultat qu'il souhaitait au parlement; il fut soutenu par tout le parti propriétaire et les tories; la minorité aux communes se réduisit à vingt-sept voix; et l'on continua violemment la guerre.

Le dessein du directoire était d'obtenir des traités séparés, et c'est dans cette vue que le général Clarke avait reçu la mission de se rendre à Vienne, en traversant l'Italie; le négociateur portait une lettre du président du directoire adressée à l'empereur François II[1]. Il faut se rappeler que déjà une démarche première avait été essayée par Bonaparte dans le dessein de préparer la paix avec l'Autriche. Or, c'est une remarque à faire que ces négociations successives de la république auprès de l'empereur: il fallait bien que les affaires de la guerre ne fussent pas dans une situation si brillante pour qu'on sollicitât incessamment la paix. Quand on lit les histoires de la révolution, on croit à des victoires incontestées, aux merveilles éternelles de nos guerriers, à d'immenses lâchetés des armées étrangères: la vérité n'est pas là; et l'on verra que Bonaparte

1 *Le directoire exécutif à Sa Majesté l'empereur et roi.*

« Le directoire exécutif ne saurait présumer que Votre Majesté voit avec indifférence les maux qui affligent l'Europe; il ne peut se persuader qu'elle veuille se refuser à saisir l'espoir qu'il conçoit et qu'il lui offre de mettre enfin un terme aux calamités d'une guerre si longue et si désastreuse.

« Si V. M. considère quels ont été les résultats des campagnes précédentes, et qu'elle envisage dans l'avenir quelles seraient les suites probables d'une campagne nouvelle, elle sera portée à conclure que dans la supposition la plus favorable pour elle, les succès seraient encore au moins balancés, et qu'après beaucoup de vicissitudes et d'alternatives, d'avantages et de revers, l'état des choses ne serait pas plus décidé qu'en ce moment, puisque la situation respective des

lui-même, étrangement compromis en Italie, avait besoin pour se sauver de toutes les ressources de son génie. Le directoire écrivit donc à l'empereur, lui demandant de mettre un terme aux calamités d'une guerre si longue, si désastreuse. Cette lettre, écrite en style d'avocat, était un plaidoyer philanthropique : « Le sang des hommes versé à grands flots serait le seul fruit qu'on pourrait tirer de la guerre; presque toutes les puissances, naguère engagées dans la coalition, avaient pris le sage parti de la neutralité; les principes des deux gouvernements pouvaient être hostiles, leurs intérêts au contraire se trouvaient rapprochés. » Le directoire proposait la paix, et pour la préparer, une trêve, un armistice général basé sur le *statu quo* et la convocation de ministres plénipotentiaires pour négocier la paix définitive entre les deux gouvernements et les deux peuples. Cette proposition pour un armistice immédiat venait surtout de l'épuisement où se trouvait la France d'hommes et de subsides; elle avait besoin de repos. La mission du général Clarke, d'intime confiance, était surtout

deux puissances, à quelques changements près, peut-être, dans les limites du théâtre de la guerre, se trouverait vraisemblablement peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Le sang des hommes, versé de nouveau, et l'épuisement des ressources seraient donc le seul fruit qu'elle pourrait recueillir de sa tentative.

« Nous ne parlons pas de l'influence que pourraient avoir les alliés sur le résultat de cette campagne, puisque V. M. sait que la plupart de ceux qui étaient engagés dans la coalition ont embrassé l'heureux et sage parti de la neutralité.

« Le moment est donc venu, où il ne peut y avoir aucun intérêt réel à courir de nouvelles chances; où une rixe fatale plus longtemps prolongée serait désormais sans objet; où, quels que puissent être d'ailleurs les griefs réciproques et la diversité des principes politiques des deux gouvernements, leurs intérêts coïncident en ce point que tout les presse de se rap-

l'œuvre de Carnot, qui voyait avec effroi la situation périlleuse de Bonaparte, en Italie.

Wurmser avait pleinement réussi dans son mouvement pour ravitailler Mantoue, et en faire désormais le centre de toutes les opérations militaires des Autrichiens; lui-même s'était concentré là pour défendre cette forte place de son expérience et de son corps d'armée. Carnot, stratégicien si précautionneux, avait calculé que la position de Bonaparte était désormais très aventurée en face des Autrichiens : Mantoue avait une garnison de 17,000 hommes; l'insurrection était partout, et une nouvelle armée impériale, recrutée au Tyrol, pouvait se réfugier sans cesse dans ces montagnes pour y trouver de nouvelles forces. A cet effet, Carnot avait invité Clarke, avant de se rendre à Vienne, à passer par l'Italie afin de bien étudier la situation du général en chef et de lui en rendre compte. Clarke en avait conféré avec Bonaparte, et le général ne dissimula pas les périls de sa position : le feld-maréchal Alvinzi marchait contre lui avec une nouvelle armée de Tyroliens,

procher pour le soulagement des peuples et le retour de la paix.

« Le directoire exécutif propose donc à V. M. cette paix si nécessaire; il l'invite à accélérer de tous ses moyens une époque si désirée et si importante pour l'humanité entière.

« Cependant le directoire sent qu'une paix solide et convenable aux deux puissances, doit être le résultat d'une négociation faite avec maturité et qui pourrait entraîner des lenteurs, puisque la loyauté exige que, de part et d'autre, les puissances alliées soient engagées à y intervenir, et que leurs intérêts respectifs soient stipulés, si elles le désirent.

« Mais faudra-t-il pendant cet intervalle que le sang continue à couler ; et, s'il est possible d'en arrêter l'effusion, ne devons-nous pas croire que V. M. s'empressera d'en adopter le moyen, surtout s'il peut être admis par les deux parties belligérantes, sans nuire aux intérêts ni même aux prétentions d'aucune?»

de Hongrois et de Croates; la division Vaubois venait d'être brisée par Dadidowick, qui avait poussé les Français jusqu'à Rivoli; Alvinzi, secondant la marche de Dadidowick, avait forcé le passage de la Brenta et prenait position à Bassano. Il était facile de voir que les deux généraux voulaient se donner la main par Vérone et se porter ainsi en masse sur Mantoue pour dégager le maréchal Wurmser. Bonaparte devait à tout prix empêcher ce mouvement : aussitôt il se porte de Vicence à Rivoli sur Dadidowick, pour l'arrêter dans sa marche victorieuse. A Rivoli donc, près du magnifique lac de Garda, en face de l'Adige qui coule comme un beau torrent sur toutes les montagnes du Tyrol, Bonaparte prit position; dès lors Dadidowick arrêta son mouvement. Alvinzi déploya le sien par Vicence et Montebello.

Voyez-vous ces belles tours du moyen âge, ce château des féeries de l'Arioste? c'est Vérone; et les Autrichiens marchent à pas redoublés sur Caldiero, la plus belle position militaire et le plus magnifique point

« Ce moyen existe, c'est celui du *statu quo* ou d'un armistice général entre elles.

« Cet armistice est d'autant plus nécessaire que, indépendamment de ce qu'il fait cesser les hostilités inutiles et diminue l'exaspération réciproque en portant l'espoir dans tous les cœurs, il réunit l'avantage de faciliter et de hâter les conclusions de la paix, par la suppression des hasards et des événements qui, tantôt favorables et tantôt contraires, haussent alternativement les prétentions des puissances contractantes, font varier sans cesse la négociation et en éloignent le résultat.

« Les deux propositions que le directoire exécutif fait à V. M. sont donc celles-ci :

« 1° Suspension d'armes simultanée sur toutes les parties du théâtre de la guerre entre les troupes françaises et les troupes autrichiennes;

« 2° Convocation de ministres plénipotentiaires pour traiter de la paix définitive entre les deux puissances, et leurs alliés respectifs, en tant que

de vue de l'Italie. C'est dans la position de Caldiero, flanquée par les marais d'Arcole, qu'Alvinzi s'était retranché, quand Bonaparte arrivant tout à coup pour défendre Vérone, ordonna d'enlever ce haut village de Caldiero. Toute une fatale et sanglante journée se passa dans l'exécution de cet ordre; le terrain déjà si humide par les pluies fut détrempé de sang; Bonaparte fit sonner la retraite, la journée fut perdue. On délibéra dans le camp autrichien pour savoir si l'on marcherait droit sur Vérone; si cette résolution eût été prise, Bonaparte était perdu. Sa terreur se manifeste dans sa correspondance avec le directoire : « Peut-être, écrit le général, sommes-nous à la veille de perdre l'Italie; mon âme est déchirée, mais ma conscience est en repos; des secours, envoyez-nous des secours[1] ! » Bonaparte a le désespoir dans l'âme : que deviendra cette fortune déjà si fragile, si jalousée, s'il lui survient un revers? C'est son avenir, sa vie, sa grandeur qu'il joue; hardi et rusé comme un Corse, il a devant lui des hommes

ceux-ci s'empresseront d'accéder à l'invitation qui leur en sera faite.

« Déjà une négociation est entamée en ce moment entre le gouvernement français et l'un de vos alliés principaux, le roi de la Grande-Bretagne, et la démarche que fait aujourd'hui auprès de V. M. le directoire exécutif, loin d'être opposée à ces premières ouvertures, est une manifestation de son ardent désir d'en accélérer l'effet, de presser les réunions nécessaires, et surtout de suspendre, dès cet instant, le cours des malheurs de la guerre entre la république et V. M., en prononçant de suite sur la mesure provisoire et importante de l'armistice proposé.

« Nous adressons à V. M. les présentes propositions par un envoyé revêtu de notre confiance, chargé d'instructions et de pouvoirs suffisants pour statuer, sur-le-champ, tant sur le mode d'armistice que sur le lieu et le mode de réunion des plénipotentiaires. »

« *Signé* : BARRAS, président. »

[1] *Lettre de Bonaparte au directoire* (14 novembre 1796.)

« .....Si le compte n'est pas satisfai-

d'une grande simplicité de cœur et d'intelligence, des généraux presque naïfs, et son génie en profite.

Ce fut une tristesse indicible dans les vieilles demi-brigades, lorsqu'en pleine nuit de novembre, officiers et soldats reçurent l'ordre de se tenir prêts. Le camp de Vérone est levé. Bonaparte, le front soucieux mais calme, ordonne de passer le pont de l'Adige; et l'on se disait partout : « Nous sommes donc en pleine retraite! » On marcha silencieusement toute la nuit, et lorsque l'aurore parut tardive, à travers les brouillards, l'armée fut étonnée de voir le mouvement hardi commandé par le général; la position de Caldiero était tournée et l'armée se trouvait resserrée dans les champs que trempent les eaux de l'Adige. Cette position était tellement hasardée qu'avec un général ennemi de capacité, l'armée pouvait être refoulée dans l'Adige et forcée ainsi de mettre bas les armes : mais Bonaparte sait bien le caractère lent, méthodique des Allemands.

Puis il vient d'apprendre que l'on traite d'un armistice à Paris et à Vienne; que lui faut-il? du temps. Il envoie un de ses officiers à Alvinzi pour lui dire : « A quoi bon une nouvelle effusion de sang? on traite à Paris. » Sous la tente autrichienne on l'entend, on l'écoute soit par trahison, soit par fatigue, et Bonaparte accomplit son mouvement sans être troublé. Ces drapeaux qui se déploient dans le delta que forme l'Adige

sant, vous n'en attribuerez pas la faute à l'armée; son infériorité et l'épuisement où elle est des hommes les plus braves me font tout craindre pour elle. Toute l'armée est excédée de fatigue et sans souliers; je l'ai conduite à Vérone, où elle vient d'arriver. Peut-être sommes-nous à la veille de perdre

sont ceux de la division d'Augereau; il marche droit sur le petit village d'Arcole; deux divisions Autrichiennes le défendent; il faut passer un pont étroit, et ici vont se renouveler les prouesses de chevalerie comme à Lodi. Les colonnes sont arrêtées par les coups retentissants d'une formidable artillerie; les boulets rebondissent au milieu de ces masses pressées, ainsi qu'un disque lancé d'une main vigoureuse; les généraux sont encore à la tête des demi-brigades pour l'exemple; le feu ne les épargne pas, les boulets frisent leurs panaches, cinq des plus braves sont blessés, et Bonaparte lui-même, renversé de cheval dans la fange noire d'un marais, allait être pris, si la brave 32e demi-brigade n'était venue le délivrer, la baïonnette au bout du fusil. Ce fut un combat de géants, mais l'attaque d'Arcole fut impuissante; les héroïques républicains furent repoussés.

Deux jours après, nouveaux combats, immense héroïsme! On se mêle, on se presse corps à corps, et toujours Bonaparte envoie son émissaire Pico pour répéter à Alvinzi : « Pourquoi tant de sang? les armées continueraient-elles le combat, lorsqu'on traite de la paix et qu'un armistice est prêt à être signé? » Ces pourparlers contiennent les Autrichiens et jettent de l'incertitude et du doute dans les mouvements de leurs colonnes. Le général Bonaparte se multiplie; rusé,

l'Italie. Aucun des secours attendus n'est arrivé... Je fais mon devoir, l'armée fait le sien; mon âme est déchirée, mais ma conscience est en repos. Des secours! envoyez-moi des secours! mais il ne faut pas s'en faire un jeu... Ce qui me reste de braves voient la mort infaillible au milieu des chances

brave, admirable dans ses manœuvres, il se porte tantôt sur Dadidowick, tantôt sur Alvinzi, tour à tour vainqueur, battu, laissant de longues empreintes de sang, mais arrivant à son résultat, qui est de refouler l'ennemi dans le Tyrol et d'empêcher la délivrance de Mantoue.

Les résultats de cette campagne si active, si merveilleuse, avaient partout retenti; s'ils étaient glorieux pour la France et pour le jeune général qui conduisait ses légions, ils témoignaient aussi des efforts persévérants de l'Autriche, des ténacités de sa résistance : le cabinet de Vienne était accoutumé à ces sortes de sacrifices, et dans leur longue lutte contre les Turcs, les Autrichiens avaient montré la grandeur de leur courage et leur ferme résolution de sauver la patrie. Mais ce qui paraissait d'un égoïsme inexplicable, c'était l'attitude de la Prusse se réjouissant, pour ainsi dire, de cet affaiblissement de l'Autriche, naguère son alliée. Tandis que le cabinet de Vienne déployait toutes ses forces militaires sur le champ de bataille de l'Italie, la cour de Berlin s'efforçait de briser la souveraineté impériale en Allemagne, en grandissant le système de neutralité sous son protectorat. L'archiduc Charles venait de sauver l'indépendance allemande, et la Prusse en témoignait presque du mécontentement; toutes ses négociations tendaient à amoindrir les effets de ces succès

si continuelles et avec des forces si inférieures ! Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, de...., est prête à sonner; alors! alors! que deviendront ces braves gens? Cette idée me rend réservé; je n'ose plus affronter la mort qui serait un sujet de découra-

remarquables. Le ministre de France, M. Caillard, secondait la vieille ambition d'un empire protestant qui contre-balançait au Nord l'empire catholique du Midi. Partout les fiefs ecclésiastiques étaient sécularisés : la Prusse achevait l'œuvre de Luther avec joie ; on aurait dit que telle était sa destinée; à chaque victoire de Bonaparte elle applaudissait, car l'archiduc Charles était obligé de conduire ses meilleures troupes en Italie, et l'influence de l'Autriche s'en affaiblissait d'autant en Allemagne.

C'était ainsi une lutte singulièrement égoïste que celle qui se poursuivait dans la patrie germanique : chaque état visait à quelque usurpation ; l'Autriche se croyait appelée à absorber la Bavière ; la Prusse convoitait la Saxe, comme un accroissement nécessaire pour arrondir son territoire; et les états de second ordre, le Wurtemberg, Bade, le Hanovre, espéraient eux-mêmes grandir leur force par la sécularisation des fiefs ecclésiastiques; il semblait que l'époque fût dominée par le double mépris de la souveraineté et de la propriété. La révolution française avait propagé la raillerie du fort contre le faible, de l'usurpation contre le droit ; et les traditions les plus vieilles n'étaient plus respectées. A quoi bon les chartes antiques? Pourquoi désormais invoquer la crosse épiscopale des archevêques de Mayence avec leur chappe d'or, la mitre resplendissante, riche comme le sceptre de Charlemagne? Hérauts

gement et de malheur pour qui est l'objet de mes sollicitudes... Sous peu de jours, nous essayerons un dernier effort ; si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris, et avec lui toute l'Italie... »

d'armes, ne convoquez plus, sous les vieilles murailles du palais de Francfort, les évêques de Worms, de Spire, primats ou coadjuteurs; des chevaliers discourtois se sont emparés de leurs villes, comme au temps de Sickingen; les créneaux des tours, sur les sept montagnes brisées par les âges, n'entendent plus depuis deux siècles que les cris des oiseaux de nuit; les vieux palais archiépiscopaux bientôt tomberont eux-mêmes. Ne te vante donc plus de ton respect pour les légendes, vieille Allemagne! le protestantisme a desséché ton imagination et ton cœur.

Depuis la révolution française, la constitution germanique était semblable à ces châteaux qui se mirent aux eaux du Rhin, depuis Mayence jusqu'à Cologne, et que badigeonne le caprice du maître : ici une vieille tour couverte de lierre, là un kiosque moderne, à côté des franges de murailles du x[e] siècle, et pour combler la mesure, des mannequins couverts de fer dans les salles d'armes qui n'entendent plus le pas lourd et bruyant des chevaliers.

Quand l'Italie et l'Allemagne retentissaient du cri des batailles, Catherine II, tout à coup frappée d'apoplexie, cessait de vivre[1]; femme singulièrement forte, elle avait réalisé les projets de Pierre I[er]. La physionomie de Catherine me paraît immense, parce qu'elle

1 « L'impératrice de Russie est morte à Pétersbourg, le 17 novembre, d'une apoplexie dont elle a été frappée le 16, dans son cabinet où elle se trouvait seule. Cet accident était absolument ignoré des personnes attachées à son service. On s'apercevait seulement que S. M. restait enfermée beaucoup plus longtemps qu'à son ordinaire; mais personne n'osait ouvrir la porte dans la crainte de l'interrompre. Quatre heures se passèrent dans cette incer-

eut un vaste dessein et qu'elle l'accomplit : un empire n'est pas seulement formidable par ses propres forces, mais par l'emploi qu'il en fait. Catherine II se servit de tous les sentiments, de toutes les influences, pour grandir la couronne qui lui était confiée; le XVIIIe siècle philosophique venait à elle pour jeter son encens à ses pieds, elle lui tendit la main pour s'en servir dans ses desseins. La Russie était à peine connue au dehors, Catherine en répandit la vie et la puissance active; on se fit désormais une haute idée de la cour de Saint-Pétersbourg; rien ne s'accomplit en Europe sans la Russie; on rechercha son alliance, et l'appui de ses formidables armées. Au moment de la mort de l'impératrice, 60,000 hommes étaient prêts à se mettre en marche pour appuyer les Autrichiens dans la guerre contre la France. Ces auxiliaires pouvaient changer la face de la campagne; 30,000 Russes en Italie et Bonaparte était perdu.

Mais la mort servit une fois encore l'heureuse république; les premières émotions d'un avénement ne permettent pas le développement de toutes les forces des empires; il se fait une suspension, un interrègne, et Paul Ier ne partageait pas toutes les opinions de sa mère sur les alliances, les tendances de la paix et de la guerre. Paul Pétrowitch avait été trop éloigné des affaires pen-

titude, après quoi l'inquiétude faisant surmonter les craintes, on ouvrit, et on trouva l'Impératrice étendue sur le parquet, la face tournée en haut et les pieds presque appuyés contre la porte, ce qui indique qu'elle avait été frappée au moment où elle allait sortir. Elle était privée de toute connaissance et de tous mouvements extérieurs, mais le pouls se faisait encore sentir, et continua ses pulsations encore vingt-quatre heures, après quoi l'impératrice

dant le règne de Catherine, pour que l'ardeur de manier un sceptre ne l'entraînât pas à suivre un système opposé. Cependant on remarqua que le ministère n'était pas changé. Les affaires étrangères furent laissées au comte d'Ostermann ; le feld-maréchal comte de Bedborodsko continua de lui être adjoint, et ces deux ministres avaient toute la confiance de Catherine. Lorsqu'un nouveau règne arrive, il y a d'abord un premier besoin de changement, une entraînante ardeur pour tout modifier ; puis le souverain s'arrête ; il touche les affaires, il voit que tout n'a pas été mal, que l'expérience est une grande conseillère ; et les hommes qu'il devait briser demeurent encore à la tête du cabinet.

Ainsi fut l'avénement de Paul Ier : le nouvel empereur avait été trompé sur la politique de sa mère ; quand il eut vu et touché cette politique, il la trouva grande ; et chef d'un puissant empire, pouvait-il arrêter sa destinée ? Quelques amis personnels, qui partageaient sa disgrâce, furent élevés à ses côtés : si le comte de Markoff et Kalitcheff furent écartés, le comte Nicolas Soltikoff fut nommé président du conseil de la guerre ; le comte Scheremetoff, grand-maréchal de la cour. Paul Ier se distingua surtout par un système de concessions et de bienveillance envers la Pologne ; il fit cesser l'oppression de ce peuple qu'il voulait rattacher

expira, sans avoir repris connaissance un seul instant.

« Le grand-duc, devenu empereur, est monté immédiatement sur le trône. Dès le lendemain, il a ordonné un service solennel pour sa mère ; et ce qui est très remarquable, un autre pour son père, Pierre III, mort, comme on sait, il y a vingt-quatre ans et quelques mois, et qui avait été enterré fort cavalièrement, sans aucune espèce de cérémonie.

à la Russie par le lien de la reconnaissance ; les Romanzoff surtout jouirent d'un grand crédit au ministère des affaires étrangères : position importante dans l'état difficile et compliqué où se trouvait l'Europe en armes.

La Russie n'avait eu jusqu'ici aucun rapport avec la république française : la superbe Catherine avait constamment dédaigné le gouvernement de rebelles qui dominait la monarchie de Louis XIV ; son successeur partageait les mêmes répugnances. Paul Ier, plein de souvenir de la noble hospitalité que le comte du Nord avait reçue à Paris, s'empressa d'offrir un asile à Louis XVIII à Mittau. Sous ce point de vue, la situation n'avait point changé ; en serait-il de même à l'égard de l'Angleterre, de l'Autriche et de la Prusse ? Avec l'Angleterre, les rapports de commerce étaient trop intimes, trop resserrés, l'alliance trop profondément commandée par l'esprit général de la Russie, pour que le suzerain pût la briser ; aussi le comte de Woronzoff, ambassadeur à Londres, y fut maintenu avec l'assurance la plus parfaite que toutes les conditions de la triple alliance seraient exactement observées. A Vienne également, le comte Rasumowsky fut confirmé dans son poste d'ambassadeur, et le prince Galitzin, envoyé extraordinaire, chargé d'annoncer l'avénement

« Le nouvel empereur a créé trois feld-maréchaux qui avaient essuyé un passe-droit non mérité, à la dernière promotion ; Soltikoff est du nombre. Il a appelé auprès de lui le prince Repnin, neveu du sage et vertueux comte Panin, qui a fait son éducation, qu'il chérissait tendrement et dont il adore la mémoire. Le vice-chancelier, comte Ostermann, est fait chanceller. Bedborodsko reste comme ministre d'état : il n'est pas question de

de Paul Ier, dut assurer à la cour de Vienne que le nouvel empereur observerait avec exactitude les engagements stipulés entre l'Autriche et la Russie : était-ce dire que le contingent, promis à la cour de Vienne serait fourni aux termes des conventions signées avec Catherine? Sur ce point surtout la politique paraissait changée.

Dans les derniers jours de la czarine, elle avait conçu un profond dépit contre la Prusse; car elle ne s'expliquait ni l'étrange campagne de 1792, ni le traité de Bâle, et encore moins la conduite récente de la Prusse en Allemagne. Ses plaintes étaient devenues si vives à l'occasion des engagements du cabinet de Berlin avec la France, que la Russie menaçait de la guerre et il n'aurait pas été étonnant de voir la czarine attaquer les frontières nord de la Prusse, comme cela s'était vu au temps du grand Frédéric.

La mort de Catherine mit fin à cette situation menaçante pour le cabinet prussien; et tout à coup les deux cours se manifestèrent une indicible bienveillance. Paul Ier était allemand par éducation, par souvenir de son père Pierre III, et par un peu d'opposition à sa mère. Le vice-chancelier, comte de Kourakin, homme de sa confiance, fort lié avec M. de Haugwitz, était dans ce même sentiment à l'égard de la Prusse. A peine

Markoff. Il y a toute apparence que le prince Repnin est destiné à jouer un très grand rôle, et c'est après son arrivée qu'il faut attendre des changements qui influeront peut-être d'une manière très sensible, sur les affaires générales de l'Europe. La mort de l'impératrice interrompt un traité de subsides, au moment qu'il allait être conclu avec les Anglais.

« La révolution française n'avait pas de plus fougueuse ennemie que Cathe-

couronné, Paul envoya le comte Narischkin, son secrétaire de confiance, au roi Frédéric-Guillaume, pour renouveler toutes les assurances d'amitié et les offres d'une alliance intime. Il fut accueilli avec enthousiasme à Berlin. On venait d'y recevoir une dépêche fort importante du comte du Tauenzien, ambassadeur extraordinaire à Pétersbourg, annonçant que Paul Ier l'avait comblé de prévenances; le premier de tout le corps diplomatique appelé auprès du czar, il avait entendu de sa bouche les paroles les moins équivoques sur sa volonté d'entretenir avec la plus exacte fidélité les liens étroits qui subsistaient entre la Prusse et la Russie. La joie fut vive à Berlin. Le comte de Haugwitz s'en félicita auprès de M. Caillard, le ministre français; dans une dépêche de ce ministre au directoire, celui-ci donne textuellement une de ses conversations avec le comte de Haugwitz : « Le chef du cabinet prussien s'est flatté d'amener Paul Ier à reconnaître la république française par opposition à l'esprit de Catherine II, sa mère. » Véritable illusion! l'opinion en Russie était entièrement opposée à une telle condescendance, et à ce qu'on eût appelé une lâcheté. Paul pouvait bien se rapprocher de la Prusse par goût, par capriee allemand, mais en aucun cas l'ascendant personnel de Frédéric-Guillaume même n'eût entraîné

rine. Au défaut de ses armées, qu'elle réservait, lorsque les puissances rivales se seraient épuisées, pour des conquêtes plus directement utiles à ses vues, elle était prodigue de menaces, de déclamations violentes contre la république, et de promesses toujours vaines pour les émigrés et nos autres ennemis. Sa mort arrivée au moment même où, en exécution de la triple alliance, l'An-

le cabinet de Pétersbourg à un fait aussi important que la reconnaissance de la république française. Pour cela il fallait des batailles et du sang répandu à flots : triste destinée des sociétés humaines! les états ne s'élèvent que par d'immenses hécatombes, et pour qu'une idée marche, il faut des siècles.

Le cabinet de Vienne était assez habile pour reconnaître que la mort de Catherine changeait entièrement la situation ; les assurances, que répétaient sans cesse le comte Rasumowsky et le prince de Galitzin, que tout serait maintenu, même les stipulations militaires, n'étaient pas suffisantes pour le rassurer. Il était évident que les 60,000 Russes promis n'entreraient pas en ligne au printemps, et que dès lors tout le faix de la guerre allait tomber encore sur elle. L'Angleterre ne pouvait lui prêter sur le continent un concours effectif, et si la Russie ne venait à son aide, pouvait-elle seule résister aux forces immenses de la république française?

Jusqu'à la mort de Catherine II le cabinet de Vienne s'était abstenu de répondre à la lettre pacifique du directoire, que le général Clarke avait envoyée de Milan avec une dépêche fort pressante au baron de Thugut. Après la catastrophe de Pétersbourg, et alors dans une situation nouvelle, le cabinet de Vienne se montra plus conciliant, et des montagnes du Tyrol, au milieu des

gleterre demandait l'intervention de la Russie dans les négociations, doit avoir la plus grande influence sur la situation politique de l'Europe. La Turquie, le Danemarck et la Suède, peuvent suivre une autre impulsion, puisqu'ils n'ont plus à trembler devant l'audacieux génie de Catherine. Ces deux derniers cabinets surtout, peuvent songer à sortir de leur servitude politique. »

neiges de décembre, le général Bonaparte reçut du feld-maréchal Alvinzi une lettre courte[1], mais fort significative : S. M. l'Empereur ordonnait au feld-maréchal de demander un sauf-conduit pour que le général baron de Vincent pût se rendre auprès du général Clarke et s'aboucher avec lui sur des communications importantes. Le feld-maréchal indiquait Vicence comme le lieu le mieux approprié pour les conférences.

Le choix du baron de Vincent pour négociateur paraissait d'un bon augure, et ce nom d'origine française était comme un gage d'amitié et de paix. Bonaparte, qui avait le dessein de conduire personnellement cette négociation, insista pour que ces premières ouvertures fussent repoussées, et alors le général Clarke, oubliant les ordres pressants du directoire qui le désignait comme négociateur indépendant, se mit sous l'influence du général en chef, et fut entièrement subjugué par cet ascendant merveilleux. Il y eut donc deux périodes dans cette mission du général Clarke qui avait pour but la paix : à son départ de Paris, il est l'homme de Carnot et des deux conseils qui veulent traiter avec l'Autriche; à peine a-t-il touché la tente de Bonaparte qu'il se fait, pour ainsi dire, l'aide-de-camp de sa volonté, contrairement à la mission qu'il a reçue; la

[1] *Lettre du feld-maréchal Alvinzi au général Bonaparte.*

« Trente, le 16 décembre 1796.

« Au général en chef Bonaparte.

« Je viens de recevoir de S. M. l'Empereur des ordres relatifs à la lettre que M. le général de division Clarke lui a adressée, et que je lui ai fait passer le 9 de ce mois. S. M. désirant que le baron de Vincent, l'un de ses adjudants-généraux, puisse s'aboucher avec le général Clarke, et s'expliquer avec lui sur différeuts objets de sa lettre à S. M., j'ai l'honneur de vous prier, M. le général, de me faire passer un sauf-coudult pour le baron de

puissance du génie le subjugue, l'entraîne. Les plans de Bonaparte sont vastes, et Clarke est aussi un esprit à théories, à combinaisons stratégiques d'une large portée.

Or, l'opinion fixe de Bonaparte, c'est que tout armistice, toute suspension d'armes doit sauver Mantoue d'une inévitable capitulation, et que sauver Mantoue, c'est perdre l'Italie. Ce point de vue résulte de la connaissance parfaite de la situation : par le Tyrol, Trieste, Laybach, une armée peut incessamment pénétrer dans l'Italie, et Mantoue sera toujours son point de réunion; trois fois déjà l'armée républicaine a été exposée à une entière destruction, et tout cela est venu de ce que cette place forte était au pouvoir des Autrichiens.

Que faut-il faire alors? D'après Bonaparte, presser Mantoue, la forcer à se rendre, et pendant ce temps détruire une à une les armées que l'Autriche enverra du Tyrol pour ravitailler et sauver la place; si le siége continue encore, et qu'on n'ait plus à combattre d'armées, eh bien! il faudra démocratiquement organiser l'Italie. Rome est riche; le pape est indirectement l'allié de l'empereur; le directoire veut le rançonner, le détrôner au besoin; pour cela quelques mille hommes suffiront, et l'on aura des secours pour nourrir et entre-

Vincent, pour lui, son aide de camp et un domestique, pour autant que cette entrevue serait consentie et pourrait avoir lieu. Dans ce dernier cas, je proposerais Vicence comme l'endroit le plus à portée des deux armées, et qui, d'ailleurs, n'est occupé à poste fixe par aucune d'elles. Je prierais aussi M. le général de me faire savoir le jour où M. le général Clarke pourra se rendre dans cette ville, afin que le baron de Vincent puisse régler sa marche en conséquence.

« J'ai l'honneur d'être, etc., etc.

« *Signé :* ALVINZI. »

tenir l'armée. Venise aussi, la ville opulente, penche pour l'Autriche; son aristocratie si riche n'obéit qu'en murmurant à la république française; il sera facile de faire naître un incident pour renverser le vieil édifice de Saint-Marc; les demi-brigades victorieuses, traversant les lagunes, pourront camper sur le quai des Esclavons, au Rialto, à la piazzetta de la noble reine de l'Adriatique. Dès lors le peuple serait déchaîné contre les sénateurs; une démocratie de bourgeois remplacerait le sénat. Gênes aussi ferait sa révolution, et la Lombardie préparerait elle-même une organisation républicaine pour constituer la grandeur de la patrie italienne. Avec la Toscane on suivra un autre système: n'a-t-on pas l'opulente Livourne, toute remplie de marchandises anglaises, et Florence avec ses galeries, ses palais, ses églises, ses dômes à dépouiller?

Le siége de Mantoue servirait donc à deux fins pendant l'hiver : enrichir l'armée, appuyer le drapeau tricolore sur les couleurs républicaines de Rome, de Gênes, de Venise et de Milan! Une fois que ce pillage et cette désorganisation des vieux gouvernements seraient accomplis, on jetterait toutes les forces de la démocratie contre l'Autriche. Qui sait même si Naples ne serait pas destiné à former une république parthénopéenne?

CHAPITRE XIII

SITUATION DE L'ITALIE JUSQU'A LA SIGNATURE DES PRÉLIMINAIRES DE LÉOBEN.

Projets du directoire sur Rome. — Haine qu'inspire le pape. — Marche des Français. — Expulsion des corps religieux. — Railleries. — Pillage de Notre-Dame-de-Lorette. — Correspondance de Bonaparte avec le pape. — Situation de Venise. — Esprit de la Terre-Ferme. — Négociations. — Desseins de la cour de Vienne. — Marche militaire de Bonaparte après la prise de Mantoue. — Situation de l'armée dans le Tyrol et les Alpes Noriques. — L'archiduc Charles à la tête des Autrichiens. — Idée aventureuse de Bonaparte. — Ses dangers. — Insurrections populaires. — Les Tyroliens. — Les Esclavons. — L'armée de Bonaparte compromise. — Négociations du marquis de Gallo. — Préliminaires de Léoben.

Janvier—Avril 1797.

Dans les actes de la force victorieuse, il se révèle toujours un sentiment de violence et de persécution qui atteint le faible et se joue de lui. Il était difficile à la révolution française (le triomphe le plus absolu de la force) de respecter les droits anciens, la souveraineté antique; et le pouvoir d'un vieillard devait nécessairement inspirer du mépris à tous ces soldats de la fortune et de la victoire. Le directoire, d'ailleurs, par son esprit, sa tendance philosophique, avait pris en

dédain le pontificat. Ce gouvernement, qui proscrivait les prêtres par milliers en les déportant, ce ridicule Laréveillère-Lépeaux, tout rempli de sa religion puérile, revêtu de ses habits de lin, rêvaient la chute de ce magnifique édifice de l'Eglise, pour lui substituer le culte des théophilanthropes. En privant le saint-père de la ville éternelle, en séparant le pontificat de Rome, ils espéraient marcher à cette vaste destruction. Barras, Carnot, sans croyance religieuse, avaient des idées plus diplomatiques sur les états de l'Eglise; s'ils voulaient en dépouiller le pape, c'était moins pour outrager la religion (qui leur importait peu) que pour faire servir ces états de compensation territoriale au profit de l'Autriche, de Naples ou même de l'Espagne. Si l'on demandait le Milanais à l'Autriche, on pourrait lui céder en échange les légations, Ferrare, Bologne; Naples pouvait étendre ses frontières jusqu'aux Marais-Pontins, et le roi d'Espagne, fidèle allié de la république, recevrait Rome, la ville éternelle. Quant au pape, pauvre exilé, il chercherait asile de cité en cité, comme les prêtres catholiques proscrits par le directoire, ou bien on lui donnerait un monastère pour prison comme au temps des Barbares. Le dernier mot du XVIIIe siècle serait accompli et sa pensée de mort réalisée contre le catholicisme : insensés que la victoire enivrait à ce point de les faire méconnaître la force de l'idée chrétiennel

Cependant le pape Pie VI était sous la protection d'un armistice récemment conclu avec le général en chef de la république. Bonaparte avait imposé d'immenses sacrifices au saint-père; le Vatican s'était dépouillé de ses

tableaux les plus précieux, de ses musées antiques, noble trésor, jeté pour ainsi dire à l'avidité des commissaires français; et tout cela pourtant ne suffisait pas pour satisfaire l'insatiable république. La haine qu'on portait au saint-père était implacable et se révélait par les dépêches du directoire[1] : Laréveillère-Lépeaux établissait dans son orgueil pontifical, que l'existence du pape était incompatible avec la philosophie et la république, pour en conclure qu'on devait détrôner le vénérable Pie VI. Bien que M. de Cacault, homme d'intelligence et de modération, adoucît autant qu'il le pouvait les instructions du directoire, il n'en paraissait pas moins évident au saint-siége que sa perte était décidée à Paris, et que les esprits forts du XVIIIe siècle tenteraient quelque œuvre d'iniquité contre la chaire de saint Pierre.

Les avis lui venaient à la fois de Vienne et de Naples, et dans son désespoir le saint siége s'était adressé à l'empereur pour se mettre en quelque sorte sous sa protection. Bonaparte le laissa silencieusement s'engager dans cette voie, car il ne cherchait qu'un prétexte

1 *Lettre du directoire à Bonaparte.* « Vous êtes trop habitué à réfléchir, citoyen général, pour n'avoir pas senti aussi bien que nous que la religion romaine sera toujours l'ennemie irréconciliable de la république, d'abord par son essence, et en second lieu parce que ses sectateurs et ses ministres ne lui pardonneront jamais les coups qu'elle a portés à la fortune et au crédit des premiers, aux préjugés et aux habitudes des autres.... Le directoire exécutif vous invite donc à faire tout ce qui vous sera possible pour détruire l'autorité du pape, et rendre méprisable et odieux le gouvernement des prêtres; agissez de manière que le pape et le sacré collége ne puissent concevoir l'espoir de jamais siéger à Rome, et aillent chercher un asile dans quelque lieu que ce soit, ou au moins qu'il n'y ait plus de puissance temporelle. Ce n'est point, au surplus, un ordre que donne le directoire exécutif, c'est un vœu qu'il forme : il est trop éloigné du lieu de la scène

d'invasion pour se précipiter sur les États romains; soit qu'il dût soumettre Rome, comme Charlemagne et Charles-Quint, soit qu'il traitât avec le saint-père, Bonaparte savait bien que toute stipulation lui serait profitable, et qu'on en retirerait encore de nouvelles contributions pour la fortune de son armée. Parfaitement instruit par M. de Cacault, il fit enlever les dépêches d'un courrier qui se rendait à Vienne, et là, on eut la preuve des négociations de la cour de Rome avec l'Empereur. C'est précisément ce que l'on recherchait, et ces pièces, publiées dans la *Gazette de Milan*, servirent de base à l'invasion des États romains, violente et rapide, à la manière des Français : ils s'emparèrent sans coup férir de la Romagne, du duché d'Urbin et de la marche d'Ancône, les cités fortes de l'Adriatique[1].

Cette conquête si rapide, si merveilleuse, fut accompagnée de ce pillage militaire, de ces excès de la victoire, signalant le passage des hommes d'armes au moyen âge : devant les légions républicaines fuyaient éperdus les vierges des monastères, les pauvres reli-

pour juger du véritable état des choses, il s'en rapporte sur cela au zèle et à la prudence qui vous ont constamment dirigé dans une carrière aussi glorieuse pour vous que pour la république que vous servez. »

[1] Voici l'admirable lettre que le cardinal Mattei adresse à Bonaparte; c'est une grande protestation du droit contre la force; on dirait un évêque s'adressant à Attila.

« J'ai mis aux pieds de Sa Sainteté la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire, M. le général, en date du 21 octobre dernier.

« Le souverain pontife, dépositaire sur la terre des maximes dont Jésus-Christ a donné l'exemple à ses fidèles disciples et au monde entier, a toujours cherché les moyens d'entretenir la paix et l'harmonie dans la chrétienté, et il s'est porté de lui-même à tous les sacrifices que la modération la plus entière a pu lui permettre. Lorsque la France, bouleversée par les malheureux événements qui l'affligent depuis

gieux que la raillerie proscrivait; tous ces sensualistes du XVIIIe siècle, armés par la violence, ces hommes tout chair et tout sang ne comprenaient pas une vocation à Dieu; ils ne savaient pas que ces franciscains couverts de bure, ces minimes, ces carmes étaient les médecins du peuple, ses instructeurs, ses amis. Et pourquoi ces sarcasmes contre ces âmes d'élite qui se privaient de quelques joies amères, goûtées dans l'ivresse et la débauche? Quel était leur crime? ils ne vous imitaient pas quand vous portiez à vos lèvres la coupe toujours vide, toujours flétrie du vice, fatal breuvage qui nous réduit en cendres. Laissez aux solitaires, aux saintes filles, aux hommes de foi, la retraite, les méditations sur une vie de passage : vous les disiez des fanatiques! mais qu'étiez-vous vous-mêmes, si ce n'est des fanatiques de liberté et de république? et comment faisiez-vous de si grandes choses, si ce n'est par fanatisme? car il n'y a de grandes choses que dans les énergiques croyances. Aux temps de mollesse et de sensualisme, quelle est l'idée ou l'action un peu haute qui surgit et domine le cœur hu-

sept ans, a contristé son âme et son cœur, il s'est souvenu qu'il était par état le père des chrétiens, et lorsqu'il a vu que des enfants de l'Église se plongeaient dans les plus affreux égarements, il a pensé que les voies de douceur étaient les seules qu'il dût employer, espérant qu'il plairait à Dieu de les guérir de leur aveuglement et de les ramener à des maximes justes et raisonnables. C'est par suite de ces principes que Sa Sainteté, faisant abdication de tout ce qui est mondain, s'était prêtée à des sacrifices bien considérables pour ménager la paix de l'état de l'Église avec la France. Les succès de votre armée d'Italie ont aveuglé votre gouvernement, qui, par un abus intolérable de prospérité, non content d'avoir tondu la brebis jusqu'au vif, a ensuite voulu la dévorer, et il exigeait encore que le pape fît le sacrifice de son âme et de celle des peuples dont l'administration est confiée à ses soins, en exigeant de lui le renversement et la destruction totale

main ? Ces armées victorieuses chassaient devant elles les religieux des tiers ordres, les pauvres filles des monastères, et, comme le Satan de l'Écriture, les soldats faisaient entendre un ricanement horrible et répété en longs éclats, ainsi qu'on le lit dans les légendes.

Dans cette campagne de Barbares, aux États pontificaux, le complément de l'impiété fut l'affreux pillage de Notre-Dame-de-Lorette, saint lieu des pèlerinages en Italie. Sur ces bords de l'Adriatique, si riches en souvenir, là où se voient Ravenne, la cité lombarde, dont les ruines rappellent Charlemagne et l'Exarchat; Rimini, que les lugubres chants du Dante ont rendu célèbre, et où la noble dame Françoise lisait à son doux ami les vieilles histoires dans des manuscrits aux fermoirs d'or et de topazes; sur cette côte si poétique, tout près d'Ancône, s'élève un petit village avec d'antiques murailles qui n'a rien de remarquable, que sa Vierge de bois : quelle puissance a donc cette Vierge qui protége le matelot quand la tempête gronde sur l'Adriatique ? On lit dans le Rituel que les anges, sur leurs ailes bleues

des bases qui constituent les principes de la religion chrétienne, de l'Evangile, de la morale et de la discipline de l'Église.

« Sa Sainteté, consternée de ces prétentions intolérables, s'est recueillie dans le sein de Dieu pour demander au Seigneur qu'il lui plût de l'éclairer sur ce qu'elle devait faire dans une si fâcheuse conjoncture. C'est sans doute l'esprit saint qui l'a inspirée en la faisant souvenir de l'exemple des martyrs, et après avoir sollicité vainement que le directoire se prêtât à des conditions raisonnables, la cour de Rome a dû se préparer à la guerre; c'est à l'Europe entière à décider qui l'a provoquée. La mort dont vous voudriez nous effrayer, M. le général, commence le bonheur de la vie éternelle des gens de bien ; elle est aussi le terme des prospérités apparentes des méchants et le commencement de leur supplice, si les remords déjà ne l'ont commencé.

« Votre armée est formidable, mais vous savez par vous-même qu'elle n'est

comme le ciel, portèrent cette madone toute enveloppée de langes jusqu'à l'oratoire de Lorette.

Laissez-nous ces croyances naïves, respectez ce qui fait la joie de la mère et de la fille : cet *ex voto* suspendu à l'autel a été offert par une pauvre femme qui a sauvé son enfant; ce vaisseau qui se mire dans le cristal du reliquaire, c'est la reconnaissance d'un matelot qui l'a voué à la reine de toute miséricorde. Il n'est pas un petit tableau qui ne soit un souvenir, et la plupart des belles toiles de l'Italie ne furent aux xv[e] et xvi[e] siècles que des *ex voto* de confréries donnés aux églises par les corporations de métiers ! C'est parce qu'ils furent dévots au Christ, à la madone, que Sanzio et Buonarotti conçurent leurs merveilleuses créations; et quel artiste peut produire une œuvre sans dévotion à un culte, à un sentiment, à une idée? C'est cependant sur le trésor de Notre-Dame-de-Lorette qu'ils portèrent leurs mains, ces soldats moqueurs; c'est dans ce sanctuaire qu'ils commirent des profanations inouïes et des impiétés odieuses; à l'imitation de la commune de Paris, qui brisa la châsse

pas invincible; nous lui opposerons nos moyens, notre constance, la confiance que donne la bonne cause, et par dessus tout, l'aide de Dieu, que nous espérons obtenir. Nous savons bien que les incrédules et les philosophes modernes tournent en ridicule les armes spirituelles; mais, s'il plaisait au Seigneur que l'on fût dans le cas de les déployer, vos phalanges feraient sans doute une funeste expérience de leur efficacité. Je conviens avec vous que la guerre que vous feriez au pape serait peu glorieuse pour vous. Quant au péril que vous ne croiriez pas y rencontrer, notre confiance en Dieu ne nous permet pas de croire qu'il y en eût d'autre que pour vous et pour les vôtres.

« Maintenant, j'en reviens à l'objet qui fait celui de votre lettre. Vous désirez la paix, nous la souhaitons plus que vous. Accordez-nous des conditions raisonnables et qui puissent servir à nos fidèles alliés; et vous trouverez les uns et les autres disposés à y souscrire. De son côté, Sa Sainteté fera, pour l'obtenir, tous les sacrifices qui

de sainte Geneviève, les généraux de la république dispersèrent les ossements et pillèrent le reliquaire. Ce trésor, qui l'avait donné? n'était-ce pas le peuple? et vous le priviez de ses joies, de ses entrailles, de ses souvenirs! Rien ne fut épargné; et les religieux dans les monastères, comme au moyen âge, purent écrire ce que les ancêtres consignaient aux antiques chroniques, quand les Barbares avaient ravagé les couvents : « Le jour de la fête des apôtres Pierre et Paul, les Normands et les Hongres dévastèrent la cité et le monastère, ils en pillèrent les reliques; ces Barbares emportèrent avec eux les vases sacrés et les ornements des autels. » Ces flétrissures-là restent sur une armée et sur ses chefs, quand les passions politiques sont éteintes, et les morts froids dans le tombeau.

La prise d'Ancône et de Notre-Dame-de-Lorette avait jeté la plus profonde terreur au milieu de la cour pontificale. Bonaparte victorieux s'avançait sur Macerata et

ne seront pas contraires à son devoir.

« Nous osons croire, M. le général, qu'en votre particulier, vous inclinez pour les principes que la justice et l'humanité inspirent aux hommes estimables, et je serai toujours enchanté de pouvoir concourir avec vous à l'œuvre salutaire de la paix.

« *Signé :* le cardinal MATTEI.

« Rome, le 2 décembre 1796. »

Le général Bonaparte au cardinal Mattei.

« Vérone, le 1er pluviôse, an V (20 janvier 1797).

« Les étrangers qui influencent la cour de Rome ont voulu et veulent encore perdre ce beau pays. Les paroles de paix, que je vous avais chargé de porter au saint Père, ont été étouffées par ces hommes pour qui la gloire de Rome n'est rien, mais qui sont entièrement vendus aux cours qui les emploient. Nous touchons au dénouement de cette ridicule comédie : vous êtes témoin du prix que j'attachais à la paix et du désir que j'avais de vous épargner les horreurs de la guerre. Les lettres ci-jointes que je vous envoie, et dont j'ai les originaux entre les mains, vous convaincront de la perfidie, de l'aveuglement et de l'étourderie de ceux qui dirigent actuelle-

Foligno; les Apennins franchis, Rome était perdue : que pouvait opposer le saint Père à ce torrent dévastateur descendu de la montagne? Les souvenirs d'Attila se reproduisaient à tous les esprits; mais Attila lui-même n'avait-il pas passé comme un torrent? Ce Bonaparte, contempteur du Christ et des hommes, ne s'apaiserait-il pas? La colère de Dieu serait-elle inflexible?

Déjà les archives de Rome étaient évacuées, lorsque le saint Père, sur le conseil du cardinal Mattei, écrivit directement au général une lettre aussi digne que ferme : donnant son salut et sa bénédiction apostolique à son cher fils Bonaparte, et désirant terminer les différends avec la république française, le souverain pontife députait auprès du général les cardinaux Mattei, Galeppi, le duc Braschi, son neveu, et le marquis Camille Massimi, chargés de ses pleins pouvoirs, afin de conclure un arrangement de justice et de convenance; et telle était la foi que le saint Père avait dans le général en chef, qu'il ne quittait même pas Rome, menacée par les Français[1]. Confiance sainte et modeste

ment la cour de Rome. Quelque chose qui puisse arriver, je vous prie, monsieur le cardinal, d'assurer Sa Sainteté qu'elle peut rester à Rome, sans aucune espèce d'inquiétude. Premier ministre de la religion, il trouvera à ce titre protection pour lui et l'Eglise. Assurez également tous les habitants de Rome qu'ils trouveront dans l'armée française des amis qui ne se féliciteront de la victoire qu'autant qu'elle pourra améliorer le sort du peuple, et affranchir l'Italie de la domination des étrangers. Mon soin particulier sera de ne pas souffrir qu'on apporte aucun changement à la religion de nos pères.

« Je vous prie, M. le cardinal, d'être assuré que, dans mon particulier, je me ferai un devoir de vous donner, dans toutes les circonstances, des marques de l'estime et de l'attachement avec lequel je suis,

« BUONAPARTE. »

[1] *Lettre du pape à Bonaparte.*

PIE P. P. VI.

« Cher fils,

« Salut et bénédiction apostolique.

« Désirant terminer à l'amiable nos

que le pontificat avait en lui-même! La papauté, vieille institution, avait passé à travers mille secousses infinies; le pape savait bien que l'orage se calmerait, et que ces hommes, un jour accablés par l'âge et les remords, s'agenouilleraient à ses pieds pour demander l'absolution. Charlemagne les valait tous, et le grand empereur avait baisé de ses lèvres le marbre de la basilique de saint Pierre, comme Charles-Quint, le maître du monde, après le sac de Rome, était allé cacher ses remords dans la solitude d'un cloître.

Bonaparte accueillit avec une convenance extrême les ouvertures du saint Père; il y avait au fond de son âme un principe profondément religieux : on n'accomplit pas de larges desseins sans qu'une pensée de religion ne vienne vous illuminer soudainement. L'ambassadeur de Naples avait voulu intervenir; Bonaparte repoussa cet intermédiaire en termes fermes, impératifs; lui seul voulait dicter les conditions, dures, impératives[1], et dans

différends actuels avec la république française, par la retraite des troupes que vous commandez, nous envoyons et députons vers vous, comme nos plénipotentiaires, deux ecclésiastiques, M. le cardinal Mattei, parfaitement connu de vous, et Mgr Galeppi, et deux séculiers, le duc don Louis Braschi, notre neveu, et le marquis Camille Massimi, lesquels sont revêtus de nos pleins pouvoirs pour concerter avec vous, promettre et souscrire telles conditions que nous espérons justes et raisonnables, nous obligeant, sous notre foi et parole, de les approuver et ratifier en forme spéciale, afin qu'elles soient valides et inviolables en tout temps. Assuré des sentiments de bienveillance que vous avez manifestés, nous nous sommes abstenus de tout déplacement de Rome, et par là vous serez persuadé combien grande est notre confiance en vous. Nous finissons en vous assurant de notre plus grande estime, et en vous donnant la paternelle bénédiction apostolique.

« Donné à Saint-Pierre de Rome, le 12 février 1797, l'an vingt-deuxième de notre pontificat.

« *Signé :* PIE P. P. VI. »

[1] La paix fut signée le 19 février 1797, à Tolentino. La pape la ratifia

le traité de Tolentino le pape reconnaissait le comtat d'Avignon comme partie intégrante de la république française, et de plus il cédait à la France Bologne, Ferrare et la Romagne. Ancône restait au pouvoir des républicains jusqu'à la paix générale, comme le point le plus convenablement situé pour défendre l'Italie méridionale contre les projets de l'Autriche; Ancône, sorte de phare jeté sur l'Adriatique, devait surveiller à la fois les projets de l'Angleterre et de la cour de Vienne. On stipulait une contribution de guerre de 30 millions, payables de mois en mois dans le trésor de l'armée, et les six premiers douzièmes immédiatement éxigibles.

Ce traité conclu, le général Bonaparte se hâta d'écrire à la façon des rois au souverain pontife. Le général remerciait Pie VI de ses expressions bienveillantes; il se félicitait à son tour d'avoir fait quelque chose pour le repos particulier de sa Sainteté, l'engageant à se défier de quelques ennemis de la république alors à Rome, ajoutant enfin qu'il envoyait son aide-de-camp pour lui exprimer sa vénération profonde et son respect filial[1].

de sa main en ces termes : « ...Lo abiamo accettato, approvato, ratificato et confermato, come in effetto lo accettiamo, approviamo, ratifichiamo e confermiamo, promettendo, sulla nostra fede e parola, di eseguirlo e di osservarlo, e di farlo inviolabilimente eseguire ed osservare in ogni punto ed articolo, e di giammai contravvenirvi, e non permettere che direttamente o indirettamente vi si contravvenga in maniera alcuna, persuasi che ugualmente sarà eseguito ed osservato nello stesso modo dalla repubblica francese e dal generale ed agente di sopra nominato. In fede di che, abbiamo firmata di nostra mano la presente approvazione, accettazione, retifica, conferma, e comandato che vi si apponga il nostro pontificio sigillo. Dato dal Vaticano, questo dì 23 febraro 1797.

« *Firmato* : PIUS P. P. VI. »

[1] *Lettre de Bonaparte au pape.*

« Très Saint-Père,

» Je dois remercier Votre Sainteté des choses obligeantes contenues dans

Dans ces rapports pleins de convenance on reconnaît l'intelligence haute et vaste qui ne se lie que passagèrement à la démocratie, pour la dompter ensuite violemment. Bonaparte devait son éducation à un oncle archidiacre; sa science, à de pauvres minimes; dans sa famille on s'honorait de compter un saint. Peut-être aussi l'image de Charlemagne lui apparut-elle dans un de ses rêves d'ambition, et le pontife, avec sa grande étole, sa chape et sa mitre d'or, se révéla placé à ses côtés dans Notre-Dame, pour lui ceindre la couronne. Bonaparte, jeune et victorieux, épargna le vieillard à cheveux blancs; aux jours d'exil, ce fut Rome qui accueillit sa famille et lui donna la dernière bénédiction. Ces respects-là, voyez-vous, portent bonheur à tous.

Venise avait fait sa soumission à la république française; ses lagunes étaient également fermées aux vaisseaux de l'Autriche et de l'Angleterre; dans le grand canal, devant la *Dogana* et à la *Giudecca*, on ne voyait cingler que ses propres galères et les navires au pavillon tricolore. Ce n'était point assez pour apaiser l'armée française. Deux choses paraissaient indispensables à Bonaparte, dans la double préoccupation de la guerre ou de la paix avec l'Autriche : la guerre exigeait de l'argent et l'on devait suivre ce système de contributions adopté à l'égard du pape, de la Toscane et de Modène; les millions devaient s'engouffrer dans les trésors

la lettre qu'elle s'est donnée la peine de m'écrire.

« La paix entre la république française et Votre Sainteté vient d'être signée. Je me félicite d'avoir pu contribuer à son repos particulier.

« J'engage Votre Sainteté à se méfier des personnes qui sont à Rome, ven-

de l'armée et des généraux ravageant les cités comme au moyen âge. Le second système se rattachait à l'hypothèse d'une paix définitive avec l'Autriche, et ici venait tout naturellement la pensée d'une compensation territoriale. Si l'Autriche cédait la Belgique, consentait à l'organisation du Milanais en république, il lui fallait de toute nécessité des terres, des villes en échange : où les chercher, si ce n'est dans les Etats pontificaux, dans les légations de Bologne ou de Ferrare, ou sur le territoire de la terre-ferme de Venise? Cette nécessité était parfaitement comprise par le directoire défendant au général de prendre à l'égard de ces gouvernements aucune résolution définitive.

L'Autriche elle-même profitait des événements avec une haute habileté : les compensations sur l'Adriatique allaient admirablement à ses desseins d'avenir, et dès lors elle laissait faussement s'engager la république de Venise. Cette république, toute désorientée par les orages qui grondaient en Italie, ne savait ni les résolutions à prendre, ni la marche qu'elle devait suivre. Ce n'était pas la première fois dans son histoire qu'elle voyait l'ennemi à la face de ses lagunes : les Allemands, les Turcs, les Français eux-mêmes, avaient menacé ses possessions continentales; mais alors Venise était dans sa force, et en ce temps on se sauve

dues aux cours ennemies de la France, ou qui se laissent exclusivement guider par les passions haineuses qui entraînent toujours la perte des états.

« Toute l'Europe connaît les inclinations pacifiques et les vertus conciliatrices de Votre Sainteté. La république française sera, j'espère, une des amies les plus vraies de Rome.

« J'envoie mon aide de camp chef de

toujours, car la force, c'est la jeunesse des états. Aujourd'hui quelle serait sa résolution à la face des projets de l'armée française ? Ainsi que Rome, Venise avait été parfaitement renseignée sur les desseins du directoire à son égard; elle savait aussi que l'Autriche désirait l'absorber comme compensation, et que pour tout cela, on ne cherchait qu'un prétexte.

Dans le dessein de détourner la tempête, elle ouvrit partout des négociations; son trésor était riche, on devait savoir l'employer pour éviter la ruine. A Paris, l'envoyé de Venise, le sénateur Querini fit pressentir Barras : que désirait-il pour sauver cette république antique, reconnaissante et dévouée? Le directoire exécutif exigeait au préalable six millions en sequins, dont il avait besoin pour le mouvement militaire préparé au 18 fructidor, et la négociation en resta là. Dans ce victorieux essor que donnait Bonaparte aux événements, c'était sous la tente que se décidait la destinée des états d'Italie; pénétré de cette pensée, le sénat de Venise députa auprès du général en chef le sénateur Battaglia, les mains pleines d'or et de promesses. Bonaparte l'accueillit bien, mais avant tout, il exigea que la république se prononçât immédiatement contre l'Autriche. « Les Turcs et les Vénitiens, dit-il, me paraissent les deux instruments appelés à détruire la maison impériale. » Etait-il de bonne

brigade pour exprimer à Votre Sainteté l'estime et la vénération parfaite que j'ai pour sa personne, et je la prie de croire au désir que j'ai de lui donner dans toutes les occasions les preuves de respect et de vénération avec lesquelles j'ai l'honneur d'être,

« *Signé :* BONAPARTE. »

foi en ses paroles, ou bien ne voulait-il que neutraliser les efforts des Vénitiens dans la guerre actuelle?

On négociait, et un mouvement plus grave, plus sérieux, éclatait tout à coup dans les états de terre-fermé de Venise. L'organisation d'une république lombarde avait donné une force considérable, une puissance immense à la démocratie italienne s'exprimant par la parole des clubs, et ces clubs s'étaient mis en correspondance avec d'autres sociétés politiques qui dominaient le Véronais, le Bergame et tout le territoire voisin. Le projet était donc de préparer un soulèvement démocratique contre la vieille constitution pour bouleverser le gouvernement du sénat; une fois le conseil des Dix brisé, la France pourrait disposer des riches lambeaux de la robe ducale au profit de l'Autriche dans un traité définitif, et les faire servir de compensation. Ce plan machiavélique fut mis à exécution avec ensemble : le parti démocratique éclata; l'étendard de Saint-Marc fut renversé par quelques réfugiés du Milanais, du Véronais; les patriotes comme partout perdaient la patrie.

Le général Bonaparte laissait cette ivresse se grandir en orgie : il avait ses desseins[1]. Quand le sénat vint se plaindre auprès de lui de ce que les Lombards, les Mi-

[1] *Dépêche confidentielle du ministre à Venise, Lallemand, à Bonaparte* (17 mars 1797).

« Le gouvernement de Venise est dans la plus grande consternation : il a expédié, hier au soir, un courrier à Paris, et M. Pezaro est chargé d'aller vous porter lui-même ses représentations. Ce député tient à son pays et à la forme de son gouvernement : hors de là, vous le trouverez, mon général, toujours porté à faire pour vous tout ce que vous exigerez qui ne compromettra ni ce qu'il appelle ses sujets, ni

lanais, unis à des républicains français, avec Landrieux à leur tête, soulevaient les sujets de Venise, le général répondit qu'il ne pouvait rien; que c'était une question d'état à état, des Lombards contre les Vénitiens, comme cela s'était toujours vu; que du reste, le sénat était parfaitement maître de réprimer la sédition violente; qu'il avait ses Esclavons dévoués, et pouvait les envoyer contre Vérone. En résumé, le résultat désiré par Bonaparte était obtenu : il avait peur que Venise ne se liguât étroitement avec le cabinet de Vienne, et il jetait le désordre dans la population, de manière à absorber les forces de Venise; et cette guerre civile préparait ensuite la décadence et la ruine des institutions de la république; de sorte que cet état morcelé pourrait être cédé en tout ou en partie à l'Autriche comme compensation. Venise ainsi que Rome paraissait à Bonaparte une chose morte, et qui ne pouvait plus servir que d'indemnité dans un partage. Cette situation a besoin d'être parfaitement appréciée au moment où le général en chef développe son plan de campagne contre les Autrichiens.

Depuis la dernière retraite de l'armée du feld-maréchal Alvinzi, Mantoue ne pouvait plus résister à une armée si fière, si considérable que celle de France, conduite par un général de la grandeur et de la téna-

leur tranquillité. Au reste, la république de Venise touche à sa fin : le gouvernement n'a pas plus de ressorts; les peuples sont arrivés au mépris, et il ne faut plus qu'une étincelle pour allumer l'incendie. On ne nous aime pas; mais le mot de liberté que nous prononçons avec enthousiasme retentit partout, et les vieux aristocrates ont beau proclamer leurs vieilles habitudes, ils ne font que précipiter le moment de leur chute. »

cité de Bonaparte. Deux choses paraissent plus spécialement dramatiques dans cette période de la campagne d'Italie : c'est le caractère de Wurmser et cette longue résistance de Mantoue pendant presque toute une année. Autour de cette place les grands coups se donnent, et la cité immobile au milieu de son lac devient, comme l'Ilion d'Homère, le but de tous les efforts dans des combats de géants. Les Autrichiens s'agitent pour sauver Mantoue, c'est leur but unique, toute la préoccupation de leurs manœuvres [1]. Bonaparte également dans toute sa stratégie n'a d'autre pensée que de s'emparer de Mantoue; s'il y parvient, l'objet de la guerre est réalisé; on pourra dicter les conditions de la paix. « A quand la reddition de Mantoue? » c'est ce que le directoire écrit au général en chef, car Bonaparte renvoie ses desseins définitifs sur l'Italie après cet événement décisif.

Ce caractère de Wurmser, je le répète, a de la grandeur: voyez ce vieux général, qui a commencé au service de France pendant la guerre de Sept-Ans; il a conduit de fortes armées, il est aimé des soldats; les grenadiers hongrois, les chasseurs tyroliens, le consi-

[1] *Lettre adressée au maréchal Wurmser à Mantoue, interceptée par Bonaparte.*

« Trente, 13 décembre 1796.

« Je m'empresse d'avoir l'honneur de transmettre à votre excellence, littéralement et dans la même langue que je les ai reçus, les ordres de S. M. en date du 5 de ce mois.

. . . .

« Vous aurez soin d'avertir sur-le-champ le maréchal de Wurmser... pour ne pas discontinuer ses opérations. Vous lui ferez savoir que j'attends de sa valeur et de son zèle qu'il défendra Mantoue jusqu'à toute extrémité; que je le connais trop, ainsi que les braves officiers-généraux qui sont avec lui, pour craindre qu'il se rende prisonnier, surtout s'il s'agissait de transporter la

dèrent comme leur père; la fortune le jette dans Mantoue sans qu'il ait été précisément vaincu; il s'y défend héroïquement, et ce n'est que parce que la famine le ronge, qu'il rend cette place, puissant boulevard du Tyrol. Aussi jeunes hommes de l'armée d'Italie, officiers de vingt-cinq ans, respectez ce noble vieillard; qui sait ce que vous réserve la fortune à quelques dix années de là? vous aurez aussi vos jours de défaites et de capitulations, vos infortunes de guerre; et alors vos fronts seront chauves, sillonnés par le malheur! oh! ne raillez pas les vieillards!

La prise de Mantoue laissait au général en chef Bonaparte le développement de toutes les manœuvres, et il n'hésita point à fortement tracer son plan de campagne, en se portant on droite ligne sur Vienne. A cet effet, deux routes lui étaient ouvertes: l'une par le Tyrol en longeant le lac de Garda par Trente, Insprück, Salzbourg et Lintz; la seconde par les Alpes Noriques, Trieste, Goritz et Laybach. La première voie, plus directe et plus militaire pour assurer ses communications par Munich sur le Rhin, offrait la difficulté d'une route taillée à pic dans des défilés, au milieu de cette popula-

garnison en France au lieu de la renvoyer dans mes états: je désire que dans le cas qu'il fût réduit à toute extrémité et qu'il se trouvât sans ressource pour la subsistance, il trouvât les moyens, en détruisant autant que possible ce qui, dans Mantoue, serait de préférence utile à l'ennemi et en emmenant la partie des troupes qui sera en état de la suivre, de gagner et de passer le Pô, de se porter à Ferrare et à Bologne, et de se rendre en cas de besoin vers Rome ou en Toscane. Il trouvera de ce côté très peu d'ennemis, de la bonne volonté pour l'approvisionnement de ses troupes, pour lequel, au besoin, il fera usage de la force, ainsi que pour surmonter tout autre obstacle. »

« *Signé* : FRANÇOIS. »

tion des Tyroliens si profondément dévoués à la maison d'Autriche; la voie des Alpes Noriques paraissait à Bonaparte moins semée de dangers, au milieu de la grasse Styrie et de la Carinthie, pays pleins de ressources. Quant aux communications, le général si hardi, si téméraire, en prenait peu de soin; ne s'inquiétant que de l'ennemi qu'il avait en face, il croyait avoir fixé la victoire et la fortune capricieuse; pour lui, chaque campagne fut un jeu de hasard jusqu'à l'irréparable désastre de Moscou. Bonaparte s'inquiétait peu de ses derrières; il croyait lâche et indigne de détourner la tête, marchant toujours sur les capitales pour en finir.

Après la prise de Mantoue [1], la belle armée républicaine toute disponible, animée par une de ces proclamations antiques, un peu fanfaronne, mensongère et insultante pour l'empereur, se déploya dans l'ordre suivant: toutes les troupes placées sous les ordres de Bonaparte depuis l'arrivée des divisions Bernadotte, Delmas et Baraguay-d'Hilliers, formaient un complet de 82,000 hommes d'excellents soldats; les demi-brigades présentaient un effectif de 2,700 à 3,000 hommes pleins d'énergie. Le plan d'invasion conçu par le

« Un homme sûr, cadet du régiment de...., remettra cette dépêche importante à V. E. J'ajouterai que la situation actuelle et le besoin de l'armée ne permettent pas de tenter de nouvelles opérations avant trois semaines ou un mois, sans s'exposer au danger de ne point réussir. Je ne puis trop insister près de V. E., afin qu'elle tienne le plus longtemps possible à Mantoue.... l'ordre de S. M. lui servant d'ailleurs de direction générale. Dans tous les cas, je prie V. E. de m'envoyer de ses nouvelles par des moyens sûrs dont je puisse me servir pour correspondre avec elle.

« *Signé :* ALVINZI. »

[1] Mantoue se rendit le 2 février 1797. La capitulation portait « que la garnison sortirait avec tous les honneurs de

général en chef reposait sur de vastes proportions : trois grands corps devaient simultanément agir ; lui, avec les vieilles divisions Masséna, Bernadotte, Serrurier et Augereau, fort de 42,000 hommes, devait déboucher par le Frioul et se porter sur la route de Laybach ; Joubert, à la tête de trois autres divisions, devait balayer le Tyrol, puis à travers les montagnes, joindre le corps principal à Klagenfurth pour rentrer dans la marche commune. Enfin, un troisième corps, destiné à former la base d'opération, devait être placé sous le général Victor, pour observer Venise et les insurrections murmurantes. Ce plan était hardi, et jamais expédition ne fut plus exposée à de plus irréparables revers ; mais le général avait foi dans sa fortune.

A Vienne, la prise de Mantoue avait produit la plus funeste impression ; on avait tout fait pour éviter ce fatal événement, désormais irrévocablement accompli ! Comme il arrive toujours, le conseil aulique rechercha après coup les causes des tristes revers du feld-maréchal Alvinzi : que de fautes, de lâchetés, de trahisons d'état-major, on aperçut, hélas! trop tard ! Le conseil destitua, exila des officiers ; on ne mit pas en doute que

la guerre, se constituerait prisonnière, mais à condition de se rendre dans le Frioul pour y être échangée contre un pareil nombre de soldats français. Le maréchal Wurmser et sa suite, les officiers généraux, ceux de l'état-major, 200 hommes de cavalerie et 500 hommes au choix du feld-maréchal resteraient libres ; le général français accorderait au général autrichien cent chariots qui ne seraient pas visités. » Bonaparte trouva à Mantoue cinq cents bouches à feu, dix-sept mille fusils, cinq cent vingt-neuf mille livres de poudre, cent quatre-vingt-sept mille boulets, quatorze mille bombes, une quantité considérable d'obusiers, de pièces de campagne, de chariots, de caissons et des artifices de tous les genres.

le plan de campagne du feld-maréchal Alvinzi n'eût été vendu à Bonaparte [1]. A quoi servaient toutes ces dissertations, quand l'événement était si parfaitement fini? Le mieux était de prendre des précautions pour l'avenir et d'organiser un énergique plan de défense, et dans ce dessein, l'archiduc Charles fut placé à la tête du corps d'armée destiné à défendre la monarchie autrichienne contre la terrible invasion de Bonaparte.

L'archiduc n'avait pas d'armée quand il vint à Insprück arrêter ses bases d'une campagne; il comptait à peine sous les drapeaux 35,000 hommes; mais il attendait de grands renforts : la Hongrie, le Tyrol, se levaient en masse; 30 bataillons arrivaient du Rhin par la Bavière. Immédiatement l'archiduc Charles conçut un magnifique dessein; il connaissait le génie intrépide de l'adversaire qu'il avait à combattre, marchant toujours en avant, parce qu'il était trop fier pour regarder en arrière; dès lors l'archiduc l'attirerait au centre même de la monarchie; chaque pas que Bonaparte ferait en avant serait une cause de faiblesse pour lui et un motif de force pour l'Autriche activant les recrues et les levées en masse; on opposerait 80,000 hommes devant Vienne aux Français, et derrière eux se dresseraient formidables les insurrections armées du Frioul, de Venise, de Vérone et du Tyrol.

1 Dans un rapport confidentiel du conseil aulique à l'empereur, on lisait :

« .....Il semble malheureusement qu'il y ait une espèce de fatalité attachée à nos opérations en Italie.... Mais cette fatalité consiste principalement en ce que tous les plans de nos généraux conçus pour y réussir, sont constamment connus de l'ennemi avant

Pour délivrer les soldats d'Italie de cette fatale situation, il aurait fallu que les armées du Rhin et de la Moselle vinssent joindre Bonaparte, et elles n'avaient pas fait un seul mouvement depuis leur retraite précipitée. Je ne pense pas que jusqu'à la campagne de Moscou, Bonaparte se soit jamais trouvé dans une position plus précaire et plus compromise que durant sa marche à travers la Carinthie.

On le vit bientôt par l'échec du corps expéditionnaire de Joubert destiné à traverser le Tyrol pour former l'aile gauche de Bonaparte : il avait poussé devant lui les Autrichiens du général Laudon qui, simulant une retraite, l'attirèrent jusqu'à Brixen ; là, tous les pics parurent hérissés de montagnards à la longue carabine, défendant à outrance chaque passage étroit, chaque défilé. Joubert, officier intrépide, dût néanmoins s'ouvrir une route pour marcher sur Klagenfurth ; il y arriva tardivement, après avoir essuyé d'immenses pertes, et cette marche sur sa droite laissa Laudon et ses Tyroliens maîtres du terrain ; ils descendirent comme un torrent jusqu'à Vérone, insurgeant tout le pays ; les cloches sonnèrent le tocsin, les cris de *mort aux Français !* se firent entendre, et le corps de Victor fut fort étonné d'être pris en flanc par 15,000 hommes de troupes régulières et par une population entière soulevée.

leur exécution. C'est la trahison qui a fait manquer l'année dernière les combinaisons du maréchal Wurmser ; c'est encore la trahison qui paraît avoir plongé le général Alvinzi dans le même malheur. Une estafette arrivée ici de sa part l'annonce. Des déserteurs ont trahi les opérations projetées. Le géné-

Sur l'aile droite, la crise était plus violente encore. Les Croates, les Esclavons, marchaient sous la bannière de l'Autriche avec un indicible enthousiasme. Jamais mouvement de peuple n'avait été plus unanime contre des étrangers qui venaient souiller son territoire. Par cette terrible insurrection, le corps de Victor fut complétement annulé et la terre trembla sous les pas de Bonaparte. Il s'avançait avec son génie aventureux, toujours sûr de la victoire, sa maîtresse fidèle; il salua l'antique Aquilée, Trieste fut occupé, puis après Trieste, Laybach : à Klagenfurth, joint par Joubert épuisé de fatigue, il jeta les yeux sur sa propre situation : son génie habile et puissant avait deviné le plan de l'archiduc, le même que celui qui avait brisé l'armée de Sambre-et-Meuse sous Jourdan. Bonaparte était au milieu des états autrichiens avec une armée de 40,000 hommes, et l'archiduc venait de recevoir ses renforts; à chaque pas en avant des Français, l'Autriche grandissait son armée, car elle se recrutait par les états héréditaires; ce n'est pas toujours parce qu'on marche en avant qu'on est le plus fort. Bonaparte était entouré par ses flancs, à sa tête, sur ses derrières, et avant d'arriver au Danube il était perdu, car il fallait à Moreau au moins un mois pour lui porter secours. Après l'examen de cette si-

ral Bonaparte dit lui-même dans son rapport que « différents indices lui firent connaître le véritable projet de l'ennemi. » Quant aux derniers événements, il est de fait que ce ne fut que le 4 janvier que le général Alvinzi reçut de Vienne l'ordre pour exéculer le plan d'attaque conçu dans la vue de délivrer Mantoue, et que dès le 2 janvier, tout ce plan se trouvait par l'ordre du général Bonaparte dans la *Gazette de Milan*. »

tuation si menacée, si périlleuse, il résolut d'écrire directement à l'archiduc Charles, comme le directoire avait écrit à l'empereur pour lui demander une suspension d'armes et un traité de paix [1]. Lui naguère si arrogant, si fier envers l'empereur et la maison d'Autriche dans ses proclamations, parle dans cette lettre un langage digne des adversaires auxquels il s'adresse : c'est de la grandeur et de la modestie. Bonaparte sent qu'il est compromis; il a voulu étonner en marchant sur Vienne, c'est son système, sans savoir que souvent dans cet éclat de la reddition d'une capitale se trouve le péril. A cette démarche pour la paix, l'archiduc Charles répondit modestement qu'il partageait le désir d'une pacification exprimée par le général Bonaparte, et qu'il allait transmettre sa lettre à la cour de Vienne. A la suite de ces premiers pourparlers, un armistice de six jours fut convenu, et les deux armées purent se reposer de leurs fatigues, avec le dessein peut-être de se préparer toutes deux à de nouvelles hostilités.

Il faut rappeler que plusieurs tentatives de pacification avaient été faites dès le commencement de la cam-

[1] *Lettre de Bonaparte à l'archiduc Charles* (de Klagenfurth, 31 mars 1797).

« .....Le directoire exécutif de la république française avait fait connaître à S. M. l'empereur, le désir de mettre fin à la guerre qui désole les deux peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée ; n'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre? et faut-il, pour les intérêts ou les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entr'égorger? Vous, M. le général en chef, qui, par votre naissance, approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité et de vrai sauveur de l'Allemagne? Ne croyez pas, M. le général, que j'entende par là qu'il ne vous soit pas possible de la sauver par la force des armes; mais dans la supposition que

pagne; la Prusse, toujours impatiente de grandir son importance, s'était posée comme intermédiaire à diverses reprises, et même le marquis de Lucchesini, sous prétexte d'un voyage à Lucques pour y visiter sa famille, s'était rendu au quartier général de Bonaparte afin d'y essayer quelques négociations intimes. A cette époque d'orgueil et de victoire, le général lui répondit en souriant qu'il croyait que la Prusse se contentait d'être neutre, sans témoigner la bienveillance d'un allié à la république, et tout fut ainsi rompu.

Le jour des périls étant arrivé, le général dut se montrer plus traitable. Il y avait à Vienne deux opinions bien marquées : l'une qui tendait à la paix immédiate, et le baron de Thugut était venu à cette opinion; l'autre qui, fidèle à l'alliance anglaise, ne voulait pas se séparer de cette puissance dans les négociations de la paix ou de la guerre; et sir Morton Eden avait ordre de son gouvernement d'appuyer cette opinion par tous les sacrifices. Mais après tant d'efforts violents, le parti de la paix avait pris le dessus, et M. de Thugut jeta quelques idées susceptibles de vivement frapper le cabinet de l'empereur. « Les Pays-Bas, dit-il, sont de-

des chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, M. le général en chef, si l'ouverture que j'ai l'honneur de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je croirai avoir méritée, que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Réponse de l'archiduc Charles.

« Assurément tout en faisant la guerre, M. le général, et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire ainsi que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins dans le poste qui m'est confié, il ne m'appartient pas de scruter ni de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne

puis trois ans réunis de fait à la république française; quel espoir reste-t-il de les recouvrer? et même dans cette hypothèse, serait-il bien utile à l'Autriche de les obtenir de nouveau, éloignés comme ils sont de son centre, et toujours portés à la sédition et à la révolte? Chaque fois que la France sera forte, elle pourra conquérir ces terres qui forment comme la limite naturelle du Rhin. Le Milanais est également occupé par les Français, mais d'une manière plus précaire; qu'ils le constituent en république, en état libre, peu importe, ils ne le garderont que par la victoire; à leurs premiers revers, l'Autriche reprendra ses droits comme après les campagnes de Louis XII, de François Ier, et du maréchal de Maillebois dans les temps plus modernes. Le principe de l'indemnité pour l'Autriche, une fois admis, il faut l'appliquer à des territoires qui désormais ne puissent plus en être séparés. Venise est un gouvernement mort, les Français le brisent eux-mêmes, et pourquoi ne céderaient-ils pas à l'Autriche comme indemnité la terre-ferme de Venise, l'Istrie, la Dalmatie, qui lui donneraient une si belle frontière

suis muni, de la part de S. M. l'empereur, d'aucuns pleins pouvoirs pour traiter, vous trouverez naturel, M. le général, que je n'entre avec vous en aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour un objet d'une aussi haute importance, et qui n'est pas foncièrement de mon ressort..... »

L'armistice fut signé le 7 avril.

Indembourg, 7 avril 1797.

« Sa Majesté l'empereur et roi n'ayant rien plus à cœur que de concourir au repos de l'Europe et de terminer une guerre qui désole les deux nations;

« En conséquence de l'ouverture que vous avez faite à S. A. R. par votre lettre datée de Klagenfurth, Sa Majesté l'empereur nous a envoyés vers vous pour s'entendre sur cet objet d'une si haute importance.

« Après la conversation que nous venons d'avoir avec vous, et persuadés

sur l'Adriatique? Ces terres invariablement réunies à la monarchie autrichienne, la victoire pourra lui rendre le Milanais dans une ou deux campagnes. » Ce plan remarquablement exposé fut admis par le cabinet de l'empereur comme base des négociations.

En conséquence des ouvertures de Bonaparte et de l'armistice qui en avait été la suite, l'Autriche témoigna le désir de préparer des conférences. Il venait d'arriver de Naples un homme tout entier dans la confiance de l'impératrice, au reste fort habile, le marquis de Gallo[1]; et comme si c'était par hasard qu'il traversait le quartier général des Français, il demanda une audience au général en chef. Bien accueilli par Bonaparte qui voulait alors ménager Naples, il ne dissimula pas la mission pacifique dont il était chargé. Un peu blessé d'abord de ce qu'on ne lui avait pas

de la bonne volonté comme de l'intention des deux puissances de finir le plus promptement possible cette guerre désastreuse, S. A. R. désire une suspension d'armes de dix jours, afin de pouvoir avec plus de célérité parvenir à ce but désiré, et afin que toutes les longueurs et les obstacles que la continuation des hostilités porterait aux négociations soient levés, et que tout concoure à établir la paix entre les deux grandes nations.

« *Signé :* Le comte de BELLEGARDE, lieutenant-général; MEERFELDT, général-major.

Réponse de Bonaparte (datée du même jour).

« Dans la position militaire des deux armées, une suspension d'armes est toute contraire à l'armée française; mais si elle doit être un acheminement à la paix tant désirée et si utile aux deux peuples, je consens sans peine à vos désirs.

« La république française a manifesté souvent à S. M. le désir de mettre fin à cette lutte cruelle; elle persiste dans les mêmes sentiments, et je ne doute pas, après la conférence que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous, que sous peu de jours la paix ne soit enfin rétablie entre la républ'que française et S. M. »

« *Signé :* BONAPARTE. »

[1] Le marquis Marzio Mastrilli de Gallo, né en Sicile, à Palerme, en 1753,

envoyé un ministre autrichien [1], M. de Cobentzl, le comte de Lerbach ou le baron de Thugut même, Bonaparte témoigna quelque mécontentement; mais il fut bientôt calmé quand le marquis de Gallo lui dit que, diplomate de confiance de l'empereur et de l'impératrice, il avait les pouvoirs les plus étendus : « D'abord, les rives du Rhin à nous, n'est-ce pas, *charissimo marchese?* — *Siguro*, répondit M. de Gallo, *ma, illustrissimo generale, che compensazione?* »

Ici le marquis de Gallo développa son plan sur la possession de la terre-ferme de Venise, partagée par le lac de Garda, Mantoue et Vérone à l'Autriche. « Quel est votre intérêt, général? Évidemment de nous éloigner le plus possible de votre contact : en nous cédant ces terres, vous faites de l'Autriche presqu'une puissance orientale. — Marquis, c'est un beau lot, répliqua Bonaparte, et je pense comme vous que Venise est morte; d'ailleurs, elle nous à insultés, menacés; le Milanais aux Cisalpins, n'est-ce pas? — Aux Lombards, c'est-à-dire à vous, répliqua le rusé marquis; eh bien, oui!

vint fort jeune à la cour de Naples, et parvint aux premiers postes de la diplomatie; il avait amené à Vienne la princesse napolitaine, devenue impératrice, et il y résidait depuis comme ambassadeur du roi de Naples.

[1] « A Léoben, le 15 avril, eut lieu la première entrevue du marquis de Gallo avec Bonaparte, qui, bien au fait de toutes les circonstances secrètes de la négociation, et se promettant d'en tirer bon parti en recevant M. de Gallo, lui demanda d'abord qui il était. Le courtisan favori lui répondit qu'il était le marquis de Gallo, chargé de la part de l'empereur d'Autriche de lui faire quelques ouvertures. « Mais, dit le jeune général, votre nom n'est point allemand? — « Il est vrai, répond M. de Gallo, je suis ambassadeur de Naples. » — « Et depuis quand, réplique sèchement Bonaparte, ai-je à traiter avec Naples? L'empereur n'a-t-il donc plus chez lui aucun des négociateurs de la vieille roche? Toute l'aristocratie de Vienne est-elle éteinte? »

jusqu'à ce que fatigué de votre démocratie, vous vous ressouveniez, général, qu'il y eut en Italie une seigneurie des Bonaparte ; et l'Autriche aimerait à le reconnaître. » Cette parole n'était pas jetée en vain par l'habile négociateur : elle allait au cœur de Napoléon. De conférence en conférence on en vint à signer secrètement et presqu'aussitôt les préliminaires de Léoben [1] : l'Autriche reconnaissait les frontières de la république française dans les limites fixées par l'acte constitutionnel, c'est-à-dire le Rhin ; on laissait à un congrès le soin de décider le sort de l'Allemagne, les questions d'indemnités, de sécularisations et de fiefs ; on cédait à l'Autriche tous les états de Venise depuis l'embouchure du Pô jusqu'à la mer Adriatique, avec l'Istrie et la Dalmatie. Après la ratification du traité, les Français remettraient Mantoue, Nova et Peschiera à l'Autriche, qui reconnaîtrait en échange la république cisalpine.

Je ne sache pas dans l'histoire de conventions plus utiles à l'Autriche que les articles de Léoben : que cé-

[1] Le 17 avril, le général Bonaparte et le marquis de Gallo signèrent à Léoben les préliminaires de la paix, portant pour conditions principales : 1° Renonciation de la part de l'Autriche à tous droits sur les provinces belgiques réunies à la France, et reconnaissance des frontières de la république, fixées par les lois constitutionnelles ; 2° réunion d'un congrès pour traiter de la paix avec l'empire d'Allemagne, en prenant son intégralité pour base ; 3° renonciation de l'Autriche à ses possessions en-deçà de l'Oglio, et cession, en échange, de la partie des états vénitiens située entre cette rivière, le Pô et la mer Adriatique, et de plus la Dalmatie vénitienne et l'Istrie ; 4° cession aussi à l'Autriche, après la ratification du traité définitif, des forteresses de Palma-Nova, de Mantoue, de Peschiera ; 5° La Romagne, Bologne et Ferrare destinées à indemniser la république de Venise ; 6° Reconnaissance par l'Autriche de la république cisalpine, formée des provinces qui lui ont été enlevées. »

dait-elle en effet? les Pays-Bas? ils n'étaient plus en son pouvoir depuis trois ans; le Milanais? il était conquis. En échange, elle recevait une population de trois millions d'âmes, de magnifiques ports de mer, la possession, pour ainsi dire, de l'Adriatique; et il fallait que Bonaparte fût dans une position militaire bien désespérée pour signer de tels préliminaires, ou que la diplomatie autrichienne eût déployé d'admirables facultés d'esprit.

Aussi voit-on Bonaparte fort embarrassé d'expliquer ce traité au directoire dans ses dépêches confidentielles[1] : il n'a point dicté les conditions; si sa position était brillante, elle n'avait rien de solide; on se levait en masse autour de lui; il a signé ces articles forcément; il ne veut plus rester en Italie, il demande à retourner à Paris. D'où vient cette anxiété de Bonaparte? C'est qu'en effet les articles préliminaires lui

[1] *Dépêche de Bonaparte au directoire* (19 avril).

« ....D'ailleurs nous ne devons pas nous dissimuler que, quoique notre position militaire soit brillante, nous n'avons pas dicté les conditions. La cour avait évacué Vienne: le prince Charles et son armée se repliaient sur celle du Rhin; le peuple de la Hongrie et de toutes les parties des états héréditaires se levait en masse, et même dans ce moment-ci, leur tête est déjà sur nos flancs.... Dès l'instant que j'ai prévu que les négociations s'ouvriraient sérieusement, j'ai expédié un courrier au général Clarke, qui, chargé plus spécialement de vos instructions dans un objet aussi essentiel, s'en serait mieux acquitté que moi; mais lorsque après dix jours j'ai vu qu'il n'était pas arrivé, et que le moment commençait à presser, j'ai dû laisser tout scrupule et j'ai signé. Vous m'avez donné pleins pouvoirs sur toutes les opérations diplomatiques; et dans la position des choses, les préliminaires de la paix, même avec l'empereur, sont devenus une opération militaire.... La calomnie s'efforcera en vain de me prêter des intentions perfides; ma carrière civile sera, comme ma carrière militaire, une et simple. Cependant, vous devez sentir que je dois partir de l'Italie, et je vous demande avec instance de renvoyer avec la ratification des préliminaires de paix, des ordres sur la première direction à donner aux affaires d'Italie, et un congé pour me rendre en France...»

ont été imposés par des circonstances impérieuses, par une position militaire compromise; on va jusqu'à dire qu'il était perdu sans cela.

En outre le marquis de Gallo s'est ouvert à lui avec toute la chaleur italienne; il lui répète avec cet accent de Naples qui tient du lazzaroni : « *Ma, illustrissimo generale, non è più il tempo del guelfo et dei gibellini;* pourquoi tant haïr l'Autriche? *l'imperatore fa i feodali,* et vous êtes digne de porter une belle couronne ducale. » Les allèchements et les craintes ont donc déterminé Bonaparte à la signature des préliminaires de Léoben; le cabinet de Vienne savait bien que ces préliminaires ne résolvaient qu'une chose : l'échange de la Belgique dont il ne voulait plus, contre les terres de Venise si admirables pour la monarchie autrichienne. Sur tout le reste, rien n'est décidé : la république cisalpine sera brisée comme une chose puérile à la première campagne heureuse; dans le congrès d'Allemagne on pourra tout brouiller et recommencer la guerre. Léoben n'est au fond qu'une trêve richement payée par le don de l'Adriatique. La république française n'aura-t-elle pas ses revers à l'extérieur, comme elle a ses crises intérieures?

CHAPITRE XIV

LUTTE DU ROYALISME ET DE L'ESPRIT RÉVOLUTIONNAIRE. JOURNÉE DU 18 FRUCTIDOR.

Situation des jacobins aux armées, — à l'intérieur. — Le directoire. — Renouvellement électoral. — Majorité royaliste. — Pichegru. — Willot. — Changement de ministère. — Parti de madame de Staël. — M. de Talleyrand aux relations extérieures. — Opinion de Fouché. — Rapports du directoire avec l'armée. — Jacobins à Paris. — Les royalistes. — Faute de leur organisation. — Médiocrité de leurs moyens. — Le général Augereau. — Confidence. — Préparatifs du 18 fructidor. — Les deux conseils épurés. — Violences. — Esprit du jacobinisme. — Proscription. — Effets de cette journée sur l'armée. — Dictature de Bonaparte.

Mai—Septembre 1797.

La tendance invincible de tout gouvernement est de revenir à son principe et de se retremper dans sa nature; un moment s'il peut s'en écarter par des causes extraordinaires, par des nécessités instantanées, il retourne aussitôt à la force qui l'a produit; or, les principes du gouvernement directorial, c'était la révolution: vouloir lui donner une autre empreinte, c'était une folie; nous portons tous dans notre cœur la cause qui nous fait vivre et mourir. L'esprit du jacobinisme constituait donc la force du directoire, et cet esprit, je l'ai dit, ce n'était pas la liberté, mais une certaine énergie

de volonté susceptible de briser tous les obstacles. Les jacobins, fortement frappés avec Babœuf, avaient cependant un secret penchant pour Barras, Rewbell, Merlin de Douai. Quand on a vécu dans la même atmosphère, on s'en souvient : si la Montagne s'était divisée au 9 thermidor, elle retrouvait son unité quand il s'agissait de lutter contre les royalistes. Les vieux amis de Robespierre, ulcérés sans doute de ce qu'on avait tué l'Incorruptible, ne voulaient pas pour cela accepter le retour du royalisme; il suffisait qu'on leur murmurât à l'oreille le nom du roi, des Bourbons, pour les retrouver dans leur haine native et puissante.

Cet esprit était particulièrement dans l'armée d'Italie : était-ce en vain qu'elle avait jacobinisé le Milanais, le Piémont, le Mantouan? Tous ces généraux, Masséna, Augereau, Lannes, étaient sans-culottes dans la plus large expression du mot, et les adresses, les toasts révélaient la nature jacobine des clubs de Paris. Le directoire, tant il sentait le besoin de se retremper dans cet esprit de la montagne, avait rappelé autour de lui tous les vieux éléments de l'armée révolutionnaire, Santerre, Tunck, Rossignol[1], Pujet-Barbantane, Fournier[2]. Ceux-ci correspondaient parfaitement à l'esprit

[1] Jean-Antoine Rossignol, né à Paris en 1759, était ouvrier orfèvre, lorsqu'il figura parmi ceux appelés depuis les héros de la Bastille. Dès ce jour, il devint l'un des chefs des insurrections populaires; après le 2 juin 1793, il reçut le grade de colonel de la 33e division de gendarmerie, établie à Niort. Il fut ensuite général en chef de l'armée de la Vendée, puis de celle des côtes de Brest et de Cherbourg. A la suite du 9 thermidor, destitué et décrété d'accusation, il fut amnistié le 26 octobre 1795 (quelque temps avant le 13 vendémiaire). Compris dans la conspiration de Babœuf, il fut acquitté par la haute cour de Vendôme.

[2] Charles Fournier, dit l'*Américain*, né en Auvergne en 1745, révolution-

des proclamations de Lannes, s'écriant : « Tremblez, vils soutiens du despotisme, prêtres infâmes, sacriléges sicaires royalistes, demandez à la terre qu'elle vous engloutisse[1]. » Telles étaient les aménités des généraux d'armées de ce temps et leur élégante forme de langage.

Le directoire, dans ses éléments mitoyens, n'aurait certes pas voulu aller aussi loin, mais la force des choses l'y poussait. Les principes de sa politique reposaient sur deux bases : les jacobins énergiques, implacables, et le juste-milieu révolutionnaire appuyé sur la coterie de Chénier, Ginguené, Daunou, madame de Staël, Benjamin Constant. Ceux-ci avaient peur des montagnards, et certainement, si les hommes de la trempe de Rossignol, de Santerre, étaient revenus aux affaires, ils se seraient cachés ou exilés ; mais ils avaient aussi des haines profondes contre les royalistes, et généralement on pactise plus facilement avec ceux qu'on redoute qu'avec ceux qu'on déteste ; il est rare qu'un parti ne s'arrange pas tôt ou tard avec ceux qui ne font qu'exagérer son principe ; avec ceux qui le nient ou qui le combattent, la transaction est impossible. La majorité du directoire, toute dans le sens révolutionnaire, était en continuelles conférences avec les diverses nuances

naire exalté, prit part à toutes les journées sanglantes de la révolution : au 10 août, il commandait une compagnie de Marseillais ; et le 9 septembre 1792, chargée de conduire à Paris les prisonniers d'Orléans, il les laissa tous massacrer à Versailles.

[1] *Adresse au directoire exécutif, par la 29e demi-brigade d'infanterie légère.*

« Citoyens directeurs, de tous les animaux produits par le caprice de la nature, le plus vil est un roi, le plus lâche un courtisan, et le pire de tous un prêtre.

de son parti, avec les jacobins par Fouché et Tallien. Fouché, au mieux avec Barras, lui conseillait de sortir d'une position si fausse; il aurait pour cela l'appui de tous les patriotes : n'était-il pas déplorable et niais que ceux qui avaient fait la révolution se trouvassent par le fait exilés de ses bénéfices? Tallien poussait le directoire à des mesures violentes comme son caractère, et par sa femme, il s'était très lié avec la coterie de madame de Staël fort avancée dans le mouvement. Cette coterie voulait le pouvoir et visait à gouverner la république en se servant à la fois de tous les partis; elle ne désirait pas d'abord la violence, elle y fut poussée par les événements. Madame de Staël, avec son besoin de direction, d'activité et d'affaires, résumait autour d'elle l'école génevoise de M. Necker. Enfin restait l'armée, et l'on voyait avec douleur qu'on ne pouvait pas se passer de son concours; là était le foyer de la force jacobine, les clubs s'y étaient organisés; chaque demi-brigade dissertait sur les affaires publiques : on jugeait le directoire, les conseils, et l'époque des prétoriens arrivait avec ses désordres inévitables.

Les conseils des Anciens et des Cinq-Cents venaient de recevoir le nouveau tiers de ses membres élus sous l'influence des idées réactionnaires; la puissance de

« Quel sentiment a dû animer la 29e demi-brigade d'infanterie légère, lorsque son oreille a été frappée des cris de la patrie?.... Celui d'une vengeance terrible.... Quoi! des scélérats marchandent, négocient, mettent à prix notre liberté! Il faut un roi, disent-ils; eh bien! va, cours, tu en trouveras en Allemagne et ailleurs. Tu désires un maître; nous n'en voulons d'autres que la loi... Si les coquins qui troublent notre chère France ne sont pas bientôt écrasés par les moyens que vous possédez, appelez l'armée d'Italie,

la presse et des assemblées primaires avait agi dans tout son essor, et en majorité les révolutionnaires étaient exclus des scrutins nouveaux. Ce résultat d'une si grande netteté avait réveillé au cœur des jacobins leurs idées de coups d'état et de journées violentes; ils sentirent tous unanimement la nécessité d'en finir avec une situation qui les tuait à petit feu, et pour un parti c'est la mort la plus humiliante.

Les nuances qui dominaient dans les conseils se résumaient en deux couleurs : les royalistes purs et les constitutionnels de 1791; les uns, bavards, fanfarons comme toujours, illusionnés, disant leurs projets, croyant triompher du jour au lendemain, à ce point que M. de La Villeheurnoy ne demandait que 150,000 francs pour faire proclamer le roi à Paris; les autres, timides, temporisateurs, ne voulant rien faire, rien brusquer contre la constitution; et c'est ce double caractère de parti, faible, décousu, qui donnait tant d'avantage aux révolutionnaires. Quand il ne s'agissait que de sarcasmes amers, de mots spirituels pour blesser les hommes et les caractères politiques, les royalistes étaient parfaits; les journaux chaque matin aiguisaient les haines contre la tyrannie du directoire; Barras, Merlin surtout étaient accablés sous les traits les plus satiriques;

appelez la 29e légère, elle aura bientôt, à coups de baïonnettes, chassé, balayé *chouans*, *carratistes*, *Anglais*, et tout fuira devant leurs fronts redoutables. Armés par la justice, notre victoire est certaine. Oui, citoyens directeurs, oui, nous jurons de poursuivre ces faux frères, ces assassins jusque dans la garde-robe de leur digne patron, Georges III, et nous finissons par vous assurer que le club de *Clichy* subira le même sort que celui du *Rinci*. Vive la république ! » Tel était le beau langage de l'armée d'Italie.

les armées et Bonaparte même dans leur gloire n'étaient pas épargnés, ce qui était évidemment fort maladroit. Mais le parti royaliste a plus de répugnances et de haines que d'habileté ; il blesse les hommes et ne les attire jamais à lui ; à force de dire qu'il ne lui faut que des purs, il ne lui reste que des incapables. Chaque jour, c'était une espérance nouvelle, une illusion, tellement qu'en s'éveillant, tout royaliste croyait Louis XVIII aux portes de la capitale. La première opération du conseil des Cinq-Cents fut de porter le général Pichegru à la présidence, le général Willot à la tête des inspecteurs de la salle, et l'adjudant-général Ramel [1] au commandement de la garde du conseil. Pichegru était un peu démoralisé depuis que ses négociations avec le prince de Condé avaient été révélées ; Willot, chef des réactionnaires du Midi, était détesté des jacobins qu'il avait destitués, proscrits, exilés. Jamais conjuration n'avait été conduite d'une manière plus inconséquente, plus bavarde, plus fanfaronne et en même temps plus faible. C'était du Fiesque sans énergie, sans grandeur ; une vraie parade représentative.

Cependant un premier résultat avait été obtenu par les royalistes et les constitutionnels : ils avaient porté au directoire, à la place de Letourneur, M. Barthé-

[1] Jean-Pierre Ramel, né à Cahors en 1770, partit simple soldat dès le commencement de la révolution, et en 1792, il était adjudant-général ; il servit, en 1774, à l'armée des Pyrénées-Orientales, et en 1796, à celle de Rhin-et-Moselle, sous Moreau ; puis il fut appelé, en janvier 1797, au commandement de la garde des conseils.

lemy[1], le signataire du traité de Bâle, alors encore ambassadeur en Suisse. On n'avait pas d'objection positive contre M. Barthélemy, agent de la république et qui l'avait parfaitement servie; seulement, le directoire le savait au fond partisan d'une restauration royaliste; trop faible pour prendre l'initiative, il l'aiderait de son concours. Carnot, par jalousie de Barras, pourrait bien soutenir Barthélemy; on avait la minorité au directoire, la majorité dans les conseils, la force de la presse, et pour compléter ces positions, on avait besoin du ministère. Les conseils n'attaquaient si vivement le directoire que pour avoir les portefeuilles; on voulait d'abord que Merlin n'eût plus la justice, mais que la justice eût Merlin (c'était le mot spirituel des royalistes). Charles Delacroix ne paraissait pas complétement dans les opinions de M. Barthélemy, auquel on désirait laisser la dictature des négociations. Ramel, aux finances, leur paraissait déplacé.

Loin de céder à ces clameurs, le directoire, on l'a dit déjà, porta au ministère des esprits plus profondément dévoués à la révolution, plus compromis avec

[1] *Lettre de Barthélemy au directoire* (juin 1797).

« Citoyens directeurs, le courrier extraordinaire porteur de la lettre dont vous m'avez honoré le 7, est arrivé ici ce matin au point du jour.

« J'obéis à l'acte du corps législatif qui m'appelle parmi vous. Je ne dois, sans doute, qu'à l'extrême indulgence des représentants de la nation cet éclatant témoignage de leur confiance. Absent de ma patrie depuis trente ans, peu instruit de son administration intérieure, combien je suis effrayé de la tâche qui m'est imposée! Mais je ne crois pas que, dans une semblable circonstance, un bon citoyen soit libre de se refuser à l'honorable marque de bienveillance dont je suis l'objet.

« Quelques arrangements nécessaires et quelques soins qu'exigent ma santé, souvent altérée, ne me permettront de partir que dans quatre ou cinq jours. Je me mettrai alors en

elle, et dès lors la lutte devint vive; les jacobins reçurent des promesses et des positions. C'est ainsi qu'on attire à soi les partis. Barras écrivit à Bonaparte, à Hoche, le général de la police : « Peut-on compter sur l'armée? » Il fut répondu : « Oui certainement, contre les royalistes, les émigrés et les prêtres; elle aura toujours un coup de sabre à donner en souvenir du vieil esprit de 1793. » Aussitôt on rappela de l'armée d'Italie Augereau, sabreur aux grandes moustaches, terroriste à la façon de Lannes, un peu jaloux de Bonaparte. Quand une fois on se fut confié à l'esprit soldatesque, tout fut dit[1] : est-ce que la constitution était encore quelque chose? On avait mis dans la belle pancarte de MM. Sieyès et Daunou, que les troupes ne pourraient jamais s'approcher de Paris au-delà du rayon constitutionnel déterminé par la loi; mais est-ce que les soldats respectent ces choses-là? est-ce que les pouvoirs et les partis forts ne se raillent pas des constitutions, feuilles mortes que disperse le vent?

Il fut donc convenu qu'il y aurait une journée contre les conseils, et on arrêta trois choses : 1° que la légalité du mouvement serait confiée à la coterie de madame de Staël, et aux faiseurs de phrases qui s'y trouvaient en majorité; 2° que l'on rendrait toute faveur, par des po-

route, citoyens directeurs, pour aller m'associer aux importantes fonctions que la constitution vous attribue.

« Salut et respect,

« BARTHÉLEMY. »

[1] *Lettre secrète de la majorité du directoire à Bonaparte.*

« Nous avons vu, citoyen général, avec une extrême satisfaction, les témoignages d'attachement que vous ne

sitions secondaires, aux jacobins; 3° que l'on se servirait du parti militaire, de sa force, pour accomplir ce coup d'état, comme autrefois les jacobins s'étaient servis du peuple.

Dans la crise qui se préparait, M. de Talleyrand était venu vers madame de Staël, par reconnaissance d'abord, puis parce qu'il ne trouvait pas de place parmi les royalistes, et qu'il n'avait pas confiance dans leur agitation factice; ce que voulait M. de Talleyrand, c'était le pouvoir, et il remplaça presqu'aussitôt Charles Delacroix aux relations extérieures. Comme un grand seigneur criblé de dettes, il s'était rapproché tout naturellement du comte de Barras, grand seigneur dépensier; une fois là, il conseilla la force avec cette nonchalance qu'on lui savait, car il connaissait la nature molle du parti royaliste et le décousu des majorités parlementaires. Les hommes de légalité, Daunou, Chénier, Bailleul, Benjamin Constant, devaient trouver les meilleures raisons du monde pour justifier une mesure de proscription : c'étaient de très ingénieux coloristes pour violer la constitution, au nom de la constitution; on n'aurait plus ensuite qu'à compter avec le parti jacobin et la force armée, ces deux auxiliaires qui seconderaient le mouvement : aux uns, on ferait un pont

cessez de donner à la cause de la liberté et à la constitution de l'an III. Vous pouvez compter sur l'entière réciprocité de notre part. Nous acceptons avec plaisir toutes les offres que vous nous avez faites pour venir au secours de la république. Elles sont une nouvelle preuve de votre sincère amour pour la patrie. Vous ne devez pas douter qu'au besoin nous n'en ferons usage que pour sa tranquillité, son bonheur et sa gloire. »

Cette lettre était de l'écriture de Larévellière-Lépeaux, qui l'avait signée, ainsi que Barras et Rewbell.

d'or, on donnerait des places de finances, des directions lucratives, et ils s'étaient assouplis déjà sous ces chaînes brillantes; les soldats, on les enivrerait d'éloges dans les proclamations; et puis comme il y avait des jalousies extrêmes entre les chefs des armées, on les opposerait les uns aux autres, en souvenir des temps des prétoriens : Moreau et Hoche à Bonaparte, Augereau à Joubert, de manière à imiter les divisions de Rome entre les consuls; ce qui paraissait admirable aux classiques oratoriens et aux beaux parleurs de latinité !

Il n'y avait jamais eu de journées, de coups d'état dans la révolution, sans que l'on supposât à côté une conjuration, comme la formule, le prétexte, la nécessité impérieuse, et ici le directoire avait obtenu de très faciles preuves. Depuis que le terrible comité de Robespierre n'existait plus pour tout comprimer, les partis respiraient tout haut, et les royalistes surtout, avec cette légèreté de propos et de caractère qui les domine. Je ne crois pas qu'un parti ait jamais confié sa destinée à des esprits plus frivoles, plus compromettants : vraiment l'abbé Brottier, La Villeheurnoy, Duverne de Presle étaient-ils des hommes de taille à mener un mouvement dans des proportions larges et fortes? Mais ce parti, si probe au reste, si relevé de doctrine, a toujours eu peur des hautes intelligences pour le conduire; il s'en méfie et les repousse; ce qu'il aime, ce sont les intrigants et les intrigues, les gens d'esprit et à bons mots. Le directoire obtint donc des révélations aisées : comme on correspondait par écrit sur les frontières, la police ne se faisait pas faute d'enlever les

papiers. Barras, avec quelques sacs de louis d'or, quelques douceurs de fournitures, une table toujours ouverte et parfaitement servie, avait obtenu bien des aveux des émigrés, qui s'associaient à la police sans le savoir et le vouloir peut-être, mais par bavardage et besoin d'argent. Le directoire avait dans ses mains (et ici Moreau avait manqué à une vieille amitié[1]) la correspondance de Pichegru avec le prince de Condé, les plans de contre-révolution à Paris par les conseils; il trouvait en cela des motifs suffisants pour frapper en grand contre la majorité. C'était illégal sans doute; mais les partis s'inquiètent-ils jamais de la légalité quand ils ont le pouvoir? La popularité des gouvernements, je le répète, ne résulte pas de ce qu'ils sont impartiaux et justes, mais de ce qu'ils frappent impitoyablement sur les adversaires de l'opinion victorieuse : proscrire les royalistes, c'était s'assurer les applaudissements des jacobins.

Ce fut la coterie de madame de Staël (le club de Salm), jointe aux amis du directoire, Chénier, Daunou, Merlin, Boulay, Bailleul, qui s'empressa de dresser les listes et de désigner les proscrits; cela se fit d'une manière assez arbitraire, comme toutes ces sortes d'affaires si précipitées. Chacun demanda non point la

[1] *Lettre du général Moreau au directeur Barthélemy*, du 17 fructidor, an v (3 septembre 1797).

« ....J'avoue, citoyen directeur, qu'il m'en coûte infiniment de vous instruire d'une pareille trahison, d'autant plus que celui que je vous fais connaître a été mon ami, et le serait encore, s'il ne m'était connu, je veux parler du représentant du peuple Pichegru. Il n'y a que la grande confiance que j'ai en votre patriotisme et en votre sagesse qui m'a déterminé à vous donner cet avis. Les preuves en sont plus claires que le jour, mais je doute qu'elles puissent être judiciaires. »

tête de son ennemi, on n'en était ni à ce courage ni à cette cruauté de 1793, mais l'exil, la déportation; si l'on comprit parmi les listes quelques républicains compromis, tels que Carnot qui déplaisait à Barras, la grande majorité se composa de députés clichiens, et le club de Salm conduit par Benjamin Constant, si ardemment épris de madame de Staël, proscrivit le club de Clichy, qui faisait des épigrammes contre elle.

Depuis le 15 fructidor tout était prêt. Les régiments se déployèrent dans Paris; Augereau[1] y avait établi son quartier-général, contrairement à la constitution; on murmurait tout haut les mots d'insurrection et de journée alors si familiers aux masses; on voyait reparaître dans les rues ces figures basanées des généraux et des officiers républicains, comme à la veille du 13 vendémiaire, oiseaux sinistres prêts à se jeter sur la proie qui leur serait désignée. L'imprimerie du directoire travaillait incessamment; ses bureaux de police

[1] Je donne ici une curieuse correspondance qui précède le 18 fructidor.

Extrait d'une lettre chiffrée de Lavalette à Bonaparte (3 août 1797).

« Augereau est attendu ce soir; Barras, en m'annonçant cette nouvelle, me dit : « *Sa présence en fera pâlir plus d'un*, surtout quand nous lui aurons donné un nouveau titre qui donnera plus de poids à ses discours et actions. »

Lettre confidentielle d'Augereau à Bonaparte (9 août).

« Je suis arrivé le 5 août en bonne santé. Je dois aux circonstances dont j'ai profité, l'occasion d'avoir pu convaincre le directoire par des preuves matérielles, que la contre-révolution s'opérait dans la république par les administrations civiles et militaires, par les agents de l'étranger et par les réfractaires qu'on laisse paisiblement dans leurs foyers. Ce n'est pas que le nombre des amis de la liberté ne soit considérable. Chambéry m'en a offert un exemple bien doux, quoique le général Kellermann ait donné des signes d'improbation à la masse des patriotes qui avaient donné des signes d'empressement pour venir au-devant de moi. Les diverses plaintes qui ont

étaient encombrés; et pendant ce temps les royalistes au lieu d'agir jetaient des mots spirituels, des sarcasmes dans les journaux, des invectives pleines d'indignation, à la manière antique. La tribune ne cessait de retentir contre le directoire : aujourd'hui l'ardent et jeune Camille Jordan demandait la liberté des cloches et les solennités du culte; ou le pesant Boissy-d'Anglas, dans ses convictions protestantes, s'élevait contre le désordre et l'anarchie; le lendemain, le savant Quatremère de Quincy, à la raison artistique et sévère, plaidait pour l'Italie dépouillée; Vaublanc, si vif de paroles, Portalis, le plus élégant des légistes et le plus légiste des orateurs, attaquaient tout le système du directoire et ses juridictions illégales; Barbé-Marbois, Lafond-Ladebat, présentaient la monarchie de 1791 comme le meilleur système de gouvernement; et la tribune ne suffisait plus à cette multiplicité de propositions qui se croisaient journellement de droite et de gauche, et tout cela sans aboutir à une seule action, à une seule force politique.

Il fut ridicule de voir une assemblée grave poser

éclaté contre le général Kellermann et les officiers de son état-major, me sont un sûr garant qu'il fait beaucoup de mal en sa qualité de général en chef. Le directoire, frappé du récit vrai que mon honneur et l'amour de mon pays m'ont dicté, va arrêter la suppression de l'armée des Alpes, et la réunir à celle d'Italie.

« Le directoire m'a accueilli avec des témoignages d'estime et de considération; il a exigé que je lui fisse part de mon opinion sur l'état actuel où se trouve la France; je l'ai fait avec la franchise et l'énergie que vous me connaissez. Le directoire a pris sur-le-champ un arrêté qui me nomme commandant de la 17e division militaire (Paris).

« Paris flotte entre la crainte et l'espérance; les factieux sont en petit nombre, et les émigrés, leur espoir, décampent à toutes jambes depuis que les journaux ont annoncé ma promotion à la 17e division. Il restera aux

des poteaux pour que les soldats ne pussent franchir le cercle constitutionnel, et le lendemain les grenadiers vinrent faire des ordures tout autour de ces poteaux. On créait des commissions d'inspecteurs, des comités de police, on délibérait nuit et jour, et pas une résolution énergique ne surgissait contre le Luxembourg, même au cœur des généraux Pichegru et Willot! Quand on veut marcher droit à un but, on ne parle pas, on agit : la légalité, c'est sottise dans les temps de révolution, car la dictature est à celui qui sait la prendre, et celui-là agit légitimement qui a le courage d'agir. Puisque la guerre était déclarée, ne valait-il pas mieux s'emparer des trois directeurs jacobins et les destituer, comme ayant porté atteinte à la souveraineté nationale; puis, armant la garde nationale, les régiments dévoués, destituer Augereau, et livrer ainsi une véritable bataille au parti jacobin. Il fallait pour cela de l'énergie, et il n'y en avait pas dans ces conseils institués par une constitution morte déjà, sous la violente action du parti militaire.

royalistes la honte d'avoir conçu des projets vains et infructueux, aux républicains une énergie solide qui montrera à l'Europe qu'on peut comprimer un instant les amis de la liberté, mais non pas les détruire. Les adresses de l'armée d'Italie ont produit le meilleur effet : déjà votre proclamation avait arrêté la secousse de Clichy, qui ne tendait à rien moins qu'à mettre trois membres du directoire en accusation; leur ton a baissé.

« Paris fourmille de pamphlets et de placards plus inconséquents les uns que les autres. L'armée d'Italie aura sauvé la patrie. Il est définitivement arrêté de renouveler les généraux qui commandent dans l'intérieur, ainsi que les autorités constituées, tous dévoués au système royal de Clichy. Pour cet effet, général, il faut vous hâter de recueillir et d'envoyer par un officier de confiance toutes les pièces trouvées à Venise, Vérone et autres lieux; elles donneront lieu de démasquer les traîtres et de provoquer leur supplice : c'est au directeur Barras qu'il faut les adresser.. . »

La nuit du 18 fructidor, six demi-brigades avec quarante pièces d'artillerie, les canonniers républicains, la mèche allumée, se distribuèrent les postes militaires de Paris; on occupa les ponts; les bataillons sacrés des sans-culottes, conduits par Rossignol et Santerre, vinrent fraterniser avec Augereau, comme ils avaient fraternisé avec Bonaparte au 13 vendémiaire; on se communiqua les ordres d'arrestation; *arrestation!* mot si populaire au temps du comité et de la terreur. L'exécution des arrêtés du directoire s'accomplit d'abord contre Pichegru, Willot, les têtes militaires; le directeur Barthélemy fut également arrêté; Carnot, prévenu à temps, avait pris la fuite; Pichegru, fort candidement, invoqua le respect dû aux représentants, sans songer à sa glorieuse épée. Augereau, toujours à la parole brutale et mal apprise, l'insulta, lui, le conquérant de la Hollande! Willot eut plus de cœur, il se défendit; Augereau lui arracha son épée et ses épaulettes. Les troupes

Dépêche chiffrée de Lavalette à Bonaparte (16 août).

« ...Voici mot pour mot ce que m'a dit Barras avant-hier, après-dîner : « *Enfin j'ai déchiré le voile ce matin au directoire.* Il était question des négociations d'Italie. Carnot prétendait que Bonaparte était dans une situation assez avantageuse, quand il signa les préliminaires, pour ne souscrire qu'à des conditions qu'il pût tenir par la suite. J'ai défendu Bonaparte. J'ai dit à Carnot : « Tu n'es qu'un vil scélérat, tu as vendu la république, et tu veux égorger ceux qui la défendent, infâme brigand!... » Carnot me répondit d'un air embarrassé : « Je méprise vos provocations; mais un jour j'y répondrai. »

(24 août).

« Le mouvement que je vous avais annoncé si positivement de la part de Barras, est ajourné; ce qui le recule, c'est 1° le peu d'accord sur les moyens d'exécution; 2° la crainte d'engager un combat dont le succès n'est pas douteux, mais dont les suites effraient; 3° l'embarras que causerait le conseil des Anciens, déterminé à n'opposer aucune résistance, et les Cinq-Cents qu'on veut chasser, déterminés à ne pas fuir; 4° l'appréhension d'une réaction de

déployées autour des Tuileries arrêtèrent successivement les députés à mesure qu'ils se rendaient au lieu de leurs séances.

Tout cela se fit fort tranquillement, sans murmures; le peuple ne s'inquiéta pas plus de cette querelle du directoire et des conseils que sous l'ancien régime il ne se mêlait aux disgrâces des courtisans, comme s'il était hors de cause. Le soir, on vit avec étonnement que la république avait été sauvée d'un grand péril, sans que nul s'en doutât; comme le coup d'état qu'on frappait était la chose du monde la plus incomprise, la plus inconstitutionnelle, on imprima de larges placards, des proclamations, des adresses, pour prouver que le peuple avait été préservé d'une conspiration immense, et la constitution naturellement garantie de sa ruine. Il n'y avait plus de conseils, qu'importe? on en réunit un fragment à l'Odéon, à l'École de médecine, tout à côté du Luxembourg, et la journée militaire fut sanctionnée par la législature.

démagogues babonvistes; 5° l'impossibilité d'empêcher les Anciens de quitter Paris, et la nécessité où se trouve le directoire de les suivre... »

Lettre de Barras à Bonaparte (8 septembre) : « Termine la paix, mais une paix honorable; que le Rhin soit nos limites; que Mantoue soit à la république cisalpine, et que Venise ne soit pas à la maison d'Autriche. Voilà le vœu du directoire épuré, voilà celui de tous les républicains; voilà ce que veut l'intérêt de la république et la gloire bien méritée du général et de l'immortelle armée qu'il commande. »

Deux jours après, il lui écrit encore : « Ton silence est bien étrange, mon cher général. Augereau se conduit on ne peut mieux; il a la confiance des deux partis; elle est bien méritée. »

Lavalette lui écrit : « Il est essentiel que vous ayez ici constamment quelqu'un qui vous soit dévoué : il existe une cabale contre vous; elle est composée de gens exagérés; ils vous reprochent d'avoir laissé égorger les patriotes du Piémont, et de n'avoir pas reçu ceux du midi avec la distinction convenable. Augereau est pour beaucoup dans tout ceci... »

Les vainqueurs frappèrent tout à la fois la tribune et la presse, les deux causes qui avaient inquiété le directoire, et il se trouva une presse, une tribune qui applaudirent. Les membres des Cinq-Cents et des Anciens furent condamnés à la déportation [1], et cela sur des listes fournies avec la même complaisance que l'insurrection avait trouvée dans la convention, au 31 mai et au 2 juin, contre les girondins; mais il y eut cette différence que dans la journée du 2 juin, on eut de part et d'autre le courage de la mort, et qu'ici tout se borna, dans le directoire et les conseils, à une proscription sournoise et lâche. Il se dit à la tribune des choses étranges, impitoyables contre les proscrits : MM. Berlier, Boulay de la Meurthe et Bailleul se montrèrent les plus ardents défenseurs du 18 fructidor, les adversaires les plus impitoyables de la presse qui eut également sa proscription. Entre les journaux et le directoire, c'était une vieille querelle qu'il fallait vider. En général, il y a toujours des répugnances secrètes qui divisent la tri-

[1] *Liste des condamnés à la déportation.*

Membres des Cinq-Cents.—MM. Aubry, Aimé, Bayard, Boissy d'Anglas, Borne, Bourden de l'Oise, Cadroye, Couchery, Delahaye, Delarue, Denmerc, Dumelard, Duplantier, Duprat, Gilbert-Desmolières, Henri Larivière, Imbert Colomès, Camille Jordan, Jeurdan des Bouches-du-Rhône, Gan, Lacarrière, Lemarchant de Gomicourt, Lemerer, de Mersan, Madier, Maillard, Noailles, André de la Lozère, Mac-Curtin, Paire, Pastoret, Pichegru, Polissart, Praire-Montault, Quatremère de Quincy, Saladin, Siméon, Vauvilliers, de Vaublanc, Villaret de Jeyense et Willot.

Membres des Anciens. — MM. Barbé de Marbois, Dumas, Ferrant de Vaillant, Lafont-Ladebat, Lanment, Muraire, Murinais, Paradis, Pertalis, Rovère, Tronçen-Ducoudray et Blain.

Les directeurs Carnet et Barthélemy; Brottier, La Villehenrney, Duverne de Presle; Cochon, ministre de la police, Dessonville, inspecteur de la police; les généraux Miranda et Morgan, Suard, journaliste; Mailhe, conventionnel, et Ramel, commandant de grenadiers du corps législatif.

bune de la presse : l'une a des rancunes et la puissance de les satisfaire, l'autre a de l'esprit et un besoin de l'aiguiser et de le faire valoir; les journaux raillent, les législateurs proscrivent; tôt ou tard la bataille se donne et les pouvoirs n'y vont pas de main morte : ils se vengent en un seul jour de tout ce que l'esprit leur a fait souffrir. Un acte législatif suffit pour supprimer quarante-deux journaux [1]. A l'époque de tous les gouvernements faibles, il y a un dévergondage de presse : on ne peut dire le nombre des journaux qui existaient à la première époque du directoire; on l'attaquait par tous les côtés; la liberté n'avait rien de sérieux, les discussions rien de grave; c'étaient des coups d'épingles donnés avec esprit par MM. de La Harpe, Fontanes, l'abbé de Boulogne, Michaud, Richer-Serizy, sous les titres bizarres du *Petit Gauthier*, du *Postillon des Armées*, des *Rapsodies*, du *Thé*, de l'*Argus*, des *Actes des Apôtres*, du *Déjeuner*. Alors il n'y avait ni cautionnement, ni timbre; pourvu qu'on sût écrire quelques lignes, qu'on fît les frais d'impression, c'étaient là les seules garanties, et tout ceci avec un esprit ardent, acéré, provocateur, qui devait entraîner nécessairement le pouvoir à la violence, comme le taureau que le *piccadore* excite dans les brûlantes arènes de Séville ou de Jaen.

[1] Les journaux supprimés étaient : le Mémorial, le Messager du Soir, le Miroir, les Nouvelles politiques, l'Observateur de l'Europe, Periet, le Petit Gauthier, le Postillon des Armées, la Quotidienne, les Rapsodies, le Spectateur du Nord, le Tableau de Paris, le Thé, la Tribune publique, le Véridique, l'Argus, les Annales catholiques, les Actes des Apôtres, l'Accusateur public, l'Anti-Terroriste, l'Aurore, le Censeur des Journaux, le Courrier de Lyon, le Courrier extraordinaire, le Courrier républicain, le Cri public, le

Le coup d'état du 18 fructidor fut appuyé par le parti jacobin et l'armée; dès lors il dut se ressentir de cette double force. Si l'on avait consulté l'opinion personnelle de Barras, du directoire entier et des conseils même épurés, ils s'en fussent tous tenus à l'acte qui les débarrassait de l'ennemi, sans aller plus loin : et que pouvaient-ils désirer au-delà de l'argent, du pouvoir et des places? Ce n'est pas ainsi qu'on compte avec les opinions; quand elles vous ont aidé, il faut marcher avec elles et leur faire des concessions; or, les jacobins exigèrent une sorte de retour aux idées et aux mesures de 1793, des violences et des proscriptions de toute nature; il fallut leur céder : ainsi la mort fut prononcée contre tous ceux qui tenteraient de rétablir la royauté en France [1], décret dirigé surtout contre le parti de 1688 : une fraction des conseils le considérait comme une solution politique désirable, et on voulut éteindre cet espoir. La proscription dut s'étendre à tous les membres d'une noble lignée, aux mères, aux tantes, aux sœurs qui portaient le nom glorieux de Bourbon. On exigea même, pour rassurer le triumvirat du directoire, que M. le duc d'Orléans, jeune prince studieux, qui visitait alors la Suède et la Laponie, quittât l'Europe pour les États-Unis; à cette condition d'habiter l'Amérique, on rendit à sa mère, déportée en Espagne, un

Défenseur des vieilles institutions, le Déjeuner, l'Écho, l'Éclair, l'Europe littéraire, la Gazette française, la Gazette universelle, le Grondeur, l'Impartial Bruxellois, l'Impartial Européen, l'Invariable, le Journal des Journaux, le Journal des Colonies, le Journal général de France, l'Abréviateur universel.

[1] Le directoire exécutif arrête ce qui suit :

ART. I. Tout individu qui se per-

peu de fortune, et la liberté à ses frères Montpensier et Beaujolais. Il règne quelque chose de touchant, et j'oserai dire d'une gaieté mélancolique, dans cet intéressant récit que le duc de Montpensier a retracé lui-même sur ses quarante-trois mois de captivité au fort St-Jean, récit insouciant comme l'imagination de la jeunesse qui tapisse de fleurs même les cachots; puis cela devient triste comme le désespoir d'un fils séparé de sa mère, de son frère, de son père qui lui dit un éternel adieu sur l'échafaud.

L'esprit jacobin en voulut surtout aux nobles et aux prêtres, et en cela il était compris à merveille par les gens du 18 fructidor; une loi bannit, déporta les uns et les autres du territoire de la république. Chose assez bizarre de ce temps, le président du directoire était un des plus antiques gentilshommes de Provence ; le conseiller du 18 fructidor était M. de Talleyrand, issu des Boson de l'époque carlovingienne; l'écrivain qui défendit le plus chaudement les mesures fut Benjamin Constant de Rebecque, d'une illustre famille réfugiée en Suisse; et les plus grands instigateurs des proscriptions contre les prêtres, ce furent aussi l'abbé Sieyès, Bassal et l'oratorien Daunou. Si les ancêtres s'étaient réveillés de la tombe, qu'auraient-ils dit d'un si étrange spectacle, d'un oubli si profond du passé?

On fut impitoyable : les déportés du 18 fructidor

mettrait de rappeler la royauté, la constitution de 1793, ou d'Orléans, sera fusillé à l'instant, conformément à la loi.

« II. Les personnes et les propriétés seront respectées. Tout pillard sera fusillé sur-le-champ, selon la loi.

furent conduits dans des cages de fer par une armée révolutionnaire, commandée par Santerre, Rossignol et Fournier l'Américain, c'est-à-dire tout ce que le parti jacobin avait de plus exalté. On renouvela le régime des prisons; les prêtres y furent amoncelés pêle-mêle par ordre de Laréveillère-Lépeaux, le doux, l'indulgent philanthrope! Partout on répéta le serment de haine à la royauté; tout émigré rentré en France dut en sortir dans le mois, et s'il s'y trouvait encore, on le traduisait devant une commission militaire, et sur sa seule identité, il était fusillé. On crut un moment que cette atroce mesure était une menace, et qu'on n'oserait pas la mettre à exécution; quelques émigrés étaient restés dans les villes, ils furent saisis, confrontés et punis de mort; à chaque pas une détonation d'armes annonçait une exécution militaire, et le *Moniteur* disait froidement le lendemain : « Tel émigré, traduit devant une commission militaire, a subi sa peine. » On répéta les épithètes de brigands, de chauffeurs, appliquées à la noble et chevaleresque opinion des royalistes; car il ne suffit pas qu'un pouvoir violent vous tue, il veut vous insulter encore et vous déshonorer.

Le parti jacobin, satisfait par ces poursuites, dut l'être également par les positions : il entrait par fractions dans les deux conseils, on lui donna pour l'assouplir des places lucratives. Il est deux phases d'existence à travers lesquelles passe toujours un parti : dans sa jeunesse et sa violence, il dédaigne l'argent et le lucre; on lui en offrirait en vain; il préfère la lutte, le combat acharné; puis, viennent les jours de fatigue et de dé-

crépitude; alors donnez-lui des places, des faveurs, il les accepte, et c'est ainsi que le directoire démoralisa, affaiblit le parti jacobin : on fit de ses principaux coryphée des directeurs de département, des conservateurs d'hypothèques, des receveurs de finances ou de douanes, des commissaires du directoire à l'extérieur, des ministres plénipotentiaires ou des agents de police. Vient un temps où tous ces petits abris sont fort goûtés, parce qu'ils sont très commodes, et qu'on ne grelotte plus volontiers de froid et de faim, même en demandant du pain et la constitution de 1793.

Il restait encore à satisfaire le parti des soldats qui avait puissamment aidé la révolution du 18 fructidor. Le résultat d'un tel mouvement devait être de pousser un général homme de guerre considérable à la tête du gouvernement; et loin de là, c'était un petit conseil d'avocats qui triomphait par le sabre d'Augereau. De là cette hostilité immédiatement déclarée entre le directoire et l'armée après que la mesure révolutionnaire est accomplie. Le peuple ne s'est point mêlé de cela; il n'y a pas eu d'insurrection, de tocsin : tout s'est fait régulièrement par des évolutions militaires, comme dans une parade. L'armée forme un gouvernement, car elle a ses clubs, ses adresses, ses délibérations et par dessus tout une dictature; est-ce qu'on s'imagine que ces hommes au front sillonné par les batailles vont s'agenouiller devant ces quelques parleurs en robes prétextes et en cothurnes? Ce n'est pas pour rien qu'ils ont porté la main sur les légistes, ils s'en souviendront une autre fois : pour eux la révolution n'est qu'à moitié accomplie; ils ont frappé

les royalistes, les nobles, les prêtres avec une joie sauvage; ils briseront plus tard le gouvernement civil au profit du gouvernement militaire avec une indicible ardeur; c'est dans la logique des idées. Dès ce moment la lutte commence : la pensée du directoire consiste à diviser les armées et les généraux, à les opposer les uns aux autres, afin de les affaiblir, comme dans le bas-empire la politique des empereurs était de diviser les barbares qui les menaçaient. Le directoire va incessamment opposer l'armée du Rhin à celle d'Italie; Augereau a saisi au collet Pichegru, c'est un souvenir d'armée, une jalousie de commandement; Bonaparte a désigné Aubry pour la proscription avec Rulhières et Willot : entretenir cette discorde entre les chefs, changer, bouleverser les commandements, telle sera désormais la tactique du gouvernement, et il espère tout dominer par ces jalousies.

Au fond, parmi le peuple, rien ne fit moins d'impression que le 18 fructidor; depuis le désarmement des faubourgs, les masses étaient en dehors de ces mouvements qui se résumaient en petites proscriptions de partis. On lisait le matin sur tous les murs des affiches qui annonçaient la découverte de la conspiration, et cela sans s'émouvoir, sans qu'une douleur vînt au cœur ou un regret à l'imagination, et l'on ne s'aperçut qu'il s'était passé quelque chose qu'à la suppression des journaux dans les cafés, lorsque vint l'heure du déjeuner. Cette indifférence du peuple venait de ce qu'on l'avait tant de fois déçu dans ses espérances! Ce qu'on avait appelé une révolution n'avait rien produit pour son

bien-être; l'ouvrier n'en était pas plus heureux, parce que des intrigants avaient remplacé les gentilshommes, les fournisseurs et les agioteurs, les fermiers généraux et les financiers. Le directoire avait sa cour, ses somptuosités, plus fastueuses peut-être que sous la monarchie, avec cette différence qu'elles étaient sans dignité, sans conscience de son passé et sans responsabilité de l'avenir. Il n'y avait qu'une seule chose à laquelle le peuple s'associât, c'était la gloire militaire des armées, et celle-là grandirait plus la force d'un dictateur sorti des rangs des soldats que la popularité et l'énergie politique du directoire. Si le bas peuple s'inquiétait peu du coup d'état, la bourgeoisie avait considéré cet événement comme un échec, car on ne l'avait pas aussi profondément irritée contre les nobles et les prêtres; avec les masses démoralisées, le directoire avait une certaine tactique qui lui faisait proscrire ceux qu'on appelait alors les calotins et les brigands; avec la bourgeoisie cela ne réussissait pas si bien, et par une certaine alliance de principes et d'intérêts, la classe moyenne et les conseils se tenaient étroitement : le coup qui frappait les uns atteignait les autres, et l'on remarquera même que la plupart des noms de proscrits appartenaient à la bonne bourgeoisie et aux classes qui exercent sur elle une incontestable influence. La société, paisible d'ailleurs, avait un besoin indicible d'en finir; toute nouvelle commotion lui faisait peur, et voilà pourquoi elle se jeta passionnément sous l'épée de Bonaparte au 18 brumaire.

En province, le mouvement fut plus profondément

senti : les députés proscrits appartenaient presque tous aux départements, ils en résumaient les sentiments et les opinions ; et quand on apprit qu'un simple coup de violence les envoyait à Sinnamary, il se fit un cri d'indignation. Mais le souvenir des atroces exécutions qui suivirent le mouvement provincial des girondins était présent à toutes les mémoires ; le directoire n'épargnerait pas plus les cités que ne l'avait fait la convention, et le proconsul Barras n'était-il pas à la tête de la journée ? A la nouvelle du coup d'état directorial, tous les vieux jacobins, un moment effacés dans les villes, reparurent, favorisés par le parti triomphant ; maîtres des places et des positions, ils disposeraient désormais de tout, se montrant implacables dans l'exécution des lois contre les prêtres et les émigrés ; ils inspirèrent la terreur sur tous les points du territoire. Le Midi et les provinces du centre avaient fait quelques réclamations, on leur lança des bataillons de révolutionnaires qui tinrent en respect la bourgeoisie effrayée ; sous le nom de patriotes, les jacobins furent préférés à tous pour les places des tribunaux et de l'administration. On avait cru un moment que les provinces dont les élections avaient été cassées, se soulèveraient pour défendre les opérations des colléges ; il n'en fut rien ; le peuple murmure moins quand on l'opprime que quand on le caresse ; il ne s'inquiéta même plus des élections parce que c'était en dehors de ses habitudes et de ses mœurs : se déranger pour un député, cela n'en valait pas la peine ; le temps des représentants du peuple à la grande mission était passé. On ne fait

pas tant de frais pour grandir et glorifier quelques orateurs.

A l'extérieur, le 18 fructidor produisit une impression vive et profonde [1]. Depuis la prise de la Bastille on était accoutumé aux changements; chaque semestre amenait son coup d'état avec ses violences; mais cette nouvelle crise fut considérée comme un retour fatal vers les idées révolutionnaires. Le corps diplomatique avait suivi avec une grande attention la marche des idées depuis deux ans, et certes il y avait tendance, sinon à la reconstruction pleine et entière de la vieille monarchie, au moins à des idées de gouvernement et d'ordre; on croyait que la religion, la morale allaient renaître au sein de cette société, et avec cela une plus noble bienveillance pour les idées modérées et chrétiennes. Quelques gouvernements s'étaient fait d'autres illusions : à Berlin on croyait que la France marchait à la royauté; en Espagne même, l'aveuglement était si profond, qu'on était parvenu à persuader à Charles IV, que l'on travaillait pour assurer un trône à un infant, comme sous la Ligue, les maîtres des halles

[1] *Extrait d'une circulaire diplomatique de M. de Talleyrand, aux légations françaises.*

« ....Enfin, pour confoudre à la fois et les espéranees et les calomnies de tous ceux qui auraient tant désiré ou qui méditeraient même la ruine de eette constitution (celle de l'an III), une mort prompte a été pronoucée, dès le premier jour, contre quiconque rappellerait la royauté, la constitution de 1793, ou d'Orléans ; et c'est ainsi que la constitution de l'an III s'est refortifiée par cette secousse même... Voilà ce que vous direz : vous direz que le directoire, par sou courage, l'étendoe de ses vues et ce secret impénétrable qui en a préparé le succès, a montré, au plus haut degré, qu'il possédait l'art de gooverner dans les moments les plus difficiles, et que la république française pourra déployer désormais au dedans et an dehors les plus fécondes et les plus énergiques ressources... »

appelaient l'infante à la couronne. En somme, il était dit que le gouvernement directorial ne pouvant durer, on marchait vers la dictature d'un seul.

Après le 18 fructidor, ces dispositions changent; il se fait un redoublement de déclamations haineuses contre la royauté; l'armée d'Italie avait donné l'exemple en jetant aux gémonies les noms et les attributs des couronnes; cette opinion fut applaudie et triomphante. La république, qui avait pour alliés les rois de Piémont et d'Espagne, faisait déclarer et chanter que les rois étaient des monstres, et les peuples stupides d'obéir à la tyrannie; on voulait se réserver la neutralité du roi de Prusse, et l'on appelait le renversement des trônes en Allemagne. Le 18 fructidor fit revivre l'esprit de la convention, mais seulement la partie bavarde de cet esprit, sans rien emprunter à sa grandeur et à sa majestueuse puissance!

CHAPITRE XV

NÉGOCIATIONS AVEC L'ANGLETERRE ET TRAITÉ DE CAMPO-FORMIO AVEC L'AUTRICHE.

L'Angleterre, à la nouvelle des préliminaires de Léoben.— Tentative d'une descente en Irlande. — Insurrection de la flotte. — Deuxième mission de lord Malmesbury à Lille. — Conférences. — Bases d'un traité. — Changement du personnel de la légation française. — Rupture. — Formation d'une armée d'Angleterre. — Situation de Bonaparte en Italie après la convention de Léoben. — Les républiques Cispadane, Transpadane. — Guerre contre Venise. — Révolution. — Fin de la vieille république. — Motif réel de ce mouvement. — Discussion sur les préliminaires de Léoben entre le directoire et Bonaparte. — Venise substituée à Mantoue. — Traité de Campo-Formio. — Résultats du passage des Français en Italie. — Souvenir qu'ils y laissent.

Mai—Octobre 1797.

Tous les efforts de l'Angleterre avaient tendu au résultat, immense pour elle, de traiter simultanément avec l'Autriche, afin d'obtenir de la république française des conditions plus générales de paix européenne; cet espoir fut complétement déçu par les dépêches de sir Morton Éden, annonçant la signature des préliminaires de Léoben entre le général Bonaparte et l'archiduc Charles. C'était au moment, pour ainsi dire, où M. Pitt, en plein parlement, venait de demander un

nouveau subside de 2 millions de livres sterl. pour l'Autriche, au milieu des moqueries railleuses de Shéridan, et de la vive opposition de M. Fox. Sur-le-champ le sous-secrétaire d'état M. Hammond, le confident, l'ami de Pitt, fut envoyé à Vienne, pour empêcher, s'il était possible encore, la signature d'un traité définitif, au préjudice de l'Angleterre. M. Hammond demanda immédiatement une entrevue au baron de Thugut. Les paroles de l'ambassadeur anglais, sir Morton Éden, avaient été si hautaines, qu'il y avait un refroidissement de rapports entre lui et le ministre autrichien; M. Hammond et le colonel Graham s'entremirent pour les réconcilier. Tout en obtenant ce résultat, ils durent remarquer l'impossibilité de ramener l'Autriche à l'intime alliance de l'Angleterre. M. de Thugut ne dissimula pas que son cabinet était engagé d'une manière assez nette avec la France pour ne plus hésiter; l'Autriche n'avait résisté ni devant les efforts, ni devant les sacrifices, et si elle traitait à la dernière extrémité, il ne fallait s'en prendre qu'à la force des choses. Ces dépêches de M. Hammond jetèrent M. Pitt dans la plus extrême anxiété.

Jamais, en effet, la situation de l'Angleterre n'avait été plus fatalement menacée, et la grandeur de M. Pitt fut précisément de ne point désespérer de la situation. L'Irlande était entièrement soulevée; la société des *Irlandais unis* avait pris les armes contre le parti anglican; la guerre civile allait s'alimenter par les rapports des clubs catholiques avec la révolution française; O'Connor, lord Fitz-Gérald, Mac-Newin, étaient en pleine

correspondance avec les révolutionnaires du directoire, et si l'on venait d'apprendre le mauvais succès du général Hoche dans l'expédition d'Irlande, cette tentative n'était-elle pas elle-même une menace qu'on pouvait réaliser encore? On avait vu sur l'Océan une flotte et une armée d'invasion conduites par le confident du directoire, le général Hoche; l'incapacité des chefs de la marine française, une certaine terreur panique, plus encore que la tempête, avaient délivré l'Irlande; la mer n'était pas l'élément de la république, et les fanfaronnades de Hoche, étendu sur sa peau d'ours blanc, à bord de la frégate *la Fraternité*, s'étaient perdues au milieu des sifflements de la manœuvre. Cependant l'expédition qui avait échoué une fois pouvait réussir une seconde; on parlait même de créer une armée d'Angleterre, avec Londres pour destination, et les projets les plus insensés faisaient peur : qui le croirait? on menaçait la Grande-Bretagne d'une double armée d'aérostats et de plongeurs [1]!

Les *Irlandais unis* appelaient incessamment les se-

1 Tantôt la folie et tantôt le charlatanisme militaient pour cette descente en Angleterre.

Extrait d'une lettre du citoyen Thilorier au Journal de Paris.

« Employons au service de la patrie tous les genres de courage; formons à la fois deux armées, l'une d'aréonautes et l'autre de plongeurs! Que l'Angleterre frémisse en apprenant que ses forces navales ne peuvent la soustraire à notre vengeance! Reculons les bornes du possible, et prouvons mathématiquement que trois armées peuvent se rencontrer dans la même verticale.

« On peut, sans beaucoup de danger ni de dépenses, faire marcher une armée en ordre de bataille, des côtes de France à celles d'Angleterre : cette armée traînera avec elle, sous les eaux, ses chevaux, tout son bagage, un magasin de vivres, un parc d'artillerie formidable et une flotte invisible qui peut, en tout événement, sortir en un clin d'œil du fond de la mer, et ramener l'armée en France ...»

cours du directoire, et si déjà seuls ils menaçaient la puissance anglaise, qu'arriverait-il lorsque la rébellion serait soutenue par le concours d'une armée française? A cette cause de vive et ardente inquiétude était venue se joindre la révolte de la flotte : la force de l'Angleterre repose sur sa marine; supposez maintenant l'insurrection des escadres, la désobéissance des matelots, et Londres même bloqué par les vaisseaux aux couleurs britanniques!

M. Pitt et le parlement montrèrent une admirable prévoyance [1], une fermeté mêlée d'intelligence qui entraîna les matelots à se punir eux-mêmes. Les cours martiales frappèrent seulement les chefs. Tout dans l'insurrection s'était fait avec un certain ordre, un orgueil patriotique, à ce point que les matelots avaient déclaré qu'ils brûleraient le premier vaisseau français osant se mêler à leur querelle. Un mouvement national éclata au milieu de cette flotte, qui rappela le repentir des

[1] Séance du 2 juin 1797.

Message de S. M.

« Georges, etc., etc.

« C'est avec la plus grande douleur que nous informons notre chambre des communes que la conduite de quelques équipages de la flotte en ce moment au nord, en s'abandonnant à tous les excès de la désobéissance et de l'insurrection, malgré l'offre de pardon et d'amnistie faite à ceux qui rentreraient dans l'ordre, nous engage à réclamer de nos fidèles sujets la plus prompte assistance pour nous aider à rétablir le calme et la discipline.

« Nous avons ordonné que la copie de notre proclamation fût déposée sur le bureau de la chambre. Nous ne pouvons pas douter que notre parlement ne soit disposé à prendre toutes les mesures convenables pour réprimer le mal qui existe, et pour assurer la tranquillité publique.

« Nous lui recommandons de prendre des mesures pour qu'il nous soit possible de faire arrêter et traduire toute personne convaincue d'encourager cet esprit d'insurrection dans la marine, afin d'y rétablir la subordination et l'ordre qu'il est si essentiel d'y maintenir. »

vieilles légions romaines après la révolte calmée par Germanicus : on se précipita sur l'ennemi. L'Angleterre put s'enorgueillir de belles victoires navales : 19 vaisseaux de ligne espagnols venaient d'être battus par 15 vaisseaux de l'amiral Jervis; la flotte de Brest était dispersée, et l'escadre hollandaise bloquée n'avait pu sauver ses colonies si riches, si puissantes, qui s'étendaient jusqu'en Chine.

C'était dans ces circonstances, difficiles et glorieuses à la fois, qu'on apprenait à Londres la signature des préliminaires de Léoben et des stipulations particulières entre l'Autriche et la république française. M. Pitt mettait une grande importance à éviter ce traité à part, et cela s'explique, car dans une paix générale les conditions nécessairement plus larges et plus complètes auraient consacré d'ailleurs l'influence de l'Angleterre à Vienne. Les dépêches de M. Hammond vinrent désabuser le ministre anglais : il paraissait évident que l'Autriche traiterait seule, et que les préliminaires de Léoben seraient transformés en traité définitif; dès lors M. Pitt résolut de reprendre spécialement les négociations commencées à Paris par lord Malmesbury et si brusquement rompues par un envoi de passeport dans les vingt-quatre heures; il n'y avait pas d'exemple d'une diplomatie si mal apprise. M. Pitt faisait cette concession à l'opinion publique en Angleterre; la nation avait subi tant de sacrifices pour la guerre, qu'il fallait une fois encore convaincre l'opposition des efforts inutiles de la Grande-Bretagne pour amener un traité de paix raisonnable avec cette impérieuse répu-

blique. Le même négociateur, lord Malmesbury, fut choisi afin de bien constater l'extrême désir de finir par la paix cette longue suite de sacrifices imposés dans une guerre de quatre ans.

Le lieu des conférences fut fixé à Lille, point intermédiaire entre Londres et Paris; le télégraphe pouvait transmettre les nouvelles dans une heure du palais du Luxembourg à la frontière extrême. Ces négociations s'engageaient avant la révolution du 18 fructidor, et au moment où M. Barthélemy, naguère ambassadeur en Suisse, prenait une certaine importance dans le directoire. La France et les conseils désiraient vivement la paix générale; l'opinion de M. Barthélemy était bien fixée sur ce point qu'il n'y aurait de paix stable, durable pour l'Europe qu'après un traité avec la Grande-Bretagne. Le choix des négociateurs se ressentit de son influence; si Barras insista pour que M. Letourneur fût chef de la légation française, M. Barthélemy obtint que MM. Maret, Pléville le Peley, brave marin, si estimé en Angleterre, lui fussent adjoints, et avec eux M. Colchen, esprit très lucide et très modéré, qui prit le titre de secrétaire-général de la légation. Lord Malmesbury fut accompagné à Lille par M. Charles Ellis, qui l'avait déjà suivi à Paris comme secrétaire, et M. Pitt lui adjoignit les trois jeunes lords Pembrocke, Lewison-Gower et Morpeth, afin d'environner la légation d'un certain éclat aristocratique.

Jamais, à aucune époque, l'Angleterre n'avait manifesté un plus haut désir de traiter, et cela résulta de la franchise et de la loyauté de sa première

note[1] : « La Grande-Bretagne devait rendre à la France toutes ses conquêtes: la France garderait les siennes; et quant aux deux alliées de la république, l'Espagne et la Hollande, l'Angleterre leur restituerait tout, excepté la Trinité, le cap de Bonne-Espérance et la forteresse de Trinquemal dans l'île de Ceylan. » C'était bien large de la part de M. Pitt, et l'on a quelque peine à concevoir comment ces propositions furent refusées. Cependant la légation française exigea que tout fût rendu aux alliés de la république et que l'Angleterre restituât tout sans compensation : car les plénipotentiaires pouvaient-ils consentir à lui céder ce qui ne leur appartenait point? La légation française ajouta que, pour accepter des conditions semblables, il lui fallait nécessairement consulter les cours de Madrid et de La Haye. Ainsi on gagnait du temps, de manière à brusquer les négociations de Lille par la paix définitive avec l'Autriche; alors, une fois la paix signée par Bo-

[1] J'ai pensé qu'il était important de faire connaître toutes les pièces de cette curieuse négociation anglaise. On remarquera que toutes les notes des plénipotentiaires français ont un caractère de hauteur et de fierté indicible.

Note des plénipotentiaires français, à lord Malmesbury (10 juillet 1797).

« Les ministres plénipotentiaires de la république française ont l'ordre positif d'exiger la renonciation au titre de roi de France que porte S. M. Britannique.

« Le lord Malmesbury est prié d'observer qu'il ne s'agit pas seulement ici d'une renonciation aux droits que l'on pourrait prétendre devoir résulter de cette qualification, mais encore et positivement de la qualification elle-même. L'établissement de la république française et la reconnaissance de cette forme de gouvernement par le roi d'Angleterre, ne lui permettraient pas de conserver un titre qui supposerait en France l'existence d'un ordre de choses qui n'est plus.

« Les ministres plénipotentiaires de la république sont chargés de demander la restitution des vaisseaux pris ou détruits à Toulon.

« L'Angleterre a déclaré hautement et formellement qu'elle prenait les vaisseaux en dépôt pour le roi de France. Ce dépôt est sacré. Il appar-

naparte, on aurait dit à l'Angleterre : « Vous n'avez plus d'alliés; acceptez sans retard nos conditions. »

Toute la politique du directoire consistait dans ces temporisations, car par le fait n'était-il pas maître en Espagne et en Hollande, et ne pouvait-il pas stipuler pour ses alliés? S'il avait voulu, tout aurait été fini sur-le-champ; mais chaque jour amenait nouvelle difficulté : la république exigeait d'abord que le roi d'Angleterre renonçât à son titre de roi de France, vieux comme Édouard, négociation puérile de part et d'autre; puis elle demandait une indemnité exorbitante pour la flotte de Toulon, parce que le peuple était substitué à Louis XVII. A ces difficultés lord Malmesbury répondait qu'il était sans instruction sur ces objets de détail, et que l'important était d'adopter les bases générales d'une négociation définitive. Dès lors le plénipotentiaire commence à écrire à lord Grenville qu'il est

tient incontestablement à la république, qui exerce les droits et la souveraineté que l'Angleterre attribuait à Louis XVII, à l'époque de la prise de Toulon. S. M. B. ne saurait donc, en reconnaissant la république française, méconnaître son droit à la restitution dont il s'agit, ou refuser de le faire ou d'en offrir l'équivalent. »

Extrait d'une note des plénipotentiaires français (15 juillet).

« ...Il existe dans les traités patents et secrets qui lient la république française à ses alliés, l'Espagne et la république batave, des articles portant garantie respective des territoires que les trois puissances possédaient avant la guerre. Le gouvernement français, ne pouvant pas se délier des engagements qu'il a contractés par ces traités, établit comme préliminaire indispensable de la négociation pour la paix avec l'Angleterre, le consentement de S. M. B. à la restitution de toutes les possessions qu'elle occupe, non seulement sur la république française, mais encore et formellement sur l'Espagne et la république batave.

« En conséquence, les ministres plénipotentiaires soussignés invitent lord Malmesbury à s'expliquer sur cette restitution, et à y consentir, s'il y est suffisamment autorisé; sinon, et dans le cas contraire, à envoyer un courrier à sa cour pour en obtenir les pouvoirs nécessaires. »

sans espoir de traiter, et qu'on ne peut pas négocier avec une république sans loyauté et sans forme.

Les journées se passaient ainsi en discussions de détail; M. de Talleyrand avait remplacé Charles Delacroix aux affaires étrangères. Certes il y avait dans l'esprit du nouveau ministre des ressources et des souplesses infinies; sa carrière diplomatique, commencée à Londres, lui donnait certaine tendance anglaise ; mais M. de Talleyrand aux relations extérieures n'était pas lui-même; organe de la coterie de madame de Staël, il appartenait essentiellement aux opinions qui préparaient le 18 fructidor. Quand ce coup d'état eût été accompli, les négociations de Lille prirent une singulière tournure: la légation française fut complétement renouvelée; le directoire révolutionnaire envoya deux régicides pour remplacer les hommes polis et modérés qui avaient été primitivement chargés de traiter avec

Extrait d'une dépêche de lord Grenville à lord Malmesbury (20 juillet).

« Mylord, je suis entièrement affligé d'être dans la nécessité de remarquer que la réclamation faite dans la note transmise à Votre Seigneurie par les plénipotentiaires français, est en elle-même si extravagante, et s'accorde si peu avec les premières déclarations de ces ministres, ou avec leur conduite dans les commencements de la négociation qu'elle fait naître la plus forte présomption d'une détermination d'empêcher tous moyens d'accommodement. Si telle est réellement la détermination du directoire, il ne peut rester pour ce pays qu'à persévérer à s'opposer, avec une énergie et un courage proportionnés à la difficulté des circonstances, à un système qui doit tendre à perpétuer un état de guerre ou de trouble civil dans toutes les parties de l'Europe.

« La démarche naturelle à faire dans l'occasion présente eût été conséquemment d'ordonner à Votre Seigneurie de terminer sur-le-champ une négociation, qui, sur la base actuellement proposée par l'ennemi, ne donne ni l'espoir, ni les moyens d'arriver à quelque conclusion favorable, etc .. »

Dépêche de lord Malmesbury à lord Grenville (de Lille, 11 septembre).

« Mylord,

« En me rendant ce matin à la conférence, les plénipotentiaires français m'ont informé que la légation fran-

l'Angleterre; Treilhard et Bonnier, caractères rudes et durs, vinrent à Lille, et leur premier pas dans la négociation fut significatif. Treilhard posa devant lord Malmesbury la question suivante : « Avez-vous des pouvoirs pour signer un traité qui restitue à la France et à ses alliés tout ce que l'Angleterre a conquis? » Et comme lord Malmesbury répondit que ses pouvoirs n'étaient pas si étendus, Treilhard lui dit avec une insolence mal apprise : « Eh bien! allez les chercher. » Et les envoyés notifièrent au plénipotentiaire anglais un arrêté du directoire qui l'invitait à quitter le territoire de la république dans les vingt-quatre heures. C'était un peu la manie de singer les ambassades de Rome déclarant la guerre aux Tarquins : on aimait à secouer les plis de la robe prétexte.

Le véritable motif du directoire, c'est qu'il croyait le moment arrivé pour tenter une expédition contre l'An-

çaise en entier était rappelée, et que MM. Treilhard et Bonnier d'Arco étaient nommés à leur place. Ils m'ont dit qu'ils avaient ordre de me communiquer immédiatement cet événement, et d'ajouter en même temps, au nom du gouvernement français, que ce changement dans le choix des négociateurs, n'en produirait aucun dans les dispositions du directoire à amener la négociation à une heureuse issue.

« Je les assurai que j'étais entièrement affligé d'apprendre qu'ils étaient rappelés; que jusqu'ici nous avions agi ensemble si cordialement, qu'il était à regretter qu'il fût survenu des circonstances qui eussent fait penser au gouvernement français qu'il convenait de mettre les négociations en d'autres mains;

« Que je recevais avec satisfaction ce qu'il me disait sur les sentiments manifestés par le directoire, relativement à la négociation, et que je pouvais les assurer que tels étaient certainement ceux qui existaient dans le cœur du roi, mon maître.

« Je regarde cet événement comme si important, que je ne perds pas un moment à dépêcher un de mes gens en Angleterre, n'ayant pour le présent aucun messager avec moi.

« J'ai l'honneur d'être, etc.

« *Signé :* MALMESBURY. »

gleterre. Les nouvelles qu'on recevait de l'Irlande étaient bien favorables pour l'insurrection : la société des Irlandais-Unis était soulevée, et lord Fitz-Gérald promettait 50,000 hommes en armes. Sur les côtes d'Océan, dans les environs de Cherbourg, il se préparait une armée d'Angleterre, déjà portée à 35,000 hommes, et destinée à républicaniser les trois royaumes. Au milieu de ces illusions du parti démocratique, comment continuer encore des négociations sérieuses et traiter avec un gouvernement qu'on espérait renverser? C'est ce qui avait fait prendre ce ton impératif au directoire et à M. Treilhard son organe; on en revenait à la convention sans ses moyens, son énergie, sa volonté. Il était dit en outre que lord Malmesbury, lié d'opinion avec le parti qui avait été renversé au 18 fructidor, avait mêlé sa mission aux menées des deux conseils et particulièrement de M. Barthélemy, que la tourmente jetait à la

Extrait d'une dépêche de lord Malmesbury à lord Grenville (17 septembre).

« Les nouveaux plénipotentiaires français, MM. Treilhard et Bonnier d'Arco, avec leur premier secrétaire, M. Derché, et deux secrétaires particuliers, arrivèrent ici à 5 heures du matin, mercredi, 13 du courant. A 11 heures, ils envoyèrent M. Derché pour me faire part de leur arrivée, et savoir à quelle heure je voulais recevoir leur visite. Je répondis que ce serait quand il leur conviendrait; alors ils vinrent immédiatement, accompagnés par MM. Letourneur, Maret et Colchen.

« En prenant congé, M. Letourneur s'avança et me dit, en son nom et celui de ses collègues, qu'ils ne pouvaient terminer leur mission sans exprimer la satisfaction qu'ils avaient éprouvée, de la loyauté et de la franchise avec lesquelles j'avais agi pendant toute la négociation, ni prendre congé de moi sans me témoigner leurs sincères regrets personnels; que le souvenir de ma conduite leur serait toujours agréable, et qu'elle m'avait donné les titres les mieux fondés à leur estime et à leurs bons souhaits.

« Je saisis l'occasion de rendre à M. Letourneur le compliment qu'il m'avait fait, et je dois en toute justice, répéter, mylord, ce que j'ai déjà dit, que sa conduite et celle de ses collègues, a, dans tout ce qui a dépendu d'eux, été parfaitement loyale et ho-

Guyane. Aucune trace n'en reste, mais on peut justement dire qu'à aucune époque l'Angleterre, je le répète, n'avait été plus profondément pénétrée du désir et du besoin de la paix; les bases qu'elle proposait étaient très larges; elle disait à la république : « Gardez la Belgique, la rive du Rhin, je vous rends tout et ne vous demande rien, sauf quelques indemnités coloniales que j'impose à vos alliés.» Et néanmoins ce traité fut repoussé. Le directoire avait alors l'espérance de renverser le gouvernement de la vieille Angleterre en tournant sur elle tous ses efforts d'insurrection.

Si les négociations avec la Grande-Bretagne étaient brusquement rompues, l'exécution des articles de Léoben éprouvait d'immenses difficultés. Nul ne connaissait mieux que Bonaparte la cause militaire qui lui avait fait si subitement accepter les clauses de ces préliminaires avantageux pour l'Autriche : avancé témé-

norable, et n'a dans aucun cas été contraire aux principes qu'ils ont énoncés, et aux déclarations qu'ils ont faites. Il m'est conséquemment impossible de ne point regretter, et de ne point regarder le changement de négociateurs, sinon comme un incident très malheureux, au moins comme un incident fort désagréable. »

Dépêche de lord Grenville à lord Malmesbury (22 septembre).

« Mylord,

« J'ai eu l'honneur de mettre sous les yeux de S. M. les dépêches de Votre Seigneurie, dans lesquelles vous avez rendu compte de la conduite extraordinaire des nouveaux plénipotentiaires de la république française, des réponses faites par Votre Seigneurie à leur demande injustifiable, et de votre départ de Lille en conséquence.

« J'ai la satisfaction de pouvoir assurer Votre Seigneurie que S. M. a bien voulu exprimer son entière approbation de la conduite judicieuse et moderée de Votre Seigneurie dans la situation sans exemple dans laquelle vous étiez placé, et de la manière dont vous vous êtes exprimé soit dans vos notes officielles, soit dans vos conversations avec les plénipotentiaires français, ainsi que de la conduite que vous avez tenue pendant tout le cours de la négociation, qui trop vraisemblablement semble aujourd'hui terminée.

« *Signé :* GRENVILLE. »

rairement dans les états héréditaires, entouré d'insurrections, il était perdu si la signature des préliminaires n'avait préparé sur tous les points une suspension d'armes. Mais dans l'éloignement on ne savait pas au juste les détails de ces périls de Bonaparte, et l'on ne s'expliquait pas comment une telle signature avait été donnée. Quoi! on cédait à l'Autriche tous les états de terre-ferme de la république de Venise, on lui rendait Mantoue après un long siége, et Peschiera qui la laissait maîtresse encore du lac de Garda! Et que donnait-elle en échange? Les Pays-Bas, acquis depuis quatre ans à la France, et l'accession à la république éphémère du Milanais que l'Autriche pourrait encore rattacher à sa monarchie par une campagne heureuse. Si Carnot, alors encore membre du directoire, avait compris ce traité, parce qu'il avait deviné les dangers de Bonaparte, Barras et Rewbell ne pouvaient pas revenir de leur

Lettre de MM. Treilhard et Bonnier, à lord Malmesbury.

« Lille, le 10 vendémiaire, an 6.

« Les ministres plénipotentiaires de la république française, chargés de traiter de la paix avec l'Angleterre, ont l'honneur de faire savoir à lord Malmesbury, qu'ayant adressé copie de sa dernière note, du 23 septembre 1797, à leur gouvernement, le directoire exécutif leur a prescrit de déclarer, en son nom, qu'il n'a pas cessé de vouloir la paix; qu'il a donné une preuve non équivoque du sentiment qui l'anime, lorsqu'il a ordonné aux ministres plénipotentiaires de la république de réclamer une explication catégorique sur les pouvoirs donnés par le gouvernement anglais à son ministre plénipotentiaire; que cette démarche n'avait et ne pouvait avoir d'autre objet que d'amener enfin à une issue prompte et heureuse.

« Que l'ordre donné aux ministres plénipotentiaires de la république de rester à Lille après le départ de lord Malmesbury, est une nouvelle preuve que le directoire avait désiré et prévu son retour avec des pouvoirs qui ne seraient pas illusoires et dont la limitation ne serait plus un prétexte pour retarder la conclusion de la paix.

« Que telles sont toujours les intentions et les espérances du directoire exécutif, qui enjoint aux ministres plénipotentiaires de la république de

étonnement. Barras, au reste, se trouvait dans une position fort compliquée avec le général en chef de l'armée d'Italie, son protégé, qui ouvrait devant lui des mines d'or. A chaque traité, Bonaparte envoyait à Paris quelques millions, et Barras, qui préparait le 18 fructidor, en était fort avide; cela le rendait plus facile sur les clauses politiques. Néanmoins, le directoire faisait publier dans le *Moniteur* même des articles contre les préliminaires de Léoben et spécialement sur la reddition de Mantoue : « Jamais avec cette clause, disait-il, le traité ne serait ratifié; Mantoue à l'Autriche, et l'Italie pouvait être conquise et envahie au premier effort du cabinet de Vienne. » Bonaparte répondit en vain que Mantoue n'était plus une place aussi formidable; le directoire insistait pour que cette cession fût effacée des préliminaires de Léoben, en négociant pour une compensation qu'on devait chercher en Italie même.

Il se trouvait précisément que des révolutions nouvelles en Italie allaient offrir à l'Autriche une compensation brillante pour cette Mantoue tant souhaitée par le directoire pour protéger la démocratie dans le Mila-

ne quitter Lille qu'au moment où l'absence prolongée du négociateur ne laissera plus de doute sur l'intention de S. M. B. de rompre toute négociation.

« Qu'en conséquence, le 25 vendémiaire courant (10 octobre) est le terme fixé pour le rappel des ministres plénipotentiaires de la république française, dans le cas où, à cette époque, le ministre plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique ne serait pas rendu à Lille.

« Le directoire exécutif éprouvera un vif regret qu'un rapprochement déjà entamé deux fois, n'ait pu être consommé; mais sa conscience et l'Europe entière lui rendront ce témoignage, que le gouvernement anglais seul aura fait peser le fléau de la guerre sur les deux nations.

« *Signés* : TREILHARD, BONNIER. »

nais. Une des causes qui avait hâté la signature des préliminaires de Léoben, c'était l'insurrection des terres-fermes de Venise. Quand la paix fut assurée par un armistice, Bonaparte fit châtier d'une manière sanglante les cités insurgées et les campagnes en armes; elles furent remplies de désolations et de sang; les ruines de Vérone attestent encore les excès effroyables de cette armée républicaine. L'Autriche ne dit rien, laissa faire, car les articles de Léoben lui laissaient la disposition de ces contrées, et plus les Français seraient odieux, plus la domination allemande deviendrait facile.

Mais Venise, la ville des lagunes, restait encore libre et maîtresse de son administration, au moins pour les apparences; comme au vieux temps, elle conservait son doge, son conseil des dix, son sénat et son Bucentaure, sa garde d'Esclavons à la magnifique place Saint-Marc; et ce fut précisément dans cette cité de Venise que, par une combinaison ténébreuse, Bonaparte chercha une indemnité pour Mantoue. Les prétextes ne manqueraient pas : Venise avait armé contre les Français; le peuple les avait menacés dans une insurrection. Le ministre de France à Venise, nommé Lallemand [1], était un esprit actif, remuant, et lié avec

[1] Voici les pièces qui concernent cette grande catastrophe de Venise.

Instructions de Bonaparte au ministre à Venise Lallemand (Indembourg, 9 avril 1797).

« Enfin, nous n'en pouvons plus douter, citoyen ministre, le but de l'armement des Vénitiens est de couper les derrières de l'armée française... Tous les procès-verbaux qui ont été faits par les différents provéditeurs de Brescia, de Bergame et de Coma, où ils attribuent l'insurrection de ces pays aux Français, sont une série d'im-

le parti démocratique qui partout existait dans les villes d'Italie. Rien n'était plus simple, à l'aide de ce parti, que de préparer une insurrection contre le gouvernement aristocratique du doge et du sénat. Naturellement l'intervention française serait réclamée; le général en chef prendrait possession de Venise, et brisant enfin cette vieille république, la belle cité de l'Adriatique deviendrait la compensation de Mantoue au profit de la cour de Vienne.

Rien de plus machiavélique dès ce moment que la conduite de Bonaparte pour donner Venise à l'Autriche : il envoie au sénat, à la suite des troubles de terre-ferme, un manifeste impératif sous peine de la guerre. En même temps, l'insurrection de la bourgeoisie, favorisée par le ministre Lallemand, éclate violente sur tous les points de la ville; on renverse le lion de Saint-Marc; l'étendard de la seigneurie, levé si longtemps contre les Turcs, est abaissé; le sang coule, le vieux sénat, le doge, le conseil sont défendus par les gondoliers hardis et les Esclavons intrépides; mais ils suc-

positures dont le but serait inexplicable, si ce n'était de justifier aux yeux de l'Europe la perfidie du sénat de Venise... Le génie de la république française, qui a lutté contre l'Europe entière, serait-il venu échouer dans les lagunes? »

Ici Bonaparte établissant ses griefs, ajoutait : « Vous demanderez au sénat de Venise, 1° que tous les hommes arrêtés pour opinion et qui ne sont nullement coupables, si ce n'est d'avoir montré de l'attachement pour la France, soient sur-le-champ mis en liberté ;

« 2° Que toutes les troupes, hormis les garnisons ordinaires qui existaient il y a cinq mois dans les places de la terre-ferme, évacuent la terre-ferme ;

« 3° Que tous les paysans soient désarmés comme ils l'étaient il y a un mois ;

« 4° Que le sénat prenne des mesures pour maintenir la tranquillité dans la terre-ferme, et ne pas con-

combent sous le nombre; les enfants de Venise brisent eux-mêmes leurs palais, leurs archives, comme s'ils prévoyaient déjà la ruine de leur république. Pendant que tout ce peuple s'agite, des soldats arrivent sous le drapeau tricolore; ce sont les Français de la division Baraguay-d'Hilliers, chantant des hymnes patriotiques; les citoyens dégénérés de Venise vont au-devant de ces troupes dans de vastes gondoles; on les accueille fraternellement partout, à Saint-Marc, à la Giudecca, sur les quais des Esclavons.

Le lendemain le pillage régulier commence; si la foule émue recherche dans les plombs de Venise quelques prisonniers oubliés pour les porter en triomphe, les commissaires français ne s'abstiennent pas des profanations sacriléges et du pillage. Magnifique église de Saint-Marc, dis-nous comment ton trésor bizantin a disparu dans cette tempête révolutionnaire? L'étendard du doge, suspendu sur ton maître-autel d'argent massif, ne te préserva pas! Les châsses de tes saints, ton évan-

centrer toute sa sollicitude dans les lagunes;

« 5° Quant aux troubles de Bergame et de Brescia, j'offre, comme je l'ai déjà fait, la médiation de la république française pour tout faire rentrer dans l'état habituel. »

Lettre de Bonaparte au doge de Venise Louis Marini.

« Indembourg, 9 avril 1797.

« Au sérénissime doge de la république de Venise.

« Toute la terre-ferme de la sérénissime république de Venise est en armes. De tous côtés le cri de ralliement des paysans que vous avez armés est : *Mort aux Français !* Plusieurs centaines de soldats de l'armée d'Italie en ont déjà été victimes. Vous désavouez vainement des rassemblements que vous avez organisés; croiriez-vous que dans un moment où je suis au cœur de l'Allemagne, je sois impuissant pour faire respecter le premier peuple de l'univers? Croyez-vous que les légions d'Italie souffriront le massacre que vous excitez? Le sang de mes frères d'armes sera vengé, et il n'est

gêliaire d'or orné de grosses émeraudes de Syrie furent brisés par ces contempteurs de croyances. Oh! que de belles choses furent anéanties sous la main des iconoclastes; respect aux chefs-dœuvre du Titien et de Tintoret! respect au vieux doge Dandolo, beau nom du moyen âge; respect à ces archives sacrées du temps! Il n'y avait donc là ni grandes imaginations, ni âmes profondément émues par l'histoire du passé; et cependant ces soldats faisaient de l'histoire!

Le gouvernement de Venise par le fait n'existait plus, il tombait irrévocablement, et il fut dès lors possible de parler d'une compensation pour Mantoue au profit de l'Autriche. Ainsi la démocratie turbulente ne savait pas l'œuvre de destruction qu'on lui destinait : quand Venise eut abdiqué ses poétiques souvenirs, quand elle se fut découronnée, alors reine déchue, on put la jeter aux bras d'un maître. Ceux qui avaient tant déclamé contre le partage de la Pologne préparèrent un nouvel acte plus odieux encore : la démocratie mit Venise en lambeaux; on peut dire qu'elle fut en ce moment le ver rongeur de l'Italie!

aucun des bataillons français qui, chargé d'un si noble ministère, ne sente doubler son courage et tripler ses moyens. Le sénat de Venise a répondu par la perfidie la plus noire aux procédés généreux que nous avons toujours eus avec lui. Je vous envoie mon premier aide de camp pour porteur de la présente lettre. La guerre ou la paix! Si vous ne prenez pas sur-le-champ les moyens de dissiper les rassemblements, si vous ne faites pas arrêter et livrer en mes mains les auteurs des assassinats qui viennent de se commettre, la guerre est déclarée. Le Turc n'est pas sur vos frontières, aucun ennemi ne vous menace; vous avez fait à dessein naître des prétextes pour avoir l'air de justifier un rassemblement dirigé contre l'armée; il sera dissous dans vingt-quatre heures. Nous ne sommes plus au temps de Charles VIII. Si contre le vœu bien manifesté du gouvernement français, vous

Il y avait encore sur la Méditerranée une vieille république, puissante et riche comme Venise; elle aussi avait ses doges, son sénat, ses palais de marbre. Gênes et son gouvernement de patriciens s'étaient hâtés de faire toute espèce de soumission à la France, même sous le terrible gouvernement du comité de salut public. On avait mis Gênes à contribution; sa banque fournit plus d'un emprunt aux avides directeurs; ce n'était point assez de soumission et de condescendance. Le directoire avait choisi pour son corps diplomatique et ses consulats des patriotes à idées tracassières, de petits proconsuls insolents, dont la mission était de favoriser les rapines, et de grouper autour du drapeau tricolore un certain parti de renversement. Ce n'étaient pas les véritables peuples d'Italie qui venaient à eux : ces peuples dévoués à leurs antiques lois, à leurs émotions religieuses, à leur madone magnifiquement reproduite par Raphaël, au Christ que Michel-Ange avait taillé dans le marbre, aux vierges du Corrége, au saint Antoine de Padoue; ces peuples se groupaient avec patriotisme autour du vieil étendard du moyen âge. Ceux qui désiraient le renversement composaient la petite bourgeoisie, les avocats, les clercs

me réduisez au parti de faire la guerre, ne pensez pas cependant qu'à l'exemple des soldats que vous avez armés, les soldats français ravagent les campagnes du peuple innocent et infortuné de la terre-ferme; je le protégerai, et il bénira un jour jusqu'aux crimes qui auront obligé l'armée française à le soustraire à votre gouvernement tyrannique.

« *Signé* : BONAPARTE. »

Bonaparte écrit au directoire : « M. Quirini cherche à intriguer à Paris; mais les faits et la trahison infâme des Vénitiens, qui voulaient assassiner nos soldats sur les derrières de l'armée, pendant que nous étions en Allemagne, sont trop notoires..... »

Le directoire lui répond aussitôt (4 mai) : « Prenez envers le gouvernement vénitien toutes les mesures de sûreté qu'autorise l'insurrection qui

séculiers, les limonadiers, les *barbieri* surtout, qui jouaient un si grand rôle à Bologne, à Venise, comme en Espagne, dans tous les pays d'oisiveté, de sieste et de bavardage politique. En relation avec cette partie turbulente de la population (qui n'était pas le peuple), il n'était pas difficile aux agents français de susciter des querelles, des divisions entre les classes, les métiers, et quand le trouble était jeté, lorsque le peuple saisissait les armes, alors l'agent français intervenait pour prendre sous sa protection les patriotes persécutés ; il les recevait sous l'inviolabilité de son consulat, à l'abri de son palais diplomatique, et comme il était fort rare que dans ce tumulte le pavillon consulaire ne fût atteint, et qu'on ne saisît quelques factieux autour, c'était un grief suffisant pour appeler le concours de l'armée républicaine, et alors un vieux gouvernement cessait d'exister par la seule volonté de Bonaparte.

Ainsi les choses se passèrent à Gênes sous l'influence de l'agent Faypoult. Le glorieux patriciat du Doria avait été défendu par le peuple du port, par la démocratie robuste de ces femmes génoises aux traits antiques, qui

vient de se manifester ; allez, s'il le faut, jusqu'à Venise, et rendez-nous compte de vos dispositions afin d'instruire le corps législatif de la nécessité où vous avez été d'agir hostilement à l'égard de cette puissance perfide. »

Dépêche confidentielle de Bonaparte au directoire (3 mai 1797).

« Dès l'instant que j'eus passé les gorges de la Carinthie, les Vénitiens crurent que j'étais enfourné en Allemagne, et ce lâche gouvernement médita contre l'armée française des Vêpres siciliennes. » Bonaparte expose ensuite tous ses griefs contre Venise, et termine ainsi : « Je ne vois plus d'autre parti que celui d'effacer le nom des Vénitiens de dessus la surface du globe, après une trahison aussi horrible. Il faut le sang de tous les nobles vénitiens pour apaiser les mânes des Français qu'ils ont fait égorger. »

Lettre du directoire à Bonaparte (19 mai).

« La singularité des circonstances qui accompagnent la chute de ce per-

portent sur leur tête des poids immenses, semblables aux cariathides des vieux monuments, et l'agent Faypoult, effrayé devant cette démonstration, avait appelé à son aide une division de l'armée d'Italie. Le langage de Bonaparte au sénat de Gênes fut le même que celui qui prépara la destruction du gouvernement de Venise; les choses étaient avancées à ce point que les Français purent organiser à Gênes ce qu'ils appelèrent la république Ligurienne : plus de souvenirs, plus de vieilles images des ancêtres, plus de palais de marbre où les doges de la maison Doria rayonnent depuis des siècles, plus de ces églises qui rappellent les jours de gloire, et que décorent les pierres d'Orient, de Syrie, et les colonnes de porphyre et de granit; on eut une démocratie faible, bourgeoise, agenouillée devant l'agent français, et changeant sa constitution, ses lois, sur un mot du général en chef de l'armée d'Italie [1].

Ce terrible passage des Français fut marqué encore par le bouleversement et le pillage; Bonaparte jeta partout des républiques Transpadane, Cispadane, Cisalpine, Ligurienne, avec des directeurs, des conseils, le tout

fide gouvernement, est remarquable, et il ne nous reste déjà plus qu'à recueillir de cet événement tous les avantages qu'il présente au profit de la république française et de la liberté italique... Prenez les mesures les plus salutaires pour en tirer parti... Le passage spontané de Venise à une nouvelle forme de gouvernement étonnera surtout les puissances de l'Europe, et répandra parmi les peuples la plus haute considération pour les armes et la constitution française... »

Bonaparte écrit au directoire le 14 mai : « Je crains bien que cette pauvre ville de Venise ne soit en partie pillée par les Esclavons, à l'heure où je vous écris. Demain je conclurai un traité avec les députés vénitiens. J'espère que cette affaire s'achèvera heureusement, et que si nous ne sommes pas à l'heure qu'il est dans Venise, nous ne tarderons pas à y être. »

[1] *Extrait d'une dépêche confidentielle de Faypoult à Bonaparte sur Gênes.*

« Vous savez que rien n'égale l'ar-

modelé sur la constitution de l'an III, si magnifique en France. Cela flattait l'orgueil des Lycurgue ou des Solon de la coterie de madame de Staël, Ginguené, Daunou, Chénier qui miraient leur génie dans ces contrefaçons. Que pouvaient être ces républiques éphémères? sur quelles bases antiques étaient-elles fondées, et quel avenir pouvait-on leur promettre? Joujoux donnés à de grands enfants, à quelques abbés classiques, à des avocats turbulents ou à quelques bourgeois oisifs, elles n'avaient pour elles ni le peuple ni les intérêts. Bonaparte tailla au vif dans toutes ces constitutions, afin de se faire décerner le titre de vainqueur, législateur et pacificateur, et la flatterie n'épargna rien. Il ne resta de tout cela que deux faits dominants : un pillage public et effronté du pays, et le dépouillement des villes pour Paris, la nouvelle Rome conquérante. Combien n'est-il pas effrayant de voir le tableau des sommes arrachées par l'armée d'Italie [1]! Rome, la Toscane, Parme et Modène furent imposées par masses de millions, indépen-

deur du peuple et la rapidité des mesures qui tiennent aux progrès révolutionnaires. Les statues de Doria, fondateur de l'aristocratie, viennent d'être brisées au palais. Le fameux *Livre d'or* vient d'être déchiré et brûlé sur la place d'*Aqua-Verde*. Enfin, Gênes fait plus de chemin en douze heures, que les Milanais n'en feront en douze mois. »

1 *Contributions, réquisitions, exactions exercées sur les villes d'Italie pendant les campagnes de Bonaparte.*

Lombardie et autres districts de la république cisalpine.	62,000,000
Duché de Parme.	3,650,000
— de Modène.	10,000,000
Venise, par le traité du 16 mai 1797.	6,000,00
Les trois légations, Bologne, Ravenne et Ferrare.	12,000,000
Roi de Naples.	15,000,000
Gênes.	4,000,000
Rome.	30,000,000
Toscane.	8,000,000
Argenterie, mobilier des églises de la Lombardie, des trois légations, de l'État vénitien, du Modénois, de l'État romain.	65,000,000

damment du pillage des monts-de-piété de Milan, de Bologne, de Venise, Ravenne. Ce fut épouvantable de prendre ainsi l'argent des pauvres, mais cela se fit : à Milan même, je le répète, la caisse des hôpitaux, évaluée à 5 millions, fut enlevée.

Maintenant on dépouille l'antique Monza, ou bien on s'empare du nécessaire précieux donné par Marie-Antoinette à sa sœur, et que le général en chef réserve pour madame Bonaparte. Cinquante-deux caisses d'argenterie furent confiées au maître d'hôtel du général; on vendit les rançons des otages, le droit d'habiter la campagne pour se délivrer du tumulte des villes, le trésor de Saint-Marc, le pillage de Vérone; mais ce qui laissa des empreintes bien plus profondes au cœur des peuples, ce fut l'enlèvement des tableaux : l'Italie, comme un noble artiste, se console de sa pauvreté, jamais de l'humiliation.

Que de nobles choses furent conquises par ces impi-

Meni-de-Piété de Milan, enlevé par le général ....., sur l'ordre de Bonaparte.	19,000,000
Monts-de-Piété de Bologne, Ravenne, Modène, Venise, Rome, etc.	37,000,000
Caisses des hôpitaux à Milan et plusieurs autres villes.	5,000,000
Le mobilier de l'archiduc Ferdinand, à Milan et à Monza, et 160 ballots d'effets précieux saisis à Bergame, ville neutre, par ordre de Bonaparte, et vendus à l'enchère.	2,000,000
(On vendit jusqu'aux parquets, aux chambranles de marbre, aux châssis des croisées).	
Nécessaire précieux donné par la feue reine de France à l'archiduchesse, pris à Bergame et passé à madame Bonaparte.	60,000
Mobilier, bibliothèque, effets appartenant aux conseillers de conférence fugitifs.	1,000,000
Vaisselle, mobilier, effets de l'évêque de Tarente, enlevés en présence du maître-d'hôtel de Bona-	

toyables vainqueurs à l'Italie éplorée! Voyez ces immortelles sculptures, l'Apollon du Belvédère aux formes divines, ce torse si parfait dans ses débris, Hercule Comode, l'expression de la force musculaire, et les deux Antinoüs du Capitole et du Vatican! Tu brilles d'un éclat merveilleux, ô Vénus pudique au sein naissant, aux moelleux contours! A tes côtés se placent la Junon sévère, Cérès, Flore, Ariane, ce gracieux berger s'arrachant l'épine du pied, et cette Vénus accroupie, si belle, et le Laocoon empreint d'une si noble douleur! Puis le Jupiter Sérapis si majestueux, le Sphinx terrible à côté du Tibre, symbole de Rome! Épargnez au moins l'œuvre de ce Raphaël Sanzio, si profondément italien, le créateur de la Madone : quelle merveille comparable à sa Transfiguration, à ses têtes virginales qui tiennent tout à la fois à la naïveté du moyen âge et au génie de

parle, et emballés en 52 caisses.	700,000
Supplément de contributions levé à Milan et dans la Lombardie.	28,000,000
Rançon des décurioni et autres otages envoyés en France.	1,500,000
Vente de permissions d'habiter leurs campagnes, aux propriétaires sommés, par ordonnance, de rentrer à Milan.	2,200,000
Saccagement des villas vénitiennes et des palais sur la Brenta, meubles, dorures, tableaux, chevaux, voitures, etc.	6,500,000
Enlevé au duc de Modène à Venise contre la foi des traités.	2,650,000
Spoliations à Vérone, Padoue, Venise, caisses publiques, contributions en argent, partie du trésor de Saint-Marc, effets de l'arsenal, bronzes, statues, tableaux.	27,585,000
Gratifications reçues par Bonaparte et son armée, des républiques de Gênes et de Venise, depuis le mois de mai jusqu'au mois de décembre 1796, par forme de sauvegarde.	2,500,000
Total.	351,345,000

la renaissance! Après Sanzio ce sont les chefs-d'œuvre de l'Albane qu'on arrache aux cités : ici sa Vierge, là son saint François; c'est le Martyre de saint Pierre du Guide; la Circoncision du Guerchin; le saint Jérôme, chef-d'œuvre du Dominiquin; la Vierge à l'écuelle du Corrège! Nulle merveille n'échappait à ces fils des Gaulois; et comme dernier sacrifice, Bonaparte allait livrer à l'Autriche l'antique république de Venise dans le traité de Campo-Formio [1].

Depuis l'occupation de Venise, les difficultés soulevées par le directoire à la suite des articles de Léoben, s'étaient bien affaiblies : dans sa correspondance avec Barras, Bonaparte présentait Venise comme la compensation de Mantoue offerte à l'Autriche; et il n'était pas douteux que le cabinet de Vienne n'acceptât cette modification avec empressement. Mantoue n'était qu'un point militaire qu'on pourrait toujours disputer, tandis que Venise était la plus belle acquisition de la monarchie autrichienne, le complément de son système sur l'Adriatique. La pensée du directoire était de donner Mantoue comme forteresse à la république Cisalpine; on démocratisait la place forte de l'Adige, et l'on vit les

[1] *Résumé des objets d'art et de sciences enlevés d'Italie par les Français.*

SCULPTURE.

Apollon, le Méléagre, le Torse, l'Antinoüs (du Vatican), Adonis, Hercule Comode, l'Apollon des Muses, le Discobole, le Faune flûteur, le Torse de Cupidon, Pâris, le Zénon, le Discobole (2e), Jules César, Auguste, le Tibère en toge, le Phocion, Adrien, Démosthène, Sardanapale, Sextus-Hippéricus, l'Antinoüs (du Capitole), deux Melpomène, deux Uranie, Vénus, Junon, Flore, Ariane, Vestale, Cérès, l'Amazone, Minerve, la Santé, Terpsichore, Polymnie, Thalie, Clio, Calliope, Euterpe, Erato, Trajan, le Posidoppe, le Ménandre, le berger s'arrachant une épine du pied, le gladiateur mourant, la Vénus accroupie,

commissaires du directoire, dans leur zèle classique, souvenir du collége d'Harcourt, célébrer au milieu de Mantoue la fête de Virgile, avec des couronnes de lierre, des pipeaux champêtres et les brebis de l'églogue. Mantoue resterait donc à la Cisalpine, et Venise à l'Autriche, qui échangeait le lac de Garda contre l'Adriatique. Telle était la pensée de Bonaparte, très empressé de finir les négociations avec le cabinet de Vienne par un traité définitif. Ceci tenait d'abord, comme je l'ai dit, à sa position militaire si compromise, et puis à la marche des deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, qui pouvaient en entrant en ligne compromettre son rôle d'arbitre souverain de la paix ou de la guerre, et ce rôle Bonaparte ne le voulait pas partager. Il savait tous les événements de Paris, l'esprit du 18 fructidor, la mort de Hoche, la disgrâce de Moreau, et à qui donnait-on le commandement de ces armées apparaissant de nouveau en Allemagne? à Augereau, l'exécuteur du 18 fructidor, jaloux de Bonaparte et un de ses lieutenants les plus animés contre lui. Augereau était agent politique aussi bien que général en chef, et s'il parvenait à toucher le Danube, à opérer simultanément avec

la Cléopâtre, le Laocoon, l'Amour et Psyché, Jupiter, Homère, Alexandre, Jupiter Sérapis, Ménélas, Junius Brutus, Marcus Brutus, l'Océan, Caton et Porcie, deux sphinx, trois candélabres, trois autels, le tombeau des Muses, le Tibre et divers autres morceaux.

PEINTURE.

De Raphaël Sanzio. — La Transfiguration, l'Assomption, le Couronnement de la Vierge, la Vierge, l'Annonciation, l'Adoration des Mages, le Baptême de Jésus-Christ, la Foi, l'Espérance et la Charité, la Résurrection de Jésus-Christ.

Du Pérugin. — La Résurrection, la Sainte Famille, Saint Augustin et la Vierge, Mariage de la Vierge, la Vierge et Saint de Pérouse, les Prophètes, Saint Benoît, Sainte Placide, Sainte

l'armée d'Italie, la négociation échappait à l'action exclusive de Bonaparte, et le directoire pourrait ressaisir la puissance qu'un jeune ambitieux lui avait arrachée. Ce plan, Bonaparte le connaissait bien, et c'est ce qui le faisait hâter la signature d'un traité définitif.

Les conférences pour l'exécution des préliminaires de Léoben se tenaient à Udine, et depuis le mois d'août elles traînaient en longueur sous l'action du marquis de Gallo, du comte de Merfeeld et du général en chef Bonaparte. On pouvait dire que chacun des plénipotentiaires attendait les événements politiques pour se déterminer à la signature du traité. A Vienne, sir Morton Eden faisait les propositions les plus larges, les plus complètes, si l'Autriche voulait persister dans la guerre et briser les préliminaires : 2 millions de liv. sterl. seraient mis à sa disposition. De son côté, le baron de Thugut espérait un mouvement royaliste en France.

A son tour Bonaparte était en hostilité ouverte avec le directoire, reconstitué par le 18 fructidor. M. de Talleyrand, tout en flattant le secret amour-propre du général, lui transmettait des ordres impérieux pour qu'il s'abstînt de céder Venise qui était la meilleure position de l'Autriche sur l'Adriatique. Bonaparte dé-

Scolastique, le Père éternel, Saint Sébastien, Saint Augustin, Saint Barthélemy, Saint Paul, Saint Jean, la Vierge, Déposition de la Croix, une Vierge.

Du Guerchin. — La Circoncision, Sainte Pétronille, Saint Thomas.

Du Dominiquin. — Saint Jérôme, Martyre de sainte Agnès.

De Caravache. — Descente de Croix.

D'Annibal Carrache. — La Piété, la Nativité.

D'André Sacchi. — Saint Romuald, un Miracle.

D'Albani. — Une Vierge, Saint François.

Du Guide. — La Fortune, Martyre de saint Pierre.

Du Garofaldo. — La Vierge.

veloppait en réponse sa position fort difficile sous le point de vue stratégique : « L'Autriche faisait des levées en masse ; il n'avait que 70,000 hommes, et il était cerné par 120,000 ; est-ce que l'armée d'Augereau arriverait à temps? Puisqu'il se trouvait en dissidence avec le directoire, le véritable gouvernement de la France, ajoutait-il, ce qui lui restait à faire, c'était de donner sa démission. » Cette menace, il la renouvelait sans cesse, à ce point que Barras, pour pénétrer le dernier mot du général, envoya auprès de lui son secrétaire Bottot, l'homme de sa confiance, pour lui poser cette question : « Que se passait-il? pourquoi s'abstenir de donner des nouvelles des négociations, et ne parler jamais que pour offrir sa démission? » Bonaparte exposa tout à découvert : « L'Autriche armait considérablement, et les levées en masse pullulaient; voulait-on la guerre? on la ferait, quoique la saison fût très avancée; mais il ne répondait de rien pendant l'hiver dans les montagnes. De quoi s'agissait-il? de républicaniser Venise, de donner une meilleure frontière à la Cisalpine : est-ce que tous ces peuples valaient la peine qu'on sa-

Du Poussin. — Martyre de saint Erasme.

Du Valentin. — Martyre de saint Gervais.

Du Corrége. — La Vierge de saint Jérôme, la Vierge à l'écuelle.

Du Titien. — Le Couronnement

Du Procaccini. — Saint Sébastien.

Objets destinés au musée d'histoire naturelle.

L'Herbier de Haller. — Collections de substances volcaniques, par Spallanzani. — Minéraux du P. Pini à Milan. — Minéraux de l'Institut de Bologne. — L'Herbier d'Aldrovande, en 16 volumes. — Collection de marbres et de pierres fines de l'Institut de Bologne. — Figures manuscrites d'Aldrovande, en 17 volumes. — Aiguilles de cristal de roche.

Objets destinés à la bibliothèque.

Manuscrits de la bibliothèque Ambroisienne et de celle de Brera. — MMss. de l'abbaye de Saint-Salvador

crifiât 40,000 Français pour eux? On irait peut-être à Vienne; mais y resterait-on?» Cette conférence avec le secrétaire Bottot se résuma définitivement en des lettres de change et des diamants pour Barras, de la valeur de 3 millions, ce qui devait considérablement adoucir la résistance du directoire qui dès lors se plaignit moins.

A Vienne également, les idées de guerre et d'hostilité, si fortement entretenues par sir Morton Eden, s'étaient sensiblement amorties : le parti de la paix avait pris une influence décisive, et l'empereur François II venait de rappeler de Pétersbourg le ministre à idées modérées, le comte Louis de Cobentzl, partisan déclaré de la paix depuis l'origine même de la révolution française. Le comte Louis avait parfaitement saisi le caractère de Bonaparte, impérieux, dominateur, et fort naturellement flatté de toute distinction particulière. François II avait écrit personnellement au général républicain : si l'empereur dédaignait de s'adresser au directoire, il avait plus de considération pour Bonaparte; et par là, il reconnaissait le caractère de son commandement et sa destinée d'avenir.

La lettre de François II [1], toute écrite de sa main,

de Bologne. — Les donations faites à l'église de Ravenne sur papyrus, en 490 et 491. — MMss. de Joseph sur papyrus. — MMss. sur l'histoire des papes. — Un Virgile manuscrit ayant appartenu à Pétrarque, avec des notes de sa main. — MMs. de la main de Galilée, sur le flux et le reflux et sur les fortifications. — Carton des ouvrages de Léonard de Vinci. — Douze MMss. de Léonard de Vinci sur les sciences. — Tables anatomiques de Haller, avec des additions et corrections de sa main. — Livres d'anciennes éditions provenant des bibliothèques Ambroisienne, de l'Institut de Bologne, de l'abbaye de Saint-Salvador et de l'Université de Pavie.

[1] *A Monsieur le général Bonaparte, général en chef de l'armée d'Italie.*

« Monsieur le général Bonaparte, lorsque je croyais avoir donné à mes

digne et modérée, parlait de la paix comme d'un espoir, de la guerre comme d'une nécessité cruelle, qu'on était néanmoins décidé à subir, si les conditions de Léoben n'étaient point acceptées ou modifiées dans un système de concession mutuelle. Le langage de l'empereur au général Bonaparte était plein d'une haute estime, et les prévenances d'un souverain allait dignement à celui qui rêvait déjà le rôle de César. M. de Cobentzl qui portait cette lettre était chargé de suivre les négociations dans cette voie; esprit conciliateur, aimant le luxe, la grandeur, tout ce qui pouvait flatter l'orgueil de Bonaparte, il avait vu Catherine II, assisté

ministres plénipotentiaires toutes les facilités pour terminer l'importante négociation dont ils sont chargés, j'apprends avec autant de peine que de surprise que, s'écartant de plus en plus des stipulations préliminaires, le retour de la tranquillité, dont je désire faire jouir mes sujets et que la moitié de l'Europe désire si sincèrement, devient de jour en jour plus incertain.

« Fidèle à remplir mes engagements, je suis prêt à exécuter tout ce qui a été arrêté à Léoben, et je n'exige que la réciprocité d'un devoir aussi sacré. Une explication franche et loyale, dictée par le même esprit qui m'anime, est la seule voie qui puisse conduire à ce but salutaire. Afin d'accélérer autant qu'il est en moi, et de mettre fin, une bonne fois, à l'état d'incertitude où nous sommes, et qui n'a déjà que trop duré, je me suis déterminé à faire partir pour le lieu des négociations actuelles, M. le comte de Cobentzl, étant en possession de ma confiance la plus étendue, instruit de toutes mes intentions et muni de mes pouvoirs les plus amples. Je l'ai autorisé à écouter et à recevoir toute proposition tendant au rapprochement des deux parties d'après les principes d'équité et de la convenance réciproque, et à conclure en conséquence.

« Après cette nouvelle assurance de l'esprit de conciliation qui m'anime, je ne doute pas que vous ne sentiez que la paix est entre vos mains, et que de vos déterminations dépondra le bonheur ou le malheur de plusieurs milliers d'hommes.

« Je me suis surtout décidé au parti que je prends aujourd'hui sur l'opinion que j'ai de votre loyauté et l'estime personnelle que j'ai conçue pour vous, dont je suis bien aise, M. le général Bonaparte, de vous donner ici l'assurance.

« Vienne, le 20 septembre 1797.

« *Signé* : FRANÇOIS. »

à ses fêtes, et la grâce parfaite de sa causerie faisait passer de longues heures aux veilles d'Udine. Tout le XVIIIe siècle n'était-il pas sous le charme des causeries des courtisans et des gens d'esprit? et Bonaparte s'y laissait aller lui-même. Le marquis de Gallo, si fin, si souple, véritable type du caractère napolitain, et le comte de Merfeeld demeurèrent chargés des détails do la négociation; ils furent accompagnés d'une foule de gentilshommes, afin de donner un caractère splendide à la représentation impériale [1].

Quand de Trévise on se rend à Udine par Codroïpo, à 8 lieues de la vieille Aquilée, à 2 lieues de Palma-Nova et à 6 de Goritz, il s'élève un vieux château demi-ruiné, près d'un petit hameau que le peuple nomme Campo-Formio; les voyageurs curieux peuvent le saluer, et je l'ai fait avec un battement de cœur indicible, car dans ce château se réunissaient, par des journées déjà froides, aux pieds des montagnes, le général en chef Bonaparte, le comte de Cobentzl, le marquis de Gallo : c'est là que se prépara le fameux traité qui

1 Voici quelques fragments de la correspondance de Bonaparte avec le directoire; j'ai trouvé plus de cent lettres écrites dans le même esprit.

Dépêche confidentielle de Bonaparte à M. de Talleyrand (7 octobre),

« Sous trois ou quatre jours, citoyen ministre, tout sera terminé, la paix ou la guerre. Je vous avoue que je ferai tout pour la paix, vu la saison très avancée et le peu d'espérance de faire de grandes choses.

« Vous connaissez peu ces peuples-ci; ils ne méritent pas qu'on fasse tuer 40,000 Français pour eux.

« Je vois par vos lettres que vous partez toujours d'une fausse hypothèse : vous vous imaginez que la liberté doit faire de grandes choses à un peuple mou, superstitieux, pantalon et lâche.

« Ce que vous désiriez que je fisse sont des miracles : je n'en sais pas faire.....

« Je n'ai point eu, depuis que je vins en Italie, pour auxiliaire l'amour du peuple pour la liberté et l'égalité, ou du moins cela était un auxiliaire très

mettait trêve à la guerre de la France et de l'Autriche. Les conférences étaient longues et animées, si l'on en croit les rapports officiels : il y eut des mots durs, a-t-on dit, des cabarets de porcelaine brisés, des actes de colère, des fureurs jouées. Bonaparte s'opposa à ce que la république française fût reconnue par l'Autriche, ce qui était la formule de tout protocole, parce que, disait-il, cette république était, comme le soleil, aperçue par tous. Ces récits sont des fables; Bonaparte put l'écrire au directoire pour justifier la cession de Venise et exagérer les difficultés de sa position personnelle; mais la vérité est qu'avant les conférences de Campo-Formio tout était convenu et entendu à Udine; il n'y eut ni cabaret cassé, ni insolences dites. Bonaparte avait par dessus tout l'esprit de bonne compagnie; ce n'était pas un fou à lier, un mal appris, un rustre, ni M. de Cobentzl un laquais que l'on traitât avec le pied.

Au reste, les articles de Léoben n'étaient modifiés que sur l'échange de Venise contre Mantoue, ce que l'Autriche désirait. Le traité de Campo-Formio ne fut que le développement de ces préliminaires : l'Au-

faible.... Tout ce qui n'est bon qu'à dire dans des proclamations, des discours imprimés, sont des romans.

« ...Le caractère de notre nation est d'être beaucoup trop vif dans la prospérité. Si l'on prend pour base de toutes les opérations la vraie politique, qui n'est que le résultat du calcul, des combinaisons et des chances, nous serons longtemps la grande nation, l'arbitre de l'Europe; je dis plus, nous tenons la balance, nous la ferons pencher comme nous voudrons, et même si tel est l'ordre du destin, je ne vois pas d'impossibilité à ce qu'on arrive en peu d'années à ces grands résultats que l'imagination échauffée et enthousiaste entrevoit, et que l'homme extrêmement froid, constant et raisonné, atteindra seul... »

Lettre de Bonaparte au directoire (13 octobre).

« La paix définitive sera signée cette nuit ou la négociation rompue. »

triche cédait la Belgique à la France, et à la république Cisalpine, la Lombardie, Mantoue, Bergame, Brescia et partie des états vénitiens jusqu'à l'Adige; l'empereur approuvait que la France prît possession des îles de Corfou, de Zante et des autres colonies vénitiennes en Albanie; la république française consentait aussi à ce que l'empereur prît possession de Venise, des lagunes, des îles de l'Adriatique, de Vérone, de la Dalmatie et des états de terre-ferme de Venise jusqu'à l'Adige. Quant aux questions allemandes, elles demeuraient en suspens jusqu'à un congrès qui serait tenu à Rastadt. A ce traité public était joint des stipulations secrètes : la France consentait à ce que l'empereur s'indemnisât en Allemagne, par le Palatinat de Bavière et l'évêché de Saltzbourg, de ses sacrifices sur le Rhin; Mayence serait remise à la France le même jour que Venise à l'Autriche; l'empereur ne soutiendrait pas les états d'Allemagne, si la remise de Mayence entraînait une guerre sérieuse entre la république et la confédération.

Ainsi fut le traité de Campo-Formio, si avantageux à l'Autriche, car il fondait sa puissance en Italie et sa grandeur sur l'Adriatique : la république Cisalpine pas-

Dans cette lettre, Bonaparte rend compte des conditions principales; il en balance les avantages et les inconvénients, puis il ajoute : « La guerre avec l'Angleterre nous ouvrira un champ plus vaste, plus essentiel et plus beau d'activité... Si dans tous ces calculs je me suis trompé, mon cœur est pur, mes intentions sont droites : j'ai fait taire les intérêts de ma gloire, de ma vanité, de mon ambition ; je n'ai vu que la patrie et le gouvernement... Il ne me reste plus qu'à rentrer dans la foule, reprendre le soc de Cincinnatus, et donner l'exemple du respect pour les magistrats, et de l'aversion pour le régime militaire, qui a détruit tant de républiques et perdu plusieurs états. »

serait dans la marche des temps, puis la Lombardie verrait de nouveau l'aigle impériale se déployer sur ses cathédrales. Mais Venise ne renaîtrait pas de ses cendres dispersées au vent des révolutions : l'Autriche en resterait maîtresse pour lui ouvrir de nouvelles destinées. Qu'elle fut donc étrange cette révolution française! elle grandit démesurément les causes de puissance et d'avenir pour les trois fortes monarchies, la Prusse, l'Autriche, la Russie; elle n'abaissa que le système de Louis XIV en jetant la France dans une guerre de principes et d'idées.

FIN DU TOME TROISIÈME.

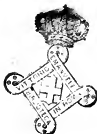


TABLE DES CHAPITRES.

FIN DE LA TABLE DES CHAPITRES DU TOME TROISIÈME.

